

**Le droit international des droits sociaux et économiques de la
personne comme apport dans l'élaboration de stratégies
féministes québécoises**

Séminaire de Formation

Organisé conjointement par
les Services aux collectivités de L'U.Q.A.M.,
Relais-Femmes et le C.Q.F.D.
(Collectif Québécois Femmes et Développement)

**Responsable: Lucie Lamarche, Professeure
Dépt. des Sciences Juridiques**

**T O M E 2
(Partie 2)**

Déclarations et Programmes d'Action

Automne 1995

Table des Matières

1. Sommet Mondial pour le développement social, Copenhague 6-12 mars 1995 1
2. Commission du statut des femmes, 39e session, Conférence de Bejin 132



**NATIONS
UNIES**



**SOMMET MONDIAL POUR LE
DEVELOPPEMENT SOCIAL**

Copenhague (Danemark)
6-12 mars 1995

Distr.
LIMITEE

A/CONF.166/L.3/Add.1
10 mars 1995

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

Point 10 de l'ordre du jour

**DECLARATION ET PROGRAMME D'ACTION DU SOMMET MONDIAL
POUR LE DEVELOPPEMENT SOCIAL**

Rapport de la Grande Commission

Additif

1. A sa 5ème séance, le 10 mars, la Grande Commission a approuvé le projet de déclaration et en a recommandé l'adoption en séance plénière.
2. Le texte du projet de déclaration est le suivant :

PREMIERE PARTIE

PROJET DE DECLARATION

1. Pour la première fois dans l'histoire, nous, chefs d'Etat et de gouvernement, sommes réunis sur l'invitation de l'Organisation des Nations Unies pour reconnaître l'importance universelle du développement social et de l'amélioration de la condition humaine et pour oeuvrer d'urgence à la réalisation de ces objectifs, dès à présent et pour le XXIe siècle.
2. Nous constatons que partout dans le monde se manifeste de diverses manières l'urgente nécessité de s'attaquer aux problèmes sociaux les plus graves, en particulier la pauvreté, le chômage et l'exclusion sociale, qui touchent tous les pays. Nous avons pour tâche de nous attaquer à la fois aux causes profondes des problèmes et à leurs conséquences affligeantes, afin de réduire l'incertitude et l'insécurité qu'elles engendrent dans la vie des gens.
3. Nous constatons que nos sociétés doivent mieux répondre aux besoins matériels et spirituels des individus, de leurs familles et des communautés dans lesquelles ils vivent, partout et dans tous les pays. Nous devons non seulement agir sans plus attendre mais également prendre un engagement durable et inébranlable pour les années à venir.

4. Nous sommes convaincus que la démocratie, la transparence et la responsabilité dans la conduite des affaires publiques et l'administration dans tous les secteurs de la société sont les bases indispensables à la réalisation d'un développement social et centré sur l'être humain, qui soit durable.

5. Nous partageons la conviction que le développement social et la justice sociale sont indispensables à l'établissement et au maintien de la paix et de la sécurité entre les nations et en leur sein même. Inversement, il ne saurait y avoir de développement social et de justice sociale sans la paix et la sécurité et si tous les droits de l'homme et ses libertés fondamentales ne sont pas respectés. Cette interdépendance fondamentale consacrée il y a 50 ans dans la Charte des Nations Unies s'est encore renforcée depuis lors.

6. Nous sommes aussi profondément convaincus que développement social et développement économique sont interdépendants et se renforcent mutuellement. Un développement social équitable constitue le fondement indispensable d'un développement et d'une prospérité économique durables. Cela étant, un développement durable et une croissance économique générale et soutenue sont pareillement nécessaires au développement social et à l'avènement de la justice sociale.

7. Nous reconnaissons donc que le développement social est au coeur des besoins et des aspirations des individus partout dans le monde et constitue pour les gouvernements et tous les secteurs de la société civile une responsabilité cruciale. Nous affirmons qu'en matière économique aussi bien que sociale, les politiques et les investissements les plus productifs sont ceux qui permettent aux gens de tirer le meilleur parti de leurs capacités, de leurs ressources et des possibilités qui leur sont offertes. Nous reconnaissons que le développement économique et social ne peut être assuré d'une manière durable sans la pleine participation des femmes; l'égalité et l'équité entre hommes et femmes sont pour la communauté internationale un objectif prioritaire qui doit, en tant que tel, se situer au coeur du développement économique et social.

8. Ce sont les gens qui sont au coeur de nos préoccupations quand nous pensons développement durable, reconnaissant qu'ils ont droit à une vie saine et productive en harmonie avec l'environnement.

9. Nous sommes réunis ici pour nous engager, nous, nos gouvernements et nos nations, à oeuvrer au développement social dans le monde entier, de telle sorte que tous, hommes et femmes, en particulier ceux et celles qui vivent dans la pauvreté, puissent exercer les droits, utiliser les ressources et partager les responsabilités qui leur permettent de vivre une vie satisfaisante en harmonie avec l'environnement et de contribuer au bien-être de leur famille, de leur communauté et de l'humanité. Ce doit être un objectif primordial pour la communauté internationale que de soutenir et d'encourager ces efforts, s'agissant spécialement de ceux qui souffrent de la pauvreté, du chômage et de l'exclusion sociale.

10. Nous prenons cet engagement solennel à la veille du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, avec la volonté de tirer parti des possibilités uniques qu'offre la fin de la guerre froide pour promouvoir le développement social et la justice sociale. Nous réaffirmons les principes de la Charte des Nations Unies dont nous nous inspirons ainsi que des accords auxquels ont abouti les conférences internationales pertinentes, dont le Sommet mondial pour les enfants, tenu à New York, en 1990, la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, tenue à Rio, en janvier 1992, la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, tenue à Vienne, en 1993, la Conférence mondiale sur le développement durable des petits Etats insulaires en développement, tenue à Bridgetown (Barbade) en 1994, et la Conférence internationale sur la population et le développement, tenue au Caire, en 1994. A ce Sommet, nous prenons l'initiative d'un nouvel engagement de chacun de nos pays en faveur du développement social, marquant ainsi le début d'une ère nouvelle de coopération internationale entre les gouvernements et entre les peuples, fondée sur un esprit de partenariat qui place les besoins, les droits et les aspirations des gens au centre de nos décisions et de nos actions communes.

11. Le Sommet qui nous réunit ici, à Copenhague, est celui de l'espoir, de l'engagement et de l'action. Nous y sommes pleinement conscients de la difficulté des tâches qui nous attendent, mais convaincus que des progrès considérables peuvent être réalisés, doivent l'être et le seront.

12. Nous souscrivons à cette Déclaration et à ce Programme d'action, qui visent à promouvoir le développement social et à assurer le bien-être de tous partout dans le monde, dès à présent et pour le XXIe siècle.

Nous invitons les citoyens de tous les pays, et quelle que soit leur condition sociale, ainsi que la communauté internationale, à se rallier à cette cause commune.

A. Situation sociale actuelle et justification du Sommet

13. Nous assistons un peu partout dans le monde à l'expansion de la prospérité pour les uns, mais malheureusement aussi à l'expansion d'une pauvreté sans nom pour les autres. Cette contradiction flagrante est inacceptable et il faut y porter remède de toute urgence.

14. La mondialisation, qui est la conséquence d'un accroissement de la mobilité humaine, d'une amélioration des communications, d'une forte augmentation des échanges commerciaux et des mouvements de capitaux, ainsi que du progrès technique, ouvre de nouvelles possibilités pour une croissance économique soutenue et le développement de l'économie mondiale, en particulier dans les pays en développement. Elle permet également aux pays de partager l'expérience acquise, de tirer enseignement des succès et des difficultés rencontrés par les autres et de s'enrichir mutuellement grâce aux contacts entre des valeurs culturelles, des aspirations et des idéaux différents. En même temps, la rapidité des changements et la brutalité des ajustements s'accompagnent d'une aggravation de la pauvreté, du chômage et d'une désintégration sociale. Les menaces pour le bien-être de la personne humaine, que font peser notamment les risques pour l'environnement, se sont également mondialisées. En outre, les transformations globales de l'économie mondiale modifient profondément les paramètres du développement social dans tous les pays. La difficulté est de savoir comment gérer ces processus et parer à ces menaces pour tirer le meilleur parti de ces transformations et en atténuer le plus possible les répercussions négatives sur les populations.

15. On constate des progrès dans plusieurs domaines du développement social et économique, à savoir :

a) Au cours des 50 dernières années, la richesse des nations a été multipliée par sept et les échanges internationaux ont augmenté plus spectaculairement encore;

b) L'espérance de vie a augmenté et l'alphabétisation, l'enseignement primaire et l'accès aux soins de santé de base, y compris la planification familiale, se sont améliorés dans presque tous les pays; les taux moyens de mortalité infantile ont été réduits, y compris dans les pays en développement;

c) Le pluralisme démocratique, les institutions démocratiques et les libertés civiles fondamentales sont en plein essor. La décolonisation est bien avancée, tandis que l'élimination de l'apartheid est une réalisation de portée historique.

16. Pourtant, nous constatons que beaucoup trop de personnes, notamment des femmes et des enfants, sont vulnérables aux tensions et aux privations. La pauvreté, le chômage et la désintégration sociale entraînent trop souvent l'isolement, la marginalisation et la violence. L'incertitude à laquelle sont confrontées de nombreuses personnes, notamment parmi les groupes vulnérables quant à leur avenir - le leur et celui de leurs enfants -, s'intensifie :

a) Dans de nombreuses sociétés, qu'il s'agisse de pays développés ou de pays en développement, le fossé s'est creusé entre les riches et les pauvres. En outre, et bien que certains pays en développement connaissent une croissance rapide, l'écart entre les pays développés et de nombreux pays en développement, en particulier les pays les moins avancés, a augmenté;

b) Plus d'un milliard d'êtres humains dans le monde vivent dans une pauvreté abjecte, la plupart souffrant chaque jour de la faim. Un grand nombre d'entre eux, en majorité des femmes, ne disposent de revenus et de ressources et ne bénéficient d'une éducation, de soins de santé ou d'une nutrition correcte que de façon très limitée, en particulier en Afrique et dans les pays les moins avancés;

c) Les pays en transition et ceux qui introduisent des réformes politiques, économiques et sociales fondamentales connaissent également de graves problèmes sociaux qui diffèrent par leur nature et leur ampleur;

d) La cause principale de la détérioration continue de l'environnement mondial tient à des modes de consommation et de production non viables, en particulier dans les pays industrialisés, ce qui constitue un sujet de profonde préoccupation, aggravant la pauvreté et les déséquilibres;

e) L'accroissement continu de la population mondiale, sa structure et sa répartition, de même que sa relation avec la pauvreté et l'inégalité sociale et entre les sexes mettent au défi les capacités d'adaptation des gouvernements, des individus, des institutions sociales et du milieu naturel;

f) Plus de 120 millions de personnes dans le monde sont officiellement au chômage et beaucoup plus encore sont sous-employées.

Trop de jeunes, y compris ceux qui ont fait des études, n'ont que peu d'espoir de trouver un emploi productif;

g) On trouve plus de femmes que d'hommes vivant dans la pauvreté absolue et le déséquilibre continue de s'accroître, entraînant de graves conséquences pour elles et leurs enfants. Les femmes assument une part disproportionnée des problèmes liés à la pauvreté, à la désintégration sociale, au chômage, à la dégradation de l'environnement et aux conséquences de la guerre;

h) L'une des minorités les plus importantes du monde est constituée par des personnes - plus d'une sur 10 - souffrant d'incapacités, qui sont trop souvent acculées à la pauvreté, au chômage et à l'isolement social. En outre, dans tous les pays, les personnes âgées sont souvent particulièrement vulnérables à l'exclusion sociale, à la pauvreté et à la marginalisation;

i) Des millions de personnes dans le monde sont des réfugiés ou des personnes déplacées dans leur propre pays. Les conséquences sociales tragiques qui en résultent ont un effet critique sur la stabilité sociale et le développement de leur pays d'origine, de leur pays d'accueil et des diverses régions concernées.

17. Si ces problèmes ont une dimension mondiale et se posent dans tous les pays, nous constatons cependant que la situation de la plupart des pays en développement, et en particulier des pays africains et des pays les moins avancés, est critique et exige une attention et des mesures particulières. Nous reconnaissons également que les pays qui subissent des transformations politiques, économiques et sociales fondamentales, y compris ceux qui sont engagés dans un processus de consolidation de la paix et de la démocratie, ont besoin du soutien de la communauté internationale.

18. Ont également besoin du soutien de la communauté internationale les pays en transition, qui subissent aussi des transformations politiques, économiques et sociales fondamentales.

19. D'autres pays subissant des transformations politiques, économiques et sociales fondamentales ont besoin également d'un tel soutien.

20. Les objectifs que vise le développement social nécessitent des efforts constants pour réduire et éliminer les principales sources de détresse sociale et d'instabilité pour la famille et la société. Nous nous engageons à axer spécialement et prioritairement nos efforts sur les situations qui, à travers

le monde, compromettent gravement la santé, la paix et la sécurité, et le bien-être de nos populations, notamment la famine chronique, la malnutrition, les problèmes de la drogue, la criminalité organisée, la corruption, l'occupation étrangère, les conflits armés, le trafic illicite d'armes, le terrorisme, l'intolérance et l'incitation à la haine pour des raisons raciales, ethniques, religieuses et autres, la xénophobie et les maladies endémiques, transmissibles et chroniques. Il importe à cette fin de renforcer la coordination et la coopération au niveau national et, plus particulièrement, aux niveaux régional et international.

21. Il faut, à cet égard, se préoccuper de l'impact négatif qu'ont sur le développement des dépenses militaires excessives, le commerce des armes et les investissements aux fins de la production et de l'acquisition d'armements.

22. Les maladies transmissibles posent un grave problème sanitaire dans tous les pays, constituent une des principales causes de décès dans le monde et leur incidence, dans bien des cas, ne fait que croître. Ces maladies font obstacle au développement social et aboutissent souvent à la pauvreté et à l'exclusion sociale. La prévention, le traitement et le contrôle de ces maladies, qui vont de la tuberculose et du paludisme au VIH/SIDA, doivent être considérés comme une priorité absolue.

23. Nous ne pourrions conserver la confiance des populations que si nous nous efforçons de répondre d'urgence à leurs besoins. Nous savons que la pauvreté, l'absence d'emplois productifs et la désintégration sociale sont autant d'atteintes à la dignité humaine. Nous savons aussi qu'elles aggravent mutuellement leurs effets, constituent un gaspillage de ressources humaines et trahissent un mauvais fonctionnement des marchés ainsi que des institutions et processus économiques et sociaux.

24. On attend de nous que nous définissions un cadre de développement social axé sur la personne humaine, qui nous serve de guide dès à présent et demain, que nous développions un nouvel esprit de coopération et de partenariat, et que nous répondions aux besoins immédiats de ceux qui sont plongés dans la détresse. Nous sommes résolus à nous acquitter de cette tâche et à promouvoir le développement social dans le monde entier.

B. Principes et buts

25. Nous, chefs d'Etat et de gouvernement, souscrivons à une conception politique, économique, éthique et spirituelle du développement social, fondée sur la dignité humaine, les droits de l'homme, l'égalité, le respect d'autrui, la paix, la démocratie, la responsabilité mutuelle et la coopération, et le plein respect des diverses valeurs éthiques et religieuses et des milieux culturels des populations. Nous accorderons par conséquent la priorité absolue dans les politiques et actions menées aux niveaux national, régional et international, à la promotion du progrès social et de la justice, et à l'amélioration de la condition humaine, sur la base de la pleine participation de tous.

26. A cette fin, nous délimiterons un cadre d'action dans lequel :

a) La personne humaine sera placée au centre du développement et les économies orientées de façon à mieux satisfaire les besoins des populations;

b) Nous nous acquitterons de nos responsabilités envers les générations actuelles et futures en assurant qu'elles soient traitées équitablement, en protégeant l'environnement et en l'exploitant de manière qui soit durable;

c) Nous poserons en principe que même si le développement social est une responsabilité nationale, il ne peut être assuré sans l'engagement et les efforts collectifs de la communauté internationale;

d) Les politiques économiques, culturelles et sociales seront intégrées de façon à se renforcer mutuellement, l'interdépendance de l'activité publique et privée étant reconnue;

e) Nous reconnaitrons que la mise en oeuvre de politiques économiques rationnelles à caractère général est le fondement nécessaire d'un développement social durable;

f) Nous nous efforcerons de promouvoir la démocratie, la dignité humaine, la justice sociale et la solidarité aux niveaux national, régional et international, et d'assurer la tolérance, la non-violence, le pluralisme et la non-discrimination tout en respectant pleinement la diversité des sociétés ainsi qu'au sein même des sociétés;

g) Nous nous efforcerons de promouvoir une répartition plus équitable des revenus et de faciliter l'accès aux ressources, sur la base de l'équité et de l'égalité des chances pour tous;

h) Nous reconnaitrons que la famille constitue l'unité de base de la société, qu'elle joue un rôle clef dans le développement social, et qu'à ce titre, elle doit être renforcée, compte tenu des droits, des capacités et des responsabilités de ses membres. Les formes que prend la famille varient en fonction des systèmes culturels, politiques et sociaux. Elle a droit à une pleine et entière protection;

i) Nous garantirons que les personnes et les groupes désavantagés et vulnérables participent au développement social et que la société reconnaisse les conséquences de l'incapacité et y réponde en assurant le respect des droits de la personne et en rendant l'environnement physique et social accessible;

j) Nous encouragerons le respect universel et effectif et la protection de l'ensemble des droits de l'homme et de ses libertés fondamentales, à l'égard de tous, y compris le droit au développement; nous encouragerons chacun, à tous les niveaux de la société, à exercer ses droits et à s'acquitter de ses responsabilités; nous favoriserons l'équité et l'égalité entre hommes et femmes; nous protégerons les droits des enfants et des jeunes; et nous favoriserons le renforcement de la cohésion sociale et de la société civile;

k) Nous réaffirmons le droit à l'autodétermination de tous les peuples vivant sous occupation coloniale ou d'autres formes de domination ou d'occupation étrangères et l'importance de l'exercice effectif de ce droit, tel qu'il est énoncé, entre autres, dans la Déclaration et le Programme d'action de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme tenue à Vienne;

l) Nous favoriserons le progrès et la sécurité des personnes et des collectivités, de telle manière que chaque membre de la société puisse satisfaire ses besoins essentiels, affirmer sa dignité personnelle, vivre en sécurité et exprimer sa créativité;

m) Nous reconnaitrons et soutiendrons les populations autochtones dans leur poursuite du développement économique et social, dans le plein respect de leur identité, de leurs traditions, du type d'organisation sociale qui est le leur et de leurs valeurs culturelles;

n) Nous soulignerons l'importance d'une gestion et d'une administration transparentes et responsables dans toutes les institutions publiques et privées, nationales et internationales;

o) Nous reconnâtrons que donner aux individus, et notamment aux femmes, les moyens de renforcer leurs propres capacités constitue un objectif primordial du développement et son moteur principal. Il faut, pour cela, qu'ils participent pleinement à l'élaboration, à l'application et à l'évaluation des décisions déterminant le fonctionnement et la prospérité de nos sociétés;

p) Nous affirmerons l'universalité du développement social et définirons une approche nouvelle et renforcée de cette notion, en donnant un nouvel élan à la coopération internationale et au partenariat;

q) Nous offrirons aux personnes âgées davantage de possibilités d'améliorer leur vie;

r) Nous reconnâtrons que les nouvelles technologies de l'information et les approches nouvelles, s'agissant d'ouvrir l'accès à ces technologies et leur utilisation aux personnes vivant dans la pauvreté, peuvent contribuer à la réalisation des objectifs du développement social; et, par conséquent, qu'il s'impose d'en faciliter l'accès;

s) Nous renforcerons les politiques et programmes permettant d'accroître, d'assurer et d'élargir la participation des femmes dans tous les domaines de la vie politique, économique, sociale et culturelle, en tant que partenaires égales, et ouvrirons à celles-ci plus largement l'accès à toutes les ressources nécessaires pour qu'elles puissent exercer pleinement leurs droits fondamentaux;

t) Nous créerons les conditions politiques, juridiques, matérielles et sociales nécessaires pour permettre le rapatriement librement consenti des réfugiés dans leur pays d'origine, dans la sécurité et la dignité, ainsi que le retour volontaire dans leurs foyers, en toute sécurité, des personnes déplacées dans leur propre pays et pour faciliter leur réinsertion dans la société;

u) Nous soulignerons l'importance du retour dans leur famille de tous les prisonniers de guerre, disparus au combat et otages, conformément aux conventions internationales, afin de parvenir au plein développement social.

27. Nous reconnaissons que c'est aux Etats qu'incombe la responsabilité principale dans cette tâche. Par ailleurs, nous constatons que ceux-ci ne sont pas en mesure de s'en acquitter seuls. La communauté internationale, l'Organisation des Nations Unies, les institutions financières multilatérales,

toutes les organisations régionales et les collectivités locales, ainsi que tous les acteurs de la société civile doivent contribuer, par leurs efforts et les ressources qu'ils mobilisent, à réduire les inégalités existant au sein des pays ainsi que l'écart entre les pays développés et les pays en développement dans un effort mondial pour atténuer les tensions sociales et accroître la stabilité et la sécurité sociales et économiques. Les profondes transformations politiques, sociales et économiques survenues dans les pays dont l'économie est en transition se sont accompagnées d'une détérioration de leur situation économique et sociale. Nous invitons chacun à exprimer son attachement à l'amélioration de la condition humaine en prenant des mesures concrètes dans le domaine d'activité qui lui est propre et en assumant des responsabilités civiques spécifiques.

C. Engagements

28. Notre effort global de développement social, ainsi que les recommandations relatives aux mesures à prendre qui figurent dans le Programme d'action, s'inspirent d'un esprit de consensus et de coopération internationale, pleinement conformes aux buts et aux principes de la Charte des Nations Unies, en tenant compte du fait que la responsabilité de l'élaboration et de l'application de stratégies, de politiques, de programmes et de mesures de développement social incombe à chaque pays et qu'il faut à cet égard prendre en considération la diversité des conditions économiques, écologiques et sociales de chacun d'eux, en respectant pleinement les diverses valeurs religieuses et éthiques, origines culturelles et convictions philosophiques de sa population, conformément à tous les droits de l'homme et à toutes les libertés fondamentales. En l'occurrence, une coopération internationale est indispensable pour que les programmes et mesures de développement social portent pleinement leurs fruits.

29. Etant entendu que notre but commun est le développement social, qui tend à la justice sociale, à la solidarité, à l'harmonie et à l'égalité au sein des pays et entre ceux-ci, dans le plein respect de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale des pays, ainsi que des objectifs de leurs politiques, de leurs priorités de développement et de leur diversité culturelle et religieuse, et dans le plein respect également de l'ensemble des droits de l'homme et de ses libertés fondamentales, nous lançons une campagne

mondiale pour le progrès et le développement social et, à ce titre, prenons les engagements suivants :

Engagement 1

Nous nous engageons à créer un environnement économique, politique, social, culturel et juridique qui permette aux populations de parvenir au développement social.

A cette fin, au niveau national :

a) Nous mettrons en place un cadre juridique stable, conformément à nos constitutions, lois et procédures et en accord avec le droit international et les obligations connexes, un tel cadre devant prévoir et favoriser l'équité et l'égalité entre hommes et femmes, le plein respect de l'ensemble des droits de l'homme et de ses libertés fondamentales et la primauté du droit, l'accès à la justice, l'élimination de toutes les formes de discrimination, la transparence et la responsabilité dans la conduite des affaires publiques et dans l'administration, et encourager le partenariat avec des organisations libres et représentatives de la société civile;

b) Nous créerons un environnement économique propice qui permette à tous de s'assurer des revenus, d'obtenir des ressources et d'accéder aux services sociaux de manière plus équitable;

c) Nous renforcerons, comme il convient, les moyens et les capacités des individus de participer à l'élaboration et à l'application des politiques et des programmes sociaux et économiques, en pratiquant une politique de décentralisation et une gestion ouverte des institutions publiques et en donnant à la société civile et aux collectivités locales davantage de moyens pour développer leurs organisations, leurs ressources et leurs activités propres;

d) Nous renforcerons la paix en encourageant la tolérance, la non-violence et le respect de la diversité, et en réglant les différends par des moyens pacifiques;

e) Nous favoriserons des marchés dynamiques, ouverts et libres, tout en reconnaissant la nécessité d'intervenir sur ces marchés dans la mesure nécessaire pour prévenir ou compenser les dysfonctionnements, nous favoriserons la stabilité et les investissements à long terme, assurerons une concurrence équitable et des comportements éthiques, et harmoniserons le développement économique et social, notamment en mettant au point

et en appliquant des programmes appropriés qui permettent aux pauvres et aux désavantagés, en particulier aux femmes, de participer pleinement et productivement à l'économie et à la société;

f) Nous réaffirmerons et favoriserons les droits consacrés dans les instruments et déclarations internationaux pertinents, tels que la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et la Déclaration sur le droit au développement - et nous nous efforcerons d'en assurer la réalisation -, notamment les droits ayant trait à l'éducation, à l'alimentation, au logement, à l'emploi, à la santé et à l'information, dans le but en particulier d'aider tous ceux qui vivent dans la pauvreté;

g) Nous créerons des conditions générales propices au rapatriement librement consenti, en toute sécurité et dans la dignité, des réfugiés dans leur pays d'origine, au retour volontaire et en toute sécurité, dans leurs foyers, des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays ainsi qu'à leur réinsertion progressive dans la société.

Au niveau international :

h) Nous favoriserons la paix et la sécurité internationales et ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour régler les différends internationaux par des moyens pacifiques conformément à la Charte des Nations Unies et nous appuierons tous les efforts en ce sens;

i) Nous renforcerons la coopération internationale en vue de parvenir au développement social;

j) Nous encouragerons et appliquerons des politiques propres à créer un environnement économique extérieur favorable, notamment grâce : à la coopération pour la formulation et l'application des politiques macroéconomiques, à la libéralisation des échanges, à la mobilisation et à la mise à disposition de ressources financières nouvelles et supplémentaires qui soient à la fois suffisantes et prévisibles et qui puissent être obtenues de manière à tirer pleinement parti des ressources existantes dans la perspective d'un développement durable en faisant appel à l'ensemble des sources et mécanismes de financement disponibles; à une plus grande stabilité financière et à des facilités d'accès dans des conditions plus équitables pour les pays en développement aux marchés mondiaux, aux technologies et aux investissements

productifs et aux connaissances appropriées, compte dûment tenu des besoins des pays en transition;

k) Nous veillerons à ce que les accords internationaux relatifs aux échanges, aux investissements, aux technologies, à la dette et à l'aide publique au développement soient appliqués d'une manière qui favorise le développement social;

l) Nous soutiendrons, en particulier grâce à la coopération technique et financière, les efforts déployés par les pays en développement pour parvenir rapidement à un développement général et durable. Une attention particulière devra être accordée aux besoins spécifiques des petits Etats en développement insulaires ou sans littoral et des pays les moins avancés;

m) Nous soutiendrons, grâce à une coopération internationale appropriée, les efforts déployés par les pays en transition pour parvenir rapidement à un développement général et durable;

n) Nous réaffirmerons et favoriserons tous les droits de l'homme, qui sont universels, indissociables, interdépendants et liés entre eux, notamment le droit au développement, droit universel et inaliénable faisant partie intégrante des droits fondamentaux de la personne humaine, et nous veillerons à ce qu'ils soient respectés, protégés et observés.

Engagement 2

Nous nous engageons à travailler à l'élimination de la pauvreté dans le monde grâce à des actions nationales menées avec détermination et à la coopération internationale, car nous considérons qu'il s'agit pour l'humanité d'un impératif éthique, social, politique et économique.

A cette fin, au niveau national, en collaboration avec tous les acteurs de la société civile et dans le contexte d'une approche multidimensionnelle et intégrée :

a) Nous arrêterons d'urgence, et de préférence d'ici à l'année 1996, proclamée Année internationale pour l'élimination de la pauvreté, des politiques et des stratégies nationales et nous renforcerons les politiques et stratégies existantes, afin de réduire considérablement toutes les formes de pauvreté dans le laps de temps le plus court possible, d'atténuer les inégalités et d'éliminer l'extrême pauvreté, chaque pays se fixant pour ce faire un terme en fonction de son contexte national;

b) Nous axerons nos efforts et nos politiques sur l'élimination des causes profondes de la pauvreté et la satisfaction des besoins fondamentaux de tous. Il s'agira notamment d'éliminer la faim et la malnutrition, d'assurer la sécurité alimentaire, d'offrir un enseignement, un emploi et des moyens de subsistance adéquats, de fournir des soins de santé primaires, y compris des soins de santé en matière de reproduction, d'assurer l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement, un logement adéquat et la participation de tous à la vie sociale et culturelle. Il conviendra d'accorder une attention prioritaire aux besoins et aux droits des femmes et des enfants, qui sont souvent les plus touchés par la pauvreté, et aux besoins des groupes et personnes vulnérables ou défavorisés;

c) Nous veillerons à ce que ceux qui vivent dans la pauvreté aient accès aux ressources productives - notamment au crédit, à la terre, à l'enseignement et à la formation, aux techniques, aux connaissances et à l'information - ainsi qu'aux services publics, à ce qu'ils participent au processus de prise de décisions concernant l'adoption de politiques et de règlements qui leur donnent les moyens de tirer parti des possibilités nouvelles qui s'offrent dans les domaines de l'emploi et de l'économie;

d) Nous élaborerons et appliquerons des politiques assurant une protection économique et sociale suffisante à tous en cas de chômage, de maladie, de maternité, pour charge d'enfants, en cas de veuvage ainsi qu'aux handicapés et aux personnes âgées;

e) Nous veillerons à ce que les politiques et budgets nationaux soient orientés, selon les besoins, vers la satisfaction des besoins fondamentaux, la réduction des inégalités et la lutte contre la pauvreté, en tant qu'objectifs stratégiques;

f) Nous nous efforcerons de réduire les inégalités, d'élargir et de faciliter l'accès aux ressources et aux revenus, et de supprimer tous les facteurs et obstacles d'ordre politique, juridique, économique et social qui perpétuent les inégalités.

Au niveau international :

g) Nous nous attacherons avec la plus grande énergie à ce que la communauté internationale et les organismes internationaux, en particulier les institutions financières multilatérales, secondent les pays en développement et tous les pays qui en ont besoin dans les efforts qu'ils déploient pour

atteindre notre objectif global : l'élimination de la pauvreté et la garantie d'une protection sociale de base;

h) Nous encouragerons tous les bailleurs de fonds internationaux et les banques multilatérales de développement à : appuyer les politiques et programmes propres à assurer le succès durable des efforts spécifiques que déploient les pays en développement et tous les pays dans le besoin en vue de promouvoir un développement durable centré sur l'homme et de satisfaire les besoins fondamentaux de tous; évaluer leurs propres programmes, en concertation avec les pays en développement concernés, afin d'assurer la réalisation des objectifs convenus; veiller à ce que leurs propres politiques et programmes n'entravent pas la réalisation des objectifs de développement convenus, à savoir essentiellement la satisfaction des besoins fondamentaux et l'élimination de l'extrême pauvreté. Il faudra veiller à ce que la participation des personnes concernées fasse partie intégrante de ces programmes;

i) Nous prêterons spécialement attention aux besoins particuliers des pays ou des régions où se trouvent d'importantes concentrations de populations vivant dans la pauvreté, en particulier en Asie du Sud, et qui, pour cette raison, éprouvent d'énormes difficultés à réaliser leurs objectifs de développement social et économique, et nous leur apporterons notre appui.

Engagement 3

Nous nous engageons à favoriser la réalisation de l'objectif du plein emploi en en faisant l'une des priorités de base de nos politiques économiques et sociales, et à donner à tous, hommes et femmes, la possibilité de s'assurer des moyens de subsistance sûrs et durables grâce à un emploi librement choisi et à un travail productif.

A cette fin, au niveau national :

a) Nous ferons de la création d'emplois, de la réduction du chômage et de la multiplication d'emplois convenablement et suffisamment rémunérés les éléments essentiels des stratégies et des politiques gouvernementales, dans le strict respect des droits des travailleurs, avec la participation des employeurs et des syndicats et avec un souci particulier du chômage structurel de longue durée et du sous-emploi des jeunes, des femmes, des personnes frappées d'incapacités et de tous les autres groupes ou individus défavorisés;

b) Nous élaborerons des politiques visant à élargir les possibilités d'emploi et à accroître la productivité dans les zones rurales et urbaines, en assurant la croissance économique, en investissant dans la mise en valeur des ressources humaines, en favorisant l'utilisation de technologies génératrices d'emplois productifs et en encourageant le travail indépendant, l'esprit d'entreprise et le développement des petites et moyennes entreprises;

c) Nous ouvrirons plus largement aux petites entreprises et aux micro-entreprises, y compris celles du secteur non structuré et en accordant une attention particulière aux couches défavorisées de la société, l'accès à la terre, au crédit, à l'information, aux infrastructures et autres ressources productives;

d) Nous élaborerons des politiques visant à faire en sorte que travailleurs et employeurs bénéficient de l'instruction, de l'information et de la formation nécessaires pour pouvoir s'adapter à l'évolution de la situation économique, des techniques et du marché du travail;

e) Nous explorerons les possibilités d'innovation en vue de la création d'emplois, ainsi que de nouveaux types d'activité générateurs de revenus et de pouvoir d'achat;

f) Nous favoriserons les politiques qui permettent de concilier travail rémunéré et responsabilités familiales;

g) Nous nous attacherons particulièrement à ouvrir aux femmes l'accès à l'emploi, à défendre leur position sur le marché du travail et à promouvoir l'égalité de traitement entre les sexes, notamment en ce qui concerne la rémunération;

h) Nous prendrons dûment en considération dans nos stratégies créatrices d'emplois l'importance du secteur non structuré en vue d'accroître son rôle dans la lutte contre la pauvreté et l'intégration sociale dans les pays en développement et de resserrer ses liens avec le secteur économique structuré;

i) Nous nous efforcerons d'assurer des emplois de qualité et de défendre les droits élémentaires et les intérêts des travailleurs et, à cet effet, de promouvoir les conventions pertinentes de l'Organisation internationale du Travail (OIT), notamment celles qui portent sur l'interdiction du travail forcé et du travail des enfants, la liberté d'association, le droit de s'organiser et le droit de négociation collective,

et le principe de la non-discrimination, conformément au principe du volontarisme tel qu'il figure dans les conventions de l'OIT.

Au niveau international :

j) Nous veillerons à ce que les travailleurs migrants bénéficient de la protection prévue par les instruments nationaux et internationaux applicables, nous prendrons des mesures pratiques efficaces contre l'exploitation de ces travailleurs, et nous inciterons tous les pays à envisager la ratification et l'application complète des instruments internationaux pertinents en la matière;

k) Nous renforcerons la coopération internationale dans le domaine des politiques macroéconomiques, nous accélérerons la libéralisation du commerce et de l'investissement en vue de favoriser la réalisation d'une croissance économique durable et la création d'emplois, et nous partagerons notre expérience en ce qui concerne les politiques et programmes visant à développer l'emploi et à réduire le chômage qui ont été couronnés de succès.

Engagement 4

Nous nous engageons à promouvoir l'intégration sociale en encourageant l'édification de sociétés stables, sûres et justes, fondées sur le respect et la défense de tous les droits de l'homme ainsi que sur la non-discrimination, la tolérance, le respect de la diversité, l'égalité des chances, la solidarité, la sécurité et la participation de tous, y compris des groupes et des individus défavorisés et vulnérables.

A cette fin, au niveau national :

a) Nous favoriserons le respect de la démocratie, de la légalité, du pluralisme et de la diversité, la tolérance et la responsabilité, la non-violence et la solidarité, en incitant les systèmes d'enseignement, les médias ainsi que les collectivités et organisations locales à sensibiliser la population à tous les aspects de l'intégration sociale;

b) Nous élaborerons, ou nous les renforcerons lorsqu'elles existent, des politiques et stratégies visant à éliminer toutes les formes de discrimination et à réaliser l'intégration sociale dans l'égalité et le respect de la dignité humaine;

c) Nous faciliterons à tous l'accès à l'éducation, à l'information, à la technologie et au savoir-faire en tant que moyens essentiels de développer la communication et la participation dans le cadre de la vie civile,

politique, économique, sociale et culturelle, et nous veillerons au respect des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels;

d) Nous assurerons la protection et l'intégration complète dans l'économie et la société des groupes et des individus défavorisés et vulnérables;

e) Nous prendrons des mesures, ou nous les renforcerons lorsqu'elles existent, tendant à garantir le respect et la défense des droits fondamentaux des migrants, des travailleurs migrants et de leur famille, à éliminer les manifestations de racisme et de xénophobie qui se multiplient dans certains secteurs d'un grand nombre de sociétés, et à favoriser une plus grande harmonie et tolérance dans toutes les sociétés;

f) Nous reconnaitrons et respecterons le droit des peuples autochtones de sauvegarder et de renforcer leur identité, leur culture et leurs intérêts; nous appuierons leurs aspirations à la justice sociale et nous créerons un environnement qui leur permette de participer à la vie sociale, économique et politique de leur pays;

g) Nous favoriserons la protection sociale et l'intégration complète dans l'économie et la société des anciens combattants, y compris les anciens combattants et victimes de la seconde guerre mondiale et autres guerres;

h) Nous encouragerons la participation des individus appartenant à tous les groupes d'âge, reconnaissant que leur contribution est également importante et indispensable à l'instauration d'une société harmonieuse, et nous favoriserons le dialogue entre les générations dans tous les secteurs de la société;

i) Nous reconnaitrons et respecterons la diversité culturelle, ethnique et religieuse, nous garantirons et défendrons les droits des individus appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses ou linguistiques; et nous prendrons des mesures qui leur permettent de participer pleinement à tous les aspects de la vie politique, économique, sociale, religieuse et culturelle de la société ainsi qu'au progrès économique et au développement social de leur pays;

j) Nous renforcerons l'aptitude des collectivités locales et des groupes qui ont des préoccupations communes à constituer leurs propres organisations et leurs propres ressources, et à proposer des politiques

ayant trait au développement social, y compris par l'intermédiaire des activités d'organisations non gouvernementales;

k) Nous renforcerons les institutions qui favorisent l'intégration sociale, en reconnaissant le rôle central de la famille et en créant les conditions qui lui assurent protection et soutien. Les différentes formes que revêt la famille sont fonction de la diversité des systèmes culturels, politiques et sociaux;

l) Nous nous attaquerons aux problèmes de la criminalité, de la violence et des drogues illicites, qui sont facteurs de désintégration sociale.

Au niveau international :

m) Nous encouragerons la ratification, dans toute la mesure possible sans qu'il soit émis de réserves, et la mise en oeuvre des instruments internationaux ainsi que l'adhésion aux déclarations internationalement reconnues, qui concernent l'élimination de la discrimination et le respect et la défense de tous les droits de l'homme;

n) Nous consoliderons les mécanismes internationaux d'assistance humanitaire et financière aux réfugiés et aux pays d'accueil qui favorisent un partage équitable des responsabilités;

o) Nous favoriserons, au niveau international, l'instauration d'une coopération et d'un partenariat fondés sur les principes d'égalité, de respect mutuel et d'intérêt réciproque.

Engagement 5

Nous nous engageons à promouvoir le respect intégral de la dignité de la personne humaine, à instaurer l'équité et l'égalité entre les hommes et les femmes, et à reconnaître et renforcer la participation et le rôle de ces dernières dans la vie politique, civile, économique et culturelle, et dans le développement.

A cette fin, au niveau national :

a) Nous préconiserons une réforme des mentalités, des structures, des politiques, des lois et des pratiques qui attentent à la dignité de la personne humaine et font obstacle à l'égalité et à l'équité au sein de la famille et de la société; et nous encouragerons les femmes des milieux urbains et ruraux et les femmes frappées d'une incapacité à participer pleinement et sur un pied d'égalité à la vie sociale, économique et politique, et notamment

à l'élaboration, à l'application et au suivi des politiques et programmes gouvernementaux;

b) Nous définirons des structures, des politiques, des buts et des objectifs mesurables afin d'aboutir à une représentation plus équilibrée des deux sexes dans les processus décisionnels à tous les niveaux, d'élargir les possibilités qui s'offrent aux femmes et d'accroître leur indépendance dans les domaines politique, économique, social et culturel; et nous appuierons leur accession au pouvoir, y compris par l'intermédiaire des diverses organisations féminines, notamment les organisations de femmes autochtones et les organisations locales, ainsi que dans les groupes de populations les plus démunis, y compris, si nécessaire, par des mesures palliatives, et également par des mesures assurant que l'on prenne en considération dans l'élaboration et l'application des politiques économiques et sociales la composante féminine de la société;

c) Nous nous efforcerons d'ouvrir pleinement aux femmes l'accès, sur un pied d'égalité, à l'alphabétisation élémentaire, à l'éducation et à la formation, et nous éliminerons tous les obstacles qui les empêchent d'obtenir du crédit et d'accéder à d'autres ressources productives ainsi que d'acquérir, de posséder et de vendre des biens fonciers et autres au même titre que les hommes;

d) Nous prendrons les mesures voulues pour garantir à tous, sur la base du principe de l'égalité des hommes et des femmes, l'accès aux services de santé les plus complets possible, y compris aux soins de santé en matière de reproduction, conformément au Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement;

e) Nous éliminerons les conditions qui restreignent encore le droit des femmes de posséder des terres, d'hériter de biens ou d'emprunter de l'argent, et nous garantirons l'égalité des femmes en ce qui concerne le droit au travail;

f) Nous définirons des politiques, des objectifs et des buts qui permettent d'améliorer la situation et le bien-être des filles par rapport aux garçons et de leur donner davantage de chances, notamment dans les domaines de la santé, de la nutrition, de l'alphabétisation et de l'éducation, en reconnaissant que la discrimination sexiste s'exerce dès le plus jeune âge;

g) Nous encouragerons l'instauration d'un partenariat d'égal à égal entre l'homme et la femme au sein de la famille, de la collectivité et de la société; nous soulignerons qu'hommes et femmes partagent la responsabilité des soins et de l'éducation à donner aux enfants et du soutien aux parents âgés, ainsi que l'équale responsabilité, en matière de procréation, des hommes qui seront incités à assumer activement cette responsabilité et à adopter un comportement sexuel et procréateur responsable;

h) Nous prendrons des mesures effectives, notamment en légiférant et en faisant appliquer les lois, et nous mènerons des politiques visant à combattre et éliminer toutes les formes de discrimination, d'exploitation, de sévices et de violences à l'égard des filles et des femmes, conformément aux déclarations et instruments internationaux pertinents;

i) Nous ferons en sorte que les femmes jouissent pleinement des mêmes droits et des mêmes libertés fondamentales que les hommes;

j) Nous définirons des politiques et des pratiques, ou nous les renforcerons lorsqu'elles existent, tendant à ce que les femmes puissent pleinement exercer des activités rémunérées et participer au marché du travail grâce notamment à des mesures positives, à l'éducation, à la formation et à l'emploi, en leur garantissant la protection voulue dans la législation du travail et en prévoyant des facilités et des services de qualité pour les enfants et d'autres services d'appui.

Au niveau international :

k) Nous ferons en sorte de promouvoir et défendre les droits fondamentaux des femmes et nous encouragerons la ratification, s'il se peut d'ici à l'an 2000, dans toute la mesure possible sans qu'il soit émis de réserves, de toutes les dispositions de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et d'autres instruments pertinents et leur mise en oeuvre ainsi que celle des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme, de la Déclaration de Genève pour les femmes rurales et du Programme d'action adopté par la Conférence internationale sur la population et le développement;

l) Nous accorderons une attention particulière aux préparatifs de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes qui doit se tenir à Beijing en septembre 1995, ainsi qu'à l'application et au suivi des conclusions de cette conférence;

m) Nous ferons en sorte de promouvoir la coopération internationale pour aider, sur leur demande, les pays en développement qui s'efforcent d'assurer aux femmes l'égalité et l'équité et de leur donner des moyens d'action;

n) Nous prendrons les dispositions voulues pour reconnaître et montrer l'étendue des activités menées par les femmes et de leurs apports à l'économie nationale, y compris dans les secteurs non rémunérés et au titre des services domestiques.

Engagement 6 (voir A/CONF.166/L.3/Add.2)

Engagement 7

Nous nous engageons à accélérer le développement économique et social et la mise en valeur des ressources humaines de l'Afrique et des pays les moins avancés.

A cette fin :

a) Nous mettrons en oeuvre au niveau national des politiques d'ajustement structurel, qui devraient comporter des objectifs en matière de développement social, et des stratégies de développement efficaces qui créent des conditions plus propices au commerce et à l'investissement; nous accorderons la priorité à la mise en valeur des ressources humaines et nous favoriserons la mise en place d'institutions démocratiques;

b) Nous soutiendrons les efforts déployés au niveau national, par les pays africains et les pays les moins avancés, pour mettre en oeuvre des réformes économiques, appliquer des programmes visant à accroître la sécurité alimentaire et diversifier leur production de produits de base grâce à la coopération internationale, notamment à la coopération Sud-Sud, à l'assistance technique et à l'aide financière ainsi qu'au commerce et au partenariat;

c) Nous trouverons des solutions efficaces, favorables au développement et durables aux problèmes de la dette extérieure, par l'application immédiate des conditions de remise de la dette convenues par le Club de Paris en décembre 1994, qui prévoient notamment la réduction de la dette pouvant aller jusqu'à son annulation ou d'autres mesures d'allègement; nous inviterons les institutions financières internationales à rechercher des approches novatrices pour venir en aide aux pays à faibles revenus ayant une importante dette multilatérale, en vue d'alléger le fardeau de leur dette; nous élaborerons des modalités de conversion de la dette à appliquer

aux programmes et projets de développement social conformément aux priorités définies lors du Sommet. Ces mesures devraient être prises compte tenu de l'examen à mi-parcours du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 et du Programme d'action des années 90 pour les pays les moins avancés, et appliquées aussitôt que possible;

d) Nous assurerons la mise en oeuvre des stratégies et des mesures arrêtées par la communauté internationale en vue du développement de l'Afrique et nous soutiendrons les efforts de réforme déployés par les pays africains et les pays les moins avancés, ainsi que les stratégies et les programmes de développement définis par ces pays;

e) Nous accroîtrons l'aide publique au développement, tant globalement qu'en ce qui concerne les programmes sociaux, et nous en augmenterons l'impact compte tenu de la situation économique des pays et des capacités d'assistance, et conformément aux engagements pris dans les accords internationaux;

f) Nous envisagerons la possibilité de ratifier la Convention internationale sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique, et nous aiderons les pays d'Afrique à prendre des mesures urgentes pour combattre la désertification et atténuer les effets de la sécheresse;

g) Nous prendrons toutes les mesures qui s'imposent pour faire en sorte que les maladies transmissibles, notamment l'infection au VIH/SIDA, le paludisme et la tuberculose, ne freinent pas le développement économique et social ou n'anéantissent pas les progrès réalisés dans ce domaine.

Engagement 8

Nous nous engageons à faire en sorte que les programmes d'ajustement structurel qui pourraient être adoptés comportent des objectifs de développement social, en particulier l'élimination de la pauvreté, la promotion du plein emploi et de l'emploi productif, et l'amélioration de l'insertion sociale.

A cette fin, au niveau national :

a) Nous encouragerons les dépenses et programmes sociaux de base, en particulier les dépenses et programmes en faveur des pauvres et des groupes vulnérables de la société, et les protégerons des réductions budgétaires tout en augmentant la qualité et l'efficacité des dépenses sociales;

b) Nous examinerons les incidences des programmes d'ajustement structurel sur le développement social, y compris, le cas échéant, en réalisant des études d'impact social selon le sexe ou en ayant recours à d'autres méthodes pertinentes, afin d'élaborer des politiques visant à atténuer les effets pervers de ces programmes et à en accroître les effets positifs; les pays intéressés pourraient demander la coopération des institutions financières internationales pour cet examen;

c) Nous encouragerons, dans les pays en transition, une approche intégrée du processus de transformation tenant compte des conséquences sociales des réformes et des besoins concernant la mise en valeur des ressources humaines;

d) Nous renforcerons les composantes relatives au développement social de tous les programmes et politiques d'ajustement, y compris ceux liés à la mondialisation des marchés et au progrès technologique rapide, en élaborant des politiques visant à ouvrir plus largement et plus équitablement l'accès aux revenus et aux ressources;

e) Nous veillerons à ce que le coût de ces processus de transition ne pénalise pas les femmes de façon disproportionnée.

Au niveau international :

f) Nous veillerons à ce que les banques de développement multilatérales et les autres bailleurs de fonds complètent les prêts à l'ajustement en développant les prêts destinés à des investissements précis dans le domaine du développement social;

g) Nous ferons en sorte que les programmes d'ajustement structurel soient adaptés aux conditions économiques et sociales, aux préoccupations et aux besoins de chaque pays;

h) Nous obtiendrons l'appui et la coopération des organisations régionales et internationales ainsi que du système des Nations Unies et en particulier des institutions de Bretton Woods, pour l'élaboration, la gestion sociale et l'évaluation des politiques d'ajustement structurel, et pour la réalisation des objectifs du développement social qui devront devenir partie intégrante de leurs politiques, programmes et activités.

Engagement 9

Nous nous engageons à accroître sensiblement et à utiliser plus efficacement les ressources affectées au développement social, en vue d'atteindre les objectifs du Sommet grâce à une action nationale et à la coopération régionale et internationale.

A cette fin, au niveau national :

a) Nous mettrons au point des politiques économiques visant à encourager et à mobiliser l'épargne intérieure et à attirer des ressources extérieures aux fins d'investissements productifs, et nous rechercherons de nouvelles sources de financement, publiques et privées, pour les programmes sociaux, et veillerons à ce que les fonds obtenus soient utilisés efficacement;

b) Nous mettrons en oeuvre des politiques macroéconomiques et microéconomiques propres à assurer une croissance économique soutenue et un développement durable afin d'appuyer le développement social;

c) Nous favoriserons l'accès au crédit pour les petites entreprises et les micro-entreprises, y compris celles du secteur non structuré, en mettant particulièrement l'accent sur les secteurs défavorisés de la société;

d) Nous veillerons à ce que des statistiques et indicateurs statistiques fiables soient utilisés pour élaborer et évaluer les politiques et programmes sociaux, afin que les ressources économiques et sociales soient utilisées de façon efficiente et efficace;

e) Nous veillerons, conformément aux priorités et politiques nationales, à ce que la fiscalité soit juste, progressive et économiquement efficace et tienne compte des préoccupations liées au développement durable, et à ce que les recettes fiscales soient effectivement perçues;

f) Dans le processus budgétaire, nous assurerons la transparence et veillerons au respect de l'obligation de rendre compte de l'utilisation des ressources publiques, et nous accorderons la priorité à la fourniture et à l'amélioration des services sociaux de base;

g) Nous explorerons de nouveaux moyens de dégager de nouvelles ressources financières publiques et privées, notamment en réduisant de façon appropriée les dépenses militaires excessives, y compris les dépenses militaires globales et le commerce des armes, ainsi que les investissements pour la production et l'achat d'armes, en tenant compte des impératifs

de la sécurité nationale, afin de permettre l'affectation de ressources supplémentaires au développement économique et social;

h) Nous utiliserons et développerons pleinement le potentiel et la contribution des coopératives en vue d'atteindre les objectifs du développement social, en particulier l'élimination de la pauvreté, la création d'emplois productifs pour assurer le plein emploi et le renforcement de l'intégration sociale.

Au niveau international, nous ferons en sorte :

i) D'obtenir des ressources nouvelles et supplémentaires qui soient à la fois suffisantes et prévisibles, et ce d'une manière qui permette de trouver le maximum de ressources et de tirer parti de tous les mécanismes de financement disponibles, en particulier les sources multilatérales, bilatérales et privées, notamment à des conditions de faveur ou à titre gracieux;

j) De faciliter les apports internationaux aux pays en développement sur les plans financier, technologique et sur celui des compétences afin de réaliser l'objectif consistant à fournir à ces pays des ressources nouvelles ou supplémentaires qui soient à la fois adéquates et prévisibles;

k) De faciliter les apports internationaux sur les plans financier, technologique et sur celui des compétences aux pays en transition;

l) D'atteindre dès que possible l'objectif de 0,7 % du produit national brut qui a été fixé pour l'ensemble de l'aide publique au développement et de proportionner les ressources affectées aux programmes de développement social aux activités qui sont nécessaires pour atteindre les objectifs et les buts de la présente Déclaration et du Programme d'action du Sommet;

m) D'accroître le flux de ressources internationales afin de satisfaire les besoins des pays confrontés à des problèmes liés aux réfugiés et aux personnes déplacées;

n) D'appuyer la coopération Sud-Sud qui permet de tirer profit de l'expérience acquise par des pays en développement qui sont parvenus à surmonter des difficultés analogues;

o) De veiller à ce que les accords d'allégement de la dette soient appliqués sans délai et de négocier de nouvelles initiatives, venant s'ajouter à celles qui ont déjà été prises en vue de réduire sans tarder la dette

des pays à faible revenu les plus pauvres et les plus lourdement endettés, grâce, en particulier, à des conditions plus favorables de remise de dettes, notamment l'application des conditions de remise de dettes conclues dans le cadre du Club de Paris en décembre 1994 qui prévoient une réduction des dettes, y compris leur annulation ou d'autres mesures d'allégement; le cas échéant, ces pays devraient se voir accorder une réduction de leur dette publique bilatérale suffisante pour leur permettre de sortir du processus de rééchelonnement et de reprendre la voie de la croissance et du développement; d'inviter les institutions financières internationales à étudier des méthodes novatrices pour aider les pays à faible revenu ayant une dette multilatérale élevée, en vue d'alléger leur charge; de mettre au point des techniques de conversion de la dette appliquées aux projets de développement social conformément aux priorités du Sommet;

p) D'appliquer pleinement, selon le calendrier prévu, l'Acte final des négociations commerciales multilatérales d'Uruguay, y compris les dispositions complémentaires spécifiées dans l'accord de Marrakech, compte tenu du fait que la croissance des revenus, celle de l'emploi et celle des échanges commerciaux, lorsque cette croissance est largement répartie, se renforcent mutuellement, en tenant compte de la nécessité d'aider les pays africains et les pays les moins avancés à évaluer l'impact de l'application de l'Acte final afin qu'ils puissent en bénéficier pleinement;

q) De suivre les effets de la libération des échanges commerciaux sur les progrès réalisés par les pays en développement quant à la satisfaction des besoins essentiels de leur population, en accordant une attention particulière aux nouvelles initiatives visant à ouvrir plus largement à ces pays l'accès aux marchés internationaux;

r) De prêter attention aux besoins des pays en transition en matière de coopération internationale et d'aide financière et d'assistance technique, en insistant sur la nécessité d'intégrer pleinement ces pays à l'économie mondiale, de manière, en particulier, à ouvrir plus largement à leurs exportations l'accès aux marchés conformément aux règles commerciales multilatérales, en tenant compte des besoins des pays en développement;

s) D'appuyer les efforts de développement de l'ONU par une augmentation considérable des ressources destinées à des activités opérationnelles sur une base prévisible, continue et assurée, à la mesure

des besoins croissants des pays en développement, comme indiqué dans la résolution 47/199, et de renforcer la capacité de l'ONU et des institutions spécialisées à s'acquitter de leurs responsabilités dans la mise en oeuvre des résultats du Sommet mondial pour le développement social.

Engagement 10

Nous nous engageons à améliorer et à renforcer, par l'intermédiaire de l'ONU et d'autres institutions multilatérales, le cadre de coopération internationale, régionale et sous-régionale aux fins du développement social, dans un esprit de partenariat.

A cette fin, au niveau national :

a) Nous prendrons les mesures voulues et mettrons en place les mécanismes nécessaires pour mettre en oeuvre le Programme d'action adopté au Sommet mondial pour le développement social et en assurer le suivi, avec l'aide, sur demande, des organismes, des programmes et des commissions régionales du système des Nations Unies, en faisant largement appel à tous les secteurs de la société civile.

Au niveau régional :

b) Nous mettrons en place les mécanismes et prendrons les mesures appropriées pour chaque région ou sous-région. En coopération avec les organisations et banques intergouvernementales régionales, les commissions régionales pourraient convoquer, tous les deux ans, une réunion à un niveau politique élevé pour évaluer les progrès réalisés dans la mise en oeuvre du Programme d'action adopté au Sommet, procéder à un échange de vues sur l'expérience acquise par les divers participants et adopter des mesures opportunes. Les commissions régionales devraient rendre compte au Conseil économique et social, par les voies appropriées, des résultats de cette réunion.

Au niveau international :

c) Nous donnerons pour instructions à nos représentants auprès des organismes du système des Nations Unies, des organismes internationaux de développement et des banques multilatérales de développement de s'assurer l'appui et la coopération de ces institutions en vue de la prise de mesures appropriées et coordonnées pour assurer un progrès régulier et durable dans la réalisation des objectifs et de la concrétisation des engagements convenus lors du Sommet. L'Organisation des Nations Unies et les institutions

de Bretton Woods devraient procéder, à intervalles réguliers, à un dialogue à caractère technique, y compris sur le terrain, en vue d'une meilleure coordination de l'assistance pour le développement social;

d) Nous nous abstiendrons d'appliquer toute mesure unilatérale qui ne soit pas conforme au droit international et à la Charte des Nations Unies et qui fasse obstacle au développement des relations commerciales entre les Etats;

e) Nous renforcerons les structures, les ressources et les procédures du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires ainsi que des autres organismes du système des Nations Unies qui s'occupent du développement économique et social;

- i) Le Conseil économique et social devrait passer en revue et évaluer, en se fondant sur les rapports des gouvernements nationaux, des commissions régionales, des commissions techniques compétentes et des institutions spécialisées des Nations Unies, les progrès réalisés par la communauté internationale dans la mise en oeuvre du Programme d'action adopté au Sommet mondial pour le développement social et communiquer ses conclusions à l'Assemblée générale pour qu'elle les examine et prenne les mesures voulues;
- ii) L'Assemblée générale devrait tenir une session extraordinaire en l'an 2000 pour procéder à un examen général et à une évaluation globale de la mise en oeuvre du Programme d'action adopté au Sommet et déterminer les mesures et initiatives à prendre par la suite.



**NATIONS
UNIES**



**SOMMET MONDIAL POUR LE
DEVELOPPEMENT SOCIAL**

Copenhague (Danemark)
6-12 mars 1995

Distr.
LIMITEE

A/CONF.166/L.3/Add.2
10 mars 1995

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

Point 10 de l'ordre du jour

**ADOPTION DE LA DECLARATION ET DU PROGRAMME D'ACTION
DU SOMMET MONDIAL POUR LE DEVELOPPEMENT SOCIAL**

Rapport de la Grande Commission

Additif

1. A sa 4ème séance, le 9 mars, la Grande Commission a approuvé un nouvel engagement à inclure dans la déclaration en tant qu'amendement 6 et a recommandé qu'il soit adopté en séance plénière. Des déclarations ont été faites par les représentants de la Tunisie, de l'Indonésie, du Saint-Siège, du Brésil, de l'Inde, des Etats-Unis d'Amérique, de l'Egypte, du Canada, du Bénin, de la Suisse, de l'Ouganda, du Guatemala, de la République islamique d'Iran, de l'Algérie, de Malte, de la France (au nom des Etats Membres de l'ONU qui sont membres de l'Union européenne), du Soudan, de Fidji, du Pakistan et des Philippines (au nom des Etats Membres de l'ONU qui sont membres du Groupe des 77 et de la Chine). Le Vice-Président de la Grande Commission, M. Shah (Inde), a aussi fait une déclaration.

2. Le texte de l'engagement est comme suit :

Engagement 6

Nous nous engageons à promouvoir l'accès universel et d'une manière équitable à un enseignement de qualité et à atteindre les objectifs fixés en la matière ainsi qu'à assurer le plus haut niveau possible de santé physique et mentale et l'accès de tous aux soins de santé primaires, en veillant particulièrement à corriger les inégalités de condition sociale, sans distinction aucune de race, d'origine nationale, de sexe, d'âge ou pour des raisons d'incapacité, à respecter et à promouvoir nos cultures communes

et particulières, à renforcer le rôle de la culture dans le processus de développement, à préserver les fondements essentiels d'un développement durable axé sur l'homme et à contribuer à une mise en valeur optimale des ressources humaines et au développement social. L'objectif de ces activités est d'éliminer la pauvreté, de promouvoir le plein emploi et l'emploi productif et de favoriser l'intégration sociale.

A cette fin, au niveau national :

a) Nous élaborerons des stratégies nationales assorties d'un calendrier précis - ou renforcerons celles qui existent déjà - en vue d'éliminer l'analphabétisme et de généraliser, dans toutes les collectivités, l'enseignement de base, qui inclut l'enseignement durant la prime enfance, l'enseignement primaire et l'alphabétisation, et, en particulier, en vue de promouvoir l'utilisation, dans la mesure du possible, des langues nationales dans le système éducatif, en appuyant les différents types d'enseignement non formel, l'objectif étant d'atteindre le plus haut niveau d'instruction possible;

b) Nous mettrons l'accent sur l'éducation permanente en nous efforçant d'améliorer la qualité de l'enseignement de façon à permettre à chacun, quel que soit son âge, d'acquérir des connaissances utiles, la capacité de raisonner et les compétences et les valeurs éthiques et sociales nécessaires pour s'épanouir sainement et dans la dignité et participer pleinement au processus de développement social, économique et politique. A cet égard, les femmes et les filles doivent être considérées comme un groupe prioritaire;

c) Nous ferons en sorte que les enfants, en particulier les filles, jouissent de leurs droits et favoriserons l'exercice de ces droits en leur assurant l'accès à l'éducation, à une nutrition appropriée et aux soins de santé, conformément à la Convention relative aux droits de l'enfant et compte tenu des droits, des devoirs et des responsabilités des parents et des autres personnes juridiquement responsables des enfants;

d) Nous prendrons les mesures énergiques nécessaires pour permettre à tous les enfants et adolescents d'aller à l'école et d'achever leur scolarité et réduire l'écart entre les sexes dans l'enseignement primaire, secondaire, professionnel et supérieur;

e) Nous assurerons aux filles et aux femmes le plein accès à l'enseignement dans des conditions d'égalité, sachant que c'est en investissant dans l'instruction des femmes que l'on pourra instaurer l'égalité sociale, augmenter la productivité, obtenir des résultats en matière de santé, de réduction de la mortalité infantile et faire en sorte que des taux de fécondité élevés n'aient plus de raison d'être;

f) Nous assurerons des chances égales à tous les niveaux de l'enseignement aux enfants, aux jeunes et aux adultes handicapés dans des établissements intégrés, en tenant pleinement compte des différences entre les personnes et des situations particulières;

g) Nous reconnaitrons et appuierons le droit des populations autochtones à un enseignement qui réponde à leurs aspirations et leurs besoins particuliers et corresponde à leur propre culture, et ferons en sorte qu'elles accèdent pleinement aux soins de santé;

h) Nous établirons des politiques de l'enseignement qui tiennent compte de la situation des deux sexes et mettrons au point les mécanismes requis à tous les niveaux de la société pour accélérer la conversion de l'information générale et spécialisée disponible à l'échelle mondiale en connaissances et faire en sorte que ces connaissances favorisent la créativité, l'augmentation des capacités de production et la participation active à la vie de la société;

i) Nous raffermirons les liens entre le marché du travail et les politiques relatives à l'éducation, sachant que l'enseignement et la formation professionnelle revêtent une importance capitale dans l'optique de la création d'emplois et de la lutte contre le chômage et l'ostracisme dans nos sociétés, et mettrons l'accent sur l'éducation supérieure et la recherche scientifique dans tous les plans de développement social;

j) Nous établirons des programmes d'enseignement de vaste portée capables de promouvoir et de renforcer le respect de tous les droits de l'homme et libertés fondamentales, y compris le droit au développement, et le respect de la diversité et des droits d'autrui, et fournirons une formation au règlement pacifique des conflits conformément aux principes de la Décennie des Nations Unies pour l'enseignement des droits de l'homme (1995-2005);

k) Nous mettrons l'accent sur l'acquisition des connaissances et leur utilisation, renforcerons les moyens mis en oeuvre dans le cadre de l'enseignement de base et élargirons la portée de cet enseignement, améliorerons l'environnement pour apprendre et renforcerons le partenariat entre les gouvernements, les organisations non gouvernementales, le secteur privé, les collectivités locales, les groupes religieux et les familles en vue d'atteindre l'objectif qu'est l'enseignement pour tous;

l) Nous établirons des programmes d'éducation sanitaire à l'usage des écoles et des collectivités destinés aux enfants, aux adolescents et aux adultes et renforcerons ceux qui existent déjà, une attention particulière devant être accordée à toute une série de questions de santé intéressant les filles et les femmes, une telle démarche constituant une des conditions préalables au développement social, compte dûment tenu des droits, des devoirs et des responsabilités des parents et des autres personnes juridiquement responsables des enfants et conformément à la Convention relative aux droits de l'enfant;

m) Nous accélérerons les efforts pour atteindre les objectifs des stratégies nationales de la santé pour tous, conformément aux principes d'équité et de justice sociale et à la Déclaration de la Conférence sur les soins de santé primaires en élaborant des plans ou des programmes d'action nationaux et en mettant à jour ceux qui existent déjà, l'objectif étant d'assurer l'accès universel et à l'abri de toute discrimination aux services de santé de base, y compris à l'assainissement et à l'approvisionnement en eau potable, de préserver la santé et de promouvoir l'éducation nutritionnelle et les programmes de soins de santé préventive;

n) Nous veillerons à ce que les personnes handicapées aient accès aux services de réadaptation et à d'autres services qui leur permettent de mener une vie indépendante et aux auxiliaires dont ils ont besoin, afin qu'elles puissent vivre de la manière la plus confortable et la plus autonome possible et participer pleinement à la vie sociale;

o) Nous adopterons une démarche intégrée et intersectorielle de façon à protéger et promouvoir la santé de tous dans le cadre du processus de développement économique et social, compte tenu des aspects sanitaires des mesures prises dans tous les secteurs;

p) Nous nous efforcerons d'atteindre les objectifs en matière de santé maternelle et infantile, notamment les objectifs du Sommet mondial pour les enfants de 1990, de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de 1992 et de la Conférence internationale sur la population et le développement de 1994 consistant à réduire la mortalité infantile et liée à la maternité;

q) Nous renforcerons les efforts nationaux pour faire face d'une manière plus efficace à la propagation de la pandémie de SIDA/VIH en assurant l'enseignement et les services de prévention nécessaires, en oeuvrant pour que des soins de santé et des services d'appui convenables soient disponibles et accessibles pour toutes les personnes infectées par le VIH ou atteintes du SIDA, et prendrons toutes les mesures nécessaires pour éliminer toute forme de discrimination ou d'ostracisme dont seraient victimes ces personnes;

r) Nous oeuvrerons, dans le cadre de tous les programmes et politiques relatifs à l'enseignement et à la santé, pour une prise de conscience des problèmes environnementaux, y compris des modes de consommation et de production non viables.

Au niveau international :

s) Nous ferons en sorte que les organisations internationales, et en particulier les institutions financières internationales, appuient ces objectifs en les intégrant de façon appropriée à leurs programmes d'orientation et à leurs opérations. Ceci devrait s'accompagner d'une coopération bilatérale et régionale renouvelée;

t) Nous reconnaitrons l'importance de la dimension culturelle du développement afin de garantir le respect de la diversité culturelle et celui du patrimoine culturel commun de l'humanité. La créativité devra être reconnue et encouragée;

u) Nous demanderons aux organismes des Nations Unies, notamment à l'UNESCO et l'OMS ainsi qu'à d'autres organisations internationales chargées de promouvoir l'éducation, la culture et la santé, de donner davantage d'importance aux objectifs primordiaux que sont l'élimination de la pauvreté, la promotion du plein emploi et des emplois productifs et l'encouragement à l'intégration sociale;

v) Nous renforcerons les organisations intergouvernementales qui recourent à des formes diverses d'éducation pour promouvoir la culture; nous diffuserons l'information, par l'éducation et les moyens de communication; nous contribuerons à développer l'application des techniques et nous assurerons la promotion de la formation technique et professionnelle, ainsi que celle de la recherche scientifique;

w) Nous fournirons un appui pour renforcer et mieux coordonner les mesures prises à l'échelle mondiale en vue de lutter contre les grandes maladies qui entraînent d'importantes pertes en vies humaines comme la malaria, la tuberculose, le choléra, la typhoïde et le SIDA. Dans ce contexte, nous continuerons d'appuyer le programme commun cofinancé par l'ONU sur le SIDA;

x) Nous partagerons les connaissances, les données d'expérience et les talents et renforcerons la créativité, par exemple en favorisant le transfert des techniques et en élaborant et en mettant en oeuvre des programmes et des politiques efficaces dans les domaines de l'éducation, de la formation et de la santé, notamment par des programmes de sensibilisation, de prévention et de rééducation dans les cas de consommation abusive de stupéfiants, qui se traduiront en particulier par la constitution d'une capacité endogène;

y) Nous intensifierons et nous coordonnerons l'appui international aux programmes éducatifs et sanitaires fondés sur le respect de la dignité de l'homme et axés sur la protection de toutes les femmes et de tous les enfants, en particulier contre l'exploitation, les trafics et les pratiques néfastes comme la prostitution des enfants, la mutilation sexuelle des femmes et les mariages d'enfants.



SOMMET MONDIAL POUR LE
DEVELOPPEMENT SOCIAL

Copenhague (Danemark)
6-12 mars 1995

Distr.
LIMITEE

A/CONF.166/L.3/Add.3
10 mars 1995

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

Point 10 de l'ordre du jour

DECLARATION ET PROGRAMME D'ACTION DU SOMMET MONDIAL
POUR LE DEVELOPPEMENT SOCIAL

Rapport de la Grande Commission

Additif

1. A sa 5ème séance, le 10 mars, la Grande Commission a approuvé le chapitre I du projet de programme d'action et en a recommandé l'adoption en séance plénière.

2. Le texte du chapitre I est le suivant :

DEUXIEME PARTIE

PROGRAMME D'ACTION

1. Le présent Programme d'action définit dans leurs grandes lignes les politiques, interventions et mesures nécessaires pour concrétiser les principes et les engagements énoncés dans la Déclaration adoptée par le Sommet mondial pour le développement social. Sa réussite se mesurera aux résultats obtenus.

2. Il est recommandé de prendre des mesures pour créer, dans un contexte de croissance économique soutenue et de développement durable, des conditions générales nationales et internationales favorables au développement social et pour éliminer la pauvreté, faire reculer le chômage en multipliant les emplois productifs et favoriser l'intégration sociale. Toutes les mesures recommandées sont liées, soit au niveau des modalités de leur mise en oeuvre - par exemple la participation de tous ceux qui sont concernés - soit au niveau de leur effet sur les divers aspects de la vie des individus.

Les politiques visant à éliminer la pauvreté, à réduire les inégalités et à combattre l'exclusion sociale doivent favoriser l'emploi, mais elles resteraient incomplètes et inefficaces si elles ne comportaient pas aussi des mesures corrigeant la discrimination et encourageant la participation ainsi que le maintien de relations harmonieuses entre les groupes et entre les pays. Il est également essentiel, pour obtenir des résultats à plus long terme, de faire en sorte que la politique économique, la politique sociale et la politique de l'environnement se conjuguent bien. Pour que le bien-être des individus soit assuré, il faut que la totalité des libertés et droits fondamentaux puissent s'exercer, que l'accès à de bons services d'enseignement, de santé et autres services publics de base soit garanti, et qu'existent des relations conviviales au sein des communautés. L'intégration sociale - c'est-à-dire la capacité qu'ont les individus de coexister en respectant parfaitement la dignité de chacun, le bien commun, le pluralisme et la diversité, sans recourir à la violence et en pratiquant la solidarité, et de participer à la vie sociale, culturelle, économique et politique - concerne tous les aspects du développement social et toutes les politiques. Elle exige que les faibles soient protégés et que chacun ait le droit d'être différent, de créer et d'innover. Elle exige aussi un environnement économique sain et des modes de vie et de pensée fondés sur la liberté et la responsabilité. Elle requiert enfin la pleine participation de l'Etat et de la société civile.

3. Bon nombre des problèmes évoqués dans ce programme d'action ont déjà été étudiés en détail lors de précédentes conférences mondiales consacrées à des questions touchant de très près aux différents aspects du développement social. Le Programme d'action a été conçu par rapport aux engagements, principes et recommandations de ces conférences et il en tient dûment compte, de même que de l'expérience de nombreux pays qui ont mené une action sociale dans des conditions qui leur sont propres. Sa spécificité et son importance tiennent à son approche intégrée, c'est-à-dire qu'il cherche à combiner toutes sortes de mesures - contre la pauvreté, pour l'emploi et l'intégration sociale - de façon qu'elles constituent des stratégies nationales et internationales cohérentes de développement social. Chaque pays a des droits souverains en ce qui concerne l'application des recommandations figurant dans ce programme d'action, qui doit se conformer aux lois et aux priorités

de développement de la nation et respecter totalement, dans toute leur diversité, les valeurs éthiques et religieuses et les traditions culturelles de sa population, de même que l'ensemble des libertés et droits fondamentaux. Les pays agiront chacun selon l'évolution de leurs moyens propres. Ils devraient aussi tenir dûment compte des résultats des conférences internationales qui ont abordé les questions sur lesquelles portent ces recommandations.

Chapitre I

UN CONTEXTE PROPICE AU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Principes d'action et objectifs

4. Le développement social est indissociable de son contexte culturel, écologique, économique, politique et spirituel et il ne peut donc pas être envisagé dans une perspective sectorielle. De même, il est clair qu'il est lié à la consolidation de la paix, de la liberté, de la stabilité et de la sécurité, sur le plan national aussi bien qu'international. Il exige que les valeurs, les objectifs et les priorités soient orientés de manière à assurer le bien-être de tous les individus et à promouvoir et renforcer les institutions et les politiques qui le favorisent. La dignité humaine, l'ensemble des libertés et droits fondamentaux, l'égalité, l'équité et la justice sociale constituent pour toutes les sociétés des valeurs fondamentales. C'est essentiellement le souci de concrétiser, promouvoir et préserver ces valeurs, parmi d'autres, qui justifie dans tous les cas les institutions et l'exercice de l'autorité et qui favorise un contexte dans lequel l'être humain constitue la finalité du développement durable. Les individus ont le droit de prétendre à une existence saine et productive vécue dans l'harmonie avec la nature.

5. Dans un monde où les économies et les sociétés sont de plus en plus interdépendantes, les échanges commerciaux et les flux financiers, les migrations, le progrès scientifique et technique, les communications et les échanges culturels façonnent une seule et même communauté. Mais celle-ci est menacée par la dégradation du milieu naturel, les famines, les épidémies, la discrimination raciale et la xénophobie dans toutes leurs manifestations, ainsi que par diverses formes d'intolérance, de violence et de criminalité, et elle risque aussi de perdre sa grande diversité culturelle. Les gouvernements sont de plus en plus conscients que, pour remédier à cet état

de choses et assurer le développement économique et social durable des pays, il faudra qu'ils puissent compter sur un resserrement de la solidarité avec le reste du monde, se traduisant par des programmes multilatéraux et une coopération internationale renforcée. Cette coopération est indispensable si l'on veut que les pays qui ont besoin d'aide, comme les pays d'Afrique et les pays les moins avancés, puissent recueillir les bienfaits de la mondialisation.

6. Les activités économiques, qui permettent aux individus de manifester leur esprit d'initiative et leur créativité et accroissent la richesse des collectivités, sont l'une des bases du progrès social. Mais celui-ci ne peut être assuré simplement par le libre jeu des forces du marché et il faut que les gouvernements prennent des mesures pour corriger les faiblesses de ce dernier, compléter ses mécanismes, maintenir la stabilité sociale et créer un contexte économique national et international qui favorise partout dans le monde une croissance durable, celle-ci devant à son tour constituer le terreau de l'équité et de la justice sociale, de la tolérance, de la responsabilité et de la participation.

7. En fin de compte, le développement social a pour but d'améliorer la qualité de la vie de tous les individus. Il ne peut devenir une réalité que si des institutions démocratiques sont en place, si les libertés et droits fondamentaux et la légalité sont respectés, si les individus ont davantage de possibilités de s'assurer des moyens d'existence et si ces possibilités sont les mêmes pour tous, si l'on encourage au respect de la diversité culturelle et des droits des minorités et si la société civile participe activement à l'effort. Capacité d'action et participation sont indispensables à la démocratie, à l'harmonie sociale et au développement social. Tous les membres de la société devraient pouvoir prendre une part active aux affaires de la communauté dans laquelle ils vivent, comme c'est leur droit et leur devoir, et se voir offrir l'occasion de le faire. Il est indispensable d'instaurer l'égalité et l'équité entre les sexes, les femmes devant être admises à participer pleinement à toutes les activités de la vie économique, sociale et politique. Il faut éliminer les obstacles qui les ont jusqu'à présent empêchées d'avoir part aux décisions, d'accéder à l'instruction et aux services de santé et d'occuper des emplois productifs, et faire en sorte que les femmes et les hommes soient des partenaires égaux, les seconds

assumant toutes les responsabilités qui leur incombent dans la vie familiale. Il faut changer les notions qui ont cours dans nos sociétés en ce qui concerne la place respective des sexes pour créer une nouvelle génération d'hommes et de femmes qui oeuvreront ensemble pour instaurer un ordre mondial plus humain.

8. Compte tenu de ces considérations, il s'agira de créer des conditions générales qui favorisent un développement dont la finalité sera le bien-être des individus; ce contexte général se caractérisera par :

- Une participation très étendue de la société civile, qui devra contribuer largement à l'élaboration et à l'application des décisions déterminant le fonctionnement et le bien-être de la communauté;
- Des schémas à large assise conçus pour assurer une croissance économique soutenue et un développement durable, les stratégies correspondantes devant prendre en compte le bien-être des populations, accélérer le développement et la disparition de la pauvreté et contribuer à la réalisation des objectifs de la communauté et à la qualité générale de la vie;
- Une répartition équitable et non discriminatoire des bienfaits de la croissance entre les groupes sociaux et entre les pays, et un plus large accès des pauvres aux outils de production;
- Une interaction des forces du marché qui soit productive et favorise le développement social;
- Des politiques publiques conçues pour remédier aux inégalités sociales, sources de divisions, et respectant le pluralisme et la diversité;
- Un cadre politique et juridique stable qui renforce la corrélation existant entre la démocratie, l'ensemble des libertés et droits fondamentaux et le développement;
- Des mesures politiques et sociales contre l'exclusion, qui respectent le pluralisme et la diversité, notamment la diversité des confessions et des cultures;
- Le renforcement du rôle de la famille, conformément aux principes, objectifs et engagements énoncés dans la Déclaration du Sommet mondial pour le développement social et lors de la Conférence

internationale sur la population et le développement, de la communauté et de la société civile;

- Un plus large accès aux connaissances, à la technologie, à l'instruction, aux services de santé et à l'information;
- Un esprit de solidarité, de partenariat et de coopération plus marqué à tous les niveaux;
- Des politiques publiques qui donnent aux individus des moyens de rester en bonne santé et productifs tout au long de leur existence;
- La protection et la préservation du milieu naturel dans le contexte du développement durable centré sur l'homme.

Mesures à prendre

A. Créer un climat économique favorable à l'échelle nationale et internationale

9. Pour assurer une croissance économique générale et soutenue et un développement durable à l'échelle mondiale qui soient complémentaires, ainsi qu'une croissance de la production, un système commercial international non discriminatoire et fondé sur la règle de la multilatéralité, la création d'emplois et l'augmentation des revenus comme base du développement social, il faut :

- a) Promouvoir l'établissement d'un climat économique international ouvert, équitable, coopératif et mutuellement bénéfique;
- b) Mettre en oeuvre des politiques macroéconomiques et sectorielles rationnelles et stables qui favorisent une croissance économique générale et soutenue ainsi qu'un développement durable et équitable, créent des emplois et soient axées sur l'élimination de la pauvreté et la réduction des inégalités économiques et sociales et de l'exclusion;
- c) Promouvoir les investissements productifs et les investissements au niveau des entreprises et élargir l'accès de tous, en particulier les pauvres et les défavorisés, ainsi que des pays les moins avancés, à des marchés ouverts et dynamiques dans le cadre d'un système commercial international ouvert, équitable, sûr, non discriminatoire, prévisible, transparent et fondé sur la règle de la multilatéralité, ainsi qu'aux technologies;

- d) Mettre en oeuvre intégralement et comme prévu l'Acte final des négociations commerciales multilatérales d'Uruguay;
- e) S'abstenir de prendre toutes mesures unilatérales non conformes au droit international et à la Charte des Nations Unies qui créent des obstacles aux relations commerciales entre les Etats, freinent la pleine réalisation du développement économique et social et compromettent la prospérité de la population des pays touchés;
- f) Accroître la production alimentaire grâce au développement durable du secteur agricole et à l'amélioration des possibilités d'accès aux marchés et améliorer l'accès aux ressources alimentaires des populations à faible revenu des pays en développement, comme moyen d'atténuer la pauvreté, d'éliminer la malnutrition et d'accroître le niveau de vie des populations touchées;
- g) Promouvoir la coordination des politiques macroéconomiques aux niveaux national, sous-régional, régional et international pour favoriser l'instauration d'un système financier international qui soit plus propice à une croissance économique stable et soutenue et à un développement durable, notamment en assurant une meilleure stabilité des marchés financiers, en réduisant le risque de crise financière, en améliorant la stabilité des taux de change, en stabilisant et en s'efforçant de fixer à un faible niveau les taux d'intérêt réels à long terme et en réduisant les incertitudes liées aux flux financiers;
- h) Créer, notamment par la mise en place de capacités, selon le cas, des dispositifs, moyens et processus nationaux et internationaux propres à garantir un examen et une coordination appropriés de la politique économique, en mettant tout particulièrement l'accent sur le développement social, et renforcer ou réaménager ceux qui existent déjà;
- i) Promouvoir ou renforcer la création de capacités dans les pays en développement, notamment en Afrique et dans les pays les moins avancés, de manière à développer les activités sociales;
- j) Faire en sorte que, conformément au programme Action 21 et aux divers accords, conventions et programmes d'action adoptés par consensus dans le cadre du suivi des résultats de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, se réalisent sur une large base

une croissance économique soutenue et un développement durable dans le respect de l'environnement et le souci des intérêts des générations futures;

k) Faire en sorte que les besoins et les faiblesses propres aux petits Etats insulaires en développement soient traités comme il convient, afin de leur permettre de réaliser en toute équité une croissance économique soutenue et un développement durable, en exécutant le Programme d'action pour le développement durable des petits Etats insulaires en développement.

10. Pour que les avantages de la croissance économique mondiale soient également répartis entre les pays, il est essentiel de :

a) Poursuivre les efforts visant à alléger les fardeaux de la dette et du service de la dette liés aux divers types de dette d'un grand nombre de pays en développement, sur la base d'une approche équitable et durable et, le cas échéant, considérer à titre de priorité l'ensemble de la dette des pays en développement les plus pauvres et les plus endettés, réduire les barrières commerciales et à permettre à tous les pays d'accéder aux marchés dans le cadre d'un système commercial international ouvert, équitable, sûr, non discriminatoire, prévisible, transparent et fondé sur la règle de la multilatéralité, ainsi qu'aux investissements productifs, aux technologies et au savoir-faire;

b) Renforcer et améliorer l'assistance technique et financière aux pays en développement de manière à favoriser un développement durable et à venir à bout des obstacles qui les empêchent de s'intégrer pleinement et effectivement dans l'économie mondiale;

c) Modifier les modes de consommation et de production non durables, en tenant compte du fait que la principale cause de la détérioration continue de l'environnement mondial réside dans un mode de consommation et de production non durable, en particulier dans les pays industrialisés, ce qui est un sujet de profonde préoccupation et une cause d'aggravation de la pauvreté et des déséquilibres;

d) Elaborer des politiques qui permettent aux pays en développement de tirer profit de l'accroissement des possibilités d'échanges commerciaux dans le cadre de la pleine application de l'Acte final des négociations commerciales multilatérales d'Uruguay; et venir en aide aux pays qui ne sont pas actuellement à même de bénéficier de la libéralisation de l'économie mondiale, en particulier ceux d'Afrique;

e) Appuyer les efforts déployés par les pays en développement, notamment ceux qui sont fortement tributaires des exportations de produits de base, pour diversifier leur économie.

11. Afin d'accorder la priorité aux besoins de l'Afrique et des pays les moins avancés dans le cadre de l'appui aux pays en développement, il faut le cas échéant, aux niveaux national et international :

a) Appliquer des politiques et des stratégies de développement efficaces qui créent un climat plus favorable au développement social, au commerce et aux investissements, en donnant la priorité à la mise en valeur des ressources humaines et en encourageant un développement plus poussé des institutions démocratiques;

b) Créer, dans les pays d'Afrique et dans les pays les moins avancés, un environnement porteur qui attire les investissements étrangers et intérieurs directs, stimule l'épargne, favorise le retour des capitaux fébriles et encourage la pleine participation du secteur privé, y compris les organisations non gouvernementales, au processus de croissance et de développement;

c) Appuyer les réformes économiques visant à améliorer le fonctionnement des marchés de produits de base et les efforts de diversification des produits de base au moyen de mécanismes appropriés, d'une coopération financière et technique bilatérale et multilatérale, y compris la coopération Sud-Sud, ainsi que par le commerce et le partenariat;

d) Continuer à appuyer les efforts de diversification des produits de base déployés en Afrique et dans les pays les moins avancés, en fournissant notamment une assistance technique et financière à la phase préparatoire de leurs projets et programmes de diversification des produits de base;

e) Trouver des solutions efficaces, orientées vers le développement et de caractère durable aux problèmes liés à la dette extérieure, grâce à la mise en oeuvre immédiate des conditions de remise de la dette convenues au Club de Paris en décembre 1994, qui prévoient une réduction de l'endettement, notamment l'annulation ou d'autres mesures d'allégement de la dette; inviter les institutions financières internationales à envisager des démarches novatrices pour aider les pays à faible revenu ayant une importante dette multilatérale, en vue d'alléger le fardeau de leur endettement; mettre au point des techniques de conversion de la dette appliquées aux programmes

et projets de développement social, conformément aux priorités du Sommet. Ces mesures devraient tenir compte de l'examen à mi-parcours du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 et du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés, et devraient être mises en oeuvre dans les meilleurs délais;

f) Aider à mettre au point des stratégies adoptées par ces pays et oeuvrer de concert pour assurer l'application des mesures prises pour leur développement;

g) Prendre des mesures appropriées, conformes à l'Acte final des négociations commerciales multilatérales d'Uruguay, en particulier la décision sur les mesures en faveur des pays les moins avancés et la décision relative aux mesures touchant les éventuelles conséquences négatives du programme de réformes sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de denrées alimentaires, afin de prêter à ces pays une attention particulière dans le but d'accroître leur participation au système commercial multilatéral et d'atténuer toute conséquence négative qu'aurait la mise en oeuvre des accords conclus à l'issue des négociations d'Uruguay, tout en soulignant la nécessité d'aider les pays d'Afrique à tirer pleinement parti des résultats de ces négociations;

h) Accroître l'aide publique au développement, tant en ce qui concerne son volume total que celle qui est destinée aux programmes sociaux, améliorer son impact, en fonction des conditions économiques et des capacités d'assistance des pays et conformément aux engagements pris en vertu d'accords internationaux, et tenter d'atteindre dans les meilleurs délais l'objectif convenu consistant à consacrer 0,7 % du produit national brut à l'aide publique au développement et 0,15 % aux pays les moins avancés.

12. *Pour que la croissance économique et l'interaction des forces du marché soient davantage orientées vers le développement social, il faut :*

a) Prendre les dispositions voulues pour permettre à tous, notamment aux pauvres et aux groupes défavorisés, d'accéder plus largement aux marchés, et encourager les personnes privées et les collectivités à prendre des initiatives économiques, à innover et à investir dans les activités qui contribuent au développement social, tout en encourageant une croissance économique largement répartie et soutenue et un développement durable;

b) Améliorer, élargir et réglementer dans la mesure nécessaire les marchés pour en améliorer le fonctionnement et promouvoir la croissance économique soutenue et le développement durable, ainsi que la stabilité et l'investissement à long terme, la concurrence loyale et un comportement conforme à l'éthique, et adopter et appliquer des politiques tendant à répartir équitablement les fruits de la croissance et à protéger les services sociaux essentiels, notamment en complétant les mécanismes du marché, en atténuant les répercussions négatives des forces du marché et en appliquant des politiques complémentaires tendant à encourager le développement social tout en démantelant les mesures protectionnistes, conformément aux dispositions de l'Acte final du Cycle d'Uruguay, et à intégrer le développement social et le développement économique;

c) Adopter une politique d'ouverture du marché visant à réduire les obstacles qui s'opposent à l'entrée de nouveaux fournisseurs, à promouvoir la transparence grâce à une meilleure information sur les marchés et à élargir l'éventail des choix proposés aux consommateurs;

d) Améliorer l'accès à la technologie et à l'assistance technique, ainsi qu'au savoir-faire correspondant, notamment pour les micro-entreprises et les petites et moyennes entreprises de tous les pays, en particulier des pays en développement;

e) Encourager les sociétés transnationales et nationales à opérer dans le respect de l'environnement, tout en se conformant à la législation nationale et conformément aux accords et conventions internationaux, en tenant dûment compte de l'impact social et culturel de leurs activités;

f) Adopter et mettre en oeuvre des stratégies à long terme pour encourager les secteurs public et privé à investir judicieusement et généreusement dans la construction et la rénovation de l'infrastructure de base, en veillant à ce que ces investissements profitent aux pauvres et créent des emplois;

g) Encourager les secteurs public et privé à investir massivement dans la mise en valeur des ressources humaines et la création de capacités dans la santé et l'éducation, ainsi que dans le renforcement des moyens d'action et la participation, en mettant l'accent sur les victimes de la pauvreté ou de l'exclusion sociale;

h) Concourir et prêter spécialement attention au développement des petites et des micro-entreprises, notamment dans les zones rurales, ainsi que des secteurs de subsistance, afin d'assurer une interaction sans risques avec les systèmes économiques de plus grande taille;

i) Soutenir les activités économiques des populations autochtones, améliorer leur situation et leur développement et s'assurer qu'elles entrent, sans risques, en interaction avec le reste de l'économie;

j) Aider les institutions, programmes et systèmes à diffuser des informations pratiques pour promouvoir le progrès social.

13. *Pour que les systèmes fiscaux et autres politiques visent bien à l'élimination de la pauvreté et ne créent pas de disparités dangereuses pour la cohésion sociale, il faut :*

a) Promulguer des règlements et instaurer des conditions morales et éthiques de nature à empêcher toutes les formes de corruption et d'exploitation des individus, des familles et des groupes;

b) Promouvoir une concurrence loyale et une responsabilité morale dans les activités des entreprises et accroître la coopération et l'interaction entre les pouvoirs publics, le secteur privé et la société civile;

c) Faire en sorte que les politiques fiscales et monétaires favorisent l'épargne et l'investissement à long terme dans des activités productives conformes aux priorités et politiques nationales;

d) Envisager des mesures propres à remédier aux inégalités résultant d'une accumulation de richesses, notamment par une fiscalité appropriée au niveau national, à réduire les facteurs d'inefficacité et à améliorer la stabilité des marchés financiers, en accord avec les priorités et les politiques nationales;

e) Revoir le système de répartition des subventions, notamment entre l'industrie et l'agriculture, les zones urbaines et rurales et la consommation privée et publique, de sorte qu'il profite aux pauvres, en particulier aux groupes vulnérables, et permette de réduire les disparités;

f) Encourager la conclusion d'accords internationaux permettant de résoudre efficacement le problème de la double imposition et celui de l'évasion fiscale internationale conformément aux priorités et politiques

des Etats concernés, tout en améliorant l'efficacité et l'équité de la perception de l'impôt;

g) Aider les pays en développement, à leur demande, à mettre en place des systèmes fiscaux efficaces et équitables en renforçant la capacité de l'administration fiscale de calculer l'impôt, de le percevoir et de poursuivre la fraude fiscale, et à instaurer une fiscalité plus progressive;

h) Aider les pays dont l'économie est en transition à mettre en place une fiscalité équitable et efficace ayant une base juridique solide afin de contribuer aux réformes socio-économiques en cours dans ces pays.

B. Créer un climat politique et juridique favorable
à l'échelle nationale et internationale

14. Pour que le cadre politique favorise les objectifs de développement social, il faut :

a) S'assurer que les institutions et organismes publics chargés de concevoir et d'appliquer les politiques sociales disposent de l'autorité, des ressources et de l'information nécessaires pour faire du développement social une priorité lors de l'élaboration des politiques;

b) S'assurer du respect de la légalité et de la démocratie, ainsi que de l'existence de règlements et de procédures appropriés pour instaurer la transparence et obliger toutes les institutions publiques et privées à rendre des comptes, et pour prévenir et combattre toutes les formes de corruption, en menant des actions soutenues d'éducation et en encourageant les comportements et les valeurs qui renforcent le sens de la responsabilité, la solidarité et la société civile;

c) Eliminer toutes les formes de discrimination, en organisant des programmes d'éducation et des campagnes médiatiques à cet effet;

d) Encourager la décentralisation des institutions et des services publics à un niveau qui permette, compte tenu des responsabilités, des priorités et des objectifs des pouvoirs publics, de répondre de façon appropriée aux besoins locaux et de faciliter la participation locale;

e) Créer les conditions nécessaires pour permettre aux partenaires sociaux de s'organiser et d'agir librement et de façon responsable en garantissant la liberté d'expression et d'association et le droit de prendre part à une négociation collective et de défendre leurs intérêts, compte dûment tenu de la législation et des règlements nationaux;

- f) Créer des conditions similaires pour les associations professionnelles et les organisations de travailleurs indépendants;
 - g) Intégrer tous les éléments de la société aux activités politiques et sociales tout en respectant le pluralisme politique et la diversité culturelle;
 - h) Renforcer les capacités et les possibilités de tous, en particulier des personnes défavorisées ou vulnérables, de poursuivre leur propre développement économique et social, d'établir et de faire fonctionner des organisations représentant leurs intérêts, et de prendre part à la conception et l'application des politiques et programmes publics dont ils subiront directement les effets;
 - i) Faire participer davantage les femmes à la prise de décisions à tous les niveaux ainsi qu'aux mécanismes économiques et politiques pour lesquels les politiques sont élaborées et appliquées;
 - j) Éliminer tous les obstacles juridiques s'opposant à la propriété de tous les moyens de production et des biens immeubles, par les hommes comme par les femmes;
 - k) Prendre des mesures, en coopération avec la communauté internationale, selon le cas et conformément à la Charte des Nations Unies, à la Déclaration universelle des droits de l'homme, aux autres instruments internationaux et aux résolutions pertinentes des Nations Unies, pour instaurer un environnement politique et juridique qui permette de faire face aux causes profondes des mouvements de réfugiés et d'assurer le retour librement consenti des réfugiés dans la sécurité et la dignité. D'autres mesures devraient être prises au niveau national, le cas échéant dans le cadre de la coopération internationale et conformément à la Charte des Nations Unies, pour créer des conditions propices au retour des personnes déplacées dans leur propre pays dans leur lieu d'origine.
15. Il est essentiel dans l'optique du développement social que tous les droits de l'homme et les libertés fondamentales, y compris le droit au développement considéré comme faisant partie intégrante des droits fondamentaux de l'homme, soient promus et protégés par le biais des mesures suivantes :

a) Encourager la ratification des conventions internationales relatives aux droits de l'homme et appliquer les dispositions des conventions et pactes déjà ratifiés;

b) Réaffirmer et promouvoir tous les droits de l'homme et libertés fondamentales, qui sont universels, indivisibles, interdépendants et étroitement reliés, y compris le droit au développement, et faire en sorte qu'ils soient respectés, protégés et observés par l'adoption de la législation appropriée, la diffusion d'informations, l'éducation et la formation ainsi que par la mise en place de mécanismes efficaces d'application et de moyens de recours à cet effet, notamment en créant des organismes nationaux de suivi et d'application ou en renforçant ceux qui existent déjà;

c) Prendre des mesures pour assurer que tous les êtres humains et tous les peuples aient le droit de participer au processus de développement économique, social, culturel et politique, y contribuer et en bénéficier, encourager tous les êtres humains à se considérer, individuellement et collectivement, responsables du processus de développement et reconnaître que c'est aux Etats qu'il incombe au premier chef de créer au niveau national et international des conditions favorables à l'exercice du droit au développement, compte tenu des dispositions de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne relatives à la question;

d) Assurer l'exercice du droit au développement par le renforcement de la démocratie, la promotion et le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, l'adoption de politiques de développement efficaces au niveau national, l'établissement de relations économiques équitables et la création d'un environnement économique propice au niveau international, sachant que pour accélérer le processus de développement dans les pays en développement des efforts durables sont nécessaires;

e) Eliminer les obstacles à l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination, en particulier des peuples vivant sous l'occupation coloniale ou d'autres formes d'occupation ou de domination étrangère ayant une incidence néfaste sur leur développement économique et social;

f) Promouvoir et protéger les droits fondamentaux des femmes et éliminer tous les obstacles qui s'opposent à l'équité et l'égalité entre les femmes et les hommes dans la vie politique, civile, économique, sociale et culturelle;

g) Accorder une attention particulière à la promotion et à la protection des droits de l'enfant, l'accent étant spécialement mis sur les droits de la fillette, notamment en encourageant la ratification et l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant et le Plan d'action pour l'application de la Déclaration mondiale en faveur de la survie, de la protection et du développement de l'enfant dans les années 90, adopté lors du Sommet mondial pour les enfants;

h) Assurer à tous, et en particulier aux groupes sociaux les plus vulnérables et défavorisés, un système judiciaire indépendant, juste et efficace, ainsi que l'accès à des services de consultation juridique compétents en matière de droits et d'obligations;

i) Prendre des mesures efficaces pour mettre un terme à toute discrimination de jure et de facto à l'égard des personnes handicapées;

j) Renforcer la capacité de la société civile et de la collectivité de participer activement à la planification, au choix et à l'application de programmes de développement social, grâce à l'éducation et à l'accès aux ressources;

k) Promouvoir et protéger les droits de la personne afin de prévenir et d'éliminer les situations de discrimination et de violence au sein de la famille.

16. Dans un système politique et économique ouvert, tous les citoyens doivent avoir accès aux connaissances, à l'éducation et à l'information et il faut, à cet effet :

a) Renforcer le système d'enseignement à tous les niveaux ainsi que d'autres moyens d'acquérir des compétences et des connaissances et assurer à tous l'accès à l'éducation de base et à l'éducation permanente, tout en éliminant les obstacles économiques et socioculturels qui s'opposent à l'exercice du droit à l'éducation;

b) Sensibiliser l'opinion publique aux comportements discriminatoires fondés sur le sexe afin d'éliminer tous les obstacles qui s'opposent à l'égalité et à l'équité entre les sexes;

c) Permettre et encourager l'accès de tous à toutes les informations et opinions sur les questions d'intérêt général grâce aux médias et autres moyens d'information;

d) Encourager les systèmes d'éducation et, dans le respect de la liberté d'expression, les moyens de communication à faire mieux comprendre et connaître au public tous les aspects de l'intégration sociale, y compris les disparités entre les sexes, la non-violence, la tolérance et la solidarité, de même que le respect de la diversité des cultures et intérêts, et à décourager la pornographie et la représentation de la violence et de la cruauté dans les médias;

e) Améliorer la fiabilité, la validité, l'utilité et la diffusion des statistiques et autres données sur le développement social et les questions touchant les spécificités de chaque sexe, y compris l'utilisation efficace des statistiques ventilées par sexe qui ont été recueillies aux niveaux national, régional et international, notamment en fournissant une assistance aux établissements universitaires et aux instituts de recherche.

17. *L'appui international aux efforts nationaux doit être conforme à la Charte des Nations Unies, aux principes du droit international et à la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies afin que s'instaure un environnement politique et juridique propice. Dans le cadre de cet appui, il faudra :*

a) Utiliser, le cas échéant, les capacités de l'Organisation des Nations Unies et des autres organisations internationales, régionales et sous-régionales compétentes pour prévenir et résoudre les conflits armés et promouvoir le progrès social ainsi que l'amélioration des niveaux de vie dans un climat de plus grande liberté;

b) Coordonner les politiques, initiatives et instruments juridiques et/ou mesures visant à combattre le terrorisme, toutes les formes de violence extrémiste, le trafic d'armes, le crime organisé, le problème des drogues illicites, le blanchiment de l'argent et les crimes apparentés, la traite des femmes, des adolescents et des enfants migrants, et le trafic d'organes humains ainsi que toutes autres activités contraires aux droits et à la dignité de l'homme;

c) Assurer une coopération entre les Etats pour promouvoir le développement et éliminer les obstacles qui l'entravent; la communauté internationale doit favoriser une coopération internationale efficace, appuyer les efforts des pays en développement en vue du plein exercice du droit au développement et de l'élimination des obstacles au développement, notamment en appliquant les dispositions de la Déclaration sur le droit au développement comme réaffirmé dans la Déclaration et le Programme d'action de Vienne. Pour progresser d'une façon durable vers la réalisation du droit au développement, il est nécessaire d'élaborer des politiques de développement efficaces au niveau national et d'établir des relations économiques équitables et un climat économique propice au niveau international. Il faut assurer l'exercice du droit au développement de façon à répondre d'une manière équitable aux besoins des générations actuelles et futures dans le domaine social ainsi qu'en matière de développement et d'environnement;

d) Faire en sorte que la personne humaine soit au centre du processus de développement social et que cet objectif soit pleinement pris en compte dans les programmes et les activités des organisations sous-régionales, régionales et internationales;

e) Renforcer dans les limites des ressources disponibles la capacité des organisations nationales, régionales et internationales compétentes d'assurer, dans le cadre de leur mandat, la promotion et le suivi de l'application de tous les droits de l'homme et libertés fondamentales, y compris le droit au développement et l'élimination de toutes les formes de discrimination;

f) Dans le cadre des mandats et fonctions des diverses institutions internationales, définir des politiques de nature à favoriser les objectifs du développement social et à contribuer à la mise en place d'institutions par le biais du renforcement des capacités et d'autres formes de coopération;

g) Renforcer les capacités des gouvernements, du secteur privé et de la société civile, notamment en Afrique et dans les pays les moins avancés, afin de leur permettre d'assumer leurs responsabilités aux niveaux national et international;

h) Renforcer les capacités des gouvernements, du secteur privé et de la société civile dans les pays en transition afin de faciliter leur passage d'une économie planifiée à une économie de marché.



**NATIONS
UNIES**



**SOMMET MONDIAL POUR LE
DEVELOPPEMENT SOCIAL**

Copenhague (Danemark)
6-12 mars 1995

Distr.
LIMITEE

A/CONF.166/L.3/Add.4
10 mars 1995

FRANCAIS -
Original • ANGLAIS

Point 10 de l'ordre du jour

**DECLARATION ET PROGRAMME D'ACTION DU SOMMET MONDIAL
POUR LE DEVELOPPEMENT SOCIAL**

Rapport de la Grande Commission

Additif

1. A sa 4ème séance, le 9 mars, la Grande Commission a approuvé le chapitre II du projet de programme d'action et en a recommandé l'adoption en séance plénière. Des déclarations ont été faites par les représentants de l'Arabie saoudite, du Canada, des Etats-Unis d'Amérique, du Pakistan, du Guatemala, des Emirats arabes unis, du Soudan, de la Norvège, de la Mongolie, de la Zambie, de la Jamaïque, de l'Australie, de Malte, du Bangladesh, du Saint-Siège, de la République islamique d'Iran et de l'Egypte.
2. Le texte du chapitre II est le suivant :

Chapitre II

ELIMINATION DE LA PAUVRETE

Principes d'action et objectifs

18. Plus d'un milliard de personnes au monde vivent aujourd'hui dans des conditions inacceptables de pauvreté, surtout dans les pays en développement, et plus particulièrement dans les zones rurales des pays à faible revenu d'Asie et du Pacifique, d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes, et les pays les moins avancés.

19. La pauvreté se manifeste sous diverses formes : absence de revenu et de ressources productives suffisantes pour assurer des moyens d'existence viables; faim et malnutrition; mauvaise santé; absence d'accès ou accès limité à l'éducation et autres services de base; morbidité et mortalité accrues du fait de maladies; absence ou insuffisance de logements; environnement insalubre; discrimination sociale et exclusion. Une autre caractéristique est que les pauvres ne participent pas à la prise de décisions dans la vie civile, sociale et culturelle. La pauvreté existe dans tous les pays; il peut s'agir d'une pauvreté massive dans de nombreux pays en développement, de poches de pauvreté au milieu de la richesse générale dans les pays développés, de la perte des moyens d'existence à cause de la récession économique, d'une pauvreté soudaine résultant de catastrophes ou de conflits, de la pauvreté des travailleurs touchant de bas salaires, enfin du dénuement total de ceux qui se trouvent en dehors des systèmes d'appui familial, et ne bénéficient pas de services sociaux ni de filets de sécurité. Les femmes sont de loin les plus touchées et les enfants élevés dans la pauvreté demeurent souvent défavorisés à tout jamais. Les personnes âgées, les handicapés, les populations autochtones, les réfugiés et les personnes déplacées dans leur propre pays sont également particulièrement vulnérables à la pauvreté. En outre, la pauvreté sous ses diverses formes représente un obstacle à la communication et à l'accès aux services, ainsi qu'un risque majeur pour la santé, et les pauvres sont particulièrement vulnérables aux conséquences des catastrophes et des conflits. La pauvreté absolue est un état caractérisé par une privation aiguë en ce qui concerne les besoins fondamentaux de l'être humain : nourriture, eau salubre, installations hygiéniques, santé, abri, éducation et information. Elle dépend non seulement du revenu, mais aussi de l'accès aux services sociaux.

20. On s'accorde à reconnaître que la persistance de la pauvreté généralisée et l'existence de graves inégalités entre les groupes sociaux et les sexes influent considérablement sur les paramètres démographiques tels que l'accroissement, la structure et la répartition de la population et sont en retour influencés par eux. On s'accorde également à reconnaître que les modes de consommation et de production non viables contribuent à une utilisation non viable des ressources naturelles et à la dégradation de

l'environnement, ainsi qu'à l'aggravation des inégalités sociales et de la pauvreté, avec les effets susmentionnés sur les paramètres démographiques.

21. La pauvreté urbaine est en augmentation rapide, au rythme de l'urbanisation générale. C'est là un phénomène qui s'intensifie dans tous les pays et régions et qui pose souvent des problèmes particuliers comme le surpeuplement, la contamination de l'eau, le manque d'hygiène, la précarité des logements, le crime et autres problèmes sociaux. Un nombre croissant de ménages urbains à faible revenu subsistent grâce aux femmes.

22. Parmi les pauvres, on relève des disparités marquées entre les sexes, en particulier quand on voit l'augmentation du nombre des ménages dont la subsistance est assurée par la femme. En outre, avec la croissance démographique, on assistera à une augmentation notable du nombre de jeunes vivant dans la pauvreté. Il faut donc prendre des mesures pour lutter spécifiquement contre la montée de la pauvreté chez les jeunes et les femmes.

23. Les causes de la pauvreté sont diverses, y compris structurelles. La pauvreté est un problème complexe et multidimensionnel dont les origines sont aussi bien nationales qu'internationales. Il n'existe aucune solution uniforme qui puisse s'appliquer à l'échelle mondiale. Il est en revanche essentiel, pour résoudre ce problème, de mettre en place des programmes de lutte particuliers à chaque pays et d'appuyer l'action nationale par des efforts internationaux, tout en créant un environnement international favorable. La pauvreté est intimement liée à l'absence de contrôle sur les ressources, notamment la terre, les compétences, les connaissances, les capitaux et les relations sociales influentes. Les décideurs ne tiennent guère compte de ceux qui n'ont pas accès à ces ressources, et les institutions, les marchés, l'emploi et les services publics ne leur sont ouverts que de façon limitée. Les programmes de lutte contre la pauvreté à eux seuls ne suffisent pas pour éliminer cette situation; il faudra introduire des changements dans les structures politiques et économiques si l'on veut assurer l'accès de tous aux ressources et aux services publics, garantir l'égalité des chances, entreprendre les politiques orientées vers une répartition plus équitable des richesses et du revenu, assurer une protection sociale à ceux qui ne peuvent subvenir à leurs besoins, et aider les personnes touchées à titre individuel ou collectif par des catastrophes imprévues, qu'elles soient naturelles, sociales ou technologiques.

24. L'élimination de la pauvreté implique, sur le plan économique, l'égalité des chances qui permettra de promouvoir des moyens d'existence viables et l'accès aux services sociaux de base pour tous, en accordant une attention particulière aux couches les plus défavorisées. Il faut donner aux pauvres et aux groupes vulnérables les moyens de s'organiser et de participer à tous les aspects de la vie politique, économique et sociale, notamment à la planification et à la mise en oeuvre des politiques qui les concernent, leur permettant ainsi de devenir de véritables partenaires du développement.

25. Il faut donc sans délai :

- Formuler des stratégies nationales pour réduire sensiblement la pauvreté générale, notamment des mesures visant à éliminer les obstacles structurels qui empêchent d'échapper à la pauvreté, avec des échéances précises pour éliminer la pauvreté absolue dans des délais fixés par chaque pays dans le contexte national;
- Renforcer la coopération internationale et les institutions internationales afin d'aider les pays dans les efforts qu'ils déploient pour éliminer la pauvreté et assurer la protection et les services sociaux de base;
- Elaborer des méthodes permettant de mesurer toutes les formes de pauvreté, en particulier la pauvreté absolue, et d'évaluer et suivre la situation de ceux qui sont exposés au risque, dans le contexte national;
- Procéder à des examens périodiques des politiques économiques et des budgets nationaux en vue de les axer sur l'élimination de la pauvreté et la réduction des inégalités;
- Elargir les possibilités offertes afin de permettre aux pauvres de renforcer leurs capacités et d'améliorer leur situation économique et sociale, tout en gérant les ressources de façon viable;
- Valoriser les ressources humaines et améliorer les infrastructures;
- Satisfaire les besoins fondamentaux de tous;
- Définir des politiques permettant d'assurer une protection économique et sociale suffisante à tous en cas de chômage, de maladie, de maternité, d'invalidité ou de vieillesse;
- Définir des politiques qui renforcent la famille et contribuent à sa stabilité, conformément aux principes, objectifs et engagements

énoncés dans la Déclaration du Sommet mondial pour le développement social et lors de la Conférence internationale sur la population et le développement;

- Mobiliser les secteurs public et privé, les régions développées, les établissements d'enseignement et universitaires et les organisations non gouvernementales pour venir en aide aux régions pauvres.

Mesures à prendre

A. Formuler des stratégies intégrées

26. Les gouvernements devraient mettre davantage l'accent sur les efforts publics visant à éliminer la pauvreté absolue et à réduire sensiblement la pauvreté générale, et à cet effet :

a) Promouvoir une croissance économique soutenue, dans le contexte du développement durable, sans oublier que le progrès social exige que la croissance se fasse sur une large base et offre des chances égales à tous. Tous les pays devraient reconnaître qu'ils ont des responsabilités à la fois communes et différentes. Les pays développés devraient reconnaître la responsabilité qui leur revient dans la recherche, au niveau international, du développement durable, et devraient poursuivre leurs efforts pour promouvoir une croissance économique viable et réduire les déséquilibres d'une façon qui bénéficie à tous les pays, en particulier les pays en développement;

b) Formuler des plans nationaux d'élimination de la pauvreté ou renforcer les plans existants, de préférence d'ici à 1996, et les mettre en oeuvre afin de s'attaquer aux causes structurelles de la pauvreté, en prévoyant des mesures aux niveaux national, sous-régional, régional et international. Ces plans devraient donner lieu, dans le contexte de chaque pays, à des stratégies et à des objectifs réalisables dans des délais fixés pour réduire sensiblement la pauvreté générale et éliminer la pauvreté absolue. Dans le contexte des plans nationaux, il faudrait s'attacher en particulier à créer des emplois en tant que moyens d'éliminer la pauvreté, de prendre dûment en considération la santé et l'éducation, de donner une priorité plus élevée aux services sociaux de base, d'assurer le revenu des ménages et de faciliter l'accès aux actifs productifs et aux débouchés économiques;

c) Recenser les différents moyens d'existence, les stratégies de survie et les organisations d'auto-assistance regroupant les pauvres et coopérer avec ces organisations pour mettre au point des programmes de lutte contre la pauvreté qui s'appuient sur leurs efforts afin de veiller à faire pleinement participer les intéressés et à répondre à leurs besoins effectifs;

d) Elaborer au niveau national les mesures, critères et indicateurs permettant de déterminer l'étendue et la répartition de la pauvreté absolue. Chaque pays devrait procéder à une définition précise et à une évaluation de la pauvreté absolue, de préférence en 1996, Année internationale pour l'élimination de la pauvreté;

e) Définir des politiques et des objectifs quantifiables afin de renforcer et d'élargir les perspectives économiques des femmes et leur accès aux ressources productives, en particulier les femmes ne possédant pas de source de revenu;

f) Promouvoir la jouissance effective par tous des droits civils, culturels, économiques, politiques et sociaux, ainsi que l'accès aux services publics et de protection sociale existants, en particulier en encourageant la ratification des instruments relatifs aux droits de l'homme tels que le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et en en assurant la pleine application;

g) Eliminer les injustices et les obstacles auxquels se heurtent les femmes, et encourager et renforcer la participation des femmes à la prise des décisions et à leur application, ainsi que leur accès aux ressources productives et à la propriété foncière, de même que leurs droits de succession;

h) Encourager et appuyer les projets locaux de développement communautaire qui encouragent chez les pauvres la compétence, l'autonomie et la confiance en soi, et qui facilitent leur active participation aux efforts de lutte contre la pauvreté.

27. Les gouvernements sont engagés à intégrer les objectifs de lutte contre la pauvreté aux politiques économiques et sociales et à la planification aux niveaux local, national et, le cas échéant, régional, et à cet effet :

a) . Analyser les politiques et programmes, notamment en ce qui concerne la stabilité macroéconomique, les programmes d'ajustement structurel,

la fiscalité, les investissements, l'emploi, les marchés et tous les grands secteurs de l'économie, du point de vue de leurs incidences sur la pauvreté et l'inégalité, et évaluer leurs répercussions sur le bien-être et la situation de la famille, ainsi que sur l'un et l'autre sexe, afin de les adapter selon les besoins pour assurer une répartition plus équitable des actifs productifs, des richesses, des débouchés, des revenus et des services;

b) Remanier les politiques d'investissement public relatives au développement de l'infrastructure, à la gestion des ressources naturelles et à la valorisation des ressources humaines au profit des pauvres, en veillant à ce qu'elles soient compatibles avec l'amélioration à long terme de leurs moyens d'existence;

c) S'assurer que les politiques de développement favorisent les collectivités à faible revenu, de même que le développement rural et agricole;

d) Choisir chaque fois que possible des plans de développement qui n'aient pas pour effet de déplacer les populations locales et concevoir une politique et un cadre juridique appropriés pour indemniser de leurs pertes les personnes déplacées, les aider à retrouver leurs moyens d'existence et faciliter leur réadaptation après des perturbations sociales et culturelles;

e) Concevoir et appliquer des mesures pour la protection de l'environnement et la gestion des ressources qui tiennent compte des besoins des pauvres et des groupes vulnérables, conformément au programme Action 21 et aux divers accords, conventions et programmes d'action adoptés par consensus dans le cadre du suivi de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement;

f) Mettre en place, selon les besoins, des mécanismes de coordination des efforts de lutte contre la pauvreté, en collaboration avec la société civile, y compris le secteur privé - et renforcer les mécanismes qui existent déjà - et prévoir à cet effet des actions intégrées aux niveaux intersectoriel et intragouvernemental.

28. *Il conviendrait de prendre les mesures suivantes pour démarginaliser les pauvres et leurs organisations :*

a) Assurer leur pleine participation à la formulation des objectifs ainsi qu'à la conception, à l'application, au suivi et à l'évaluation des stratégies et programmes d'élimination de la pauvreté et de développement

des collectivités, et faire en sorte que ces programmes reflètent leurs priorités;

b) Tenir compte des problèmes spécifiques des femmes dans la planification et la réalisation des politiques et programmes de promotion des femmes;

c) Faire en sorte que les politiques et programmes destinés aux pauvres respectent leur dignité et leur culture et utilisent pleinement leurs connaissances, leurs compétences et leurs ressources;

d) Améliorer l'éducation à tous les niveaux, et faire en sorte que les pauvres aient accès à l'éducation, surtout à l'enseignement primaire et aux autres possibilités d'éducation de base;

e) Encourager et aider les pauvres à s'organiser pour que leurs représentants puissent participer à l'élaboration des politiques économiques et sociales et à collaborer plus efficacement avec les institutions gouvernementales, non gouvernementales et autres institutions appropriées pour obtenir les services et facilités dont ils ont besoin;

f) Se préoccuper tout particulièrement du renforcement des capacités et de la gestion communautaire;

g) Apprendre aux gens quels sont leurs droits, comment fonctionne le système politique et quels sont les programmes existants.

29. *Il faut régulièrement suivre, évaluer et diffuser les résultats des plans d'élimination de la pauvreté, évaluer les politiques de lutte contre la pauvreté et sensibiliser les esprits à ce phénomène, ses causes et conséquences. À cet effet, les gouvernements pourraient notamment :*

a) Mettre au point, actualiser et diffuser des indicateurs convenus et précis de la pauvreté et de la vulnérabilité, ventilés selon le sexe - revenu, richesse, nutrition, santé physique et hygiène mentale, instruction, alphabétisation, situation de la famille, chômage, exclusion sociale et isolement, absence de logement, absence de terres et autres facteurs - ainsi que des indicateurs relatifs aux causes nationales et internationales de la pauvreté; et, à cette fin, réunir des données détaillées et comparables, ventilées selon l'origine ethnique, le sexe, le handicap, la situation familiale, l'appartenance à un groupe linguistique, la région et le secteur économique et social;

b) Suivre et évaluer la réalisation des objectifs convenus dans les instances internationales en matière de développement social; évaluer du point de vue quantitatif et qualitatif les changements des niveaux de pauvreté et la persistance de la pauvreté, et la vulnérabilité à la pauvreté, notamment pour ce qui est du niveau de revenu des ménages et de l'accès aux ressources et aux services; et évaluer l'efficacité des stratégies d'élimination de la pauvreté sur la base des priorités et des points de vue des ménages pauvres et des communautés à faible revenu;

c) Renforcer à l'échelon international la collecte des données et les systèmes de statistiques, pour aider les pays à suivre la réalisation des objectifs de développement social et encourager à étendre les bases de données internationales aux activités profitables à la société dont les données actuellement disponibles ne rendent pas compte, par exemple le travail non rémunéré des femmes et leur apport à la société, à l'activité économique non structurée et aux moyens d'existence viables;

d) Sensibiliser le public, notamment par l'intermédiaire des établissements d'enseignement, des organisations non gouvernementales et des médias, de sorte que la société fasse de la lutte contre la pauvreté une action prioritaire tout en évaluant le progrès ou l'échec des mesures prises pour atteindre les buts et objectifs fixés;

e) Mobiliser les ressources des universités et instituts de recherche afin de mieux comprendre les causes de la pauvreté et les solutions possibles, ainsi que l'effet des mesures d'ajustement structurel sur les pauvres et l'efficacité des stratégies et programmes de lutte contre la pauvreté; renforcer les capacités de recherche en sciences sociales dans les pays en développement et intégrer les résultats de la recherche à la prise de décisions;

f) Faciliter et promouvoir l'échange de connaissances et de données d'expérience, en particulier entre pays en développement, notamment par l'intermédiaire des organisations sous-régionales et régionales.

30. *Les membres de la communauté internationale, par des interventions bilatérales ou par l'intermédiaire des organisations multilatérales, devraient favoriser l'instauration d'un climat propice à l'élimination de la pauvreté, et à cet effet :*

a) Coordonner leurs politiques et leurs programmes visant à appuyer les mesures prises par les pays en développement, notamment en Afrique et dans les pays les moins avancés, pour éliminer la pauvreté, créer des emplois rémunérateurs et renforcer l'intégration sociale, afin de réaliser les objectifs de base du développement social;

b) Favoriser la coopération internationale afin d'appuyer, s'ils le demandent, les efforts déployés par les pays en développement, surtout à l'échelon communautaire, pour assurer l'égalité entre les sexes et la promotion des femmes;

c) Renforcer les moyens dont disposent les pays en développement pour contrôler le progrès des plans nationaux d'élimination de la pauvreté et évaluer les effets des politiques et programmes nationaux et internationaux sur les pauvres, et pour en rectifier les effets défavorables;

d) Renforcer les moyens dont disposent les pays en transition pour développer les systèmes de protection sociale et les politiques sociales, notamment en vue de réduire la pauvreté;

e) Répondre aux besoins spécifiques des petits pays insulaires en développement pour ce qui est d'éliminer la pauvreté et de réaliser leurs objectifs à cet égard au moyen de programmes de développement social qui traduisent leurs priorités nationales;

f) Chercher des solutions aux problèmes que rencontrent les pays en développement sans littoral pour éliminer la pauvreté, et appuyer leurs efforts de développement social;

g) Soutenir les efforts que déploient les sociétés déchirées par des conflits pour remettre sur pied leurs systèmes de protection sociale et éliminer la pauvreté.

B. Faciliter l'accès aux ressources productives
et aux infrastructures

31. Il faudrait donner aux communautés à faible revenu et aux communautés pauvres les moyens de créer des revenus, de diversifier leur production et d'accroître leur productivité, et à cet effet :

a) Améliorer, sur le plan de la disponibilité et de l'accessibilité, les services de transport, de communication et d'approvisionnement en énergie et électricité, au niveau local ou à celui des collectivités, en particulier les collectivités isolées, éloignées et marginalisées;

b) Faire en sorte que les investissements dans le domaine des infrastructures appuient le développement durable au niveau local ou à celui des collectivités;

c) Souligner la nécessité pour les pays en développement lourdement tributaires de produits primaires de continuer à promouvoir une politique intérieure et un environnement institutionnel qui encouragent la diversification et renforcent la compétitivité;

d) Mettre l'accent sur la nécessité de diversifier les produits de base pour accroître les recettes d'exportation des pays en développement et améliorer leur compétitivité, étant donné l'instabilité persistante des prix de certains produits primaires et la détérioration générale des termes de l'échange;

e) Encourager au niveau rural, notamment dans les très petites entreprises, les activités de production et services non agricoles, comme les activités agro-industrielles, les ventes et services concernant le matériel et les intrants agricoles, l'irrigation, les services de crédit et autres activités rémunératrices, notamment grâce à des lois, des mesures administratives et des politiques de crédit adaptées et à une formation technique et administrative;

f) Apporter un soutien financier et technique accru et de meilleure qualité aux programmes de développement communautaire, ainsi qu'aux programmes d'auto-assistance, et renforcer la coopération entre les pouvoirs publics, les organismes d'intérêt local, les coopératives, les institutions bancaires des secteurs structuré et non structuré, les entreprises privées et les institutions internationales à l'effet de mobiliser l'épargne locale, promouvoir la création de réseaux financiers locaux et améliorer l'accès au crédit et à l'information commerciale pour les petits entrepreneurs, les petits exploitants agricoles et les autres travailleurs indépendants dont les revenus sont faibles, en veillant particulièrement à ce que ces services soient accessibles aux femmes;

g) Renforcer les associations de petits exploitants agricoles, de métayers et de journaliers, les autres associations de petits producteurs, les organisations de pêcheurs, les coopératives locales et les coopératives de travailleurs, en particulier celles qui sont gérées par des femmes, afin, entre autres, d'améliorer l'accès aux marchés et d'accroître la productivité,

de fournir des conseils techniques et des intrants, de promouvoir la coopération en matière de production et de commercialisation et de renforcer la participation à la planification et à l'exécution des programmes de développement rural;

h) Promouvoir une assistance nationale et internationale devant permettre de proposer des activités de remplacement économiquement viables aux groupes sociaux et, en particulier, aux exploitants agricoles qui cultivent et transforment des cultures destinées au trafic des stupéfiants;

i) Améliorer la compétitivité des produits naturels sans danger pour l'environnement et l'impact qu'une telle mesure peut avoir en favorisant des modes de consommation et de production viables, et renforcer et améliorer l'assistance financière et technique aux pays en développement en vue de la recherche-développement dans ce domaine;

j) Encourager un développement rural intégré, notamment au moyen de programmes de réforme agraire, de mise en valeur des terres et de diversification économique;

k) Améliorer les perspectives économiques des femmes rurales en éliminant les obstacles juridiques, sociaux, culturels et pratiques qui entravent la participation des femmes aux activités économiques et en faisant en sorte que les femmes aient un accès égal aux ressources productives.

32. *Pour lutter contre la pauvreté dans les campagnes, il faudrait :*

a) Faciliter l'accès à la propriété foncière et améliorer les régimes qui régissent celle-ci en adoptant des mesures comme la réforme agraire et en garantissant l'occupation des terres, en veillant à ce que les femmes et les hommes jouissent de droits égaux dans ce domaine, en augmentant la superficie des terres agricoles, en veillant à l'équité des fermages et à ce que les cessions de terres s'opèrent de manière plus efficace et dans des conditions plus équitables, et en tranchant les litiges fonciers;

b) Veiller à une juste rémunération et améliorer les conditions de travail, en faisant en sorte que les petits exploitants aient plus facilement accès aux ressources en eau, au crédit, aux services de vulgarisation et aux techniques appropriées et en s'assurant que dans tous ces domaines les femmes, les handicapés et les groupes vulnérables sont traités à égalité avec les hommes;

c) Renforcer les mesures et initiatives conçues pour améliorer la situation socio-économique et les conditions de vie dans les zones rurales et freiner ainsi l'exode rural;

d) Elargir le champ des possibilités qui s'offrent aux petits exploitants agricoles, ainsi qu'aux travailleurs des secteurs de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche, compte tenu des exigences du développement durable;

e) Faciliter l'accès aux marchés et à l'information commerciale pour que les petits producteurs puissent obtenir de meilleurs prix pour leurs produits et acheter à meilleur marché le matériel dont ils ont besoin;

f) Protéger, dans le cadre national, le droit traditionnel à la terre et aux autres ressources des éleveurs, des pêcheurs, ainsi que des populations nomades et autochtones, et améliorer la gestion des terres dans les régions où sont pratiqués l'élevage et le nomadisme, en encourageant les pratiques communautaires traditionnelles, en refrénant les empiétements d'autrui et en mettant au point des systèmes améliorés d'aménagement des parcours et d'accès à l'irrigation, aux marchés et au crédit, aux productions animales, aux services vétérinaires et à la santé, y compris les services de santé, à l'éducation et à l'information;

g) Promouvoir l'éducation et les travaux de recherche-développement concernant les systèmes d'exploitation agricole et les techniques de culture et d'élevage applicables par les petits exploitants, notamment dans les zones écologiquement fragiles, en encourageant les pratiques traditionnelles locales et autochtones qui favorisent une agriculture viable et en mettant notamment à profit les connaissances des femmes;

h) Renforcer les services de formation et de vulgarisation agricoles à l'intention des cultivateurs et des autres travailleurs agricoles, en en faisant bénéficier tant les femmes que les hommes, notamment en recrutant davantage de femmes comme agents de vulgarisation, de manière à permettre une utilisation plus efficace de l'ensemble des connaissances autochtones et de la technologie existante, ainsi que de la diffusion de nouvelles techniques;

i) Promouvoir au niveau des infrastructures et des institutions les investissements dans les petites exploitations agricoles situées dans des régions démunies de ressources, de manière à permettre aux petits exploitants

agricoles de tirer pleinement parti des possibilités du marché, dans le cadre de la libéralisation.

33. *Pour permettre aux petits producteurs des villes et des campagnes, aux métayers et autres personnes à faible revenu ou sans ressources d'avoir accès au crédit dans des conditions nettement meilleures, il faudrait, en étant particulièrement attentif aux besoins des femmes et à ceux des groupes défavorisés et vulnérables :*

a) Revoir les structures juridiques, réglementaires et institutionnelles qui empêchent les pauvres, en particulier les femmes, d'obtenir des crédits à des taux raisonnables;

b) Promouvoir des délais réalistes pour assurer l'accès au crédit dans des conditions abordables;

c) Adopter des mesures d'incitation pour améliorer l'accès aux institutions bancaires du secteur structuré et renforcer la capacité de ces institutions de fournir des prêts et autres services connexes aux pauvres et aux catégories vulnérables de la population;

d) Développer les réseaux financiers, renforcer les réseaux locaux existants, offrir des conditions d'épargne avantageuses et garantir un accès équitable au crédit à l'échelon local.

34. *Pour lutter contre la pauvreté dans les villes, il faudrait également :*

a) Promouvoir et renforcer les très petites entreprises, les nouvelles petites entreprises et les coopératives, encourager l'élargissement des marchés et la création d'emplois et, le cas échéant, faciliter le passage du secteur non structuré au secteur structuré;

b) Faire en sorte que les pauvres des villes aient des moyens d'existence durables en leur assurant l'accès ou un meilleur accès à la formation et à l'éducation et en leur fournissant d'autres services d'assistance en matière d'emploi, en particulier en ce qui concerne les femmes, les jeunes, les chômeurs et les personnes sous-employées;

c) Encourager les investissements publics et privés devant permettre aux personnes démunies de vivre dans un meilleur environnement humain et de disposer d'infrastructures de meilleure qualité, en particulier pour ce qui est du logement, de l'eau salubre, de l'assainissement et des transports publics;

d) Veiller à ce que les stratégies du logement accordent une attention spéciale aux femmes et aux enfants, en tenant compte des perspectives des femmes dans la mise au point de telles stratégies;

e) Développer les services sociaux et autres services essentiels et, lorsqu'il y a lieu, aider les gens à s'installer dans des régions où les possibilités d'emploi, de logement, d'éducation et d'accès à d'autres services sociaux sont plus favorables;

f) Garantir la sécurité en veillant au bon fonctionnement de la justice pénale et en prenant des mesures de protection répondant aux besoins et aux préoccupations de la communauté;

g) Renforcer le rôle des autorités municipales, des organisations non gouvernementales, des universités et autres établissements d'enseignement, des entreprises et des organisations communautaires, et accroître les moyens disponibles pour leur permettre de participer plus activement à l'aménagement urbain, à l'élaboration des politiques et à leur exécution;

h) Prendre des mesures spéciales visant à protéger les personnes déplacées, les sans-logis, les enfants des rues, les enfants et les mineurs livrés à eux-mêmes dans des conditions particulières et difficiles, les orphelins, les adolescents et les mères célibataires, les handicapés et les personnes âgées, et à assurer leur intégration dans les collectivités auxquelles ils appartiennent.

C. Répondre aux besoins humains fondamentaux de tous

35. Les gouvernements devraient, en partenariat avec tous les autres acteurs du développement, en particulier les pauvres et leurs organisations, coopérer pour répondre aux besoins humains fondamentaux de tous, notamment des pauvres et des personnes vulnérables. A cet effet, il faudrait :

a) Assurer l'accès de tous aux services sociaux de base, en s'efforçant en particulier d'en faciliter l'accès aux pauvres et aux personnes vulnérables;

b) Faire prendre conscience à la population que la satisfaction des besoins humains fondamentaux est un élément essentiel de la réduction de la pauvreté; ces besoins sont étroitement liés les uns aux autres et concernent la nutrition, la santé, l'eau et l'assainissement, l'éducation, l'emploi, le logement et la participation à la vie culturelle et sociale;

c) Faire en sorte que les femmes, quel que soit leur âge, et les enfants puissent accéder pleinement et dans des conditions d'égalité aux services sociaux, notamment à l'éducation, aux services juridiques et aux soins de santé, compte tenu des droits, des devoirs et des responsabilités des parents et des autres personnes juridiquement responsables des enfants, et conformément à la Convention relative aux droits de l'enfant;

d) Veiller à ce que la priorité voulue et des ressources adéquates soient affectées, aux niveaux national, régional et international, à la lutte contre la menace que font peser sur la santé individuelle et publique la propagation rapide du VIH/SIDA dans le monde et la réapparition de maladies graves telles que la tuberculose, le paludisme, l'onchocercose (cécité des rivières) et les maladies diarrhéiques, en particulier le choléra;

e) Prendre des mesures particulières pour accroître les capacités de production des populations autochtones, en veillant à ce qu'elles aient accès pleinement et dans des conditions d'égalité aux services sociaux et qu'elles puissent participer à l'élaboration et à l'application de politiques qui influent sur leur développement, dans le plein respect de leurs cultures, de leurs langues, de leurs traditions et de leurs formes d'organisation sociale, de même que de leurs initiatives propres;

f) Offrir aux catégories vulnérables et aux personnes qui vivent dans la pauvreté des services sociaux appropriés qui leur permettent d'améliorer leurs conditions de vie, d'exercer leurs droits et de participer pleinement à toutes les activités sociales, économiques et politiques et de contribuer au développement socio-économique;

g) Reconnaître que l'amélioration de la santé de la population est indissociablement liée à la qualité de l'environnement;

h) Faire en sorte que les personnes âgées, handicapées ou immobilisées à leur domicile aient matériellement accès à tous les services sociaux de base;

i) Faire en sorte que les pauvres aient accès pleinement et dans des conditions d'égalité à la justice et qu'ils connaissent notamment leurs droits, en leur fournissant, selon qu'il conviendra, une aide judiciaire gratuite. Il faudrait rendre le système juridique plus sensible et mieux adapté aux besoins et à la situation particulière des groupes vulnérables

et défavorisés, pour faire en sorte que l'administration de la justice soit plus efficace et indépendante;

j) Favoriser la mise en place de services de rétablissement complets, en particulier à l'intention de ceux qui ont besoin d'être soignés dans des institutions ou qui sont immobilisés à leur domicile, et d'une gamme complète de soins à long terme au niveau de la collectivité à l'intention de ceux qui risquent de perdre leur indépendance.

36. *Les gouvernements devraient remplir les engagements qu'ils ont pris de répondre aux besoins fondamentaux de tous, avec l'assistance de la communauté internationale, conformément au chapitre V du présent programme d'action, et en particulier :*

a) D'ici à l'an 2000, assurer l'accès universel à l'éducation de base et faire en sorte que 80 % au moins des enfants en âge de fréquenter l'école primaire achèvent le cycle d'enseignement primaire; faire en sorte que, d'ici à 2005, le taux de scolarité des filles dans le primaire et le secondaire soit aussi élevé que celui des garçons; universaliser l'enseignement primaire dans tous les pays avant 2015;

b) Faire en sorte que, d'ici à l'an 2000, l'espérance de vie ne soit inférieure à 60 ans dans aucun pays;

c) D'ici à l'an 2000, réduire d'un tiers par rapport aux niveaux de 1990 la mortalité infantile et la mortalité des enfants de moins de 5 ans, ou la ramener à 50 et 70 pour 1 000 naissances vivantes, respectivement, l'objectif à retenir étant celui qui correspond à la réduction la plus importante; faire en sorte que, d'ici à 2015, les taux de mortalité infantile et de mortalité des enfants de moins de 5 ans soient inférieurs à 35 et 45 pour 1 000 naissances vivantes, respectivement;

d) Réduire le taux de mortalité liée à la maternité de moitié par rapport au niveau de 1990 d'ici à l'an 2000, puis de nouveau de moitié d'ici à 2015;

e) Parvenir à la sécurité alimentaire en assurant un approvisionnement sûr et adéquat sur le plan nutritionnel, tant au niveau national qu'au niveau international, un degré raisonnable de stabilité des approvisionnements alimentaires ainsi que l'accès physique, social et économique à des vivres suffisants pour tous, tout en réaffirmant que l'alimentation ne doit pas servir de moyen de pression politique;

f) D'ici à l'an 2000, réduire de moitié par rapport au niveau de 1990 les cas de malnutrition grave ou modérée chez les enfants de moins de 5 ans;

g) D'ici à l'an 2000, assurer à tous les peuples du monde un niveau de santé qui leur permette de mener une vie socialement et économiquement productive, et de veiller à cet effet à ce que des soins de santé primaires soient à la disposition de tous;

h) Assurer dès que possible, et au plus tard avant 2015, par l'intermédiaire du système de soins de santé primaires, l'accès à la santé en matière de reproduction à toutes les personnes en âge d'en bénéficier, conformément au Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, et compte tenu des réserves et des déclarations faites à cette conférence, en particulier de celles concernant les conseils et la responsabilité des parents;

i) Intensifier les efforts et s'employer plus activement à atteindre d'ici à l'an 2000 l'objectif consistant à réduire d'au moins 20 % par rapport aux niveaux de 1995, dans 75 % au moins des pays touchés, la mortalité et la morbidité ainsi que les pertes sociales et économiques dues au paludisme dans les pays en développement, en particulier en Afrique, où l'on enregistre la vaste majorité de cas et de décès;

j) Éliminer ou enrayer d'ici à l'an 2000 les maladies graves constituant des problèmes de santé à l'échelle mondiale, conformément au paragraphe 6.12 d'Action 21;

k) Réduire de moitié au moins par rapport au niveau de 1990 le taux d'analphabétisme chez les adultes - appartenant à des groupes d'âge à fixer pour chaque pays - en privilégiant l'alphabétisation des femmes. Assurer l'accès universel à une éducation de qualité, la priorité étant donnée en particulier à l'enseignement primaire et technique et à la formation, lutter contre l'analphabétisme et éliminer les disparités entre les sexes en ce qui concerne l'accès à l'éducation, la fréquentation scolaire et l'appui à l'enseignement;

l) Assurer de manière durable à toute la population un approvisionnement suffisant en eau salubre ainsi que des services sanitaires adéquats;

m) Accroître pour tous les possibilités d'accès à un logement convenable à un prix abordable, conformément aux objectifs définis dans la Stratégie mondiale du logement d'ici à l'an 2000;

n) S'assurer que ces engagements sont remplis au niveau le plus élevé approprié et envisager la possibilité qu'ils le soient plus rapidement grâce à la diffusion d'un volume suffisant de statistiques exactes et d'indicateurs appropriés.

37. Il faudrait que les pauvres et les groupes vulnérables aient plus facilement accès aux services sociaux, et à cet effet :

a) Leur faciliter l'accès à l'éducation et améliorer la qualité de l'enseignement en ouvrant des écoles dans les zones mal desservies, en fournissant des services sociaux - repas et soins de santé par exemple - pour encourager les familles pauvres à laisser les enfants à l'école, et en améliorant la qualité des écoles dans les milieux à faible revenu;

b) Développer et améliorer les possibilités d'éducation et de formation continues, au moyen d'initiatives publiques et privées et de formes non traditionnelles d'enseignement, afin d'aider les pauvres, notamment les personnes handicapées, et afin d'acquérir les aptitudes et les connaissances dont ils ont besoin pour améliorer leurs conditions de vie et leurs moyens d'existence;

c) Développer et améliorer l'enseignement préscolaire, dans des établissements ou non, en ayant recours notamment à de nouvelles techniques d'apprentissage, à la radio et à la télévision, pour aider les jeunes enfants qui vivent dans des milieux défavorisés à surmonter certains de leurs désavantages;

d) Faire en sorte que les pauvres et les groupes à faible revenu aient accès, gratuitement ou à des prix abordables, à des soins de santé de qualité, notamment à des services de santé primaires, conformément au Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement;

e) Encourager les organismes gouvernementaux, les agents sanitaires, les organisations non gouvernementales, les organisations féminines et d'autres composantes de la société civile à collaborer pour élaborer une stratégie nationale d'ensemble visant à améliorer la qualité des soins de santé en matière de reproduction et infantile et veiller à ce que les pauvres

aient pleinement accès à ces services, notamment à l'enseignement et aux services de planification familiale, à ceux qui visent à préparer les femmes à une maternité sans danger et à les familiariser avec les soins de santé prénatale et postnatale, et notamment les sensibiliser aux avantages de l'allaitement maternel, conformément au Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement;

f) Encourager les agents sanitaires à travailler dans les zones rurales et dans les milieux à faible revenu et mettre en place des dispensaires dans les régions qui en étaient jusque-là privées, considérant que les investissements dans un système de soins de santé primaires qui assure la prévention des maladies, le traitement et la réadaptation de tous les membres de la société constituent un moyen efficace de promouvoir le développement socio-économique ainsi qu'une large participation à la société.

D. Améliorer la protection sociale et réduire la vulnérabilité

38. Il faudrait étayer autant qu'il convient les systèmes de protection sociale sur la législation et, le cas échéant, les renforcer et les étendre, de manière à mettre à l'abri de la pauvreté les personnes qui ne trouvent pas de travail, ou ne peuvent pas travailler pour cause de maladie, invalidité ou maternité ou parce qu'elles doivent s'occuper d'enfants ou de parents malades ou âgés, celles qui étaient jusque-là à la charge d'un soutien de famille qui est décédé ou a quitté le foyer, et toutes celles qu'une catastrophe naturelle, des troubles civils, une guerre ou un déplacement forcé ont privées de leurs moyens d'existence; on devrait dûment se préoccuper aussi de la situation des victimes de la pandémie du SIDA.

A cet effet, il faudrait :

a) Renforcer et élargir les programmes destinés aux personnes dans le besoin, les programmes assurant une protection de base à tous les individus et les programmes d'assurance vieillesse, le choix de ces mesures étant fonction des moyens financiers et administratifs dont dispose le pays;

b) Le cas échéant, élaborer une stratégie permettant d'élargir progressivement les programmes de protection sociale, de façon qu'ils s'appliquent à toute la population, selon un calendrier et des modalités adaptés aux conditions du pays;

c) Veiller à ce que les mesures de protection sociale prises au moment d'une restructuration économique, qui sont essentiellement des mesures à court

terme mais doivent impérativement protéger les défavorisés et leur permettre de trouver des emplois productifs, soient considérées uniquement comme des stratégies complémentaires et soient accompagnées d'un train de mesures générales contre la pauvreté et en faveur de l'emploi;

d) Etablir des programmes de protection et d'aide sociale pour instaurer aussi rapidement et aussi complètement que possible l'autonomie individuelle, aider et protéger les familles, réinsérer dans l'activité économique les individus qui sont exclus et éviter que la société ne tienne à l'écart ou ne stigmatise les plus vulnérables;

e) Chercher les moyens de financer de meilleurs programmes de protection sociale et encourager le secteur privé et les organisations bénévoles à assurer des oeuvres sociales;

f) Encourager les groupements d'auto-assistance, les associations professionnelles et autres organisations appartenant à la société civile à essayer des formules neuves dans le domaine social;

g) Elargir et renforcer les programmes de protection sociale pour prémunir les travailleurs, notamment les travailleurs indépendants et les personnes à leur charge contre les risques de paupérisation, en étendant la couverture sociale au plus grand nombre de personnes possible et en veillant à ce que les prestations soient fournies rapidement et que les bénéficiaires continuent d'y avoir droit même lorsqu'ils changent d'emploi;

h) Assurer, au moyen d'une réglementation appropriée, que les régimes de protection sociale reposant sur des cotisations sont bien gérés et transparents, afin que les participants sachent toujours ce qu'il en est des cotisations des travailleurs, des employeurs et de l'Etat, ainsi que du capital accumulé;

i) Etablir, dans le contexte des programmes de refonte structurelle, un filet de sécurité adéquat dans le domaine social;

j) Veiller à ce que les programmes d'aide et de protection sociale répondent aux besoins des femmes et, en particulier, qu'ils tiennent compte des multiples tâches et difficultés de ce groupe, en assurant notamment la réintégration des femmes dans leur emploi après une période d'absence et l'assistance aux femmes âgées et en faisant campagne pour que les multiples fonctions et responsabilités des femmes soient reconnues.

39. Il faudrait entreprendre des efforts particuliers en faveur des enfants et des jeunes, et à cet effet :

a) Encourager la stabilité et la solidarité dans la famille, en particulier pour qu'elle puisse élever et éduquer les enfants, comme c'est sa fonction;

b) Promouvoir des mesures sociales, notamment l'organisation de services de qualité à l'intention des enfants et des conditions de travail qui permettent au père et à la mère de concilier leurs devoirs de parents et leur vie professionnelle;

c) Encourager les associations familiales à participer aux activités de leur communauté et les associer à ces activités;

d) Adopter les mesures nécessaires, d'ordre législatif et administratif, dans le domaine social et dans l'enseignement, pour protéger et promouvoir les droits de l'enfant, tout particulièrement en ce qui concerne les filles;

e) Améliorer, y compris en protégeant leurs droits, le sort des enfants qui vivent dans des conditions particulièrement dures, notamment les enfants qui se trouvent dans des zones de guerre, qui n'ont pas de cadre familial, comme les enfants de la rue dans les grandes villes, qui sont abandonnés, handicapés, toxicomanes, les enfants victimes de la guerre ou d'une catastrophe, naturelle ou autre, les réfugiés mineurs qui sont seuls, les enfants qui travaillent, les enfants qui sont exploités à des fins économiques, ceux qui sont victimes d'une exploitation ou de mauvais traitements sexuels, ou ceux qui sont livrés à la traite des êtres humains; veiller à ce que ces enfants soient nourris, logés, éduqués, soignés, protégés contre les mauvais traitements et la violence et qu'ils reçoivent toute l'aide sociale et psychologique nécessaire pour pouvoir se réinsérer normalement dans la société, pour être réunis avec leur famille, conformément à la Convention relative aux droits de l'enfant et instruire les enfants au lieu de les faire travailler;

f) Créer des programmes destinés aux jeunes vivant dans la pauvreté, ou renforcer les programmes existants, afin d'ouvrir à ces jeunes davantage de possibilités d'instruction et de possibilités sur les plans économique, social et culturel, de favoriser l'établissement de relations sociales constructives entre eux et de leur permettre d'établir des contacts hors de leur communauté,

de façon à briser le cycle infernal de la pauvreté transmise de génération en génération;

g) Prendre des mesures pour répondre aux besoins spéciaux des enfants et des familles des communautés autochtones, en particulier celles des régions pauvres, et faire en sorte que ces groupes puissent tirer suffisamment de bienfaits des programmes de développement économique et social, tout en respectant pleinement leur culture, leur langue et leurs traditions;

h) Améliorer la situation faite dans la société au chef de famille sans conjoint et faire en sorte que les familles monoparentales et les foyers dont le responsable en titre ou de fait est une femme reçoivent toute l'aide sociale nécessaire et notamment que ces familles puissent se loger convenablement et que leurs enfants bénéficient des services qui conviennent.

40. *Il faudrait entreprendre des efforts particuliers en vue de protéger les personnes âgées, notamment celles qui sont handicapées, et à cet effet :*

a) Renforcer les systèmes de soutien familial;

b) Améliorer le sort des personnes âgées, en particulier lorsqu'elles ne bénéficient pas d'un soutien familial adéquat, notamment celles qui vivent dans les campagnes, qui travaillent, qui ont été éprouvées par des conflits armés ou des catastrophes naturelles ou causées par l'homme, et qui sont exploitées sur le plan économique, laissées sans soins ou maltraitées;

c) Veiller à ce que les personnes âgées puissent satisfaire leurs besoins essentiels en ayant accès aux services sociaux et à la sécurité sociale, à ce que celles qui sont dans le besoin soient aidées et à ce qu'elles soient protégées contre les mauvais traitements et la violence et soient considérées comme une ressource et non comme un fardeau;

d) Aider les grands-parents qui sont obligés de s'occuper d'enfants, en particulier d'enfants de parents atteints de maladies graves, dont le SIDA et la lèpre, ou autres personnes qui ne sont pas en mesure de prendre soin de ceux qui sont à leur charge;

e) Créer un climat financier propre à encourager les gens à épargner en prévision de leurs vieux jours;

f) Renforcer les mesures et mécanismes visant à ce que les retraités ne tombent pas dans la pauvreté, eu égard à la contribution qu'ils ont apportée au développement de leur pays;

g) Encourager et appuyer la participation de toutes les générations à l'élaboration des politiques et des programmes et aux organes de décision à tous les niveaux.

41. *Il faudrait protéger les individus et les communautés contre le dénuement, le déracinement et l'exclusion prolongés qui font suite aux catastrophes; en prenant aux niveaux national et international, selon qu'il convient, les mesures suivantes :*

a) Concevoir des dispositifs efficaces pour limiter les dommages et les répercussions de catastrophes naturelles comme la sécheresse, les tremblements de terre, les cyclones ou les inondations;

b) Élaborer des stratégies à long terme et des plans d'urgence, notamment des systèmes de prévision et d'alerte, d'évaluation, d'information et de gestion et des dispositifs d'intervention rapide susceptibles d'atténuer effectivement les effets des catastrophes naturelles et de lutter contre la famine, et d'assurer le passage rapide des mesures de secours aux activités de relèvement et de développement;

c) Etablir des dispositifs complémentaires permettant d'intégrer l'action des gouvernements et des organisations intergouvernementales et non gouvernementales, par exemple, créer un corps national de volontaires chargés d'aider l'ONU à mener ses opérations humanitaires d'urgence ainsi que des mécanismes pour faciliter le passage des mesures de secours aux activités de relèvement, de reconstruction et de développement, comme le prescrit l'Assemblée générale dans ses résolutions 46/182 et 49/139 B;

d) Constituer des réserves alimentaires d'urgence, ou renforcer les réserves existantes, afin d'éviter les pénuries aiguës et de stabiliser les prix, mettre en place des moyens de stockage, de transport et de distribution de vivres en prévision de situations critiques, en tirant pleinement parti des mécanismes traditionnels et de ceux du marché;

e) Dans les régions sujettes aux catastrophes naturelles, mettre au point, avec le concours des organisations communautaires, des méthodes agronomiques de lutte contre la sécheresse et les inondations et des programmes de conservation des ressources et de création d'infrastructures, en rémunérant, le cas échéant, le travail fourni par des vivres et en exploitant les moyens d'intervention traditionnels qui peuvent être rapidement élargis en programmes d'emplois et de reconstruction en cas d'urgence;

- f) Etablir les mécanismes de planification et de soutien logistique voulus pour faire parvenir rapidement et efficacement aux victimes des catastrophes, en particulier aux femmes et aux enfants, les vivres, l'aide sociale, les soins psychologiques, les médicaments et fournitures médicales et tous les autres secours nécessaires, et veiller à ce que les secours atteignent effectivement ceux qui en ont besoin; acheminer et organiser les secours de façon à relancer l'économie locale et à soutenir les efforts faits pour protéger les ressources et assurer le réaménagement des régions touchées;
- g) Mobiliser et coordonner les apports régionaux et internationaux, y compris ceux des Nations Unies, et l'assistance provenant des organisations non gouvernementales, de façon à aider les gouvernements et les collectivités qui doivent faire face à des situations d'urgence;
- h) Réduire la vulnérabilité aux catastrophes naturelles en établissant des systèmes d'alerte rapide.



NATIONS
UNIES



SOMMET MONDIAL POUR LE
DEVELOPPEMENT SOCIAL

Copenhague (Danemark)
6-12 mars 1995

Distr.
LIMITEE

A/CONF.166/L.3/Add.5
10 mars 1995

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

Point 10 de l'ordre du jour

DECLARATION ET PROGRAMME D'ACTION DU SOMMET MONDIAL
POUR LE DEVELOPPEMENT SOCIAL

Rapport de la Grande Commission

Additif

1. A sa 4ème séance, le 9 mars, la Grande Commission a approuvé le chapitre III du projet de programme d'action et en a recommandé l'adoption en séance plénière. Des déclarations ont été faites par les représentants des Etats-Unis d'Amérique et de l'Australie.
2. Le texte du chapitre III est le suivant :

Chapitre III

CROISSANCE DE L'EMPLOI PRODUCTIF ET REDUCTION DU CHOMAGE

Principes d'action et objectifs

42. Le travail et l'emploi productifs sont des composantes essentielles du développement ainsi que des éléments extrêmement importants de l'identité de l'homme. Il devrait y avoir simultanément entre la croissance économique soutenue et le développement durable, ainsi que la croissance de l'emploi productif. L'accès de tous à un emploi rémunéré de façon adéquate et appropriée est un bon moyen de combattre la pauvreté et de promouvoir l'intégration sociale. La réalisation de l'objectif du plein emploi exige que l'Etat, les partenaires sociaux et toutes les autres composantes de la société civile coopèrent à tous les niveaux pour créer les conditions qui permettent à tous de participer au travail productif et d'en tirer bénéfice. Dans un monde marqué par la mondialisation croissante et l'interdépendance de plus en plus étroite entre les pays, les efforts nationaux doivent être épaulés par la coopération internationale.

CPH.95-123 (F)

43. La mondialisation et la rapidité des progrès techniques accentuent la mobilité du travail qui fait apparaître de nouvelles possibilités d'emploi tout en rendant l'avenir incertain. On a relevé une augmentation des formes d'emploi atypiques telles que le travail à temps partiel et le travail occasionnel. Ce contexte non seulement suppose la création d'un nombre d'emplois sans précédent, mais appelle également à intensifier les efforts visant à mettre en valeur les ressources humaines au service d'un développement durable, notamment en donnant aux individus, en particulier aux femmes et aux jeunes, le savoir et les compétences nécessaires pour travailler de façon productive et s'adapter aux changements.

44. Actuellement, dans nombre de pays développés, la croissance de l'emploi concerne surtout les petites et moyennes entreprises et les entreprises individuelles. Dans de nombreux pays en développement, le secteur non structuré constitue la principale source d'emplois pour les personnes, notamment les femmes, dont l'accès à des emplois rémunérés du secteur structuré est limité. L'élimination des obstacles qui entravent le fonctionnement de ces entreprises et l'aide à leur création et à leur expansion ne peuvent être dissociées de la protection des droits fondamentaux, de la santé et de la sécurité des travailleurs, de l'amélioration progressive des conditions générales de travail, ainsi que du renforcement de l'effort d'intégration de certaines de ces entreprises dans le secteur structuré.

45. Si tous les groupes peuvent bénéficier de l'accroissement des possibilités d'emploi, les besoins spécifiques à chaque groupe et l'évolution des tendances démographiques appellent des mesures appropriées. Le secteur public comme le secteur privé doivent faire des efforts particuliers pour que l'égalité des sexes, l'égalité d'emploi et la non-discrimination au motif de la race ou de l'appartenance ethnique, de la religion, de l'âge, de la santé ou de l'invalidité soient garanties dans tous les domaines où intervient la politique de l'emploi, dans le strict respect des instruments internationaux applicables. Il convient également d'accorder une attention particulière aux besoins des groupes qui sont particulièrement désavantagés sur le plan de l'accès au marché du travail afin de les intégrer dans des activités productives, notamment en encourageant la mise en place de mécanismes d'appui efficaces.

46. De nombreuses tâches productives d'une grande importance sociale ne sont pas rémunérées, par exemple la garde des enfants, l'aide aux personnes âgées, la préparation des aliments pour la famille, la protection de l'environnement ou encore l'aide bénévole aux personnes et groupes défavorisés et vulnérables. Partout dans le monde, l'essentiel de ce travail est accompli par les femmes, qui doivent souvent faire face au double fardeau du travail rémunéré et du travail non rémunéré. Il faut faire prendre conscience de l'importance et de la valeur sociale et économique du travail non rémunéré, donner les moyens à la main-d'oeuvre de concilier ces tâches avec une activité rémunérée en offrant une plus grande flexibilité de l'emploi, en encourageant les activités sociales bénévoles et en élargissant la notion même de travail productif, et faire reconnaître ces activités par la société, notamment en mettant au point des méthodes permettant de faire apparaître leur valeur en termes quantitatifs afin qu'elles puissent éventuellement apparaître dans la comptabilité qui pourra être établie indépendamment de la comptabilité nationale mais en conformité avec celle-ci.

47. Il est donc urgent, dans le cadre général de la promotion de la croissance économique soutenue et du développement durable, de prendre les mesures suivantes :

- Placer la création d'emplois au centre des politiques et stratégies nationales, avec la pleine participation des employeurs, des syndicats et des autres composantes de la société civile;
- Elaborer des politiques visant à accroître les possibilités d'emploi et la productivité dans le secteur rural comme dans le secteur urbain;
- Proposer un enseignement et une formation permettant aux salariés et aux chefs d'entreprise de s'adapter à l'évolution technologique et économique;
- Garantir des emplois de qualité, dans le respect des droits fondamentaux des travailleurs définis par les conventions de l'OIT et les autres instruments internationaux pertinents;
- Accorder une priorité particulière, lors de l'élaboration des politiques, aux problèmes du chômage et du sous-emploi structurels et de longue durée des jeunes, des femmes, des handicapés et de tous les autres groupes et individus défavorisés;

- Assurer la promotion des femmes et les faire participer à égalité avec les hommes au processus de prise de décisions à tous les niveaux et tenir compte de l'analyse des spécificités de chaque sexe dans le cadre de l'élaboration des politiques, afin de garantir aux femmes l'égalité d'emploi et de rémunération et de renforcer une collaboration harmonieuse et mutuellement avantageuse entre les femmes et les hommes dans le partage des responsabilités familiales et professionnelles;
- Renforcer les moyens dont disposent les membres des groupes vulnérables et défavorisés, notamment grâce à l'éducation et à la formation;
- Faire en sorte que le travail et l'emploi soient davantage pris en considération et mieux compris, et donner une plus grande souplesse aux horaires de travail des hommes comme des femmes.

Mesures à prendre

A. Donner à l'emploi la place centrale dans l'élaboration des politiques

48. *Pour placer la croissance de l'emploi productif au centre des stratégies de développement durable et des politiques économiques et sociales, il faut :*

a) Promouvoir et poursuivre des politiques visant à garantir par des mesures concrètes le plein emploi et le travail productif justement rémunéré et librement choisi;

b) Mettre les problèmes du chômage et du sous-emploi au premier rang des priorités dans les politiques nationales et internationales.

49. *Pour atténuer les conséquences négatives que peuvent avoir sur l'emploi les mesures visant à la stabilité macroéconomique, il faut :*

a) Poursuivre la coordination des politiques macroéconomiques afin qu'elles se renforcent mutuellement, qu'elles favorisent une croissance économique généralisée et soutenue et un développement durable et qu'elles contribuent à accroître de manière sensible l'emploi productif et à faire reculer le chômage dans le monde entier;

b) En cas d'ajustements budgétaires, donner la priorité aux programmes favorisant directement la croissance viable et à long terme de l'emploi;

c) Dans le cadre des politiques de stabilisation, éliminer les contraintes structurelles qui entravent la croissance économique et la création d'emplois;

d) Concilier les différentes pressions concurrentes s'exerçant sur les ressources de manière non inflationniste en mettant en place et en appliquant un système judicieux de relations entre partenaires sociaux;

e) Suivre, analyser et communiquer les conséquences sur l'économie, et en particulier sur l'emploi, de la libéralisation des échanges et des investissements;

f) Echanger des informations sur les différentes mesures prises pour promouvoir l'emploi et sur leurs effets, et suivre l'évolution de l'emploi au niveau mondial;

g) Mettre en place des mécanismes de sécurité sociale propres à réduire au minimum les incidences négatives des programmes d'ajustement structurel, de stabilisation ou de réforme sur la main-d'oeuvre, en particulier les personnes vulnérables et, s'agissant de celles qui perdent leur emploi, créer les conditions voulues pour leur réinsertion, notamment grâce à l'éducation et au recyclage.

50. *Pour promouvoir des schémas de croissance économique qui maximisent la création d'emplois, il faut :*

a) Encourager, selon que de besoin, les investissements à forte intensité de main-d'oeuvre dans les infrastructures économiques et sociales qui utilisent des ressources locales et créer, maintenir et restaurer les infrastructures collectives dans les zones rurales et urbaines;

b) Promouvoir des innovations techniques et des politiques industrielles capables de stimuler la création d'emplois à court et à long terme et envisager leurs incidences sur les catégories vulnérables ou défavorisées de la population;

c) Donner aux pays en développement les moyens de choisir des techniques spécifiques et appropriées;

d) Permettre aux pays en développement, par la fourniture d'une assistance technique et un transfert accru de technologie, d'intégrer des politiques d'emploi et de développement technique à leurs objectifs sociaux et de créer des établissements techniques locaux et nationaux en renforçant ceux qui existent déjà;

e) Encourager la réalisation dans les pays en transition de programmes de formation en cours d'emploi qui leur permettront de s'adapter plus facilement aux réformes orientées vers le marché et de réduire un chômage massif;

f) Favoriser des améliorations complémentaires de la production rurale, agricole et non agricole, notamment l'élevage, la foresterie, les pêcheries et les industries agro-alimentaires, afin de développer et de diversifier une activité économique écologiquement rationnelle et soutenue et l'emploi productif dans le secteur rural;

g) Encourager des stratégies communautaires de développement économique qui renforcent le partenariat entre les gouvernements et les membres de la société civile, afin de créer des emplois et de faire face aux difficultés sociales que rencontrent les individus, les familles et les communautés;

h) Adopter des politiques rationnelles propres à mobiliser l'épargne et à stimuler les investissements dans les régions qui manquent de capitaux;

i) Maximiser le potentiel de création d'emplois que renferme le programme Action 21 en encourageant la protection et la gestion des ressources naturelles, la promotion d'activités économiques de remplacement dans les écosystèmes fragiles, et la restauration et la régénération des sols et des ressources naturelles très dégradées et vulnérables;

j) Encourager l'utilisation d'énergies renouvelables, fondées sur des ressources à haute intensité d'emploi local, en particulier dans les zones rurales.

51. *Pour favoriser la création et le développement d'entreprises du secteur privé qui seraient sources d'emplois, il faut :*

a) Lever les obstacles que rencontrent les petites et moyennes entreprises et alléger les réglementations qui découragent l'initiative privée;

b) Permettre aux petites et moyennes entreprises d'avoir plus facilement accès au crédit, aux marchés nationaux et internationaux, à la formation à la gestion et à l'information technique;

c) Faciliter des arrangements entre les grandes et les petites entreprises, tels que des programmes de sous-traitance, qui respectent pleinement les droits des travailleurs;

d) Améliorer les possibilités et les conditions de travail des femmes chefs d'entreprises et des jeunes chefs d'entreprises, en éliminant la discrimination, afin qu'ils accèdent plus facilement au crédit, aux moyens de production et à la protection sociale, et en améliorant, selon que de besoin, les prestations familiales et les services sociaux tels que les soins de santé et les garderies;

e) Créer, promouvoir et appuyer des cadres juridiques propres à favoriser le développement des coopératives et encourager celles-ci à mobiliser des capitaux, à concevoir des programmes de prêt novateurs et à promouvoir l'esprit d'entreprise;

f) Aider le secteur non structuré et les entreprises locales à améliorer leur productivité et à s'intégrer progressivement dans l'économie structurée en leur donnant accès au crédit à des conditions abordables, à l'information, à des marchés élargis, aux techniques nouvelles, à des compétences techniques et de gestion appropriées, et aux moyens de renforcer ces compétences et d'améliorer l'infrastructure matérielle, notamment les locaux, ainsi qu'en élargissant progressivement les normes relatives au travail et la protection sociale, sans compromettre la capacité du secteur non structuré de créer des emplois;

g) Promouvoir la création et le développement d'organisations indépendantes, comme les chambres de commerce et d'industrie et autres associations ou institutions d'auto-assistance des petites entreprises des secteurs structuré et non structuré;

h) Faciliter l'expansion des possibilités de formation et d'emploi qu'ont les entreprises.

B. Adopter des politiques en matière d'éducation,
de formation et d'emploi

52. Pour faciliter l'accès à l'emploi productif dans un environnement mondial en mutation rapide et concevoir des emplois de meilleure qualité, il faut :

a) Définir clairement les priorités en matière d'éducation et investir à bon escient dans l'enseignement et la formation;

b) Organiser des partenariats nouveaux et revitalisés entre le ministère de l'éducation et les autres ministères, notamment ceux du travail et des communications, ainsi que des partenariats entre les gouvernements

et les organisations non gouvernementales, le secteur privé, les collectivités locales, les groupes religieux et les familles;

c) Assurer une éducation de base largement conçue, en particulier l'alphabétisation, et promouvoir l'enseignement général, notamment une formation à la pensée analytique et critique indispensable pour améliorer l'assimilation des connaissances. A partir de là, il sera possible d'acquérir une spécialisation et de l'actualiser, de l'adapter et de la perfectionner rapidement, afin de faciliter la mobilité professionnelle tant horizontale que verticale;

d) Promouvoir la participation active des jeunes et des adultes qui suivent un enseignement à la conception des campagnes d'alphabétisation et des programmes d'éducation et de formation, afin de garantir qu'ils prennent en compte les problèmes de la main-d'oeuvre et les réalités sociales des différents groupes;

e) Promouvoir l'éducation permanente pour veiller à ce que les programmes d'enseignement et de formation répondent à l'évolution économique, assurent pleinement l'égalité d'accès à la formation, garantissent aux femmes l'accès aux programmes de formation, incitent le secteur public et le secteur privé à offrir - et les travailleurs à suivre - des programmes de formation permanente, et stimulent l'esprit d'entreprise;

f) Encourager et appuyer par des programmes d'assistance technique, dont ceux du système des Nations Unies, des programmes souples et bien conçus de formation professionnelle et d'apprentissage, afin d'améliorer la productivité et l'emploi productif;

g) Promouvoir et renforcer les programmes de formation en vue d'embaucher les nouveaux venus sur le marché du travail, et les programmes de recyclage pour les travailleurs déplacés ou licenciés;

h) Créer des moyens accrus de diffusion de la recherche-développement en encourageant dans les pays et entre les pays des échanges d'informations sur des expériences novatrices et sur les pratiques les plus appropriées;

i) Concevoir, dans le domaine de l'enseignement professionnel et de l'éducation permanente, des méthodes d'enseignement et d'apprentissage novatrices, notamment des techniques interactives et des méthodes inductives associant étroitement l'expérience du travail et la formation.

53. Pour permettre aux travailleurs de s'adapter et d'améliorer leurs chances de trouver un emploi dans un environnement économique en mutation, il faut :

a) Concevoir, mettre au point, appliquer, analyser et accompagner des politiques propres à améliorer la situation de l'emploi, notamment en s'assurant que le poids des coûts salariaux indirects ne dissuade pas les employeurs d'embaucher, en identifiant les domaines de compétence où l'offre est excédentaire ou déficitaire, en fournissant des services d'orientation professionnelle et de conseils, ainsi qu'une aide active à la recherche d'emploi, en encourageant le choix d'un travail et la mobilité, en offrant des services consultatifs et un appui aux entreprises, notamment aux petites entreprises, pour les aider à utiliser à meilleur escient leur personnel et à le valoriser, et en créant des institutions et des procédures qui empêchent toutes les formes de discrimination et améliorent les chances d'emploi des groupes vulnérables ou défavorisés;

b) Améliorer les chances d'emploi des jeunes et des handicapés et accroître les moyens de les aider à acquérir les compétences dont ils ont besoin pour pouvoir trouver un emploi;

c) Encourager les femmes et les jeunes filles à s'orienter vers des emplois traditionnellement réservés aux hommes;

d) Concevoir des stratégies pour répondre aux besoins des personnes qui ont un emploi atypique;

e) Promouvoir la mobilité et le recyclage des travailleurs et leur garantir un niveau adéquat de protection sociale, afin de faciliter leur reclassement en cas d'arrêt progressif de la production ou de fermeture de l'entreprise, en prêtant une attention particulière aux groupes vulnérables ou défavorisés;

f) Faciliter l'insertion ou la réinsertion des femmes sur le marché du travail en organisant un système adéquat de garderies, de soins pour les personnes âgées et autres services et équipements d'appui;

g) Encourager la collaboration entre les employeurs et les travailleurs, afin de préparer l'introduction de nouvelles techniques et d'en prévoir le plus tôt possible les conséquences sur l'emploi, en assurant la protection des travailleurs et en procédant aux ajustements nécessaires;

h) Renforcer les services offerts par le secteur public et le secteur privé pour aider les travailleurs à s'adapter à l'évolution du marché

du travail et fournir des dispositifs de sécurité sociale, une orientation professionnelle, des conseils pour la recherche d'emploi, la formation, le placement et les apprentissages, et assurer la mise en commun des informations;

i) Renforcer les systèmes d'information sur le marché du travail, en particulier l'établissement de données et d'indicateurs appropriés concernant l'emploi, le sous-emploi, le chômage et les revenus, ainsi que la diffusion d'informations concernant les différents marchés du travail, notamment, dans la mesure du possible, les situations de travail en dehors des marchés officiels. Toutes ces données devraient être ventilées par sexe, afin de pouvoir suivre la condition de la femme par rapport à celle de l'homme.

C. Améliorer la qualité du travail et de l'emploi

54. Les gouvernements devraient améliorer la qualité du travail et de l'emploi en prenant les mesures suivantes :

a) Respecter pleinement les obligations relatives aux droits de l'homme auxquelles ils ont souscrit;

b) Protéger et promouvoir le respect des droits fondamentaux des travailleurs, notamment en interdisant le travail forcé et le travail des enfants, en respectant la liberté d'association, la liberté de constituer des syndicats et de mener des négociations collectives, l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale et en abolissant la discrimination dans l'emploi, en appliquant pleinement les conventions de l'Organisation internationale du Travail dans le cas des Etats qui y sont parties et en tenant compte des principes qui y sont énoncés dans le cas des autres Etats afin de réaliser une croissance économique réellement soutenue et un développement véritablement durable;

c) Envisager sérieusement la ratification et la pleine application des conventions de l'OIT dans ces domaines ainsi que celles relatives aux droits à l'emploi des mineurs, des femmes, des jeunes, des handicapés et des autochtones;

d) S'inspirer des normes internationales dans ce domaine pour élaborer et appliquer la législation et la politique nationales de l'emploi;

e) Promouvoir le rôle de l'OIT, en particulier en ce qui concerne le niveau de l'emploi et la qualité du travail;

f) Encourager, le cas échéant, les employeurs et les travailleurs à envisager des moyens d'accroître la participation des travailleurs aux bénéfices des entreprises et promouvoir la coopération entre travailleurs et employeurs dans les décisions des entreprises.

55. Pour créer un environnement de travail sain et sûr, abolir le travail des enfants, accroître la productivité et améliorer la qualité de la vie, il faut :

a) Elaborer et appliquer des politiques visant à promouvoir de meilleures conditions de travail, y compris les conditions de santé et de sûreté;

b) Adopter de meilleures politiques de santé qui réduisent, en vue de leur élimination, les risques liés à l'environnement et qui assurent la sûreté des lieux de travail, conformément aux conventions applicables; faciliter aux entreprises du secteur non structuré et à tous les travailleurs l'accès aux informations sur les moyens de réduire les risques en matière de santé professionnelle et de sûreté du travail;

c) Promouvoir, conformément à la législation et aux règlements nationaux, des relations saines entre partenaires sociaux fondées sur la coopération tripartite, et respecter pleinement la liberté d'association et le droit de former des syndicats et de mener des négociations collectives;

d) Fixer des dates précises pour l'élimination de toutes les formes de travail des enfants qui sont contraires aux normes acceptées sur le plan international et assurer la pleine application des lois pertinentes, et, si nécessaire, promulguer les lois requises pour l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant et des normes de l'OIT et assurer la protection des enfants qui travaillent, notamment des enfants des rues, en fournissant des services de santé, d'éducation et d'autres services sociaux appropriés;

e) Concevoir des politiques et des programmes relatifs à l'emploi qui contribuent à éliminer la pauvreté de la famille, qui est l'une des principales causes du travail des enfants, en éliminant le travail des enfants et en encourageant les parents à envoyer leurs enfants à l'école, notamment par l'offre de services sociaux et autres mesures d'incitation;

f) Etablir des politiques et des programmes de protection des travailleurs, en particulier des femmes, contre le harcèlement sexuel et la violence;

g) Encourager les entreprises publiques et privées à mettre au point, transférer et adopter des techniques et connaissances qui améliorent le milieu de travail, renforcent la sûreté du lieu de travail et réduisent, en vue de les éliminer, les risques pour la santé.

56. *Pour permettre la pleine participation des femmes au marché du travail et pour garantir l'égalité des chances d'emploi, il faut :*

a) Faire du principe de l'égalité des chances entre hommes et femmes le fondement de la politique de l'emploi et promouvoir l'enseignement du souci d'équité entre les sexes afin d'éliminer les préjugés contre l'emploi des femmes;

b) Eliminer la discrimination fondée sur le sexe en prenant, au besoin, des mesures en faveur des femmes en matière d'embauche, de rémunération, d'accès au crédit, d'avantages professionnels, d'avancement, de formation, d'affectation, de conditions de travail, de sécurité de l'emploi et de prestations sociales;

c) Améliorer l'accès des femmes aux techniques susceptibles d'alléger leurs tâches professionnelles et ménagères, d'encourager l'autonomie, de produire des revenus et de transformer les rôles qui leur sont traditionnellement impartis dans le processus de production, pour leur permettre de s'affranchir des emplois stéréotypés et mal rémunérés;

d) Modifier les politiques et attitudes qui renforcent la conception traditionnelle de la répartition des emplois entre les sexes et institutionnaliser les services d'appui tels que les prestations sociales à la maternité, le congé parental, les techniques qui facilitent le partage des tâches et réduisent la charge des corvées ménagères, et une organisation souple du travail de façon, notamment, que les parents puissent, s'ils le souhaitent, travailler à temps partiel et se partager les tâches, y compris des services abordables de garde des enfants, afin de permettre aux parents de concilier vie professionnelle et vie de famille, en prêtant une attention particulière aux besoins des foyers monoparentaux;

e) Encourager les hommes à participer activement à tous les domaines de responsabilité familiale et domestique, notamment les travaux ménagers et l'éducation des enfants.

D. Améliorer les possibilités d'emploi des groupes
ayant des besoins particuliers

57. Pour améliorer la conception des politiques et des programmes, il faut :

a) Déterminer et prendre en compte les besoins particuliers de chaque groupe et s'assurer que les programmes sont équitables, qu'ils assurent efficacement l'absence de discrimination et qu'ils répondent bien aux besoins des groupes concernés;

b) Faire participer activement les représentants de ces groupes à la planification, la conception, la gestion, l'évaluation et la réorientation des programmes et à leur suivi, en fournissant des informations exactes et des ressources suffisantes, afin d'assurer qu'ils touchent effectivement ceux à qui ils sont destinés.

58. Pour que les politiques de l'emploi s'attaquent plus efficacement au problème du chômage à long terme, il faut :

a) Incorporer, en faisant participer à cette opération les chômeurs et/ou leurs associations, un ensemble complet de mesures comprenant notamment la planification de l'emploi, le recyclage et la formation, l'alphabétisation, le perfectionnement des compétences, des services d'orientation et d'aide à la recherche d'emploi, des programmes de travail temporaire, des contacts fréquents avec les bureaux d'emploi, et des services de préparation à l'entrée ou au retour sur le marché du travail;

b) Analyser les causes sous-jacentes du chômage de longue durée et leurs incidences sur les différents groupes, notamment les travailleurs âgés et les chefs de famille monoparentale, et concevoir des politiques de l'emploi et autres politiques d'appui ciblées sur des situations et des besoins précis;

c) Promouvoir des plans de protection sociale qui réduisent les obstacles et les antistimulants à l'emploi afin de rendre les chômeurs mieux à même de participer activement à la vie de la société, de maintenir un niveau de vie adéquat et de tirer parti des possibilités d'emploi.

59. Des programmes visant à aider les groupes vulnérables et défavorisés à entrer ou à revenir sur le marché du travail peuvent permettre de lutter efficacement contre les causes d'exclusion du marché du travail par les mesures suivantes :

a) Compléter les programmes d'alphabétisation, d'enseignement général ou de formation professionnelle par une expérience pratique, notamment grâce à des programmes d'appui, d'enseignement de la gestion des affaires et de formation visant à mieux faire comprendre la valeur de l'esprit d'entreprise et d'autres contributions du secteur privé à la société;

b) Elever le niveau des compétences, et améliorer la possibilité d'obtenir un emploi en assurant un meilleur logement, une meilleure santé et une vie de famille plus riche.

60. Les politiques devraient chercher à garantir à tous les jeunes des choix constructifs pour leur avenir par les mesures suivantes :

a) Offrir un accès égal à l'instruction primaire et secondaire, en faisant une priorité de l'aptitude à lire et à écrire, et en portant une attention spéciale aux fillettes;

b) Encourager la lutte contre l'analphabétisme et favoriser l'apprentissage de la lecture et de l'écriture des langues nationales des pays en développement, surtout en Afrique;

c) Encourager les différents secteurs à collaborer pour concevoir et mettre en oeuvre des programmes intégrés et coordonnés visant à stimuler l'esprit d'initiative chez les jeunes, à les préparer à un emploi durable ou à un emploi indépendant, et à leur offrir des conseils, une formation professionnelle et une formation à la gestion, une meilleure intégration sociale, une expérience professionnelle et des valeurs sociales;

d) Faire en sorte que les jeunes participent effectivement, en fonction de leur âge et de leur sens des responsabilités, aux projets et aux décisions qui touchent leur avenir.

61. Pour permettre la pleine participation des populations autochtones au marché du travail et leur accès égal aux débouchés, il faut mettre en place de vastes programmes d'emploi, d'enseignement et de formation qui prennent en compte les besoins particuliers des populations autochtones.

62. *Pour ouvrir davantage le marché du travail aux handicapés, il faut :*
- a) Bannir de la législation et de la réglementation du travail toute discrimination à l'égard des handicapés;
 - b) Prendre des mesures préventives consistant, par exemple, à mettre en place des services d'assistance et des programmes d'incitation et à soutenir les initiatives d'auto-assistance et les petites entreprises;
 - c) Adapter les lieux de travail aux besoins des handicapés, en favorisant notamment l'usage de technologies novatrices;
 - d) Offrir d'autres formes d'emploi, emplois assistés par exemple, pour les personnes handicapées qui ont besoin de ces services;
 - e) Sensibiliser la société aux conséquences qu'ont les conceptions stéréotypées défavorables aux handicapés sur leur intégration au marché du travail.
63. *Il faut intensifier la coopération internationale et renforcer l'attention à l'échelon national en ce qui concerne la situation des travailleurs migrants et de leur famille. A cet effet :*
- a) Les gouvernements sont invités à envisager de ratifier les instruments en vigueur relatifs aux travailleurs migrants, notamment la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille;
 - b) Selon la législation du pays, les gouvernements des pays d'accueil sont engagés à envisager d'accorder aux migrants en situation régulière disposant d'un permis de séjour approprié, ainsi qu'aux membres de leur famille autorisés à séjourner dans le pays, le même traitement qu'aux ressortissants du pays pour ce qui est de l'exercice des droits fondamentaux, notamment l'égalité des chances et de traitement en ce qui concerne la pratique religieuse, les conditions de travail, la protection sociale, la possibilité de se syndiquer et l'accès aux services sanitaires, éducatifs et culturels et aux autres services sociaux, ainsi qu'un accès égal au système judiciaire et un traitement égal devant la loi;
 - c) Les gouvernements des pays d'origine, des pays de transit et des pays de destination sont engagés à coopérer pour réduire les causes des migrations clandestines, protéger les droits fondamentaux des migrants en situation irrégulière et empêcher qu'ils ne soient exploités;

d) Les gouvernements des pays d'accueil comme des pays d'origine devraient adopter des sanctions efficaces contre quiconque organise des migrations clandestines, exploite des migrants en situation irrégulière ou se livre au trafic de migrants en situation irrégulière;

e) Les gouvernements des pays d'origine sont engagés à faciliter le retour et la réinsertion des migrants dans leurs communautés d'origine et à leur donner les moyens d'utiliser leurs compétences. Ces gouvernements devraient envisager de collaborer avec les pays de destination et de s'assurer l'appui des organisations internationales appropriées pour encourager le retour volontaire de migrants qualifiés qui peuvent jouer un rôle essentiel dans le transfert de connaissances, de compétences et de techniques. Les pays de destination sont incités à faciliter les retours librement consentis en adoptant des politiques souples, qui permettent notamment le transfert des pensions et autres avantages professionnels.

E. Élargir la conception et la compréhension du travail et de l'emploi

64. Pour élargir la conception et la compréhension du travail et de l'emploi, il faut :

a) Reconnaître l'importance du travail non rémunéré pour le bien-être de la société, et faire respecter la dignité et la valeur de ce travail et des personnes qui l'accomplissent;

b) Développer la connaissance approfondie du travail et de l'emploi, notamment en s'efforçant de chiffrer et de mieux comprendre les différents types de travail non rémunéré, l'ampleur de ce travail et la manière dont il est réparti, en particulier pour ce qui est des soins aux personnes à charge et du travail accompli dans les exploitations agricoles ou entreprises familiales, et en encourageant dans ce domaine la production, la mise en commun et la diffusion d'informations, d'études et de données d'expérience, notamment sur la mise au point de méthodes pour en estimer la valeur en termes quantitatifs en vue de la prendre éventuellement en considération dans la comptabilité qui peut être tenue séparément de la comptabilité nationale principale mais de façon compatible avec elle;

c) Reconnaître le rapport entre emploi rémunéré et travail non rémunéré lorsqu'on élabore des stratégies visant à développer l'emploi productif et à assurer aux femmes et aux hommes un accès égal à l'emploi,

ainsi qu'à garantir aux enfants et autres personnes à charge les soins et la protection voulus, à lutter contre la pauvreté et à encourager l'intégration sociale;

d) Encourager un dialogue ouvert sur ce qu'on peut faire pour mieux comprendre les diverses formes de travail et d'emploi, et sur les institutions nécessaires à cette fin;

e) Examiner un ensemble de politiques et de programmes, et notamment la législation de protection sociale et les systèmes fiscaux, compte tenu des priorités et des orientations nationales, qui permettent de saisir comment faciliter une répartition souple du temps entre l'éducation et la formation, l'emploi rémunéré, les responsabilités familiales, le bénévolat et autres formes de travail utiles à la société, les loisirs et la retraite, en se préoccupant particulièrement de la situation des femmes, surtout de celles qui subviennent aux besoins du ménage;

f) Encourager le bénévolat utile à la société, et allouer les ressources voulues pour appuyer les activités correspondantes sans pour autant affaiblir l'action en faveur d'une expansion de l'emploi;

g) Intensifier les échanges internationaux de données d'expérience sur les divers aspects de l'évolution de la conception et de la compréhension du travail et de l'emploi, et les nouvelles formes souples de répartition du temps de travail tout au long de la vie.

65. *Pour développer d'autres types d'emploi et de travail utiles à la société, il faut notamment :*

a) Aider les groupes vulnérables et défavorisés à mieux s'intégrer dans la société, et par là à participer plus efficacement au développement économique et social;

b) Aider les personnes âgées ayant perdu leur autonomie, ou soutenir les familles qui ont besoin d'une aide éducative ou d'un appui social;

c) Renforcer le tissu social par ces formes d'emploi et de travail, traduisant ainsi dans la réalité une importante orientation de développement social.



NATIONS
UNIES



SOMMET MONDIAL POUR LE
DEVELOPPEMENT SOCIAL

Copenhague (Danemark)
6-12 mars 1995

Distr.
LIMITEE

A/CONF.166/L.3/Add.6
10 mars 1995

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

Point 10 de l'ordre du jour

DECLARATION ET PROGRAMME D'ACTION DU SOMMET MONDIAL
POUR LE DEVELOPPEMENT SOCIAL

Rapport de la Grande Commission

Additif

1. A sa 4ème séance, le 9 mars, la Grande Commission a approuvé le chapitre IV du projet de programme d'action et recommandé son adoption en séance plénière. Les représentants des Philippines (au nom des Etats Membres de l'ONU qui sont membres du Groupe des 77 et de la Chine), du Canada et du Saint-Siège ont fait une déclaration.
2. Le texte du chapitre IV se lit comme suit :

Chapitre IV

INTEGRATION SOCIALE

Principes d'action et objectifs

66. Le but de l'intégration sociale est d'instaurer "une société pour tous", où chaque individu, avec ses droits et ses responsabilités, a un rôle actif à jouer : une telle société doit se fonder sur le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, la diversité culturelle et religieuse, la justice sociale et les besoins spécifiques des groupes vulnérables et défavorisés, la participation démocratique et la primauté du droit. Le caractère pluraliste de la plupart des sociétés fait que les différents groupes sociaux ont parfois du mal à instaurer et à maintenir des relations harmonieuses et solidaires et à accéder de manière égale à toutes les ressources disponibles. Les droits de chaque individu dans un contexte

où est établie la primauté du droit ne sont pas toujours pleinement reconnus ni leur exercice pleinement garanti. Le bilan des efforts déployés depuis la création de l'Organisation des Nations Unies pour instaurer des sociétés fondées sur la stabilité, la sécurité, la tolérance, l'équité et le respect de la personne humaine est, dans le meilleur des cas, mitigé.

67. Des progrès ont cependant été accomplis à bien des égards, ainsi qu'en témoignent la poursuite du processus de décolonisation; l'élimination de l'apartheid; la progression de la démocratie; la nécessité mieux reconnue de respecter la dignité humaine, les droits de l'homme et les libertés fondamentales, ainsi que la diversité culturelle; le rejet de toute discrimination; la sensibilisation croissante aux problèmes spécifiques des populations autochtones; la notion de plus en plus répandue de responsabilité collective pour tous les membres d'une société; de plus grandes possibilités sur le plan économique et en matière d'éducation et la mondialisation de la communication; une plus grande mobilité sociale, davantage de possibilités quant au choix des moyens et une plus grande autonomie dans l'action.

68. Ces progrès ne doivent pas faire oublier les évolutions défavorables : polarisation et fragmentation sociales, disparité croissante du revenu et de la richesse entre les nations et au sein des pays; problèmes suscités par l'urbanisation anarchique et la détérioration de l'environnement; marginalisation de certains individus, familles, groupes sociaux, communautés et même pays entiers; difficultés auxquelles se heurtent les individus, les familles, les communautés et les institutions face à la rapidité des changements sociaux, aux transformations économiques, aux migrations et à la dislocation des populations, en particulier dans les zones de conflit armé.

69. En outre, la montée de la violence sous toutes ses formes, y compris conjugale, et particulièrement celle exercée à l'encontre des femmes, des enfants, des personnes âgées et des handicapés, menace de plus en plus la sécurité des individus, des familles et des communautés partout dans le monde. La désintégration sociale est aujourd'hui un phénomène très réel. Le crime organisé, la drogue, le trafic d'armes, la traite de femmes et d'enfants, les conflits ethniques et religieux, la guerre civile, le terrorisme et toutes les formes de violence extrémiste, la xénophobie, les assassinats à motivation politique allant jusqu'au génocide mettent gravement en péril les sociétés et l'ordre social international. C'est pourquoi

les gouvernements doivent individuellement et, s'il en est besoin, collectivement, prendre d'urgence des mesures pour renforcer la cohésion sociale tout en reconnaissant, protégeant et valorisant la diversité.

70. Il importe par conséquent de prendre d'urgence les mesures suivantes :

- Faire en sorte que les organismes publics fonctionnent dans la transparence, soient tenus de rendre compte et accessibles à chacun en toute égalité et répondent efficacement aux besoins de la population;
- Donner à chacun la possibilité de participer à la vie publique sous tous ses aspects;
- Renforcer la participation de la société civile à la formulation, l'application et l'évaluation des décisions quand il y va du fonctionnement et du bien-être de la société;
- Mettre à la disposition du public des données objectives qui lui permettent de prendre des décisions en toute connaissance de cause;
- Préserver la stabilité sociale et promouvoir la justice sociale et le progrès social;
- Promouvoir la non-discrimination, la tolérance, le respect mutuel et le respect de la diversité;
- Assurer l'égalité des chances, l'équité et la mobilité sociale;
- Assurer l'égalité et l'équité entre les sexes, et donner aux femmes les moyens d'agir;
- Supprimer les barrières matérielles et sociales en vue d'instaurer une société accessible à tous, en insistant sur les mesures répondant aux besoins et servant les intérêts de ceux que des difficultés empêchent de participer pleinement à la vie de la société;
- Accorder une attention particulière au droit de jouir du meilleur niveau de santé physique et mentale possible et à la santé en tant que facteur de développement;
- Promouvoir le principe d'assistance mutuelle et l'esprit de solidarité, dans le cadre de l'éducation dans le domaine des droits de l'homme;

- Tout en tenant compte des impératifs légitimes de défense nationale, reconnaître et combattre les dangers que représentent pour la société les conflits armés, les incidences néfastes des dépenses militaires excessives, le commerce des armes, notamment celles produisant des effets particulièrement traumatiques ou frappant sans discrimination et l'investissement excessif dans la production et l'acquisition d'armes. De même, la nécessité de combattre le trafic d'armes, la violence, la criminalité, la production, la consommation et le trafic des stupéfiants et la traite des femmes et des enfants doit être reconnue;
- Eliminer la violence sous toutes ses formes et assurer l'application intégrale de la Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes.

Mesures à prendre

A. Efficacité de l'administration publique et pleine participation de tous à la vie de la société

71. *Les gouvernements devraient promouvoir et protéger l'ensemble des droits de l'homme et de ses libertés fondamentales, y compris le droit au développement, compte tenu de l'interdépendance et de la synergie qui existent entre démocratie, développement et respect des droits de l'homme, et veiller à ce que les institutions publiques répondent plus efficacement aux besoins de la population; et à cet effet :*

a) S'assurer que les décisions sont prises sur la base de données exactes et avec la participation de ceux qu'elles concernent, tout en tenant compte, dans le cadre de l'appareil constitutionnel de chaque pays, des attributions des différents échelons administratifs et des dispositions administratives qui régissent l'organisation et la prestation des services;

b) Suivre de près, dans le cadre de l'appareil constitutionnel de chaque pays, la façon dont, aux niveaux national, provincial, municipal et local, les recettes sont perçues et les ressources utilisées pour encourager les initiatives locales qui maintiennent et renforcent la cohésion sociale;

c) Simplifier les procédures administratives, diffuser des informations sur les politiques suivies et les initiatives prises dans l'intérêt de la collectivité, et faciliter au maximum l'accès à l'information;

d) Faciliter la communication et créer une confiance totale entre les citoyens et les organismes publics, et mettre en place des procédures de recours peu coûteuses et accessibles pour que tout particulier, notamment celui qui n'a pas accès aux moyens et organes de communication, puisse obtenir réparation;

e) Encourager la réalisation d'études et de recherches conçues pour évaluer les effets des changements mondiaux et des progrès techniques sur l'intégration sociale et celle d'évaluations portant sur les politiques et programmes mis en place pour atteindre les différents objectifs de l'intégration sociale; et favoriser les échanges et la diffusion d'informations sur les innovations et les succès enregistrés aux niveaux national et international;

f) Demander des comptes pour s'assurer que tous les représentants de l'Etat remplissent avec honnêteté, justice et équité leurs fonctions publiques vis-à-vis de la population;

g) Rendre les services accessibles à tous les citoyens en veillant à ce que toutes les personnes dans le besoin en bénéficient;

h) Renforcer la participation politique populaire et encourager les groupements politiques, aux niveaux local et national, à faire preuve de transparence et de responsabilité;

i) Encourager la ratification et l'application intégrale des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme visant à éliminer les obstacles au plein exercice de ces droits, ainsi que le non-recours, dans la mesure du possible, à des réserves.

72. *Pour encourager la pleine participation à la vie de la société, il faut :*

a) Renforcer les capacités et les possibilités de toutes les personnes, particulièrement celles qui sont vulnérables ou défavorisées, pour qu'elles puissent créer et maintenir des associations indépendantes représentant leurs intérêts, dans le cadre de l'appareil constitutionnel de chaque pays;

b) Permettre aux organismes de la société civile et spécialement à ceux qui représentent des groupes vulnérables et défavorisés de participer à la conception, à titre consultatif, ainsi qu'à l'application et à l'évaluation des mesures ayant trait au développement social;

c) Associer plus étroitement les organisations communautaires à la conception et à l'exécution de projets locaux, particulièrement dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la gestion des ressources et de la protection sociale;

d) Garantir un cadre juridique et une structure d'appui pour encourager la création d'organisations communautaires et d'associations bénévoles de particuliers qui apportent une contribution constructive;

e) Encourager tous les membres de la société à exercer leurs droits, s'acquitter de leurs responsabilités et participer pleinement à la vie de leur société, étant entendu que les gouvernements ne peuvent pas répondre seuls à tous les besoins de la société;

f) Mettre en place un système universel et souple de sécurité sociale qui tienne compte des ressources économiques disponibles et encourage la réadaptation et la participation active de ses bénéficiaires à la vie de la société;

g) Faciliter aux personnes défavorisées et marginalisées l'accès à l'éducation et à l'information, et leur participation à la vie sociale et culturelle;

h) Promouvoir l'égalité et l'intégration sociale par le biais du sport et de la culture.

B. Assurer la non-discrimination, la tolérance, le respect mutuel et l'appréciation de la diversité

73. *Pour éliminer la discrimination et promouvoir la tolérance et le respect mutuel et l'appréciation de la diversité aux niveaux national et international, il faut :*

a) Adopter et faire appliquer selon qu'il convient des lois et autres réglementations contre le racisme, la discrimination raciale, l'intolérance religieuse sous ses diverses formes, la xénophobie et toutes les formes de discrimination à tous les niveaux de la société;

b) Encourager la ratification sans délai des instruments internationaux et envisager la suppression ou la limitation des réserves et la mise en oeuvre de ces instruments, notamment de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et la Convention

sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes;

c) Prendre des mesures spécifiques, dans le cadre de l'application des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme, afin d'éliminer les anciens obstacles juridiques et sociaux à l'emploi, à l'éducation, à des ressources productives et aux services publics, sensibiliser les femmes à leurs droits et de les aider à les réaliser, et assurer l'élimination, à l'intérieur des familles, de la discrimination à l'égard des enfants de sexe féminin, en particulier en matière de santé, d'alimentation et d'éducation;

d) Assurer l'égalité et l'équité entre les sexes en modifiant les mentalités, les politiques et les usages, favoriser la pleine participation des femmes et l'octroi à celles-ci de moyens d'action dans la vie sociale, économique et politique et veiller à ce que les deux sexes soient représentés de façon plus équilibrée au niveau de la prise des décisions, à tous les échelons;

e) Examiner, en vue de les modifier, la législation, la réglementation et les pratiques administratives qui restent discriminatoires;

f) Diffuser, à l'intention de tous les groupes de la société et dans un langage accessible à tous, des informations sur les droits des individus et les voies de recours qui leur sont ouvertes;

g) Renforcer ou mettre en place un mécanisme de suivi et de règlement des différends et conflits liés à des pratiques discriminatoires et élaborer des procédures d'arbitrage et de conciliation aux niveaux local et national;

h) Donner l'exemple, par l'intermédiaire des organismes publics et du système éducatif, pour encourager et assurer le respect de la liberté d'expression, de la démocratie, du pluralisme politique, de la diversité des patrimoines, des cultures et des valeurs, de la tolérance religieuse et des principes et traditions nationales sur lesquels repose le pays;

i) Reconnaître la nécessité de respecter et de défendre les langues actuellement parlées dans le monde;

j) Reconnaître qu'il est de la plus haute importance que tous les peuples vivent dans la coopération et l'harmonie, et veiller à ce que les traditions et le patrimoine culturel des nations soient pleinement protégés;

k) Encourager les moyens de communication indépendants favorisant la compréhension et la sensibilisation des individus pour tout ce qui touche à l'intégration sociale, dans le respect absolu de la liberté d'information et d'expression.

C. Assurer l'égalité et la justice sociale

74. Les gouvernements devraient promouvoir l'égalité et la justice sociale et à cet effet :

- a) Assurer l'égalité de tous devant la loi;
- b) Procéder périodiquement à un examen des politiques officielles, notamment en matière de santé et d'éducation, et des dépenses publiques, du point de vue de l'équité et de l'égalité entre les classes sociales et entre les sexes, et veiller à ce que ces politiques et ces dépenses contribuent effectivement à l'égalisation des chances;
- c) Elargir et faciliter l'accès aux services de base en vue d'assurer une couverture universelle;
- d) Garantir l'égalité des chances en matière d'emploi dans le secteur public et offrir aux employeurs du secteur privé des conseils, des informations et, s'il y a lieu, des incitations pour qu'ils agissent de même;
- e) Encourager la libre création de coopératives, d'organisations communautaires et autres organisations locales, de groupements d'entraide, d'associations récréatives et sportives et de toutes autres structures similaires qui tendent à renforcer l'intégration sociale, en accordant une attention particulière aux politiques destinées à aider les familles à assumer leur rôle en tant que soutien affectif, éducatif et matériel, et en tant que terrain d'apprentissage des relations sociales;
- f) Veiller à ce que les programmes d'ajustement structurel soient conçus de façon à en réduire au minimum les effets négatifs sur les groupes et les collectivités vulnérables et défavorisés tout en s'assurant que ceux-ci bénéficieront de leurs effets positifs en empêchant leur marginalisation dans les activités économiques et sociales, et concevoir des mesures propres à garantir à ces groupes et collectivités l'accès aux ressources économiques et aux activités économiques et sociales ainsi que le contrôle sur celles-ci; des mesures doivent être prises pour réduire les inégalités et la disparité économiques;

g) Généraliser l'accès aux soins de santé préventifs et curatifs afin d'améliorer la qualité de la vie, surtout pour les groupes vulnérables et défavorisés, en particulier les femmes et les enfants;

h) Étendre l'éducation de base en prenant des mesures spéciales pour assurer la scolarisation des enfants et des jeunes vivant dans des régions peu peuplées et écartées ainsi que des enfants de familles nomades, pastorales, migrantes ou autochtones; ces mesures doivent également s'appliquer aux enfants des rues, aux enfants et aux jeunes qui travaillent ou s'occupent de jeunes frères et soeurs ou de parents handicapés ou âgés ainsi qu'aux enfants et aux jeunes handicapés; mettre sur pied, en association avec les populations autochtones, des systèmes d'éducation répondant aux besoins propres à leurs cultures;

i) S'assurer que l'extension de l'éducation de base s'accompagne d'une amélioration qualitative, que les enfants aux capacités différentes bénéficient d'une attention appropriée, qu'il y ait une coopération entre la famille et l'école et un rapport étroit entre les programmes scolaires et les besoins en matière d'emploi;

j) Evaluer régulièrement les systèmes scolaires en fonction de leurs résultats et diffuser les conclusions des recherches concernant l'efficacité des différentes méthodes d'évaluation;

k) Veiller à ce que chacun ait accès à tout âge à diverses activités d'apprentissage, scolaire et non scolaire, qui lui permette de contribuer pleinement à la vie de la société et de tirer profit de cette participation; utiliser toutes les formes d'enseignement, y compris non scolaires et expérimentales, telles que l'enseignement télévisuel et par correspondance, offertes par les organismes publics, les institutions de la société civile et le secteur privé, pour donner à ceux qui n'ont pas suivi l'enseignement nécessaire dans leur enfance, aux jeunes qui quittent l'école pour entrer sur le marché du travail et à ceux qui souhaitent continuer d'apprendre et perfectionner leurs connaissances toute leur vie durant, la possibilité de s'éduquer;

l) Assurer aux filles l'égalité d'accès à tous les niveaux d'enseignement, y compris à la formation non traditionnelle et professionnelle; et veiller à ce que des mesures soient prises pour lever les divers obstacles d'ordre culturel et pratique qui les empêchent d'accéder

à l'éducation, telles que le recrutement d'enseignantes, l'instauration d'horaires souples et la mise en place de services prenant soin des personnes à charge et des frères et soeurs ainsi que d'installations appropriées.

D. Satisfaire les besoins sociaux particuliers

75. Pour répondre aux besoins particuliers des groupes sociaux, les gouvernements devraient notamment :

a) Déterminer des moyens précis, propres à encourager les institutions et les services à s'adapter aux besoins particuliers des groupes vulnérables et défavorisés;

b) Reconnaître et promouvoir les capacités, les talents et l'expérience des groupes vulnérables et défavorisés, veiller à empêcher leur isolement et leur marginalisation, et leur permettre de contribuer activement à la vie de la société;

c) Veiller à ce que les personnes se heurtant à des barrières linguistiques aient accès à l'emploi et aux services sociaux en prenant des mesures dans les domaines de l'éducation, de l'apprentissage des langues et de l'assistance technique;

d) Soutenir les organisations de groupes vulnérables et défavorisés, le cas échéant, au moyen de lois, incitations et autres mesures, pour qu'elles puissent faire valoir leurs intérêts et participer aux niveaux local et national au processus de prise des décisions politiques, sociales et économiques qui déterminent l'orientation de la société dans son ensemble;

e) Donner davantage de facilités aux personnes défavorisées ou vulnérables pour postuler des emplois dans les organes législatifs, gouvernementaux et judiciaires, et d'autres charges publiques conférant autorité ou influence;

f) Prendre des mesures visant la réinsertion dans la vie économique et sociale des personnes démobilisées et des personnes déplacées lors de conflits civils et de catastrophes;

g) Promouvoir et protéger les droits des populations autochtones et leur donner les moyens de choisir des options qui leur permettent de préserver leur identité culturelle tout en participant à la vie économique et sociale du pays, en respectant pleinement leurs valeurs culturelles, leurs langues, leurs traditions et leurs formes d'organisation sociale;

- h) Appliquer le Plan d'action adopté en 1990 lors du Sommet mondial pour les enfants, ratifier, s'il y a lieu, la Convention relative aux droits de l'enfant et en appliquer les dispositions;
- i) Encourager les jeunes à prendre part aux débats et aux décisions les concernant, ainsi qu'à la conception, à la réalisation et à l'évaluation des politiques et programmes correspondants; faire en sorte, par des programmes d'enseignement pertinents et novateurs, que les jeunes acquièrent les compétences voulues pour prendre part à tous les aspects de la vie en société et pouvoir vivre de façon autonome; et, par des mesures législatives et réglementaires, les protéger contre les mauvais traitements physiques et moraux et l'exploitation économique;
- j) Adopter des mesures spécifiques destinées à préparer les jeunes, surtout ceux qui ont quitté l'école, et les enfants des rues, à mener une vie d'adulte responsable;
- k) Promouvoir les Règles des Nations Unies pour l'égalisation des chances des handicapés et formuler des stratégies d'application; les gouvernements devraient, en collaboration avec les organisations de handicapés et le secteur privé, oeuvrer à l'égalisation des chances afin que les handicapés puissent apporter leur plein concours à la société et en tirer les avantages correspondants; les politiques visant les handicapés doivent être centrées sur leurs compétences et non leurs handicaps, et respecter leur dignité en tant que citoyens;
- l) A la lumière des Principes des Nations Unies pour les personnes âgées et des Objectifs mondiaux pour l'an 2001 concernant le vieillissement, examiner les stratégies d'application du Plan d'action international sur le vieillissement ou en mettre au point pour que les personnes âgées puissent contribuer autant que possible à la vie de la société et jouer pleinement leur rôle dans la collectivité;
- m) Faciliter l'application des Principes directeurs concernant la poursuite de la planification et des activités de suivi appropriées dans le domaine de la jeunesse, afin de faciliter l'intégration sociale des jeunes;
- n) Faire le nécessaire pour permettre aux personnes appartenant à des groupes minoritaires de participer pleinement au développement de leur société et d'y contribuer.

E. Satisfaire les besoins sociaux particuliers des réfugiés, personnes déplacées et demandeurs d'asile, et des migrants en situation régulière ou irrégulière

76. Pour répondre aux besoins particuliers des réfugiés, personnes déplacées et demandeurs d'asile :

a) Les gouvernements sont instamment invités à s'attaquer aux causes profondes des mouvements de réfugiés et de personnes déplacées en prenant des mesures appropriées, notamment en ce qui concerne le règlement des conflits, la promotion de la paix et de la réconciliation, le respect des droits de l'homme, notamment ceux des personnes appartenant à des minorités, et le respect de l'indépendance, de l'intégrité territoriale et de la souveraineté des Etats. Les gouvernements et toutes autres entités devraient respecter et préserver le droit des individus à demeurer en sécurité dans leurs foyers et s'abstenir de toutes politiques ou pratiques contraignant les populations à s'enfuir;

b) Les gouvernements sont instamment invités à appuyer davantage les activités de protection et d'assistance internationale en faveur des réfugiés et, le cas échéant, des personnes déplacées, ainsi qu'à promouvoir la recherche de solutions durables à leur situation critique. Ils sont encouragés, ce faisant, à renforcer les dispositifs régionaux et internationaux qui favorisent un partage approprié des responsabilités concernant la satisfaction des besoins des réfugiés en matière de protection et d'assistance. Toutes les mesures nécessaires devraient être prises pour garantir leur protection physique, en particulier celle des femmes et des enfants, notamment contre l'exploitation, les sévices et toutes formes de violence;

c) Il faut que la communauté internationale apporte un appui adéquat aux pays d'asile pour leur permettre de répondre aux besoins essentiels des réfugiés et aider à la recherche de solutions durables. Il faut aider les populations de réfugiés à accéder à l'autosuffisance. Il faudrait que les réfugiés et, parmi eux, les femmes en particulier, participent à la planification et à l'exécution des activités d'assistance les concernant. Dans la planification et l'exécution de ces activités d'assistance, il convient de prêter tout particulièrement attention aux besoins spécifiques des femmes et des enfants réfugiés et déplacés. Les réfugiés devraient

pouvoir bénéficier de services suffisants en matière de logement, d'éducation, de santé - y compris la planification familiale - et d'autres services sociaux indispensables. Ils sont tenus de respecter les lois et règlements de leur pays d'asile;

d) Les gouvernements et les autres acteurs pertinents devraient créer toutes les conditions nécessaires au rapatriement librement consenti des réfugiés, dans la sécurité et la dignité, ainsi qu'au retour volontaire, en toute sécurité, dans leurs foyers des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays et à leur réinsertion sans heurts dans la société;

e) Les gouvernements sont instamment invités à se conformer au droit international concernant les réfugiés. Les Etats qui ne l'ont pas encore fait sont invités à envisager d'adhérer aux instruments internationaux relatifs aux réfugiés, en particulier à la Convention de 1951 et au Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés. Les gouvernements sont en outre instamment invités à respecter le principe du non-refoulement (c'est-à-dire le principe selon lequel nul ne sera contraint de retourner dans un endroit où il risquerait sa vie ou la prison du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un groupe social particulier ou de ses opinions politiques). Les gouvernements sont tenus de faire en sorte que les demandeurs d'asile sur leur territoire aient droit à ce que leur cause soit entendue impartialement et de diligenter le traitement des demandes d'asile, en veillant à ce que soit prise en considération dans les directives et procédures régissant l'octroi du statut de réfugié la situation particulière des femmes;

f) Les gouvernements et les acteurs pertinents devraient respecter le droit des individus à demander et obtenir l'asile dans d'autres pays pour fuir des persécutions.

77. *Pour favoriser le traitement équitable et l'intégration des migrants en situation régulière, en particulier des travailleurs migrants en situation régulière et des membres de leur famille :*

a) Les gouvernements devraient prendre des dispositions pour que les migrants en situation régulière fassent l'objet d'un traitement équitable, notamment qu'ils soient assurés du plein respect de leurs droits individuels, de la protection des lois de la société d'accueil, de possibilités d'accès appropriées aux débouchés économiques et aux services sociaux;

d'une protection contre le racisme, l'ethnocentrisme et la xénophobie; enfin, d'une protection contre la violence et l'exploitation. Il convient, dans la limite des ressources disponibles, qu'ils puissent suivre une formation linguistique, eu égard à l'importance capitale que revêt l'apprentissage des langues pour leur intégration effective, y compris l'intégration de ceux qui ne cherchent pas à occuper un emploi. Une intégration rapide est l'élément déterminant qui permet aux migrants en situation régulière de mettre leurs aptitudes, leurs connaissances et leur potentiel au service du développement des pays de destination, et il y faut une compréhension mutuelle de leur part et de celle de la société d'accueil. Les premiers doivent connaître et respecter les valeurs, lois, traditions et principes de cette société et celle-ci est tenue de respecter les religions, cultures et traditions de ces migrants;

b) Les gouvernements des pays d'accueil sont instamment invités à envisager de reconnaître aux migrants en situation régulière, titulaires de permis de résidence de longue durée, des droits et responsabilités civils et politiques, le cas échéant, et de faciliter leur naturalisation. Une action particulière devrait être menée pour renforcer l'intégration des enfants des migrants à long terme en leur offrant des possibilités d'enseignement et de formation égales à celles des nationaux, en les autorisant à exercer une activité économique et en facilitant la naturalisation de ceux qui ont été élevés dans le pays d'accueil. Conformément à l'article 10 de la Convention relative aux droits de l'enfant et à tous les instruments pertinents relatifs aux droits de l'homme universellement reconnus, tous les gouvernements, en particulier ceux des pays d'accueil, doivent reconnaître l'importance vitale du regroupement des familles et promouvoir l'incorporation de ce principe dans leur droit interne afin de garantir la protection de l'unité familiale aux migrants en situation régulière. Les gouvernements des pays d'accueil doivent veiller à protéger les migrants et leurs familles, en donnant la priorité aux programmes et stratégies de lutte contre l'intolérance religieuse, le racisme, l'ethnocentrisme, la xénophobie et la discrimination sexuelle et qui sensibilisent comme il convient le public à cet égard;

c) Les gouvernements et les acteurs pertinents devraient encourager l'échange international d'informations sur les établissements d'enseignement et de formation afin de favoriser l'emploi productif des migrants

en situation régulière en reconnaissant davantage la valeur de l'enseignement et des diplômes étrangers;

d) Les gouvernements devraient encourager l'harmonie interraciale et la compréhension entre les cultures au moyen, le cas échéant, de programmes scolaires comprenant une formation à des méthodes nouvelles de règlement des différends et de prévention des conflits.

78. *Pour répondre aux préoccupations et aux besoins essentiels en ce qui concerne les migrants en situation irrégulière :*

a) Les gouvernements sont instamment invités à coopérer pour atténuer les causes des migrations illicites, sauvegarder les droits fondamentaux des migrants en situation irrégulière et empêcher qu'ils ne soient exploités, et pour leur offrir des voies de recours appropriées en conformité avec leur législation nationale et châtier les criminels qui organisent la traite d'êtres humains;

b) Les pays de destination, les pays de transit et les pays d'origine devraient coopérer, selon qu'il convient, pour gérer les flux d'immigration, empêcher les migrations illicites et, le cas échéant, faciliter le retour des migrants et leur réinsertion dans leur communauté d'origine;

c) Les gouvernements sont instamment invités à coopérer pour réduire les effets des migrations illicites sur les pays d'accueil, compte tenu de la situation et des besoins particuliers de ces pays, notamment des pays en développement;

d) Les gouvernements sont instamment invités à promouvoir l'adoption de mesures efficaces pour protéger tous les migrants illégaux et les membres de leurs familles contre le racisme, l'ethnocentrisme et la xénophobie.

F. S'attaquer aux problèmes de la violence, de la criminalité, des drogues illicites et de l'abus de drogues

79. *A l'égard des problèmes engendrés par la violence, la criminalité, l'abus de drogues et leur production, l'usage et le trafic de drogues illicites et la réhabilitation des toxicomanes, il faut :*

a) Adopter et mettre en oeuvre des politiques et des programmes de santé publique et de services sociaux propres à prévenir et éliminer toutes les formes de violence dans la société, en particulier la violence dans la famille, et à protéger les victimes de violences, la violence à l'égard des femmes, des enfants, des personnes âgées et des handicapés devant faire

l'objet d'une attention spéciale. Il conviendrait tout particulièrement d'appliquer et de faire respecter la Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes à l'échelon national. Il faudrait en outre respecter les dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant;

b) Au niveau des pays, prendre toutes mesures qui s'imposent pour éliminer toutes les formes d'exploitation, d'abus, de harcèlement et de violence à l'égard des femmes, en particulier la violence au sein de la famille et le viol; il conviendrait d'accorder une attention particulière à la violence résultant de pratiques traditionnelles ou coutumières dangereuses et de toutes les formes d'extrémisme, ce qui implique tant l'adoption de mesures préventives que la réadaptation des victimes;

c) Afin d'empêcher la participation des enfants et des jeunes à la criminalité, à la violence et à l'abus et au trafic de drogues, mettre en oeuvre des programmes qui canalisent leur énergie et leur créativité et leur permettent de s'améliorer au profit de leur communauté;

d) Améliorer les mécanismes visant à résoudre pacifiquement les conflits et à réinsérer les individus dans la société à la suite des conflits, s'employer à ces fins à favoriser la réconciliation et à restaurer la confiance entre les groupes antagonistes, prévoir une formation concernant le règlement non violent des conflits à tous les niveaux d'éducation, remettre sur pied les institutions sociales détruites, réinsérer les personnes déplacées et les handicapés et rétablir la primauté du droit et le respect de tous les droits de l'homme;

e) Etablir un partenariat avec les organisations non gouvernementales et les organisations communautaires pour assurer la réhabilitation et la réinsertion sociale des délinquants, notamment des jeunes délinquants; prendre des mesures pour préserver leurs liens avec leurs familles durant la détention et les réinsérer après leur libération dans le monde du travail et dans la vie sociale;

f) Renforcer la coopération et la coordination internationales en ce qui concerne l'élaboration de stratégies politiques, de législations et autres mesures visant à combattre le crime organisé, qu'il le soit à l'échelle nationale ou transnationale, la violence et le terrorisme;

g) Adopter des stratégies nationales efficaces et écologiquement rationnelles afin de prévenir ou de réduire notablement la culture

et la transformation des espèces végétales utilisées pour le trafic illégal de drogues et accorder une attention particulière au soutien national et international aux programmes de développement qui offrent des alternatives économiques viables à la production de drogues et visent à la pleine intégration des groupes sociaux participant à de telles activités;

h) Combattre l'abus de drogues et le trafic de drogues, la corruption et activités criminelles connexes par l'adoption de mesures nationales coordonnées au niveau international, tout en renforçant les programmes intégrés, multisectoriels, visant à prévenir et à réduire la demande afin de créer une société exempte de drogues illicites. En coopération avec les institutions de la société civile et le secteur privé, prévenir l'abus de drogues, offrir une éducation préventive aux enfants et aux jeunes ainsi que des programmes de réhabilitation et d'éducation à l'intention des anciens toxicomanes et alcooliques et spécialement des enfants et des jeunes, afin de leur permettre d'obtenir un emploi productif et de vivre dans l'indépendance, la dignité, en être humain responsable, une vie productive, affranchie de la drogue et de la délinquance;

i) S'efforcer aux échelons national et international d'identifier les réseaux de trafic de stupéfiants et de blanchiment de l'argent, de poursuivre les responsables et de saisir les avoirs issus d'activités criminelles de ce type;

j) Appuyer des stratégies globales d'interdiction des drogues et redoubler d'efforts pour contrôler les produits chimiques précurseurs et les armes à feu, munitions et explosifs afin d'empêcher qu'ils ne finissent par être utilisés dans le trafic de drogues et par des groupes terroristes;

k) Combattre la traite des femmes et des enfants par l'adoption de mesures nationales, coordonnées au niveau international, et, parallèlement, créer, ou les renforcer lorsqu'elles existent, des institutions ayant pour vocation la réhabilitation des victimes.

G. Intégration sociale et responsabilités familiales

80. La famille est l'unité de base de la société et, en tant que telle, devrait être renforcée. Elle a droit à une protection et à un soutien dans tous les domaines. Dans différents systèmes culturels, politiques et sociaux, il existe diverses formes de famille. Le mariage doit être contracté avec

le libre consentement des futurs époux; mari et femme devraient être des partenaires égaux.

81. L'aide apportée à la famille dans le rôle qu'elle joue en tant que soutien affectif, éducatif et matériel en contribuant à l'intégration sociale passe par les mesures suivantes :

a) Encourager des politiques sociales et économiques propres à satisfaire les besoins des familles et des personnes qui les composent, notamment les plus défavorisées et les plus vulnérables d'entre elles, en prêtant une attention particulière aux soins à donner aux enfants;

b) Offrir aux différents membres de la famille des possibilités de comprendre et d'assumer leurs responsabilités sociales;

c) Promouvoir le respect mutuel, la tolérance et la coopération au sein de la famille et de la société;

d) Favoriser un partenariat, sur un pied d'égalité, entre hommes et femmes dans la famille.



**NATIONS
UNIES**



**SOMMET MONDIAL POUR LE
DEVELOPPEMENT SOCIAL**

Copenhague (Danemark)
6-12 mars 1995

Distr.
LIMITEE

A/CONF.166/L.3/Add.7
10 mars 1995

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

Point 10 de l'ordre du jour

DECLARATION ET PROGRAMME D'ACTION DU SOMMET MONDIAL
POUR LE DEVELOPPEMENT SOCIAL

Rapport de la Grande Commission

Additif

1. A sa 5ème séance, le 10 mars, la Grande Commission a approuvé le chapitre V du projet de programme d'action et en a recommandé l'adoption en séance plénière.
2. Le texte du chapitre V est ainsi conçu :

Chapitre V

APPLICATION ET SUIVI

82. Seule une volonté politique renouvelée et absolue, aux niveaux national et international, d'investir dans les individus et leur bien-être permettra d'atteindre les objectifs du développement social. Ce sont les gouvernements qui sont les premiers responsables du développement social et de l'application du Programme d'action du Sommet, encore que la coopération et une assistance internationales soient essentielles si l'on veut que cette application soit totale. A tous les niveaux d'application, les éléments ci-après sont indispensables :

- La défense et la protection de tous les droits individuels et libertés fondamentales, le soutien des institutions démocratiques et l'octroi de moyens d'action aux femmes;
- L'intégration des objectifs, programmes et mécanismes d'examen qui ont été mis au point séparément pour répondre à des problèmes particuliers;

- Un partenariat entre les Etats, les collectivités locales, les organisations non gouvernementales, en particulier les organisations bénévoles, les autres principaux groupes définis dans le programme Action 21, les médias, les familles et les particuliers;
- La prise en compte de la diversité dans le monde et la nécessité d'adopter des mesures axées sur la réalisation des objectifs du Sommet;
- Des moyens d'action pour les destinataires de l'aide afin qu'ils puissent participer pleinement à la définition des objectifs, à la conception des programmes, à l'exécution des activités et à l'évaluation des résultats;
- Des efforts pour mobiliser des ressources financières nouvelles et supplémentaires qui soient à la fois adéquates et prévisibles, qui puissent être obtenues de façon à tirer parti au maximum des possibilités existantes et qui fassent appel à l'ensemble des sources et mécanismes de financement disponibles, notamment les sources multilatérales, bilatérales et privées, y compris à des conditions favorables ou à titre de don;
- Une solidarité, c'est-à-dire l'élargissement de la notion de partenariat, et une obligation morale de respect et d'intérêt mutuels entre individus, collectivités et nations.

Mesures à prendre

A. Stratégies, évaluations et examens nationaux

83. Si l'on veut promouvoir une approche intégrée de l'application du Programme d'action au niveau national, conformément aux caractéristiques propres à chaque pays, il faudra :

- a) Analyser et passer en revue les politiques macroéconomiques, microéconomiques et sectorielles et en étudier les incidences sur la pauvreté, l'emploi, l'intégration sociale et le développement social;
- b) Améliorer les politiques et les programmes des gouvernements visant à promouvoir le développement social en renforçant la coordination de tous les efforts entrepris par les acteurs nationaux et internationaux, en renforçant l'efficacité et la capacité opérationnelle des structures de gestion publique,

et en facilitant l'utilisation efficace et transparente des ressources, compte dûment tenu des recommandations et du suivi du programme Action 21;

c) Evaluer l'ampleur, la répartition et les caractéristiques de la pauvreté, du chômage, des conflits sociaux et de l'exclusion sociale, et prendre des mesures visant à éliminer la pauvreté, à accroître l'emploi productif et à renforcer l'intégration sociale;

d) Formuler ou renforcer d'ici à 1996 des stratégies intersectorielles complètes en vue de l'application des résultats du Sommet et des stratégies nationales de développement social, notamment les mesures à prendre par les pouvoirs publics et les mesures à prendre par les Etats en coopération avec les autres Etats et les organisations internationales, régionales et sous-régionales, ainsi que celles à prendre en partenariat et en coopération avec les acteurs de la société civile, le secteur privé et les coopératives, en fixant les responsabilités précises de chacun et en arrêtant les priorités et les calendriers d'un commun accord;

e) Intégrer les objectifs du développement social dans les plans, politiques et budgets nationaux de développement, en dépassant les clivages sectoriels traditionnels, de manière transparente et responsable, et en veillant à ce que les groupes directement visés participent à la formulation et à l'application de ces objectifs;

f) Fixer les délais dans lesquels les objectifs doivent être atteints dans le contexte de chaque pays pour faire régresser la pauvreté générale et éliminer l'extrême pauvreté, augmenter le nombre d'emplois et réduire le chômage, et renforcer l'intégration sociale;

g) Promouvoir et renforcer les capacités institutionnelles de coordination interministérielle, de coopération intersectorielle, de coordination dans l'affectation des ressources et d'intégration verticale entre le pouvoir central et les collectivités locales;

h) Mettre au point des indicateurs quantitatifs et qualitatifs du développement social, si possible ventilés par sexe, pour évaluer la pauvreté, l'emploi, l'intégration sociale et d'autres facteurs sociaux, contrôler les effets des politiques sociales et des programmes sociaux, et trouver des moyens d'améliorer l'efficacité des politiques et des programmes et d'introduire de nouveaux programmes;

i) Renforcer les mécanismes d'application et de suivi, notamment les arrangements concernant la participation de la société civile dans le choix et l'application des politiques, et la collaboration avec les organisations internationales;

j) Tous les pays devraient évaluer périodiquement les progrès qu'ils ont accomplis dans la mise en oeuvre des résultats du Sommet, peut-être en établissant des rapports périodiques faisant état des succès remportés, des problèmes rencontrés et des obstacles auxquels ils se sont heurtés. Ces rapports pourraient être examinés dans le cadre d'un système global approprié d'établissement de rapports tenant compte des différents rapports qui doivent être établis dans les domaines économique et social et dans celui de l'environnement;

k) L'Assemblée générale à sa cinquantième session devrait proclamer la première décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté à la suite de l'Année internationale pour l'élimination de la pauvreté (1996), en vue d'examiner des initiatives supplémentaires tendant à venir à bout de la pauvreté.

84. *Pour aider les pays à formuler leurs stratégies de développement social, les organismes bilatéraux et multilatéraux devront :*

a) Aider les pays à renforcer les capacités dont ils disposent ou à reconstituer celles dont ils ont besoin pour élaborer, coordonner, appliquer et suivre des stratégies intégrées de développement social;

b) Coordonner l'assistance apportée par différents organismes, au titre d'autres plans d'action internationaux, à des processus de planification similaires;

c) Mettre au point des méthodes et des programmes améliorés de collecte et de diffusion de statistiques et d'indicateurs du développement social, afin de faciliter l'examen et l'analyse de l'action entreprise et de fournir aux pays qui le demandent des services spécialisés, des conseils et une aide en la matière.

B. Participation de la société civile

85. *Pour que la Déclaration et le Programme d'action du Sommet soient appliqués efficacement, il faut renforcer les organisations communautaires et les organisations non gouvernementales à but non lucratif qui oeuvrent dans le domaine de l'éducation, de la santé, de la lutte contre la pauvreté,*

de l'intégration sociale, des droits de l'homme, de l'amélioration de la qualité de la vie, de l'aide et de la réadaptation, afin qu'elles puissent participer constructivement à la prise et à l'application des décisions. A cet effet, il faudra :

- a) Encourager et soutenir la création et le développement de ces organisations, notamment parmi les groupes défavorisés et vulnérables;
- b) Mettre en place des cadres juridiques et réglementaires, des arrangements institutionnels et des mécanismes de consultation pour faire participer de telles organisations à la conception, à l'application et à l'évaluation des stratégies et des programmes de développement social;
- c) Appuyer les programmes visant à renforcer les capacités desdites organisations dans des domaines critiques, tels que la planification concertée, la conception, l'exécution et l'évaluation des programmes, l'analyse économique et financière, la gestion du crédit, la recherche, l'information et les activités de promotion;
- d) Fournir des ressources, sous forme, par exemple, de subventions modestes, d'un appui technique et d'autres formes d'appui administratif aux initiatives prises et gérées localement;
- e) Renforcer les réseaux de communication et intensifier l'échange de compétences et de données d'expérience entre les organisations concernées.

86. *Pour promouvoir la contribution de la société civile, notamment du secteur privé, au développement social, il faudrait :*

- a) Mettre au point des méthodes de planification et de prise de décisions qui facilitent le partenariat et la coopération entre les pouvoirs publics et la société civile en matière de développement social;
- b) Encourager les entreprises à poursuivre des politiques d'investissement et d'autres activités, notamment des activités non commerciales, de nature à contribuer au développement social, en particulier en ce qui concerne la création d'emplois, la mise en place de services d'appui social sur les lieux de travail, l'accès aux ressources productives et la construction d'infrastructures;
- c) Autoriser et encourager les syndicats à participer à la planification et à l'application de programmes de développement social, en particulier en ce qui concerne la création d'emplois à des conditions équitables, la prestation de services de formation, de soins de santé

et autres services de base, et la création d'un environnement économique propice à une croissance économique soutenue et à un développement durable;

d) Autoriser et encourager les organisations représentant les agriculteurs et les coopératives à participer à la formulation et à l'application de politiques et programmes de développement agricole et rural durable;

e) Encourager et faciliter la création de coopératives, notamment parmi les personnes qui vivent dans la pauvreté ou appartiennent à des groupes vulnérables;

f) Aider les établissements universitaires et les instituts de recherche, en particulier dans les pays en développement, à contribuer aux programmes de développement social, et faciliter le fonctionnement de mécanismes chargés d'assurer le suivi indépendant, détaché, impartial et objectif du progrès dans le domaine social, en particulier en rassemblant, analysant et diffusant des informations et des idées sur le développement économique et social;

g) Encourager les établissements d'enseignement, les médias et toutes les autres sources d'information à accorder une place de premier plan aux problèmes du développement social et à faciliter dans l'ensemble de la collectivité un large débat bien documenté sur les politiques sociales.

C. Mobilisation de ressources financières

87. *L'application de la Déclaration et du Programme d'action du Sommet au niveau national exigera peut-être des apports substantiels de ressources nouvelles et supplémentaires, tant dans le secteur public que dans le secteur privé. Pour accroître le montant des ressources publiques consacrées au développement social, il faudra, au niveau national :*

a) Appliquer des politiques macroéconomiques et microéconomiques conformes aux priorités et politiques nationales, visant à augmenter la part de l'épargne et des investissements intérieurs consacrée aux dépenses publiques, en prélevant des impôts progressifs, équitables et économiquement efficaces, tenant compte des objectifs du développement durable, et en réduisant les subventions qui ne profitent pas aux couches pauvres de la population;

b) Réduire selon qu'il conviendra les dépenses militaires excessives et les investissements dans la production et l'achat d'armements, en tenant

compte des exigences de la sécurité nationale, afin d'accroître les ressources disponibles pour le développement économique et social;

c) Accorder un rang de priorité élevé au développement social dans l'affectation des deniers publics et veiller à ce que le financement des programmes le concernant soit prévisible;

d) Faire en sorte que l'administration chargée de formuler et d'appliquer les programmes de développement social dispose des ressources nécessaires à cette fin;

e) Utiliser les ressources publiques de manière plus efficace et transparente, réduire les gaspillages et lutter contre la corruption, et concentrer les efforts sur les domaines où les besoins sociaux sont les plus grands;

f) Trouver des sources de financement novatrices, tant publiques que privées, pour les programmes sociaux, et créer un environnement propice à la mobilisation des ressources par la société civile en faveur du développement social, sous la forme, notamment, de contributions des bénéficiaires et de contributions volontaires individuelles.

88. *L'application de la Déclaration et du Programme d'action dans les pays en développement, notamment en Afrique et dans les pays les moins avancés, exigera des ressources financières supplémentaires ainsi qu'une coopération et une assistance au développement plus efficaces. A cet effet, il faudra :*

a) Concrétiser les engagements pris lors du Sommet en une aide financière aux programmes de développement social des pays en développement, notamment des pays africains et des pays les moins avancés;

b) S'efforcer d'atteindre dès que possible l'objectif de 0,7 % du produit national brut (PNB) qui a été fixé pour l'ensemble de l'aide publique au développement et proportionner les ressources affectées aux programmes de développement social à l'ampleur des activités nécessaires pour atteindre les objectifs et les buts de la Déclaration et du Programme d'action;

c) Conclure un engagement mutuel entre pays développés et pays en développement intéressés de consacrer, respectivement, en moyenne, 20 % de l'APD et 20 % du budget national à des programmes sociaux essentiels;

d) Accorder un rang de priorité élevé, dans l'affectation de l'aide publique au développement, à l'élimination de la pauvreté dans les pays en développement, en particulier en Afrique, dans les pays à faible revenu

de l'Asie et du Pacifique, de l'Amérique latine et des Caraïbes, et dans les pays les moins avancés;

e) Fournir une assistance aux activités du secteur social, telles que celles qui concernent la remise en état ou la mise en place d'une infrastructure sociale, notamment sous forme de dons et de prêts à des conditions de faveur;

f) Appliquer les engagements pris par la communauté internationale à l'égard des besoins et problèmes particuliers des petits Etats insulaires en développement, en particulier en leur fournissant les moyens voulus, notamment des ressources adéquates, prévisibles, nouvelles et additionnelles en vue de leurs programmes de développement social, conformément à la Déclaration de la Barbade et sur la base des dispositions pertinentes du Programme d'action pour le développement durable des petits Etats insulaires en développement;

g) Offrir aux pays en développement sans littoral un appui et une assistance de la communauté internationale pour les aider à appliquer les décisions du Sommet, compte tenu de la situation et des problèmes particuliers de ces pays;

h) Faire appel de préférence, chaque fois que possible, à des experts compétents du pays ou, le cas échéant, à des experts compétents de la sous-région, de la région ou d'autres pays en développement, pour la conception, la préparation et l'exécution des projets et des programmes, et contribuer à mettre en place des services locaux lorsqu'il n'en existe pas;

i) Explorer les moyens de renforcer l'appui à la coopération Sud-Sud et d'élargir cette coopération, sur la base d'un partenariat entre pays en développement et pays développés, ainsi que de développer la coopération entre pays en développement;

j) Renforcer au maximum l'efficacité des projets et programmes en réduisant le plus possible les frais généraux;

k) Mettre au point des politiques économiques visant à encourager et mobiliser l'épargne interne et attirer des ressources extérieures en vue d'investissements productifs et rechercher de nouvelles sources de fonds, publics et privés, pour le financement de programmes sociaux, en veillant à ce qu'ils soient utilisés efficacement;

l) Suivre les conséquences de la libéralisation du commerce quant aux progrès réalisés dans les pays en développement en vue de répondre aux besoins

fondamentaux de la population, en s'attachant en particulier aux nouvelles initiatives visant à élargir l'accès de ces pays aux marchés internationaux;

m) Encourager une coopération directe pour promouvoir des entreprises en association, y compris dans le secteur des programmes sociaux et de l'infrastructure sociale;

n) Encourager les gouvernements bénéficiaires à renforcer leurs mécanismes nationaux de coordination de l'aide internationale en matière de développement social et à assurer l'utilisation efficace de cette aide, de façon à inciter les donateurs à engager fermement de nouvelles ressources destinées aux plans d'action nationaux;

o) Inviter les donateurs multilatéraux et bilatéraux à se consulter pour coordonner leurs politiques de financement et leurs procédures de planification, de façon à améliorer l'impact, la complémentarité et l'efficacité de leurs contributions à la réalisation des objectifs des programmes de développement social des pays en développement.

89. *L'application de la Déclaration et du Programme d'action du Sommet dans les pays en transition exigera le renforcement de la coopération et de l'assistance internationales. A cet effet, il faudra :*

a) Evaluer les incidences financières des engagements pris lors du Sommet en ce qui concerne les programmes de développement social des pays en transition;

b) Améliorer l'aide technique et financière destinée à l'exécution de programmes de stabilisation macroéconomique de façon à garantir une croissance économique soutenue;

c) Soutenir et encourager des réformes dans le domaine de la mise en valeur des ressources humaines;

d) Inviter les donateurs multilatéraux et bilatéraux à se consulter pour coordonner leurs politiques de financement et leurs procédures de planification, de façon à améliorer l'impact de leurs contributions quant à la réalisation des objectifs des programmes de développement social des pays en transition.

90. *Sans une réduction importante de leur endettement, les pays en développement ne seront pas en mesure d'appliquer la Déclaration et le Programme d'action. Grâce, entre autres, à l'élan imprimé lors de la réunion des sept grands pays industrialisés, à Naples en juillet 1994,*

et de la réunion des gouverneurs de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, en octobre 1994, il est possible d'aller plus loin et, à cette fin, il faudra :

- a) Inviter la communauté internationale, y compris les institutions financières internationales, à continuer de rechercher des mesures nouvelles et novatrices permettant d'alléger considérablement le fardeau de la dette des pays en développement, en particulier des pays à faible revenu fortement endettés, de façon à les aider à réaliser une croissance économique soutenue et un développement durable sans retomber dans une nouvelle crise de la dette;
- b) Adopter des mesures pour réduire sensiblement les dettes bilatérales des pays les moins avancés et envisager d'autres méthodes novatrices pour gérer et alléger le plus tôt possible les dettes les plus lourdes et le poids du service de la dette d'autres pays en développement;
- c) Prêter une attention spéciale aux pays en développement dont la dette totale est constituée en majeure partie de dette multilatérale, afin de rechercher une solution durable à ce problème croissant;
- d) Favoriser les possibilités de convertir les dettes en investissements dans le développement social, les ressources dégagées par l'annulation ou la réduction des dettes devant être investies dans des programmes de développement social, sans préjudice de solutions plus durables, telles que réduction et/ou annulation des dettes;
- e) Mobiliser les ressources du Fonds de désendettement de l'IDA afin de permettre aux pays en développement remplissant les conditions requises de réduire leur dette commerciale; envisager d'autres mécanismes pour compléter l'action du Fonds;
- f) Inviter les créanciers - pays, banques privées et institutions financières multilatérales, dans le cadre de leurs prérogatives, à envisager de poursuivre les initiatives et les efforts visant à régler les problèmes de dettes commerciales des pays les moins avancés et des pays en développement à faible revenu et à revenu intermédiaire; envisager d'accorder un nouvel appui financier suffisant aux pays à faible revenu qui sont lourdement endettés et qui continuent, au prix de lourds sacrifices, à assurer le service de leur dette et à faire face à leurs obligations internationales; continuer de rechercher des moyens de mettre en oeuvre des mesures supplémentaires et novatrices pour réduire sensiblement le poids de la dette des pays

en développement, en particulier des pays à faible revenu lourdement endettés afin de les aider à réaliser une croissance économique soutenue et un développement durable, sans retomber dans une nouvelle crise de la dette.

91. Pour que les programmes d'ajustement structurel tiennent compte des objectifs du développement social, en particulier élimination de la pauvreté, création d'emplois productifs et renforcement de l'intégration sociale, les gouvernements, agissant en coopération avec les institutions financières internationales et d'autres organisations internationales, devraient :

a) Faire en sorte que les crédits affectés aux programmes sociaux de base, en particulier ceux qui touchent les pauvres et les secteurs vulnérables de la société, échappent aux réductions budgétaires;

b) Examiner les incidences des programmes d'ajustement structurel sur le développement social, en recourant à des évaluations de l'impact social, considéré dans sa sexo-spécificité, et à d'autres méthodes appropriées, et mettre au point des mesures visant à atténuer les effets préjudiciables de ces programmes et à en renforcer les effets positifs;

c) Favoriser plus encore les politiques permettant aux petites entreprises, aux coopératives et aux autres formes de microentreprises d'accroître leur capacité de production de revenus et de création d'emplois.

92. Les institutions financières internationales devraient contribuer à la mobilisation des ressources nécessaires à l'application de la Déclaration et du Programme d'action. A cet effet, les institutions compétentes sont instamment invitées à prendre les mesures ci-après :

a) La Banque mondiale, le Fonds monétaire international, les banques et fonds régionaux et sous-régionaux de développement et toutes les autres organisations financières internationales devraient intégrer davantage les objectifs du développement social dans leurs politiques, programmes et opérations, notamment en donnant un rang de priorité plus élevé, s'il y a lieu, aux prêts destinés au secteur social dans leurs programmes de prêt;

b) Les institutions de Bretton Woods et autres organismes des Nations Unies devraient collaborer davantage avec les pays intéressés pour étudier avec eux la politique à suivre et trouver des solutions nouvelles pour que les programmes d'ajustement structurel favorisent un développement économique et social soutenu, une attention particulière étant accordée

à l'incidence de ces programmes sur les populations pauvres et les groupes vulnérables;

c) L'Organisation des Nations Unies devrait, en coopération avec la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et d'autres institutions multilatérales de développement, étudier les incidences des programmes d'ajustement structurel sur le développement économique et social et aider les pays qui procèdent à un ajustement structurel à créer des conditions propices à la croissance économique, à la création d'emplois, à l'élimination de la pauvreté et au développement social.

93. Augmenter le volume des ressources obtenues par les voies habituelles ne suffit pas. Il faudrait en outre demander aux organes compétents de l'ONU, notamment au Conseil économique et social, d'envisager de nouveaux moyens d'obtenir des fonds et de présenter à cette fin toute suggestion utile.

D. Le rôle du système des Nations Unies

94. Un cadre de coopération internationale doit impérativement être mis en place, dans le contexte de l'agenda pour le développement, pour assurer dans la cohésion et sous tous les aspects l'application, avec contrôle et évaluation, des recommandations du Sommet et des autres conférences, récentes et prévues, des Nations Unies intéressant le développement social, en particulier le Sommet mondial pour les enfants, la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, la Conférence mondiale sur le développement des petits Etats insulaires en développement, la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II), la Conférence internationale sur la population et le développement et la quatrième Conférence mondiale sur les femmes. Il conviendrait, tant au niveau international que national, d'évaluer les incidences financières et structurelles des engagements, buts et objectifs du Sommet, de fixer les priorités et de planifier les budgets et programmes de travail.

95. Au niveau intergouvernemental, le rôle que peuvent jouer l'Assemblée générale et le Conseil économique et social dans l'analyse de la question du développement social devra spécialement être pris en considération :

a) L'Assemblée générale, du fait qu'elle est l'organe intergouvernemental le plus important, sera aussi la principale instance appelée à décider des orientations générales de l'action à mener comme suite

au Sommet et à mesurer ce qui aura été fait en ce sens. Elle devrait donc inscrire à son ordre du jour une question intitulée "Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social" et faire en 1996 le bilan des mesures qui auront été prises dans le cadre de l'Année internationale pour l'élimination de la pauvreté pour appliquer les recommandations du Sommet à cet égard;

b) L'Assemblée devrait tenir en l'an 2000 une session extraordinaire pour faire un bilan général de la suite donnée au Sommet et envisager dans quel sens orienter par la suite l'action et les nouvelles initiatives;

c) L'Assemblée et le Conseil économique et social pourraient organiser des réunions de haut niveau de manière à entretenir le dialogue international sur les problèmes sociaux qui se posent avec le plus d'acuité et sur les politiques qui permettraient, grâce à la coopération internationale, d'y faire face;

d) L'Assemblée devrait mettre à profit les premiers travaux du groupe de travail qui, dans le contexte de l'agenda pour le développement, s'emploie à délimiter le cadre commun dans lequel pourront s'appliquer les recommandations des conférences;

e) Le Conseil économique et social, conformément à la fonction que lui assigne la Charte des Nations Unies par rapport à l'Assemblée générale, et comme celle-ci le lui prescrit dans ses résolutions 45/264, 46/235 et 48/162, veillerait dans tout le réseau des Nations Unies à la coordination des actions entreprises comme suite au Sommet, en faisant des recommandations à cet égard. Le Conseil devrait considérer les moyens de renforcer - de manière cohérente avec les mandats assignés par la Charte des Nations Unies - ses fonctions, pouvoirs, structures, moyens d'action et modalités d'opération, resserrer ses relations de travail avec les institutions spécialisées, de façon à dresser le bilan de ce qui aura été fait dans le sens des recommandations du Sommet et de manière, également, à travailler plus efficacement. Le Conseil devrait, à sa session de fond de 1995, être invité à revoir le mandat, l'ordre du jour et la composition de la Commission du développement social, et notamment à envisager de renforcer celle-ci, compte tenu de l'indispensable synergie avec les autres organes travaillant dans le même domaine et en ce qui concerne la suite donnée aux conférences. Il devrait aussi mettre à profit tous travaux initiaux qui auraient été menés à bien d'ici là concernant le cadre de travail commun

(voir les paragraphes 94 et 95 d) ci-dessus). Il devrait également être invité à revoir la façon dont il est rendu compte des activités concernant le développement social, afin d'établir un système cohérent qui permette d'indiquer clairement aux gouvernements et aux protagonistes internationaux dans quel sens orienter l'action;

f) Dans le cadre des entretiens sur un agenda pour le développement et des débats du Conseil économique et social lors de la partie de sa session de 1995 consacrée à la coordination sur un cadre commun pour la mise en oeuvre des résultats des conférences de l'ONU dans les domaines économique et social, il faudrait envisager la possibilité d'organiser des réunions communes du Conseil, du Comité du développement économique de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Le Secrétaire général et les directeurs du FMI, de la Banque mondiale et de l'OIT, les fonds et les programmes de l'ONU et d'autres organismes compétents devraient envisager la possibilité de tenir des réunions communes dans le but d'examiner la suite donnée à la Déclaration et au Programme d'action avant les sessions du Comité du développement économique;

g) Pour promouvoir l'application des recommandations du Sommet aux niveaux régional et sous-régional, les commissions régionales, agissant en coopération avec les banques et les organisations intergouvernementales de leur région, devraient organiser tous les deux ans une réunion où les Etats représentés à un haut niveau feraient le point de la suite donnée au Sommet, confronteraient leurs expériences et adopteraient les mesures qui conviennent. Les commissions régionales informeraient par les voies appropriées le Conseil économique et social des résultats obtenus;

h) Il importe de souligner l'importance du rôle qui revient au Comité des droits économiques, sociaux et culturels dans le suivi des aspects de la Déclaration et du Programme d'action qui ont trait à l'observance par les Etats parties du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

96. *Les organismes des Nations Unies devraient fournir leur coopération technique et diverses autres formes d'assistance aux pays en développement, en particulier à l'Afrique et aux pays les moins avancés, pour les aider à appliquer la Déclaration et le Programme d'action. A cet effet :*

a) Les organismes des Nations Unies, y compris les organismes techniques et sectoriels et les institutions de Bretton Woods, devraient élargir et intensifier leur coopération dans tout ce qui concerne le développement social, de façon que leurs actions se complètent, et devraient autant que possible conjuguer leurs ressources pour lancer ensemble des initiatives axées sur des objectifs communs du Sommet;

b) Pour que les organismes des Nations Unies puissent opérer plus rationnellement et de manière plus productive lorsqu'ils aident les pays à assurer leur développement social et pour qu'ils soient mieux à même de contribuer à la réalisation des objectifs du Sommet, il est nécessaire de rénover, réformer et revitaliser les différents éléments du système, en particulier en ce qui concerne ses activités opérationnelles. Les institutions spécialisées et organismes apparentés des Nations Unies sont tous invités à renforcer et à adapter, selon qu'il convient, leurs activités, leurs programmes et leurs stratégies à moyen terme, compte tenu des recommandations du Sommet. Les organes directeurs intéressés devraient revoir en ce sens leurs politiques, programmes, budgets et activités;

c) Le Comité administratif de coordination devrait étudier comment les entités participantes pourraient procéder pour coordonner au mieux les activités qu'elles entreprendront en application des recommandations du Sommet;

d) Les fonds et programmes des Nations Unies, de même que les institutions spécialisées, devraient rendre régulièrement compte aux instances appropriées des plans et programmes qu'ils ont conçus pour donner suite au Sommet.

97. *Les organismes des Nations Unies devraient également envisager de fournir la coopération technique appropriée et diverses autres formes d'assistance aux pays en transition. A cet effet :*

a) Ils devraient chacun pour sa part appuyer les efforts que font ces pays pour élaborer et réaliser des programmes de développement social;

b) Le Programme des Nations Unies pour le développement devrait continuer d'appuyer la réalisation des programmes de développement social en tenant compte des besoins particuliers des pays en transition;

c) Les organisations et les organes du système des Nations Unies, y compris les organismes techniques et sectoriels, le Fonds monétaire

international et la Banque mondiale devraient également continuer de coopérer au développement social de ces pays.

98. *L'application de la Déclaration et du Programme d'action du Sommet appellera l'intervention de nombreux organismes des Nations Unies. Pour assurer la cohérence des efforts, l'Assemblée générale devrait envisager les mesures suivantes :*

a) Promouvoir et renforcer la coordination, aux niveaux mondial, régional et national, des activités des organismes des Nations Unies dans le domaine économique et social avec l'action menée par les institutions de Bretton Woods et l'Organisation mondiale du commerce, notamment en demandant qu'il soit fait rapport au Conseil économique et social et en organisant des réunions en coordination avec lui;

b) Inviter l'Organisation mondiale du commerce à considérer comment elle pourrait contribuer à l'application du Programme d'action, et notamment à envisager des activités à réaliser en coopération avec les organismes des Nations Unies;

c) Prier l'Organisation internationale du Travail, à laquelle son mandat, sa structure tripartite et ses compétences confèrent un rôle tout particulier dans le domaine de l'emploi et du développement social, de contribuer à l'application du Programme d'action;

d) Prier le Secrétaire général d'assurer la coordination effective de la mise en oeuvre de la Déclaration et du Programme d'action.

99. *Pour que les objectifs du Sommet puissent être atteints, les organismes des Nations Unies devraient renforcer leurs activités opérationnelles de développement, conformément aux prescriptions pertinentes de l'Assemblée générale et en particulier à la résolution 47/199. A cet effet :*

a) Le Programme des Nations Unies pour le développement devrait orienter les efforts des Nations Unies vers la mise en place de moyens d'action aux échelons local, national et régional et faciliter, grâce à son réseau de bureaux locaux, l'exécution coordonnée des programmes de développement social;

b) Il conviendrait d'améliorer la coordination à l'échelon national, en s'appuyant sur les coordonnateurs résidents, afin que la Déclaration et le Programme d'action du Sommet et les accords internationaux correspondants soient pleinement pris en considération;

c) Les organismes des Nations Unies devraient encourager et appuyer la coopération Sud-Sud entre pays en développement sur les plans technique et autres et à tous les niveaux car cette coopération est un important facteur de développement social et un très utile moyen d'assurer l'application du Programme d'action;

d) L'action des Nations Unies en faveur du développement devrait être appuyée par une nette augmentation des ressources affectées aux activités opérationnelles dans ce domaine, qui doivent être fournies sur une base prévisible, continue et assurée, à proportion des besoins croissants des pays en développement, comme le spécifie la résolution 47/199 de l'Assemblée générale;

e) Il faudrait renforcer la capacité des organismes des Nations Unies de recueillir et d'analyser l'information et d'établir des indicateurs de développement social en tenant compte des travaux effectués par différents pays, en particulier des pays en développement, et consolider la capacité du système des Nations Unies à fournir, à la demande, un appui et des conseils dans les domaines des orientations et des techniques afin de renforcer les capacités à cet égard.

100. L'appui et la participation des grands groupes définis dans le programme Action 21 sont indispensables au succès du Programme d'action. Pour se les assurer, il faut impérativement qu'ils participent à sa mise en oeuvre, aux divers stades de la planification, de l'élaboration, de l'application et de l'évaluation des activités, aussi bien au niveau international que national. On aura besoin, pour ce faire, de mécanismes pour appuyer financièrement, promouvoir et faciliter leur participation effective aux travaux de tous les organes intéressés des Nations Unies, et notamment de mécanismes d'examen qui assurent le suivi du Programme d'action.

1

**Advance unedited version
For corrections only**

17 April 1995

Draft of the Platform for Action

Following consideration by the Commission on the Status of Women at its 39th session

Note

The following text is an unedited version of the draft of the Platform for Action reflecting the state of negotiations during the 39th session of the Commission on the Status of Women. It is based on the informal documents considered by the informal working group of the whole. It is being issued for advance information in order to permit delegations to provide corrections in accordance with the decision of the Commission to allow a two-week grace period for this purpose.

E/CN.6/1995/2/WG/Revs.

I. Mission Statement

1. The Platform for Action is an agenda for women's empowerment. It aims to accelerate the implementation of the Nairobi Forward-looking Strategies for the Advancement of Women and the removal of all obstacles to women's active participation in all spheres of public and private life through a full and equal share in economic, social, cultural and political decision-making. This means also establishing the principle of shared power and responsibility between women and men at home, in the workplace, and in the wider national and international communities. Equality between women and men is a matter of human rights and a condition for social justice and is also a necessary and fundamental prerequisite for equality, development and peace. A transformed partnership based on equality between women and men is a condition for people-centred sustainable development. A sustained and long-term commitment is essential so that women and men can work together for themselves, for their children and for society to meet the challenges of the next century.

2. [The Platform reaffirms the fundamental principle set forth in the Vienna Declaration adopted by the World Conference on Human Rights that the human rights of women and of the girl child are an inalienable, integral and indivisible part of universal human rights.] As an agenda for action, the Platform seeks to promote and protect [the full enjoyment of all universal] all

95-09517 (E) 030495/...

9509517

human rights and the fundamental freedoms of all women throughout their life cycle.

3. The Platform emphasizes that women share common concerns that can only be addressed by working together and in partnership with men towards the common goal of gender* equality around the world. It respects and values the full diversity of women's situations and conditions, and recognizes that some women face particular barriers to their empowerment.

4. The Platform for Action requires immediate and concerted action by all to create a peaceful, just, humane and [equitable] world based on the [universal human rights and fundamental freedoms, including the] principle of equality [and equity] for all people of all ages and from all walks of life.

5. The success of the Platform for Action will require a strong commitment on the part of Governments, international organizations and institutions at all levels as well as [adequate] [new and additional] resources for the implementation of the agreements made; a commitment to the equal rights, equal responsibilities and opportunities, and equal participation of women and men in all national, regional and international bodies and policy-making processes; and the establishment or strengthening of mechanisms at all levels for accountability to the world's women.

* The term "gender" is asterisked pending the issuance of a definition of the term requested by a delegation

Chapter II

GLOBAL FRAMEWORK

6. The Fourth World Conference on Women: Action for Equality, Development and Peace is taking place as the world stands poised on the threshold of a new millennium.

7. This Platform for Action upholds the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women and builds upon the Nairobi Forward-looking Strategies for the Advancement of Women, as well as relevant resolutions adopted by the Economic and Social Council and the General

Assembly. The formulation of the Platform for Action is aimed at establishing a basic group of priority actions that should be carried out in the next five years.

8. The Platform for Action recognizes the importance of the agreements reached at the World Summit for Children, the United Nations Conference on Environment and Development, the World Conference on Human Rights, the International Conference on Population and Development, and the World Summit for Social Development, which had set out specific approaches and commitments to fostering sustainable development and international cooperation and to strengthening the role of the United Nations to that end. Similarly, the Global Conference on the Sustainable Development of Small Island Developing States, the International Conference on Nutrition, the International Conference on Primary Health Care and

95-09546 (E) 030495/...

9509546

the World Conference on Education for All have all addressed the various facets of development and [universally recognized] human rights, within their specific perspectives, paying significant attention to the role of women and girls. In addition, the International Year of the World's Indigenous People, the International Year of the Family, the International Year for Tolerance, the Geneva Declaration for Rural Women, and the Declaration on the Elimination of Violence against Women have also emphasized the issues of women's empowerment and equality.

9. [The Platform for Action is drawn up in full conformity with the purposes and principles of the Charter of the United Nations and international law. It is recognized that the formulation and implementation of strategies, policies, and programmes and actions in all areas of concern are the responsibility of each country, with full respect for the various [religious ethical values, cultural background and philosophical convictions of all its people] and in conformity with all [universal] human rights and fundamental freedoms.]

10. Since the World Conference to Review and Appraise the Achievements of the United Nations Decade for Women: Equality, Development and Peace, held at Nairobi in 1985, and the adoption of the Nairobi Forward-looking Strategies for the Advancement of Women, the world has experienced profound political, economic, social and cultural changes, which have had both positive and negative effects on women.

11. [The World Conference on Human Rights recognized that the human rights of women and the girl child are an inalienable, integral and indivisible part of universal human rights. [The universal nature of these human rights and freedoms is beyond question.] The full and equal participation of women in political, civil, economic, social and cultural life at the national, regional and international levels, and the eradication of all forms of discrimination on the grounds of sex are priority objectives of the international community.]

12. [The World Conference on Human Rights reaffirmed the solemn commitment of all States to fulfil their obligations to promote universal respect for, and observance and protection of, all human rights and fundamental freedoms for all in accordance with the Charter of the United Nations, other instruments related to human rights and international law. The universal nature of these rights and freedoms is beyond question.]

13. The end of the cold war has resulted in international changes and diminished competition between the super-Powers. The threat of a global armed conflict has diminished, while international relations have improved and prospects for peace among nations have increased. Although the threat of global conflict has been reduced, wars of aggression, armed conflicts, [alien domination and foreign occupation], civil wars, terrorism and [extremist violence] continue to plague many parts of the world. Grave violations of human rights of women occur, particularly in times of armed conflict, and include murder, torture, systematic rape, [forced pregnancy] and forced] abortion, in particular under policies of "ethnic cleansing".

14. The maintenance of peace and security at the global, regional and local levels, together with the prevention of policies of aggression and ethnic cleansing and the resolution of armed conflict, is crucial for the protection of the [universal] human rights of women and girl children, as well as for the elimination of all forms of violence against them and of their use as a weapon of war.

15. [Consequently, a huge portion of global expenditures has been devoted to the production, trafficking and trade of arms, thus substantially reducing resources for social development. Moreover, debt burden has forced many developing countries to undertake structural adjustment policies that are detrimental to their social development. The number of people living in poverty has therefore increased disproportionately in most developing countries, particularly the heavily indebted countries, during the last decade.]

16. [In this context, we should also emphasize the social dimension of development. Accelerated economic growth, although necessary for social development, does not by itself improve the quality of life of the population: indeed, it can aggravate social inequality and marginalization. Hence, it is indispensable to search for new alternatives based on a holistic approach on all aspects of development: growth, equity, sustainable development, solidarity, participation, peace and respect for human rights.]

17. A world-wide movement towards democratization has opened up the political process in many nations, but the popular participation of women in key decision-making as full and equal partners, particularly in politics, is not yet achieved. [South Africa's policy of institutionalized racism - apartheid - has been dismantled and a peaceful and democratic transfer of power has occurred.] [Similarly, in Central and Eastern Europe the transition to parliamentary democracy has been rapid and relatively peaceful. In some countries from the same region, this process has been followed by armed conflict that has resulted in grave violations of human rights.]

18. A widespread economic recession as well as political instability in some regions, have been responsible for setting back development goals in many countries. This has led to an expansion of unspeakable poverty. Of the more than 1 billion people living in abject poverty, women are an overwhelming majority. The rapid process of change and adjustment in all sectors, has also led to increased unemployment and underemployment, with particular impact on women. In many cases, structural adjustment programmes have not been designed so as to minimize their negative effects on vulnerable and disadvantaged groups or on women, nor have they been designed to ensure positive effects on those groups by preventing their marginalization in economic and social activities. The Final Act of the Uruguay Round of multilateral trade negotiations

underscored the increasing interdependence of national economies, as well as the importance of trade liberalization and access to open dynamic markets. The period has also been characterized by heavy military spending in some regions. Despite increases by some countries, overall official development assistance (ODA) has recently declined.

19. Absolute poverty and the feminization of poverty, unemployment, the increasing fragility of the environment, continued violence against women and the widespread exclusion of half of humanity from institutions of power and governance underscore the need for a continued search for development, peace, security and solutions seeking to ensure a people-centred sustainable development. The participation and leadership of the half of humanity that is female is essential to the success of that search. Therefore, only [a just and equitable social and economic international order and] a radical transformation of the relationship between women and men to one of full and equal partnership will enable the world to meet the challenges of the next century.

20. Recent international economic developments have had in many cases a disproportionate impact on women and children, the majority of whom live in developing countries. For those States that have carried a large burden of foreign debt, structural adjustment programmes and measures, though beneficial in the long term, have led to a reduction in social expenditures, thereby adversely affecting women, particularly in Africa and the least developed countries. This is exacerbated when responsibilities for basic social services have shifted from Governments to women.

21. Economic recession in many developed and developing countries, as well as ongoing restructuring in countries with economies in transition, have had a disproportionately negative impact on women's employment. Women often have no choice but to take employment that lacks long-term job security or involves dangerous working conditions, to work in unprotected home-based production or to go unemployed. Many women enter the labour market in under-remunerated and undervalued jobs seeking to improve their household income; others have decided to migrate for the same purpose. Without any reduction in their other responsibilities, this has increased the total burden of work for women.

22. Macro and microeconomic policies and programmes, including structural adjustment, have not always been designed to take account of their impact on women and girl children, especially for those living in poverty. Poverty has increased in both absolute and relative terms, and the number of women living in poverty has increased in most regions. There are many urban women living in poverty; however, the plight of women living in rural and remote areas deserves special attention given the stagnation of development in such areas. In developing countries, even those in which national indicators have shown improvement, the majority of rural women continue to live in conditions of economic underdevelopment and social marginalization.

23. Women are key contributors to the economy and to combating poverty through both remunerated and unremunerated work at home, in the community and in the workplace. Growing numbers of women have achieved economic independence through gainful employment.

24. One fourth of all households world wide are headed by women and many other households are dependent on female income even where men are present. Female-maintained households are very often among the poorest due to, inter alia, wage discrimination, occupational segregation patterns in the labour market and other gender-based barriers. Family disintegration, population movements between urban and rural areas within countries, international

migration, war and internal displacements are factors contributing to the rise of female-headed households.

25. Recognizing that the achievement and maintenance of peace and security are a precondition for economic and social progress, women are increasingly establishing themselves as central actors in a variety of capacities in the movement of humanity for peace. Their full participation in decision-making, conflict prevention and resolution, and all other peace initiatives is essential to the realization of lasting peace.

26. The Fourth World Conference on Women should accelerate the process that formally began in 1975, which was proclaimed International Women's Year by the United Nations General Assembly. The year was a turning-point in putting women's issues on the agenda. The United Nations Decade for Women (1976-1985) was a world-wide effort to examine the status and rights of women and to bring women into decision-making at all levels. In 1979, the General Assembly adopted the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women, which entered into force in 1981 and set an international standard for what was meant by equality between women and men. In 1985, the World Conference to Review and Appraise the Achievements of the United Nations Decade for Women: Equality, Development and Peace adopted the Nairobi Forward-looking Strategies for the Advancement of Women, to be implemented by the year 2000. There has been important progress in achieving equality between women and men. Many Governments have enacted legislation to promote equality between women and men and have established national machineries to ensure the mainstreaming of gender perspectives in all spheres of society. International agencies have focused greater attention on women's status and roles.

27. The growing strength of the non-governmental sector, particularly women's organizations, [and others who support feminist ideals] has become a driving force for change. Non-governmental organizations have played an important advocacy role in advancing legislation or mechanisms to ensure the promotion of women. They have also become catalysts for new approaches to development. Many Governments have increasingly recognized the important role that non-governmental organizations play and the importance of working with them for progress. [Yet, in some countries, Governments continue to restrict the ability of non-governmental organizations to operate freely.] Women, through non-governmental organizations, have participated in and strongly influenced community, national, regional and global forums and international debates.

28. Since 1975, knowledge of the status of both women and men respectively has increased and is contributing to further actions aimed at promoting equality between women and men. In several countries, there have been important changes in the relationships between women and men, especially where there have been major advances in education for women and significant increases in their participation in the paid labour force. The boundaries of the gender division of labour between productive and reproductive roles are gradually being crossed as women have started to enter formerly male-dominated areas of work and men have started to accept greater responsibilities for domestic tasks, including child care. However, changes in women's roles have been greater and much more rapid than changes in men's roles. In many countries, the differences between women's and men's achievements and activities are still not recognized as the consequences of socially constructed gender roles rather than immutable biological differences.

29. Moreover, 10 years after the Nairobi Conference equality between women and men has still not been achieved. On average, women represent a mere 10 per cent of all elected legislators world wide and in most national and international administrative structures, both public and private, they remain

underrepresented. The United Nations is no exception. Fifty years after its creation, the United Nations is continuing to deny itself the benefits of women's leadership by their underrepresentation at decision-making levels within the Secretariat and the specialized agencies.

30. [Women play a critical role in the family, the basic unit of society. States Parties who have ratified the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women have done so bearing in mind the great contribution of women to the welfare of the family and to the development of society, which is still not fully recognized. They have also borne in mind the social significance of maternity and the role of both parents in the family and in the upbringing of children, and are aware that the role of women in procreation should not be a basis for discrimination but that the upbringing of children requires a sharing of responsibility between women and men and society as a whole.]

31. [Religion plays a central role in the lives of millions of women, in the way they live and the aspirations they have for the future. While any form of extremism, religious or secular, has a negative impact on women in the form of violence and discrimination, a moral and ethical climate that prevents all forms of corruption in society and exploitation of women is needed if equality, development and peace are to be realized. The serious issues with which the world is confronted today require a more effective response by societies to not only the material but also the spiritual needs of individuals, including women.]

32. While the rate of growth is on the decline, the growth of the world population is at an all-time high in absolute numbers, with current increments approaching 90 million persons annually. Two other major demographic trends have had profound repercussions on the dependency ratio within families. In many developing countries, 45 to 50 per cent of the population is less than 25 years old, while in industrialized nations both the number and proportion of elderly people are increasing. According to United Nations estimates, by the year 2025 70 per cent of the population over 60 years of age will be living in developing countries, of whom more than half will be women. Care of children, the sick and the elderly is a responsibility that due to the lack of equality and the unbalanced distribution of remunerated and unremunerated work between women and men, falls disproportionately on women.

33. Many women face particular barriers because of various diverse factors in addition to their gender. Often these diverse factors isolate or marginalize such women and result, inter alia, in a denial of their [universal] human rights, and their lack of access or a denial of their access to education and vocational training, employment, housing and economic self-sufficiency, as well as their exclusion from decision-making processes. Such women are often denied the opportunity to contribute to their communities as part of the mainstream.

34. The past decade has also witnessed a growing recognition of the distinct interests and concerns of indigenous women, whose identity, cultural traditions and forms of social organization enhance and strengthen the communities in which they live. Indigenous women often face barriers both as women and as members of indigenous communities.

35. In the past 20 years, the world has seen an explosion in the field of communications. With advances in computer technology and satellite and cable television, global access to information continues to increase and expand, creating new opportunities for the participation of women in communications and

the mass media and for the dissemination of information about women. On the other hand, the global communication networks have been used to proliferate stereotyped and demeaning images of women for narrow commercial and consumerist purposes. Until women participate equally in both the technical and decision-making areas of communications and media, including the arts, they will continue to be misrepresented and awareness of the reality of women's lives will continue to be lacking. [The commitment to promoting human values and dignity on the part of the media is seriously lacking]

36. Continuing environmental degradation that affects all human lives often has a more direct impact on women. Women's health and their livelihood are threatened by pollution and toxic wastes, large-scale deforestation, desertification, drought, and depletion of the soil and of coastal and marine resources, with a rising incidence of environmentally related health problems and even death reported among women and girls. Those most affected are rural and indigenous women, whose livelihood and daily subsistence depends directly on sustainable ecosystems.

37. [The major cause of the continued deterioration of the global environment is the unsustainable patterns of consumption and production, particularly in industrialized countries, which is a matter of grave concern, aggravating poverty and imbalances.] Therefore, equitable social development that recognizes empowering people living in poverty, particularly women, to utilize environmental resources sustainably is a necessary foundation for sustainable development. Women as citizens can help change consumption patterns in their multiple role as consumers, householders, workers and voters.

38. Global trends have brought profound changes in family survival strategies and structure[s]. Rural to urban migration has increased substantially in all regions. The global urban population is projected to reach 57 per cent of the total population by the year 2000. An estimated 125 million people are migrants, refugees and displaced persons, half of whom live in developing countries. These massive movements of people have profound consequences for family structure[s] and well-being and have unequal consequences for women and men, including in many cases the sexual exploitation of women.

39. According to World Health Organization (WHO) estimates, by the beginning of 1995 the number of cumulative cases of Acquired Immunodeficiency Syndrome (AIDS) was 4.5 million. An estimated 19.5 million men, women and children have been infected with human immunodeficiency syndrome (HIV) since it was first diagnosed and it is projected that another 20 million will be infected by the end of the decade. Among new cases, women are twice as likely to be infected than men. In the early stage of the AIDS pandemic, women were not infected in large numbers; however, there are now about 8 million women infected. Young women and adolescents are particularly vulnerable. It is estimated that by the year 2000 more than 13 million women will be infected and 4 million women will have died from AIDS-related conditions. In addition, about 250 million new cases of sexually transmitted diseases (STDs) are estimated to occur every year. The rate of STD/HIV/AIDS transmission is increasing at an alarming rate among women and girls, especially in developing countries.

40. Since 1975, significant knowledge and information has been generated about the status of women and the conditions under which they live. Throughout their entire life cycle, women's daily existence and long-term aspirations are restricted by discriminatory attitudes, unjust social and economic structures, and a lack of resources in most countries that prevent their full and equal participation. In a number of countries, the practice of pre-natal sex selection, higher rates of mortality among very young girls and lower rates of school enrolment for girls as compared with boys suggest that "son preference"

is curtailing the access of girl children to food, education and health care [and even life itself]. [Discrimination against women begins even before birth and must therefore be addressed from birth/then onwards.]

41. [Girls of today are women of tomorrow. The skills, ideas and energy of girls are vital for the full attainment of the goals of equality, development and peace. [For a girl to develop her full potential, she needs to be nurtured in an enabling environment where her needs for survival, protection and development are met and her equal rights safeguarded.][If women are to be equal partners with man, now is the time to recognize [human] dignity and worth of the girl child and to ensure the full enjoyment of her human rights and fundamental freedoms.] [If tomorrow's women are to become equal partners with man in social change and development, now is the time to [accord the girl child her rightful share of human dignity and opportunity and ensure the full enjoyment [respect] of all human rights [and fundamental freedoms][including universal ratification of the Convention on the Rights of the Child] of the girl child].]. Yet there exists world-wide evidence of discrimination and violence against girls [[that begin even before they are born][from conception] and continue unabated through their lives.] They often have less access to nutrition, physical health, mental health and education, enjoy fewer rights, lesser opportunities and benefits of childhood and adolescence than boys. They are often subjected to sexual and economic exploitation, violence and harmful practices, such as [feticide/prenatal sex selection], infanticide [at conception], incest, female genital mutilation and early marriage. Their daily existence and long-term aspirations are restricted by attitudes, structures and a lack of resources that prevent their full and equal participation in society.]

42. More than half the world's population is under the age of 25 and most of the world's youth - more than 80 per cent - live in developing countries. Policy makers must recognize the implications of these demographics. Special measures must be taken to ensure that young women have the life skills necessary for active and effective participation in all levels of social, cultural, political and economic leadership. It will be critical for the international community to demonstrate a new commitment to the future - a commitment to inspiring a new generation of women and men to work together for a more just society. This new generation of leaders must accept and promote a world in which every child is free from injustice, oppression and inequality, and in which she is free to develop to her own potential. The principle of equality [and equity] of women and men must therefore be integral to the socialization process.

11

Annex

The following paragraph was for inclusion in section 5:

[The international conferences, summits and processes described above are evidence that there are significant challenges facing the world that the world is prepared to meet. Recognition of the role of women in meeting these challenges is a prerequisite for achieving equality and for the shared responsibility of women and men. International consensus exists on the role of women in development and the international community must commit itself to action to implement the strategies outlined in the Platform for Action. However, implementation also requires commitments from Governments. Thus, as the Fourth World Conference on Women is a Conference of commitment and action, States have responded to the challenge by separately stating national commitments for national action within the context of the Platform for Action, which will result in practical outcomes for girls and women of all ages. The specific commitments of each nation appear in an annex to this Platform for Action.]

The following paragraph was proposed for inclusion in section 4:

Short-term measures and the reformulation of long-term social policies and investments are required for a more [equitable] [equal] sharing of family responsibilities between women and men. [Women have different requirements at various stages of their life cycle, which need to be addressed by policy planning and programme and project implementation based on gender-sensitive analyses.]

III. CRITICAL AREAS OF CONCERN

34. The advancement of women and the achievement of [respect for their innate dignity and the fundamental] equality between women and men is [a matter of human rights and a condition for] [delete: not simply an issue of] social justice and should not be seen in isolation as a women's issue. It is the only way to build a sustainable, just and developed society. Empowerment of women and equality [and equity] between women and men are prerequisites for achieving political, social, economic, cultural and environmental security among all peoples.

35. Most of the goals set out in the Nairobi Forward-looking Strategies for the Advancement of Women have not been achieved. Barriers to women's empowerment remain, despite the efforts of Governments, as well as non-governmental organizations and women and men everywhere. [Vast political, economic and ecological crises systemic or de facto discrimination, armed conflict [colonial and other forms of alien domination or foreign occupation] [failure to protect all human rights and fundamental freedoms of all women, including the right to development] and ingrained prejudicial attitudes towards women and girls are but a few of the impediments encountered since the World Conference to Review and Appraise the Achievements of the United Nations Decade for Women: Equality, Development and Peace, in 1985.]

36. A review of progress since the Nairobi Conference highlights special concerns - areas of particular urgency that stand out as priorities for action. All actors should focus action and resources on the strategic objectives relating to the critical areas of concern which are, necessarily, interrelated, interdependent and of high priority. There is a need for these actors to develop and implement mechanisms of accountability for all these areas of concern.

37. To this end, Governments, the international community and civil society, including non-governmental organizations and the private sector are called upon to take strategic action in the following critical areas of concern [with full respect for religious and ethical values, cultural backgrounds and philosophical convictions in conformity with all human rights and fundamental freedoms];

- [- The persistent and increasing burden of poverty on women
- Unequal access to or inadequate educational and training opportunities of good quality at all levels;
- Inequalities in health care and related services;
- All forms of violence against women [and the girl-child]
- Effects of persecution and armed or other kinds of conflict on women [in particular those living under foreign occupation or alien domination]
- Inequality in women's access to and participation in the definition of economic structures and policies and the productive process itself
- Inequality between men and women in the sharing of power and decision-making at all levels

- Insufficient mechanisms at all levels to promote the advancement of women
- Promotion and protection of all [universal] human rights of women
- Women and the media
- Women and the environment
- [New text yet to be received on the girl-child]

IV. STRATEGIC OBJECTIVES AND ACTIONS

38. In each area of critical concern the problem is diagnosed and strategic objectives proposed with concrete actions to be taken by various actors in order to achieve these objectives. The strategic objectives are derived from the critical areas of concern, and specific actions to be taken to achieve them cut across the boundaries of equality, development and peace -- the goals of the Nairobi Forward-looking Strategies for the Advancement of Women -- and reflect their interdependence. The objectives and actions are interlinked, of high priority and mutually reinforcing. [The programme is intended to improve the condition of all women, irrespective of age, and while recognizing the differences among women, it seeks to pay special attention to groups of women at highest risk, to rural, indigenous, disabled and displaced women.]

38.bis [The actions are directed to improving the status and situation of all women and therefore recognize that many women face particular barriers because of such factors as their race, age, language, ethnicity, culture, religion, [sexual orientation,] disability or because they are indigenous people. Many women face barriers related to their family status, particularly as lone parents; their socio-economic status, including their living conditions in rural or isolated areas and in impoverished areas in rural and urban environments; and as immigrants. Particular barriers also exist for refugees, migrant and displaced women, and those who are affected by environmental disasters, serious and infectious diseases, addiction, and various forms of violence against women.]

A. The persistent and increasing burden of poverty on women

39. Over one billion people in the world today live under unacceptable conditions of poverty, mostly in the developing countries, the great majority of whom are women. The uncertain global economic climate has been accompanied by economic restructuring, persistent external debt problems and structural adjustment programmes. All types of conflict, displacement of people and environmental degradation have also/further undermined the capacity of governments to meet the basic needs of their populations. The global transformations of the world economy are profoundly changing the parameters of social development in all countries. One significant trend has been increased poverty of women, the extent of which varies from region to region. The gender disparities in economic power-sharing are also an important contributing factor to the poverty of women. [Full text on unemployment and underemployment to come.] Migration and consequent changes in family structures have placed additional burdens on women, especially those who provide for several

dependents. Macroeconomic policies need rethinking and reformulation to address these trends. These policies focus almost exclusively on the formal sector, and they also tend to impede the initiatives of women and fail to consider differential impact on women and men. The application of gender analysis to a wide range of policies and programmes is therefore critical to poverty reduction strategies. In order to eradicate poverty and achieve sustainable development women and men must participate fully and equally in the formulation of macroeconomic and social policies and strategies for the eradication of poverty. The eradication of poverty cannot be accomplished through anti-poverty programmes alone but will require democratic participation and changes in the economic structures in order to ensure access for all women to resources opportunities and public services. Poverty is a complex multidimensional problem with origins in both the national and international domains. Poverty has various manifestations, including lack of income and productive resources sufficient to ensure sustainable livelihoods; hunger and malnutrition; ill health; limited or lack of access to education and other basic services; increasing morbidity and mortality from illness; homelessness and inadequate housing; unsafe environments; and social discrimination and exclusion. It is also characterized by a lack of participation in decision-making and in civil, social and cultural life. It occurs in all countries: as mass poverty in many developing countries, pockets of poverty amidst wealth in developed countries, loss of livelihoods as a result of economic recession, sudden poverty as a result of disaster or conflict, the poverty of low wage workers, and the utter destitution of people who fall outside the family support systems, social institutions and safety nets.

40. In the past decade the number of women living in poverty has increased disproportionately to men, particularly in the developing countries. Feminization of poverty has also recently become a significant problem in the countries with economies in transition as a short-term consequence of the process of political, economic and social transformations. In addition to economic factors the rigidity of socially ascribed gender roles and women's limited access to power, education, training and productive resources [as well as emerging cultural and social factors conducive to instability and deterioration of families are also responsible.] The failure to adequately mainstream a gender perspective in all economic analysis and planning and to address the structural causes of poverty is also a contributing factor.

41. Women contribute to the economy and to combating of poverty through both remunerated and unremunerated work at home, in the community and in the workplace. The empowerment of women is a critical factor in the eradication of poverty.

42. While poverty affects households as a whole, due to the gender division of labour and responsibilities for household welfare, women bear a disproportionate burden, attempting to manage household consumption and production under conditions of increasing scarcity. Poverty is particularly acute for women living in rural households.

43. Women's poverty is directly related to the absence of economic opportunities and autonomy, lack of access to economic resources, including credit, land ownership and inheritance, education and support services and minimal participation in the decision-making process. Poverty can also force women into situations in which they are vulnerable to sexual exploitation.

43bis. In too many countries, the social welfare systems do not take sufficient account of the specific conditions of women living in poverty, and there is a tendency to scale back the services provided by such systems. There is a bigger risk for women than for men, particularly in old age, to fall into

poverty where social security systems are based on the principle of continuous remunerated employment. In some cases, women do not fulfil this requirement because of interruptions in their work, due to the unbalanced distribution of remunerated and unremunerated work. Moreover, older women also face greater obstacles to labour-market reentry.

43ter. In many developed countries, where the level of general education and professional training of women and of men are similar and where systems of protection against discrimination are available, in some sectors the economic transformations of the last decade have strongly increased either the unemployment of women or the precarious nature of their employment. The proportion of women amongst the poor has consequently increased. In countries with a high level of school enrolment of girls, those who leave the educational system the earliest, without any qualification, are among the most vulnerable on the labour market.

In the countries with economies in transition as well as well as other countries undergoing fundamental political, economic and social transformations, these transformations have often led to reducing women income or depriving them of it whether from work or from social protection.

44. Particularly in developing countries, the productive capacity of women should be increased through access to capital, resources, credit, land, technology, information, technical assistance and training so as to raise their income and improve nutrition, education and health care and status within the household. The release of women's productive potential is pivotal to breaking the cycle of poverty so that women can share fully in the benefits of development and in the produce of their own labour.

45. [Sustained economic growth and sustainable development can only be attained through improving the economic, social, political, legal and cultural status of women.] The challenge is to overcome poverty and to achieve economic and political empowerment of women.

(Enable women to overcome poverty)

Strategic
objective A.1. Review, adopt and maintain macroeconomic policies and development strategies that address the needs and efforts of women to overcome poverty within the framework of sustainable development

Actions to be taken

46. By Governments:

- (a) Review and modify with full and equal participation of women macroeconomic and social policies with the view to achieving the objectives of the Platform for Action.
- (a bis) Analyze from a gender perspective, policies and programmes including those related to macroeconomic stability, structural adjustment programmes, external debt problems, taxation, investments, employment, markets and all relevant sectors of the economy, with respect to their impact on poverty and inequality, and particularly on women, assess their impact on family well-being

and conditions, and adjust them, as appropriate, to promote a more equitable distribution of productive assets, wealth, opportunities, income and services.

- (a ter) Pursue and implement sound and stable macroeconomic and sectoral policies designed with the full and equal participation of women, that encourage broad based sustained economic growth [in the context of people-centered sustainable] [sustainable development centered on human beings] development, address the structural causes of poverty and are geared towards eradicating poverty and reducing gender-based inequality;
- (b) Restructure and target the allocation of public expenditures to promote women's economic opportunities and equal and more equitable access to productive resources; to address the basic social, educational and health needs of women, particularly those living in poverty.
- (c) Develop agricultural and fishing sectors, where and as necessary, in order to ensure, as appropriate, national and household food security and food self-sufficiency by allocating the necessary financial, technical and human resources.
- (c bis) Develop policies and programmes to promote an equitable distribution of food within the household;
- (d) Provide adequate safety nets and strengthen state- and community-based support systems, as an integral part of social policy, to enable women living in poverty to withstand adverse economic environments and preserve their livelihood assets and revenues in times of crisis;
- (e) Generate economic policies that have a positive impact on the employment and income of women workers both in the formal and informal sectors and adopt specific measures to address women's unemployment, in particular against long-term unemployment;
- (f) Formulate and implement, when necessary, specific economic, social, agricultural and related policies in support of female-headed households;
- (h) Develop and implement anti-poverty programmes, including employment schemes, that improve the access to food for women living in poverty, including through the use of appropriate pricing and distribution mechanisms.
- (i) [Introduce measures for the empowerment of woman migrants and internally displaced women through the easing of stringent and restrictive migration policies the recognition of qualifications and skills of documented immigrants and their full integration into the labour force and undertaking other measures necessary for the full realization of the human rights of internally displaced persons];
- (i)bis Introduce measures to integrate or reintegrate women living in poverty and socially marginalized women into productive employment and the economic mainstream and ensure full access for internally displaced women to economic opportunities, including the

17

recognition of the qualifications and skills of immigrant and refugee women:

- (j) Enable women to obtain affordable housing and access to land, including by removing all obstacles to access, with special emphasis on meeting the needs of women, especially those leaving in poverty and female heads of household.
- (k) [In the event a modification to para. 38 or an earlier section indicating groups of special concern is approved, the whole paragraph will be deleted: Develop special programmes that reflect the specific needs of children, particularly girls, young women, older women and women with disabilities who are least able to gain access to social services and productive resources, as applicable.]
- new (m)bis Formulate and implement policies and programmes which enhance women agricultural and fisheries producers, including subsistence farmers and producers, especially in the rural areas, access to financial, technical, extension and marketing services; provide access and control of land, appropriate infrastructure and technology in order to increase women's incomes and promote household food security, especially in rural areas and, where appropriate, encourage the development of producer-owned, market based cooperatives.
- new (m)bis Create social security systems wherever they do not exist, or review them with a view to placing individual women and men on an equal footing, at every stage of their life;
- new (m)ter Ensure access to free or low-cost legal services, including legal literacy especially designed to reach women living in poverty.
- [new (o) Take particular measures to promote and strengthen policies and programmes for indigenous women with their full participation and respect of their cultural diversity, so that they have opportunities and possibilities for choice in the development processes in order to reduce the poverty that affects them;
47. By multilateral financial and development institutions, including the World Bank, the International Monetary Fund, and regional development institutions and by bilateral development cooperation:
- (a) [[Increase resources allocated] [Allocate resources as appropriate] to the elimination of [absolute] poverty, and target women [and families] in poverty] [Support the developing countries through the allocation of new and additional resources for the eradication of poverty and target women living in poverty]];
- (b) Strengthen analytical capacity in order to more systematically integrate and strengthen gender perspectives into the design and implementation of lending programmes, including structural adjustment and economic recovery programmes;
- (c) [Cancel, substantially reduce the debt burden, or convert debt services of developing countries, in particular the highly indebted low-income countries, in order to help them to finance programmes and projects targeted at development including the advancement of women, and to

18

achieve sustained economic growth and sustainable development without falling into a new debt crisis];

(c)bis

Ensure that structural adjustment programmes are so designed as to minimize their negative effects on vulnerable and disadvantaged groups and communities while ensuring their positive effects on them by preventing their marginalization in economic and social activities, and devising measures to ensure that such groups and communities gain access to and control over economic resources and economic and social activities; actions should be taken to reduce inequality and economic disparity;

(d) Review the impact of structural adjustment programmes, by means of gender-sensitive social impact assessments and other relevant methods, on social development, in order to develop policies to reduce their negative effects and improve their positive impact ensuring that women do not bear a disproportionate burden of transition costs; complement adjustment lending with enhanced, targeted social development lending;

(e) [Create an enabling environment that allows women to build and maintain sustainable livelihoods]

[47 bis By national and international non-governmental organizations and women's groups:

- (a) All parties involved in the development process, including academic institutions, NGOs, grass-roots and women's groups should mobilize to improve the effectiveness of anti-poverty programmes directed towards the poorest and most disadvantaged groups of women, such as rural and indigenous women, female-heads of households, young women and older women, refugees and migrant women and women with disabilities. However, Governments should not abrogate their responsibility for providing for social well-being by shifting social responsibility to NGOs and women;
- (b) NGOs and women's organizations should organize pressure groups, establish monitoring mechanisms and other relevant activities to ensure the implementation of the recommendations on poverty as outlined in the Platform for Action. These activities should aim to ensure accountability and transparency from the state and private sector;
- (c) Women's organizations should include into their activities women with diverse needs by age, ethnicity and culture. They should also recognize that youth organizations are increasingly becoming effective partners in development programmes;
- (d) Women's organizations and other NGOs in cooperation with the government and private sector should develop a comprehensive national strategy for improving health, education and social services so that girls and women of all ages living in poverty have full access to such services. Funding should be sought to secure access to services with a gender perspective and to extend those

services in order to reach the rural and remote areas which are not covered by government institutions;

- (e) Women's organizations and NGOs, in cooperation with governments, employers, other social partners and relevant parties should develop education and training and retraining policies to ensure that women can acquire a wide range of skills to meet new demands. Policies are needed to ensure basic education, to vocational and technical training for girls and women of all ages and to increase access to education in science and technology, mathematics, engineering, information technology and high technology, as well as management training;
- (f) Women's human right to equal access to and control of land, property and credit must be upheld regardless of customary laws, traditions and practices related to inheritance and marriage. NGOs and women's organizations should mobilize to protect the traditional land and property rights of all women, including pastoralists, fishery workers and nomadic groups, indigenous peoples, refugees and migrant workers.]

Strategic objective A.2. Revise laws and administrative practices to recognize women's rights to economic resources and to ensure women's access to economic resources

[proposes to move section to F.2]

Actions to be taken

48. By Governments:

- (a) Ensure access to free or low-cost legal services, including legal literacy, especially designed to reach women living in poverty;
- (b) Undertake legislative and administrative reforms to give women full and equal access to economic resources, including the right to ownership of land and other property, credit, inheritance, natural resources and appropriate technologies.
- new (d) Consider ratification of ILO Convention 169 as part of their efforts to promote and protect the rights of indigenous people

Strategic objective A.3. Provide women with access to savings mechanisms and institutions and to credit

49. By Governments:

- (a) Enhance the access of disadvantaged women, including women entrepreneurs, in rural, remote and urban areas to financial services through strengthening links between the formal banks and intermediary lending organizations including legislative support, training for women and institutional strengthening for intermediary institutions with a view to mobilizing capital for these institutions and increasing the availability of credit;

(b) Encourage links between financial institutions and non-governmental organizations and support innovative lending practices including those which integrate credit with women's services and training and provide credit facilities to rural women.

50. By commercial banks, specialized financial institutions and the private sector to examine their policies with a view to taking actions with regard to:

- (a) Using credit and savings methodologies that are effective in reaching women in poverty and innovative in reducing transaction costs and redefining risk;
- (b) Opening special windows for lending to women, including young women, who lack access to traditional sources of collateral;
- (c) Simplifying banking practices, e.g. by reducing the minimum deposit and other requirements for opening bank accounts;
- (d) Ensuring the participation and joint ownership, where possible, of women clients in the decision-making of institutions providing credit and financial services.

51. By multilateral and bilateral development cooperation organizations:

Support, through the provision of capital and/or resources, financial institutions that serve low-income, small and micro-scale women entrepreneurs and producers, in both the formal and informal sectors.

52. By Governments and multilateral financial institutions, as appropriate:

(a) Support institutions that meet performance standards in reaching large numbers of low-income women and men through capitalization, refinance and institutional development support in forms that foster self sufficiency.

53. By international organizations:

[Increase] [Provide adequate] funding for programmes and projects designed to promote sustainable and productive entrepreneurial activities for the income generation among disadvantaged women and women living in poverty.

Strategic objective A.4. Conduct research in order to enable women to overcome poverty

Actions to be Taken

54. By Governments, intergovernmental organizations, academic and research institutions and the private sector:

- (a) Develop conceptual and practical methodologies for incorporating gender perspectives into all aspects of economic policy-making, including structural adjustment planning and programmes;
- (b) [Seek to] apply these methodologies in conducting gender-implications analyses on all policies and programmes, including

structural adjustment programmes, and disseminate the research findings;

55. By national and international statistical organizations:

- (a) Collect gender and age-disaggregated data on poverty and all aspects of economic activity, and develop qualitative and quantitative statistical indicators to facilitate the assessment of economic performance from a gender perspective;
- (b) Devise suitable statistical means to recognize and make visible to full extent of the work of women and all their contribution to the national economy, including contribution in the unremunerated and domestic sectors and also examine the relationship of women's unremunerated work to their incidence of and vulnerability to poverty.

B. Unequal access to and inadequate educational opportunities

56. Education is a basic human right and an essential tool for achieving the goals of full equality, development and peace and for the full realization of women's potential. Non-discriminatory education benefits both girls and boys, and thus ultimately contributes to more equal relationships between women and men. Equality of access and attainment of educational qualifications is necessary if more women are to become agents of change. Literacy of women is an important key to improve health, nutrition and education in the family, and to empower women to participate in decision-making in society. Investing in formal and non-formal education and training for girls and women, with its exceptionally high social and economic return, has proved to be one of the best means of achieving [sustained economic growth and] [sustainable development] [centered on the human person] and for eradicating poverty.

57. On a regional level, girls and boys have achieved equal access to primary education, except in some parts of Africa, in particular sub-Saharan Africa, and Central Asia, where access to education facilities is still inadequate. Progress has been made in secondary education, where equal access of girls and boys has been achieved in some countries. Enrolment of girls and women in tertiary education has increased considerably. In many countries private schools have also played an important complimentary role in improving access to education at all levels. Yet more than five years after the World Conference on Education for All (Jomtien, Thailand, 1990) adopted the World Declaration on Education for All and the Framework for Action to Meet Basic Learning Needs, approximately 100 million children, including at least 60 million girls, are without access to primary schooling, and more than two thirds of the world's 960 million illiterate adults are women. The high rate of illiteracy prevailing in most developing countries, in particular in sub-Saharan Africa and some Arab States, remains a severe impediment to the advancement of women, and to development.

58. Discrimination in girls' access to education persists in many areas, owing to customary attitudes, [early marriages] and pregnancies, inadequate and gender-biased teaching and educational materials [, sexual harassment], and lack of adequate and physically and otherwise accessible schooling facilities. Girls undertake heavy domestic work at a very early age. Girls and young women are expected to manage both educational and domestic responsibilities, often resulting in poor scholastic performance and early drop-out from the educational system. This has long-lasting consequences for all aspects of women's lives.

58bis. [Creation of a healthy educational and social environment in which all human beings, men and women, boys and girls, are consistently and encouraged to foster moral and spiritual values would be extremely effective in the elimination of causes of discrimination against women and inequalities between men and women]

58ter. Women should be enabled to benefit from an ongoing acquisition of knowledge and skills beyond those acquired during youth. This concept of life-long learning includes knowledge and skills gained in formal education and training, as well as learning which occurs in informal ways, including volunteer activity, unremunerated work and traditional knowledge.

59. Curricula and teaching materials remain gender-biased to a large degree, and are rarely sensitive to the specific needs of girls and women. This reinforces traditional female and male roles which deny women opportunities for full and equal partnership in society. Lack of gender awareness by educators at all levels, strengthens existing inequities between males and females by reinforcing discriminatory tendencies and undermines girls' self-esteem. [The lack of sexual and reproductive education has a profound impact on women and men] [taking into account the rights, duties and responsibilities of parents and other persons legally responsible for children and consistent with the Convention on the Rights of the Child]]

60. Science curricula in particular are gender biased. Science textbooks do not relate to women's and girls' daily experience and fail to give recognition to women scientists. Girls are often deprived of basic math and science education and technical training which provide knowledge they could apply to improve their daily lives and enhance their employment opportunities. Advanced study in science and technology prepares women to take an active role in the technological and industrial development of their countries, thus necessitating a diverse approach to vocational and technical training. Technology is rapidly changing the world and has also affected the developing countries. It is essential that women not only benefit from technology, but also participate in the process from the design to the application, monitoring and evaluation stages.

60bis. [It can be ascertained that, particularly in the developed countries, a substantial improvement in the situation of girls at all levels of education, including the higher level, is one of the factors of their continued progress in professional activities. Nevertheless, it can be noted that girls are still concentrated in a [too] limited number of [the higher] branches.] Even at a higher level of educational qualification, women encounter more prejudices than men in a number of sectors, which makes it difficult for them to maximize the use of their degrees.

61. The mass media is a powerful means of education. As an educational tool the mass-media can be an instrument for educators and governmental and non-governmental institutions for advancement of women and for development. Computerized education and information systems are increasingly becoming an important element in learning and dissemination of knowledge. Television especially has the greatest impact on young people and as such, has the ability to shape values, attitudes and perceptions of women and girls in both positive and negative ways. It is therefore essential that educators teach critical judgement and analytical skills.

62. Resources allocated to education in many countries are insufficient and in cases of structural adjustment programmes are sometimes further diminished. This has a long-term adverse effect on human development, particularly on that of women.

62.bis In addressing unequal access to and inadequate educational opportunities, Governments and other actors should promote an active and visible policy of mainstreaming a gender perspective into all policies and programmes, so that, before decisions are taken, an analysis is made of the effects for women and men respectively.

[Ensure women's access to quality education and training for self-reliance at all levels and in all fields and sectors]

Strategic objective B.1. Ensure equal access to education

Actions to be taken

63. By Governments:

New (a) Attain the goals of equal access to education without distinction as to sex, race, national origin, age or disability, or any other form of discrimination and ensure that procedures to address grievances are established.

(a) By the year 2000, universal access to basic education and completion of primary education by at least 80 per cent of primary school-age children; closing the gender gap in primary and secondary school education by the year 2005; universal primary education in all countries before the year 2015;

(b) Eliminate gender disparities in access to all areas of tertiary education, by ensuring that women have equal access to career development, training, scholarship and fellowship, and by adopting positive action when appropriate.

(c) Create a gender-sensitive educational system in order to ensure equal educational and training opportunities and full and equal participation of women in educational administration and policy-and decision making;

(c)bis. Provide, in collaboration with parents, NGOs including youth organizations, communities and the private sector, young women with academic and technical training, career planning, leadership and social skills, and work experience to prepare them to participate fully in society;

(d) Increase enrolment and retention rates of girls by allocating appropriate budgetary resources, by enlisting the support of the parents and community as well as through campaigns, flexible school schedules, incentives, scholarships and other means to minimize the costs of girls' education to their families [and to facilitate parents' ability to choose quality education for the girl child];

d. bis [by ensuring that the rights of women and girls to freedom of conscience and religion are respected in educational institutions] [through repealing any discriminatory laws or legislation based on religion, race or culture,]

24

- (d)bis Promote an educational setting that eliminates all barriers that impede the schooling of pregnant adolescents and young mothers, including, as appropriate, affordable and physically accessible child care facilities and parental education to encourage those who have responsibilities for the care of their children and siblings during their school years, to return to, or continue with, and complete schooling;
- (d)ter [Improve the equality of education to ensure that women of all ages are provided with useful knowledge, reasoning ability, skills and ethical values required to develop their full capacities in health and dignity and to participate fully in the social, economic and political process of development. In this regard, women and girls should be considered a priority group;]
- (e) Make available non-discriminatory and gender-sensitive professional school counselling and career education programmes to encourage girls to pursue academic and technical curricula in order to widen their future career opportunities.
- (e)bis Encourage ratification of the International Covenant on Economic Social and Cultural Rights where they have not already done so;

Strategic objective B.2. Eradicate illiteracy among women worldwide by the year 2000

Actions to be taken

64. By Governments, national, regional and international bodies, bilateral and multilateral donors and non-governmental organizations:

- (a) Reduce the female illiteracy rate to at least half its 1990 level, with emphasis on rural women, migrant, refugee, internally displaced and women with disabilities;
 - (a.bis) Provide universal access to, and seek to ensure gender equality in completion of, primary education for girls by the year 2000;
- (b) Eliminate the gender gap in basic and functional literacy as recommended in the World Declaration on Education for All (Jomtien);
 - (b.bis) Narrow the disparities between developed and developing countries.
 - (b.ter) Encourage adult and family engagement in learning to promote total literacy for all people.
 - (b.quater) Expand the definition of literacy to include scientific and technological knowledge.

Strategic objective B.3. Improve women's access to vocational training, science and technology and continuing education

Actions to be taken

65. By Governments, in cooperation with employers, workers and trade unions, international and non-governmental organizations, including women's and youth organizations, and educational institutions:

- (a) Develop and implement education, training and retraining policies for women, especially young women and women re-entering the labour market, to provide skills to meet the needs of a changing socio-economic context for improving their employment opportunities;
- (a.bis) Provide recognition to non-formal educational opportunities for girls and women in the educational system;
- (a.ter) Provide information to women and girls on the availability and benefits of vocational training, training programmes in science and technology, and programmes of continuing education;
- (a.quater) Design educational and training programmes for women who are unemployed in order to provide them with new knowledge and skills that will enhance and broaden their employment opportunities, including self-employment, and development of their entrepreneurial skills;
- (b) Diversify vocational and technical training and improve access and retention of girls and women in education and vocational training such as science, mathematics, engineering, environmental sciences and technology, information technology and high technology, as well as management training;
- (b.bis) Promote women's central role in food and agricultural research, extension and education programmes;
- (c) Encourage the adaptation of curricula and teaching materials, encourage a supportive training environment and take positive measures to promote training for the full range of occupational choices of non-traditional careers for women and men, including the development of multidisciplinary courses for science and mathematics teachers to sensitize them to the relevance of science and technology in women's lives;
- (c.bis) Also develop curricula and teaching materials, and formulate and take positive measures to ensure better access and participation for women in science, technical and scientific areas, especially in areas where they are not represented or under-represented;
- (c.ter) Develop policies and programmes to encourage women to participate in all apprenticeship programmes;
- (d) Increase technical, managerial, agricultural extension training and marketing training opportunities for women in agriculture, fisheries, industry and business, arts and crafts, to increase income-generating opportunities, women's participation in economic decision-making, in particular through women's organizations at grassroots levels, and their contribution to production, marketing, and business, science and technology;
- (d.bis) Ensure access to [quality] education and training at all proper levels for adult women with little or no education, for women with disabilities and for documented migrant, refugee and displaced women to improve their work opportunities;

Strategic objective B.4. Develop non-discriminatory education and training

Actions to be taken

66. By Governments, educational authorities and other educational and academic institutions:

- (a) Elaborate recommendations and develop curricula, textbooks and teaching aids free of gender-stereotypes for all levels of education, including teacher training, in association with all concerned: publishers, teachers, public authorities and parents associations;
- (b) [Develop training programmes and materials for teachers and educators that raise awareness about the status, role and contribution of women and men in the family and society; in this context, promote equality, [equity], cooperation, mutual respect and shared responsibilities between girls and boys [at an appropriate age consistent with the Convention on the Rights of the Child and recognizing the rights, duties and responsibilities of parents and other persons legally responsible for children] [from pre- school level onward] [and develop, in particular, educational modules to ensure that boys have the skills necessary to take care of their own domestic needs and to share responsibility for their household and for the care of dependents]];
- (b.bis) Develop training programmes and materials for teachers and educators raising awareness about their own role in the educational process with a view to providing them with effective strategies for gender-sensitive teaching;
- (b.ter) In view of the importance of having female teachers at all levels and in order to attain and retain girls in schools, take actions to ensure that female teachers and professors have equal possibilities and equal status with male teachers and professors;
- (b.quater) Introduce and promote training in peaceful conflict resolution;
- (c) Take positive measures to increase in greater proportion access of women in educational policy- and decision-making, particularly by women teachers, at all levels of education and in academic disciplines, which are traditionally male-dominated, such as the scientific and technological fields;
- (d) Support and develop gender studies and research at all levels of education, especially at the post-graduate level of academic institutions and apply them in the development of curricula, including university curricula, textbooks and teaching aids and in teacher training;

27

- (d.bis) Develop leadership training and opportunities for all women to encourage them to take leadership roles both as students and as adults in civil society;
- (e) Develop appropriate education and information programmes with due respect to multi-lingualism, particularly in conjunction with the mass media, that make the public, particularly parents, aware of the importance of non-discriminatory education for children, and the equal sharing of family responsibilities between girls and boys.
- (e.bis) Develop human rights education programmes which incorporate the gender dimension at all levels of education, in particular by encouraging the inclusion in the curricula of higher institutions, especially in graduate and post-graduate juridical, social and political science studies, the study of the human rights of women as they appear in UN conventions;
- (e.ter) Remove legal and regulatory barriers to [sexual and reproductive health] education within formal education [regarding women's health issues];
- (e.quater) [Encourage, with the support of their parents and in cooperation with educational staff and institutions, the elaboration of educational programmes for girls and boys and the creation of integrated services related to youth sexuality, to raise awareness on their responsibilities and to help them to assume these responsibilities, taking into account the importance of such education and services to personal development and self-esteem, as well as the urgent need to avoid unwanted pregnancy, the spreading of sexually transmitted diseases, especially HIV/AIDS and phenomena such as sexual violence and abuse.]
- (e.5) Provide accessible recreational and sports facilities and establish and strengthen gender-sensitive programmes for girls and women of all ages in education and community institutions and support the advancement of women in all areas of sport and physical activity including coaching, training and administration, and as participants at national, regional and international levels;
- (e.6) Recognise and support the right of indigenous women and girls to education. Promote a multicultural approach to education that is responsive to the needs, aspirations and cultures of indigenous women, including by developing appropriate education programmes, curricula and teaching aids, to the extent possible, in the languages of indigenous people, and by providing for the participation of indigenous women in these processes.
- (new f) Acknowledge and respect the artistic, spiritual and cultural activities of indigenous women;
- (new g) [Ensure that gender, cultural and religious diversity are respected in educational institutions and reflected in educational materials:]

- (new h) Promote education, training and relevant information programmes for rural and farming women through the use of affordable and appropriate technologies, mass media, eg., radio programmes, cassettes and mobile units.
- (new i) Provide a non-formal education especially for rural women in order to realize their potential with regard to health, micro-enterprise, agriculture and legal rights;
- (new j) [Remove all barriers to schooling of pregnant girls and young mothers and provide child-care and other support services]

Strategic objective B.5. Allocate sufficient resources for educational reforms and monitor implementation

Actions to be taken

EU proposes to consider B.5 under Sections V and VI

67. By Governments:

- (a) Provide the required budgetary resources to the educational sector with reallocation within the educational sector to ensure increased funds for basic education, as appropriate;
- (b) Establish a mechanism at appropriate levels to monitor the implementation of educational reforms and measures in relevant ministries, and establish technical assistance programmes as appropriate, to address issues raised by the monitoring efforts.

[68. [By Governments,] [Invite] private and public institutions, foundations, research institutes and non-governmental organizations:

[[to] mobilise additional funds [from organizations in the private sector] [, whenever necessary,] [to meet] [to assist in meeting] the costs of education [for all girls and women with a particular emphasis on under-served populations].]

bis Provide funding for special programmes, such as programmes in mathematics, science, and computer technology to advance opportunities for all girls and women.

69. By multilateral development institutions, including the World Bank, regional development banks, bilateral donors and foundations [,consider]:

- (a) Increase[ing] funding for the education and training needs of girls and women as a priority in development assistance programmes;
- (b) Maintain[ing] or increase[ing] funding levels for education in structural adjustment and economic recovery programmes, including lending and stabilization programmes.

70. By international and intergovernmental organizations, especially the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO), at the global level:

[Monitor progress using educational indicators generated by national, regional and international bodies and make Governments accountable for implementing measures to close the gap between women and men in education and training opportunities, and in the levels of achievement in all fields, particularly primary and literacy programmes].

bis Provide technical assistance upon request to developing countries to strengthen capacity to monitor progress in closing the gap between women and men in education, training and research, and in levels of achievement in all fields particularly basic education and elimination of illiteracy;

new(b) Conduct an international campaign promoting the right of women and girls to education;

new(c) [Allocate a minimum percentage of assistance to basic education for women and girls].

Strategic objective B.5 bis

~~[To promote life-long learning (educational processes) for girls and women]~~

Actions to be taken:

70.bis By Governments, educational institutions and communities:

- a. Ensure the availability of a broad range of educational and training programs that lead to ongoing acquisition by women and girls of the knowledge and skills required for living, contributing to, and benefitting from, their communities and nations;
- b. Provide support for child care and other services to enable mothers to continue their schooling.
- c. Create flexible education, training and retraining programs for life-long learning that facilitate transitions between women's activities at all stages of their lives;

C. Inequalities in access to health and related services

71. Women have the right to the enjoyment of the highest attainable standard of physical and mental health. The enjoyment of this right is vital to their life and well-being and their ability to participate in all areas of public and private life. Health is a state of complete physical, mental and social well-being and not merely the absence of disease or infirmity. Women's health involves their emotional, social and physical well-being, and it is determined by the social, political and economic context of women's lives as well as by biology. However, health and well-being elude a majority of women. [The major] barrier for women to the achievement of the highest attainable standard of health is inequality, both between men and women and [among women]. In national and international fora, women have emphasised that to attain optimal health throughout the life cycle, equality, including the sharing of family responsibilities, development and peace are necessary conditions.

72. Women have different and unequal access to and use of basic health resources, including primary health services for the prevention and treatment

of childhood diseases, malnutrition, anemia, diarrheal diseases, communicable diseases, malaria and other tropical diseases and tuberculosis, among others. Women also have different and unequal opportunities for the protection, promotion and maintenance of their health. In many developing countries, the lack of emergency obstetric services is also of particular concern. Health policies and programmes often perpetuate [gender] stereotypes and fail to consider socio-economic disparities and other differences among women and may not fully take account of the lack of autonomy of women regarding their health. Women's health is also affected by [gender] bias in the health system and by the provision of inadequate and inappropriate medical services to women.

73. In many countries, in particular in developing and least-developed countries, [structural adjustment,] [the deterioration of public health systems, a decrease in public health spending and in some cases, increasing privatization of health care systems without appropriate guarantees of universal access] further reduce health care availability. This situation not only directly affects the health of girls and women, but also places disproportionate responsibilities on women, whose multiple roles including within the family and the community are often not acknowledged and as such do not receive the necessary social, psychological and economic support.

74. Women's rights to the enjoyment to the highest standard of health must be secured throughout the whole life cycle in equality with men. Women are affected by many of the same health conditions as men, but women experience them differently. The prevalence among women of poverty and economic dependence, their experience of violence, negative attitudes towards women and girls, discrimination due to race and other forms of discrimination, [the limited power many women have over their sexual and reproductive lives] and lack of influence in decision-making are social realities which have an adverse impact on their health. Lack of and inequitable distribution of food for girls and women in the household and inadequate access to safe water and sanitation facilities, and fuel supplies, particularly in rural and poor urban areas, and deficient housing conditions, overburden women and their families and all negatively affect their health. Good health is essential to leading a productive and fulfilling life [and the right of all women to control their own fertility is basic to their empowerment]

75. Discrimination against girls, often resulting from son preference, in access to nutrition and health care services endangers their current and future health and well-being. Conditions that force girls into early marriage, pregnancy and childbearing, and subject them to harmful practices, such as female genital mutilation, pose grave health risks. Adolescent girls need, but too often do not have, access to necessary health and nutrition services as they mature. [Counselling and access to sexual and reproductive health information and services for adolescents are still inadequate or lacking completely, and a young woman's right to privacy, confidentiality, respect and informed consent is often not considered, taking into account the parent's responsibilities] Adolescent girls are both biologically and psychosocially more vulnerable than boys to sexual abuse, violence and prostitution, and to the consequences of [unprotected] [premature] sexual relations. The trend to early sexual experience, combined with a lack of information and services, increases the risk of [unwanted] and too early pregnancy, HIV infection and other sexually transmitted diseases, as well as [unsafe abortions]. Early child-bearing continues to be an impediment to improvements in the educational, economic and social status of women in all parts of the world. Overall for young women early marriage and early motherhood can severely curtail educational and employment opportunities and are likely to have a long-term, adverse impact on their and

their children's quality of life. Young men are often not educated to respect [women's self determination] and to share responsibility with women in matters of sexuality and reproduction.

76. [Reproductive health is a state of complete physical, mental and social well-being and not merely the absence of disease or infirmity, in all matters relating to the reproductive system and to its functions and processes. Reproductive health therefore implies that people are able to have a satisfying and safe sex life and that they have the capability to reproduce and the freedom to decide if, when and how often to do so. Reproductive rights rest on the recognition of the basic right of all couples and individuals to decide freely and responsibly the number, spacing and timing of their children and to have the information and means to do so, and the right to attain the highest standard of sexual and reproductive health. It also includes their right to make decisions concerning reproduction free of discrimination, coercion and violence, as expressed in human rights documents. Sexual health aims to enhance life and personal relations, and not merely counselling and care related to reproduction and sexually transmitted diseases.]

77. [Sexual rights include the individual's right to have control over and decide freely in matters related to her or his sexuality, free of coercion, discrimination and violence. Equal relationships between women and men in matters of sexual relations and reproduction, including full respect for the physical integrity of the human body, require mutual consent and willingness to accept responsibility for the consequences of sexual behaviour.]

78.⁴ Further, women are subject to particular health risks due to inadequate responsiveness and lack of services to meet health needs related to sexuality and reproduction. Complications related to pregnancy and childbirth are among the leading causes of mortality and morbidity for women of reproductive age in many parts of the developing world. Similar problems exist to a certain degree in some countries with economies in transition.⁵ [Unsafe abortions] threaten the lives of a large number of women, representing a grave public health problem as it is primarily the poorest and youngest who take the highest risk. [Most of these deaths, health problems, and injuries are preventable, [through improved access to adequate health care services including safe and effective family planning methods and emergency obstetric care] [recognizing the right of women and men to be informed and to have access to safe, effective, affordable and acceptable methods of family planning of their choice, as well as other methods of their choice for regulation of fertility which are not against the law, and the right of access to appropriate health-care services that will enable women to go safely through pregnancy and childbirth and provide couples with the best chance of having a healthy infant.] [These problems and means should be addressed on the basis of the ICPD report of Cairo with particular reference to paras.:

[1.15. While the International Conference on Population and Development does not create any new international human rights, it affirms the application of universally recognized human rights

⁴ The ordering of the paragraph is not yet determined.

⁵ 2/ Suitable published statistics may be included here.

standards to all aspects of population programmes. It also represents the last opportunity in the twentieth century for the international community to collectively address the critical challenges and interrelationships between population and development. The Programme of Action will require the establishment of common ground, with full respect for the various religious and ethical values and cultural backgrounds. The impact of this Conference will be measured by the strength of the specific commitments made here and the consequent actions to fulfil them, as part of a new global partnership among all the world's countries and peoples, based on a sense of shared but differentiated responsibility for each other and for our planetary home.]

7.1. This chapter is especially guided by the principles contained in chapter II and in particular the introductory paragraphs.; 7.2. Reproductive health is a state of complete physical, mental and social well-being and not merely the absence of disease or infirmity, in all matters relating to the reproductive system and to its functions and processes. Reproductive health therefore implies that people are able to have a satisfying and safe sex life and that they have the capability to reproduce and the freedom to decide if, when and how often to do so. Implicit in this last condition are the right of men and women to be informed and to have access to safe, effective, affordable and acceptable methods of family planning of their choice, as well as other methods of their choice for regulation of fertility which are not against the law, and the right of access to appropriate health-care services that will enable women to go safely through pregnancy and childbirth and provide couples with the best chance of having a healthy infant. In line with the above definition of reproductive health, reproductive health care is defined as the constellation of methods, techniques and services that contribute to reproductive health and well-being by preventing and solving reproductive health problems. It also includes sexual health, the purpose of which is the enhancement of life and personal relations, and not merely counselling and care related to reproduction and sexually transmitted diseases.;

7.3. Bearing in mind the above definitions, reproductive rights embrace certain human rights that are already recognized in national laws, international human rights documents and other consensus documents. These rights rest on the recognition of the basic right of all couples and individuals to decide freely and responsibly the number, spacing and timing of their children and to have the information and means to do so, and the right to attain the highest standard of sexual and reproductive health. It also includes their right to make decisions concerning reproduction free of discrimination, coercion and violence, as expressed in human rights documents. In the exercise of this right, they should take into account the needs of their living and future children and their responsibilities towards the community. The promotion of the responsible exercise of these rights for all people should be the fundamental bases for government- and community-supported policies and programmes in the area of reproductive health, including family planning. As part of their commitment, full attention should be given to the promotion of mutually respectful and equitable gender relations and particularly to meeting the educational and service needs of adolescents to enable them to deal in a positive and responsible way with their sexuality. Reproductive health eludes many of the world's people because of such factors as: inadequate levels of knowledge about human sexuality and inappropriate or

poor-quality reproductive health information and services; the prevalence of high-risk sexual behaviour; discriminatory social practices; negative attitudes towards women and girls; and the limited power many women and girls have over their sexual and reproductive lives. Adolescents are particularly vulnerable because of their lack of information and access to relevant services in most countries. Older women and men have distinct reproductive and sexual health issues which are often inadequately address.

7.6. All countries should strive to make accessible through the primary health-care system, reproductive health to all individuals of appropriate ages as soon as possible and no later than the year 2015. Reproductive health care in the context of primary health care should, inter alia, include: family-planning counselling, information, education, communication and services; education and services for prenatal care, safe delivery and postnatal care, especially breastfeeding and infant and women's health care; prevention and appropriate treatment of infertility; abortion as specified in paragraph 8.25, including prevention of abortion and the management of the consequences of abortion; treatment of reproductive tract infections; sexually transmitted diseases and other reproductive health condition; and information, education and counselling as appropriate, on human sexuality, reproductive health and responsible parenthood. Referral for family planning services and further diagnosis and treatment for complications of pregnancy, delivery and abortion, infertility, reproductive tract infections, breast cancer and cancers of the reproductive system, sexually transmitted diseases, including HIV/AIDS should always be available, as required. Active discouragement of harmful practices, such as female genital mutilation, should also be an integral component of primary health care, including reproductive health-care programmes.

and 8.25 among others. In no case should abortion be promoted as a method of family planning. All Governments and relevant intergovernmental and non-governmental organizations are urged to strengthen their commitment to women's health, to deal with the health impact of unsafe abortion ^{20/} as a major public health concern and to reduce the recourse to abortion through expanded and improved family-planning services. Prevention of unwanted pregnancies must always be given the highest priority and every attempt should be made to eliminate the need for abortion. Women who have unwanted pregnancies should have ready access to reliable information and compassionate counselling. Any measures or changes related to abortion within the health system can only be determined at the national or local level according to the national legislative process. In circumstances where abortion is not against the law, such abortion should be safe. In all cases, women should have access to quality services for the management of complications arising from abortion. Post-abortion counselling, education and family-planning services should be offered promptly, which will also help to avoid repeat abortions.]

In most countries, the neglect of women's [reproductive rights] severely limits their opportunities in public and private life including education, economic and political empowerment. [The ability of women to control their own fertility forms an important basis for the enjoyment of other rights.] Shared responsibility between women and men in matters

related to sexual and reproductive behaviour is also essential to improving women's health.

79. HIV/AIDS and other sexually transmitted diseases, the transmission of which is sometimes a consequence of sexual violence, are having a devastating effect on women's health, particularly the health of adolescent girls and young women. Women [and adolescent girls often do not have the power to insist on safe sex practices] [are not able to insist on responsible sexual behaviour on the part of their partners] and have little access to information and services for prevention and treatment. Women, who represent half of all adults newly infected by HIV/AIDS and STDs have emphasized that the social vulnerability and the unequal power relationships between women and men [are obstacles to negotiating safe sex], in their efforts to control the spread of STDs. The consequences of HIV/AIDS reach beyond women's health to their role as [mothers,] caregivers and their contribution to the economic support of their families. The social, developmental and health consequences of HIV/AIDS and STDs need to be seen through a [gender] perspective.

80. Sexual and [gender based] violence, including physical and psychological abuse, trafficking in women and girls, other forms of abuse [and prostitution] place girls and women at high risk of physical and mental trauma, disease [and unwanted pregnancy]. Such situations often deter women from using health and other services.

81. Mental disorders related to [alienation][marginalization], powerlessness and poverty, along with overwork and stress and the growing incidence of domestic violence as well as substance abuse are among other health issues of growing concern to women. Women throughout the world, especially young women, are increasing their use of tobacco with serious effects on their health and that of their children. Occupational health issues are also growing in importance, as a large number of women work in low-paid jobs either in the formal or the informal labor market under tedious and unhealthy conditions and this number is rising. Cancers of the breast and cervix and other cancers of the reproductive system as well as infertility affect growing numbers of women and may be preventable, or curable, if detected early.

82. With the increase in life expectancy, and the growing numbers of older women, their health concerns require particular attention. The long-term health prospects of women are influenced by changes at menopause, which, in combination with life long conditions and other factors, such as poor nutrition and lack of physical activity may increase the risk of cardiovascular disease and osteoporosis. Other diseases of aging and the interrelationships of aging and disability among women also need particular attention.

83. Women, like men, particularly in both rural and poor urban areas, are increasingly exposed to environmental health hazards due to environmental catastrophes and degradation. Women have different susceptibility to and consequences from exposure to various environmental hazards, contaminants and substances.

84. The quality of women's health care is often deficient in various ways depending on local circumstances. [Women are frequently not treated with respect nor guaranteed privacy and confidentiality and do not always receive full information about the options and services available]. Furthermore, in some countries, over medicalization of women's life events is common, leading to unnecessary surgical intervention and inappropriate medication.

85. Statistical data on health often are not systematically collected, disaggregated and analyzed by age, sex and socio-economic status and [race and ethnicity] [and other relevant variables] among others. Recent and reliable data on mortality and morbidity of women and conditions and diseases particularly affecting women are not available in many countries. Relatively little is known about how social and economic factors affect the health of girls and women of all ages, about the provision of health services to girls and women and the patterns of their use of such services, and about the value of disease prevention and health promotion programmes for women. Subjects of importance to women's health have not been adequately researched and women's health research often lacks funding. Medical research, e.g. on heart disease and epidemiological studies in many countries are often based solely on men, and are not gender specific. Clinical trials involving women to establish basic information about dosage, side-effects and effectiveness [including contraceptives] are noticeably absent and do not always conform to ethical standards for research and testing. Many drug therapy protocols and other medical treatments and interventions administered to women are based on research on men without any investigation and adjustment for gender differences.

86. In addressing inequalities in health status and unequal access to and inadequate health care services between women and men, governments and other actors should promote an active and visible policy of mainstreaming a gender perspective into all policies and programmes, so that, before decisions are taken, an analysis is made of the effects for women and men respectively.

Increase women's full access throughout the
life cycle to appropriate, affordable and
quality health care and related services

Strategic objective C.1.

Increase women's access throughout the life cycle
to appropriate free or affordable and good
quality health care and related information and
services [6]

Actions to be taken

80. By governments, [in collaboration with NGOs and employers, with the support of international institutions]:

- (a) Support and implement [their commitments] [the commitments made] [to the report of the ICPD] [in the Program of Action of the International Conference on Population and Development taking into account the reservations and declarations made in this document] and the Declaration and Program of Action of the World Summit for Social Development and

⁶ [The implementation of the actions to be taken contained in the health section are the sovereign right of each country, consistent with national laws and development priorities, with full respect for the various religious and ethical values and cultural background of its people and in conformity with universally recognized international human rights.] [This health chapter is especially guided by the principles contained in chapter II of the ICPD Programme of Action, and in particular the introductory paragraphs.] (THE IDEA OF THE FOOTNOTE IS IN BRACKETS.)

relevant international agreements, to meet the health needs of girls and women of all ages:

- (a.bis) Reaffirm the right to the enjoyment of the highest attainable standards of physical and mental health, protect and promote the attainment of this right for women and girls and incorporating it for example in national legislation; review existing legislation, including health legislation, as well as policies, where necessary, to reflect a commitment to women's health and to ensure that they meet the changing roles and responsibilities of women wherever they reside ;
- (b) Design and implement gender sensitive health programmes including decentralized health services in cooperation with women and community-based organizations, to address the needs of women throughout their lives and that take into account their multiple roles and responsibilities, the demands on their time, the special needs of rural women and women with disabilities, and the diversity of women's needs across age, socio-economic, and cultural differences among others, and include women, especially local and indigenous women, in the identification and planning of

[1/] [The implementation of the actions to be taken contained in the health section are the sovereign right of each country, consistent with national laws and development priorities, with full respect for the various religious and ethical values and cultural backgrounds of its people and in conformity with universally recognized international human rights.] [This health chapter is especially guided by the principles contained in chapter II of the ICPD Programme of Action and in particular the introductory paragraphs.]

health care priorities and programmes; [and remove all barriers to women's health services] [and provide the widest possible access to a broad range of health care services.]

- (b.bis) [Allow women access to social security systems in equality with men throughout the whole life-cycle.]
- (c) Provide more accessible, available, and affordable high quality primary health care services including [sexual and reproductive health care as well as family planning information and services], giving particular attention to maternal and emergency obstetric care [as contained in the ICPD Report of Cairo] [as agreed in the program of action of the International Conference on Population and Development]
- (d) Redesign health information, services and training for health workers, so they are [gender] sensitive and reflect the user's perspectives with regard to interpersonal and communications skills and the user's right to privacy and confidentiality. These services, information and training should adopt a holistic approach [as defined by WHO.]
- (d.bis) [Ensure that all health services and workers conform to human rights and to ethical, professional and gender-sensitive standards in the delivery of women's health services aimed at ensuring responsible, voluntary and informed consent.] [Develop, implement and disseminate widely codes of ethics in this regard.] [Nothing,

/...

however, in this Plan of Action is intended to require any health professional or health facility to provide (or refer for) services to which they have objections on the basis of religious belief or moral conviction as a violation of conscience.]

(d.ter) [Take all appropriate measures to eliminate harmful, medically unnecessary, or coercive medical interventions, as well as inappropriate and over medication of women. All women should be fully informed of their options, including likely benefits and potential side effects:]

(first alternate)

[Women should be fully informed by properly trained personnel orally, and in writing where appropriate, of the potential dangers, side effects and contraindications as well as the likely benefits to their health care options including medication, and any surgical interventions, among others; all appropriate measures should be taken to eliminate harmful, medically unnecessary or coercive medical interventions as well as inappropriate and overmedication of women; ensure that immunisation is provided to women and girls according to established ethical medical standards.]

(second alternative)

[Ensure that prior to prescribing medication, inserting mechanical devices, or sterilizing women, women must be medically examined by a physician who must give them full information, verbally and in writing, of the potential dangers, side effects and contraindications of all the available methods of family planning. Ensure that immunisation of women and girls does not include experimental drugs, vaccines, or abortifacients.]

(e) Strengthen and reorient health services, particularly primary health care, in order to ensure universal access to quality health services for girls and women, to reduce ill health and maternal morbidity, achieve world-wide the agreed-upon goal of reducing maternal mortality by at least 50 percent of the 1990 levels by the year 2000 and a further one half by the year 2015; and ensure that the necessary services are available at each level of the health system; make accessible through the primary health care system reproductive health to all individuals of appropriate ages as soon as possible and no later than the year 2015;

(e.bis) [Recognize and deal with the health impact of unsafe abortion as a major public health concern as agreed in the Programme of Action of the International Conference on Population and Development:] [para. 8.25 of ICPD In no case should abortion be promoted as a method of family planning. All Governments and relevant intergovernmental and non-governmental organizations are urged to strengthen their commitment to women's health, to deal with the health impact of unsafe abortion 20 as a major public health concern and to reduce the recourse to abortion through expanded and improved family-planning

services. Prevention of unwanted pregnancies must always be given the highest priority and every attempt should be made to eliminate the need for abortion. Women who have unwanted pregnancies should have ready access to reliable information and compassionate counselling. Any measures or changes related to abortion within the health system can only be determined at the national or local level according to the national legislative process. In circumstances where abortion is not against the law, such abortion should be safe. In all cases, women should have access to quality services for the management of complications arising from abortion. Post-abortion counselling, education and family-planning services should be offered promptly, which will also help to avoid repeat abortions.]

- (e.ter) [Consider review of laws containing punitive measures against women who have undergone illegal abortions:]
- (f) Give particular attention to the needs of girls [taking into account the rights and duties and responsibilities of parents and other persons legally responsible for children and consistent with the Convention on the Rights of the Child:] especially the promotion of healthy behaviors, including physical activities; take specific measures for closing the gender gaps in morbidity and mortality where girls are disadvantaged, while achieving internationally approved goals for the reduction of infant and child mortality -specifically, by the year 2000, the reduction of mortality rates of infants and children under five years of age by one third of the 1990 level, or 50 to 70 per 1,000 live births, whichever is less; by the year 2015 an infant mortality rate below 35 per 1,000 live births and an under-five mortality rate below 45 per 1,000;
- (f.bis) Ensure that girls [taking into account the rights and duties and responsibilities of parents and other persons legally responsible for children and consistent with the Convention on the Rights of the Child:] have continuing access to necessary health and nutrition information and services as they mature, to facilitate a healthful transition from childhood to adulthood;
- (f.ter) Develop information, programmes and services to assist women to understand and adapt to changes associated with ageing; and to address and treat the health needs of older women, paying particular attention to those who are physically or psychologically dependent;
- (f.quater) Ensure that girls and women of all ages with any form of disability receive supportive services.
- (g) Formulate special policies, design programmes and enact legislation necessary to alleviate and eliminate environmental and occupational health hazards associated with work in the home, in the work place and elsewhere [with special attention to pregnant and lactating women.]

39

- (h) Integrate mental health services into primary health care systems or other appropriate levels, develop supportive programmes and train primary health workers to recognize and care for girls and women of all ages who have experienced any form of violence especially domestic violence, sexual abuse or other abuse resulting from armed and non-armed conflict.
- (i.ter) Promote public information on the benefits of breast-feeding; examine ways and means to implement fully the WHO/UNICEF International Code of Marketing of Breast Milk Substitutes, and enable mothers to breast-feed their infants by means of legal, economic, practical and emotional support;
- (j) Establish mechanisms to support and involve non-governmental organizations, particularly women's, professional groups, and other bodies working to improve the health of girls and women, in government policy-making, programme design as appropriate and implementation within the health sector and related sectors at all levels;
- (k) Support non-governmental organizations working on women's health, and help develop networks, aimed at improving coordination and collaboration between all sectors that affect health.
- (l) Rationalize drug procurement and ensure a reliable, continuous supply of high-quality pharmaceutical, [contraceptive] and other supplies and equipment, [using the WHO Essential Drug List as a guideline:] and ensure the safety of drugs and devices through national regulatory drug approval processes;
- (m) Provide improved access to appropriate treatment and rehabilitation services for women substance abusers and their families;
- (n) Promote and ensure household and national food security as appropriate and implement programmes aimed at improving the nutritional status of all girls and women by implementing the commitments made in the International Conference on Nutrition Plan of Action, including reduction worldwide of severe and moderate malnutrition among children under the age of five by one half of 1990 levels, giving special attention to the gender gap in nutrition; reduce iron deficiency anaemia in girls and women by one third of the 1990 levels by the year 2000;
- (n.bis) Ensure availability of and universal access to safe drinking water and sanitation and put in place effective public distribution systems as soon as possible;
- (n.bis.bis) Ensure full and equal access to health care infrastructure and services for indigenous women.

Strategic objective C.2:

Strengthen preventive programmes that address threats to women's healthActions to be taken

91. By governments, in cooperation with non-governmental organizations, the media, the private sector and relevant international organizations, including United Nations bodies, as appropriate:

- (a) [Give priority to both formal and informal educational programmes that support and enable women to develop self-esteem, acquire knowledge, make decisions on and take responsibility for their own health, [achieve mutual respect in matters concerning] sexuality and fertility, and educate men regarding the importance of women's health and well-being, placing special focus on programmes for both men and women that emphasize the elimination of harmful attitudes and practices, including inter alia female genital mutilation, son preference which results in female infanticide and prenatal sex selection, early marriage, violence against women, [prostitution], sexual abuse, which at times is conducive to HIV/AIDS and STDs infections, drug abuse, discrimination against girls and women in food allocation and others related to the life, health and well being of women; recognizing that some of these harmful practices cause violations of human rights and ethical medical principles];
- (a.bis) Pursue social, human development, education and employment policies to eliminate poverty among women in order to reduce their susceptibility to ill health and to improve their health.
- (b) Encourage men to share equally in child care and household work, and to provide their share of [adequate] financial support for their families, including when not living with them.
- (b.bis) [Reinforce laws, reform institutions and promote norms and practices that eliminate discrimination against women and encourage both women and men to take responsibility for their sexual and reproductive behaviour; [ensure the full respect for the physical integrity of the human body]; [and take action to ensure the conditions necessary for women to exercise their reproductive rights] [and eliminate, when possible, coercive laws and practices]]
- (c) [Prepare and disseminate accessible information, through public health campaigns, media, reliable counselling and the education system, designed to ensure that women and men, particularly young people, can acquire knowledge about their health, especially information on sexuality and reproduction, [taking into account the rights and duties and responsibilities of parents and other persons legally responsible for children and consistent with the Convention on the Rights of the Child] and [as contained in the ICPD Report of Cairo]]
- (d) Create and support programmes in the educational system, in the workplace and in the community to make opportunities to participate in sport, physical activity and recreation available to girls and women of all ages on the same basis as they are for men and boys;
- (d.bis) [Recognize the specific needs of adolescents, [boys and girls], and implement specific appropriate programmes,

like [information on sexual and reproductive health] issues and on sexually transmitted diseases and HIV/AIDS, and recognize their rights to privacy, confidentiality, respect and informed consent; [taking into account the rights and duties and responsibilities of parents and other persons legally responsible for children and consistent with the Convention on the Rights of the Child]]

- (e) Develop policies that reduce the disproportionate and increasing burden on [mothers] women [who have multiple roles within the family and the community] by providing women with adequate support and programmes from health and social services.
- (e.bis) Adopt regulations to ensure that the working conditions, including remuneration and promotion of women at all levels of the health system are non-discriminatory and meet fair and professional standards to enable them to work effectively;
- (f) Ensure that health and nutritional information and training form an integral part of all adult literacy programmes and school curricula from the primary level;
- (h quater) Develop and undertake media campaigns, information and educational programmes that inform women and girls of the health and related risks of substance abuse and addiction and pursue strategies and programmes that discourage substance abuse and addiction and promote rehabilitation and recovery.
- (h.bis) Devise and implement comprehensive and coherent programmes for the prevention, diagnosis and treatment of osteoporosis, a condition that predominantly affects women.
- (h.bis) Establish and/or strengthen programmes and services, including media campaigns that address the prevention, early detection and [treatment of breast, cervical and other cancers of the reproductive system:]
- new (k) Reduce environmental hazards that pose a growing threat to health, especially in poor regions and communities; respect a precautionary approach as agreed to in Agenda 21 of the Rio Earth summit and include reporting on women's health risks related to the environment in the post-Rio monitoring process.
- (h.quinquis) Create awareness among women, health professionals, policy-makers and the general public about the serious but preventable health hazards stemming from tobacco consumption and the need for regulatory and education measures to reduce smoking as important health promotion and disease prevention activities.
 - (i) [Ensure that medical school curricula and other health care training include comprehensive and mandatory courses on women's health as defined in para 71 above]
- (i) Adopt specific preventive measures to protect women, youth and [children] from any abuse, including sexual abuse exploitation,

trafficking and violence, including formulation and enforcement of laws; and provide legal protection, medical and other assistance.

Strategic objective C.3. Undertake [gender-sensitive] multisectoral initiatives that address STDs, the AIDS/HIV pandemic and other [sexual and reproductive health] issues

Actions to be taken

82. By governments, international bodies including relevant UN organizations, bilateral and multilateral donors and non-governmental organizations:

- (a) Ensure the involvement of women, especially those infected and affected by STDs and the HIV/AIDS pandemic, in all decision-making relating to HIV/AIDS and other sexually transmitted diseases policy and programme development, implementation, monitoring and evaluation;
- (c) Review, adopt and amend laws and practices, as appropriate, that may contribute to women's susceptibility to HIV infection and other sexually transmitted diseases, including enact legislation against [those socio-cultural practices that contribute to it]; and implement legislation, policies and practices to protect women, adolescents and young girls from discrimination related to HIV/AIDS;
- (1) Encourage all sectors of society, including the public sector as well as international organizations, to develop compassionate and supportive, non-discriminatory AIDS/HIV-related policies and practices that protect the rights of infected individuals;

new (d)

Recognize the extent of the HIV/AIDS pandemic in their countries taking particularly into account its impact on women, with the view that infected women should not suffer stigmatization and discrimination, [including in travel];

- (d) Develop [gender-sensitive] multisectoral programmes and strategies to end social subordination of women and girls and to ensure their social and economic empowerment and equality; and facilitate promotion of programmes to educate and enable men to assume their responsibilities to prevent HIV/AIDS and other sexually transmitted diseases;

83 (a)

Facilitate the development of community strategies that will protect women of all ages from HIV and other STDs, provide care and support to infected girls, women and their families; mobilize all parts of the community in response to the HIV/AIDS pandemic to exert pressure on all responsible authorities to respond in a timely, effective, sustainable and [gender-sensitive] manner.

84 (c)

Support and strengthen national capacity to create and improve HIV/AIDS and other STDs [gender-sensitive] policies and programmes including the provision of resources and facilities to women who find themselves the principal caregivers or economic support for those infected and affected by the epidemic and the survivors, particularly children and older persons;

- (j) Provide workshops and specialized education and training to parents, decision makers and opinion leaders at all levels of the community, including religious and traditional authorities, on prevention of HIV/AIDS and other STDs, and their repercussions on both women and men of all ages; [parental language]
- (e. quater) [Give all women all the relevant information about HIV/AIDS and pregnancy and the implications for the baby, including breast-feeding;]
- (f) Assist women [of all ages] and their formal and informal organizations to establish and expand effective peer education and outreach programmes and to participate in the design, implementation and monitoring of these programmes; [parental language]
- (e. bis) Give full attention to the promotion of mutually respectful and equitable [gender relations] and particularly to meeting the educational and service needs of adolescents to enable them to deal in a positive and responsible way with their sexuality, [as agreed in the Programme of Action of the International Conference on Population and Development] [as contained in the ICPD Report of Cairo];
- (i) [Design specific programmes for boys, adolescents, with the support and guidance of their parents, and men of all ages, aimed at providing [reliable] [complete and accurate] information and encouraging [abstinence until marriage as responsible sexual behaviour.] safe and responsible sexual and reproductive behaviour, including voluntary, appropriate and effective male methods for the prevention of HIV/AIDS and other sexually transmitted diseases.] [training in the promotion of safe and responsible [condom use]]
- (g) Ensure the provision, through the primary health care system, of [universal access of individuals and couples] to appropriate and affordable STDs and HIV/AIDS preventive services and expand the provision of counselling and voluntary and confidential diagnostic and treatment services for women; [and ensure that high quality condoms as well as] drugs for the treatment of STDs are, where possible, supplied and distributed to health services;
- (m) Support programmes which acknowledge the higher risk among women of contracting HIV linked to high risk behaviour including intravenous substance use and substance-influenced, [unprotected] [irresponsible] sexual behaviour, and provide appropriate preventive measures;
- (h) Support and expedite action-oriented research on affordable methods controlled by women, to prevent HIV and other sexually transmitted diseases; on strategies empowering women to protect themselves from STDs and HIV/AIDS; and on methods of care, support and treatment of women, ensuring their involvement in all aspects of such research;

- 84(b) [Support and initiate research which addresses women's needs and situations, including research on HIV infection and other STDs in women; on women-controlled methods of protection, such as non-spermicidal microbicides; and on male and female risk-taking attitudes and practices;]

Strategic objective C.4. Promote research and information dissemination on women's health

Actions to be taken

85. By governments, the United Nations system, health professions, research institutions, NGOs, donors, pharmaceutical industries and the media, as appropriate:

- (a) Train researchers and introduce systems that allow for the use of data collected, analyzed and disaggregated by among other factors, sex and age, [race and ethnicity], socio-economic variables, in policy-making as appropriate, monitoring and evaluation and planning.
- (a.bis) Promote gender sensitive and women-centred health research, treatment and technology, and link traditional and indigenous knowledge with modern medicine, making information available to women to enable them to make informed and responsible decisions;
- (b) Increase the number of women in leadership positions in the health professions, including researchers and scientists, to achieve equality at the earliest possible date;
- (c) Increase financial and other support from all sources for preventive, appropriate biomedical, behavioral, epidemiological and health service research on women's health issues and research on the social, economic and political causes and consequences of women's health issues, including the impact of [gender and] age inequalities, especially areas such as: chronic and non-communicable diseases, particularly cardio-vascular diseases and conditions; cancers; reproductive tract infections and injuries, HIV/AIDS and other STDs; domestic violence; occupational health; disabilities; environmentally related health problems; tropical diseases and health aspects of aging;
- new (d) [Inform women about data that shows hormonal contraception, abortion and promiscuity increase risks of developing cancers and infections of the reproductive tract, so that they can make informed decisions about their health]
- (e) Support and fund social, economic, political and cultural research on how gender-based inequalities affect women's health including etiology, epidemiology, provision and utilization of services, eventual outcome of treatment;
- (e.bis) Support health service systems and operations research to strengthen access and improve the quality of service delivery; to ensure appropriate support for women as health care providers; and

to examine patterns of provision of health services to women and use of such services by women:

- (f) Provide financial and institutional support for research on safe, effective, affordable and acceptable [drugs and] technologies for [reproductive and sexual health] of women and men, including more safe, effective, affordable and acceptable methods [like natural family planning] [for the regulation of fertility] for both sexes, methods to protect against HIV/AIDS and sexually transmitted diseases, and simple and inexpensive methods of diagnosing such diseases, among others. This research needs to be guided at all stages by users and gender perspectives, particularly women's, and should be carried out in strict conformity with internationally accepted legal, ethical, medical and scientific standards for biomedical research.
- (f.bis) Since [unsafe abortion] ⁷ is a major threat to the health and lives of women, research to understand and better address the determinants and consequences of induced abortion, including its effects on subsequent fertility, reproductive and mental health and [contraceptive] practice, should be promoted, as well as research on treatment of complications of abortions and post-abortion care.
- (g) Acknowledge and encourage beneficial traditional health care, especially that practised by indigenous women, with a view to preserving and incorporating the value of traditional health care in the provision of health services, and support research directed to achieve this aim;
- (h) Develop mechanisms to evaluate and disseminate available data and research findings to researchers, policy-makers, health professionals and women's groups, among others;
- (j) [Report on all genome and genetic engineering research];

Strategic objective C.5. Increase resources and monitor follow up for women's health

Actions to be taken

86. By governments [at all levels, in collaboration with NGOs, especially women's and youth NGOs,]:

- (a) Increase, [where necessary], budgetary allocations for [basic] [primary] health care and social services, with adequate support for secondary and tertiary levels, and give special attention to the [reproductive and sexual] health of girls and women; priority should be given to health programmes in rural and poor urban areas;

⁷ Unsafe abortion is defined as a procedure for terminating an unwanted pregnancy either by persons lacking the necessary skills or in an environment lacking the minimal medical standards or both (based on World Health Organization's The Prevention and Management of Unsafe Abortion, Report of a Technical Working Group, Geneva, April 1992 (WHO/MSM/92.5)).

- (b) Develop, [where necessary], innovative approaches to funding health services through promoting community participation and local financing; increase [where necessary] budgetary allocations for community health centres and community-based programmes and services which address women's specific health needs.
 - (c.bis) Develop [where appropriate] local health services, promoting the incorporation of a gender-sensitive community based participation and self-care, and specially designed preventive health programmes;
 - (c) Develop goals and time-frames where appropriate for improving women's health, and for planning, implementing, monitoring and evaluating programmes, based on gender-impact assessments using qualitative and quantitative data disaggregated by sex, age, [race and ethnicity] and socio-economic variables;
 - (b.ter) [Strive to establish [as appropriate] ministerial and inter-ministerial mechanisms with NGO participation responsible for monitoring implementation of women's health policy and programme reforms, and establish focal points in high-level national planning ministries, responsible for monitoring that women's health concerns are mainstreamed in all relevant government agencies and programmes.]
87. By governments, the United Nations and its specialized agencies, international financial institutions, the private sector, and bilateral donors, as appropriate:
- (a) Formulate policies favorable to [public] investment in women's health and [where appropriate] increase allocations for such investment;
 - (a.bis) [Provide appropriate material, financial and logistical assistance to youth NGOs in order to strengthen them to address youth concerns in the area of health, [including sexual and reproductive health];
 - (b) [Give higher priority to women's health and develop mechanisms for coordinating and implementing the health objectives of the Platform for Action, and relevant [international agreements] to ensure progress].

D. Violence against women

88. Violence against women is an obstacle to the achievement of the objectives of equality, development and peace.* Violence against women both violates ~~and~~ impairs or nullifies the enjoyment by women of [their universal] human rights and fundamental freedoms.* Knowledge about its causes and consequences, as well as its incidence and measures to combat it have been greatly expanded since the Nairobi Conference. In [all] societies, to a greater or lesser degree, women and girls are subjected to physical, sexual and psychological abuse which cuts across lines of income, class and culture. The low social and economic status of women can be both a cause and a consequence of violence against women. The long-standing failure to protect and promote these rights and freedoms in the case of violence against women is a matter of concern to all states and should be addressed.

The term "violence against women" means any act of gender-based violence that results in, or is likely to result in, physical, sexual or psychological

harm or suffering to women, including threats of such acts, coercion or arbitrary deprivation of liberty, whether occurring in public or private life. Accordingly, violence against women encompasses, but is not limited to, the following:

- (a) physical, sexual and psychological violence occurring in the family, including battering, sexual abuse of female children in the household, dowry-related violence, marital rape, female genital mutilation and other traditional practices harmful to women, non-spousal violence and violence related to exploitation;
- (b) physical, sexual and psychological violence occurring within the general community, including rape, sexual abuse, sexual harassment, and intimidation at work, in educational institutions and elsewhere, trafficking in women and forced prostitution; and
- (c) physical, sexual and psychological violence perpetrated or condoned by the State, wherever it occurs.

Other acts of violence against women include violations of the human rights of women in situations of armed conflicts, including in particular murder, systematic rape, sexual slavery and forced pregnancy. [Acts of violence against women also include terrorism, forced sterilization and [forced] abortion, coercive/forced use of contraceptives, [female feticide/prenatal sex selection] and female infanticide].

Governments have expressed concern that some groups of women, such as women belonging to minority groups, indigenous women, refugee women, migrant women, women living in rural or remote communities, destitute women, women in institutions or in detention, female children, women with disabilities, elderly women and women in situations of armed conflict, are especially vulnerable to violence.

[Internally] Displaced women, repatriated women and women migrant workers, women living in poverty, [women living in areas under foreign occupation or where acts of terrorism occur] are also particularly vulnerably to violence.

* The placement of the sentences has not yet been determined.

89. Acts or threat of violence whether occurring within the home, in the community or perpetrated or condoned by the States, instil fear and insecurity in women's lives and present obstacles for the achievement of equality [and equity] and for development and peace. The fear of violence including harassment is a permanent constraint on the mobility of women which limits their access to resources and basic activities. High social, health and economic costs to the individual and society are associated with violence against women. Violence against women is one of the crucial social mechanisms by which women are forced into a subordinate position compared with men. In many cases, violence against women and girls occurs in the family or within the home, where violence is often tolerated. The neglect and physical and sexual abuse and rape of girl-children and women by family members and other members of the household, incidences of spousal and non-spousal abuse often go unreported and are thus difficult to detect. Even when such violence is reported, there is often a failure to protect victims or punish perpetrators.

90. Violence against women is a manifestation of historically unequal power relations between men and women, which have led to domination over and

discrimination against women by men and to the prevention of their full advancement. Violence against women throughout the life cycle derives essentially from cultural patterns, in particular the harmful effects of certain traditional or customary practices and all acts of extremism linked to race, sex, language or religion that perpetuate the lower status accorded to women in the family, work place, the community and in society. It is exacerbated by social pressures notably the shame to denounce certain acts which have been done against women, women's lack of access to legal information, aid or protection, the lack of laws that effectively prohibit violence against women, the failure to reform existing laws, inadequate efforts on the part of public authorities to promote awareness of and enforce existing laws, and by the absence of educational and other means to address the causes and consequences of violence. Images in the media of violence against women, in particular those that depict rape or sexual slavery as well as the use of women and girls as sex objects, including pornography, [are] contributing factors to its continued prevalence, adversely influencing the community at large, in particular children and young people.

90.bis. Developing a holistic and multidisciplinary approach to the challenging task of promoting families, communities and states that are free of violence against women is necessary and achievable. Equality, partnership between women and men and respect for human dignity must permeate all stages of the socialization process. Educational systems should promote self-respect, mutual respect, and cooperation, between women and men.

91. The absence of adequate gender-disaggregated data and statistics on the incidence of violence make the elaboration of programmes and monitoring of changes difficult. Lack of or inadequate documentation and research on domestic violence, sexual harassment and violence against women and girls, in private and public, including in the workplace, impede efforts to design specific intervention strategies. Experience in a number of countries shows that women and men can be mobilized to overcome violence in all its forms and that effective public measures can be taken to address both the causes and consequences of violence. Men's groups mobilizing against gender violence are necessary allies for change.

92. [Refugee, [internally] displaced and migrant girls and women including women migrant workers as well as women in detention and women in situations of armed conflict or [women living under foreign occupation or alien domination] are especially vulnerable to all types of violence, including terrorism, murder, torture, prostitution including forced prostitution, rape and in particular its systematic use as a weapon of war, [forced pregnancies], sexual abuse, slavery, harassment and other forms of violence, often by persons in positions of authority. Such practices constitute crimes against humanity and violations of human rights [and relevant Geneva Conventions]]. Training of all official in humanitarian and human rights law, and punishment of perpetrators of violent act against women would help to ensure that such violence does not take place at the hands of public official in whom women should be able to place trust, including police and prison official and security forces.

93. The effective suppression of trafficking in women and girls for the sex trade is a matter of pressing international concern. Implementation of the 1949 Convention for the Suppression of the Traffic in Persons and of the Exploitation of the Prostitution of the Others as well as other relevant instruments needs to be reviewed and strengthened. The use of women in international prostitution and trafficking networks has become a significant focus of international organized crime. The Special Rapporteur on Violence

against Women [who has explored the preceding acts as additional causes of violations of human rights and fundamental freedoms of women and girls,] is invited to address, within her mandate, as a matter of urgency, the issue of international trafficking for the purposes of the sex trade, as well as the issues of forced prostitution, rape, sexual abuse and sex tourism. Women and girls who are victims of this international trade are at increased risk of further violence, as well as [unwanted] pregnancy, sexually transmitted infection, including infection with HIV/AIDS.

93.bis In addressing violence against women, governments and other actors should promote an active and visible policy of mainstreaming a gender perspective into all policies and programmes, so that, before decisions are taken, an analysis is made of the effects for women and men respectively.

[Eliminate violence against women]

Strategic objective D.1. Take integrated measures to
prevent
and eliminate violence against
women

Actions to be taken

94. By Governments:

- (a) Condemn violence against women and not invoke any custom, tradition or religious consideration to avoid their obligations with respect to its elimination [consistent with the declaration on the Elimination of violence against Women].
 - (b) Refrain from engaging in violence against women and exercise due diligence to prevent, investigate and, in accordance with national legislation, punish acts of violence against women, whether those acts are perpetrated by the State or by private persons;
 - (c) Enact or/and reinforce penal, civil, labour and administrative sanctions in domestic legislation, to punish and redress the wrongs caused to women and girls who are subjects to any form of violence whether in the home, the work place, community or society.
- (b.bis)
- Adopt and/or implement and periodically review and analyse legislation to ensure its effectiveness in eliminating violence against women emphasizing, the prevention of violence, prosecution of offenders, rehabilitation of victims and also take measures to ensure the protection of women subject to violence, [compensation for] and healing of victims and rehabilitation of perpetrators;
- (c) [Consider,] [ratify and] implement [all relevant] [universally accepted] international human rights [norms] [instruments] as they relate to violence against women., including those contained in Universal Declaration of Human Rights International Covenant on Civil and Political Rights, the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights and the Convention against Torture;
 - () Implement [the norms contained in] the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women, taking into account general recommendation 19, adopted by the Committee on

50

the Elimination of Discrimination against Women at its eleventh session;

() Promote an active and visible policy of mainstreaming a gender perspective into all policies and programmes related to violence against women and actively encourage, support and implement measures and programmes aimed at increasing the knowledge and understanding of the causes, consequences and mechanisms of violence against women among those responsible for implementing these policies, such as law enforcement officers, police personnel and judicial, medical and social workers, as well as those who deal with minority, migration and refugee issues, and develop strategies to ensure that the revictimization of women victims of violence does not occur because of gender insensitive laws or judicial or enforcement practices;

(a.bis)

Provide women who are subjected to violence with access to the mechanisms of justice and, as provided for by national legislation, to just and effective remedies for the harm they have suffered, and inform women of their rights in seeking redress through such mechanisms;

(b.tex)

(c.bis) Enact and enforce legislation against perpetrators of practices and acts of violence against women such as female genital mutilation, [female feticide/pre-natal sex selection] infanticide and dowry-related violence and give vigorous support to efforts by non-governmental and community organizations to eliminate such practices;

(c.tex)

Formulate and implement [national and local] plans of action to eliminate violence against women;

(d.bis)

Adopt all appropriate measures, especially in the field of education, to modify the social and cultural patterns of conduct of men and women and to eliminate prejudices, customary practices and all other practices based on the idea of the inferiority or superiority of either of the sexes and on stereotyped roles for men and women;

(e) Create or strengthen institutional mechanisms, so that women and girls can report and file charges in case of acts of violence against them in a safe and confidential environment, free from the fear of penalties or retaliation;

(e.bis)

Ensure access of women with disability to information and services in the field of violence against women;

(f) [Create, fund, and Improve] or develop training of judicial, legal, medical, social, educational and police and immigration personnel, as appropriate, to avoid the abuse of power leading to violence against women and sensitize them to the nature of gender-based acts and threats of violence so that fair treatment of female victims can be assured.

51

(g) Adopt, where necessary, and reinforce the existing laws which punish police, security forces, or any other agent of the State who engage in acts of violence against women in the course of the performance of their duties; and review existing legislation and take effective measures against perpetrators of such violence.

(g.quinquies)

Allocate adequate resources within the government budget and mobilize community resources for activities related to the elimination of violence against women including for implementation of [national and local] plans of action;

(h.bis)

Include, in submitting reports as required under relevant human rights instruments of the United Nations, information pertaining to violence against women and measures taken to implement the United Nations Declaration on the Elimination of Violence against women;

(h.ter)

Cooperate with and assist the United Nations Special Rapporteur on Violence against Women, its Causes and Consequences in the performance of her mandate and furnish all information requested; and cooperate also with other competent mechanisms such as the Special Rapporteur on Torture and on Summary, Extrajudiciary and Arbitrary Execution, in relation to violence against women;

(h.quater)

Recommend the Commission on Human Rights to renew the mandate of the Special Rapporteur on Violence against Women, when her term ends in 1997 and, if warranted, to [update and] strengthen it.

95. By Governments, including local governments, and community organizations, non-governmental organizations, educational institutions, public and private sectors, particularly enterprises, and media, as appropriate:

(a) Provide well-funded shelters and relief support for girls and women subjected to violence, as well as medical, psychological and other counselling services and free or low cost legal aid, where it is needed, as well as, appropriate assistance to enable them to find a means of subsistence;

(a.bis)

Establish linguistically and culturally accessible services for migrant women and girls, including women migrant workers, who are victims of gender-based violence.

(a.ter)

Recognize the vulnerability to violence and other forms of abuse of women migrants, including women migrant workers, whose legal status in the host country depends on employers who may exploit their situation;

(a.bis)

Support initiatives of women's organizations and NGOs all over the world, to raise awareness on the issue of violence against women and to contribute to its elimination;

(b) Organize, support and fund community-based education and training campaigns to raise awareness about violence against women as a

violation of women's enjoyment of their human rights, and mobilize local communities to use appropriate gender sensitive traditional and innovative methods of conflict resolution;

(b.bis)

Recognize, support and promote the fundamental role of intermediate institutions such as primary health care centers, [family planning centers, existing school health services], mother and baby protection services, centers for migrant families, etc. in the field of information and education related to abuse;

(c) [Organize [and fund] information campaigns, educational and training programmes for girls and boys, women and men and in particular those at high risk of violence about the personal and social detrimental effects of violence in the family, community, society, [how to communicate without violence] so that they can learn to protect themselves and others against violence];

(d) Disseminate information on assistance available to women and families who are victims of violence.

(d.bis)

[Encourage the provision,] [provide,] [initiate and fund] counselling and rehabilitation for perpetrators of violence, and promote research to further efforts concerning such counselling and rehabilitation so as to prevent the recurrence of such violence;

[(a.bis)

Raise awareness on the responsibility of the media in promoting non-stereo-typed images of women and men, as well as in eliminating patterns of media presentation that generate violence, and encourage those responsible for media content to establish professional guidelines and codes of conduct; also raise awareness on the important role to inform and educate people about the causes and effects of violence against women and to stimulate public debate on the topic];

96. By Governments, employers, trade unions, community and youth organizations and non-governmental organizations, as appropriate:

(a) Develop programmes and procedures to eliminate sexual harassment and other forms of violence against women in all educational institutions, workplaces and elsewhere;

(b) Develop programmes and procedures to educate and raise awareness about acts of violence against women which constitute a crime and a violation of the human rights of women.

(c) Develop counselling, healing and support programmes for girls, adolescents and young women who have been or are involved in abusive relationships and particularly, those who live in homes or institutions where abuse occurs;

(c.ter) Take special measures to eliminate violence against women, particularly those in vulnerable situations, such as young women, refugees, displaced and internally displaced women, women with disabilities and women migrant workers, including enforcing any

53

existing legislation and developing as appropriate new legislation for women migrant workers in both sending and receiving countries

97.bis By the Secretary-General of the UN:

Provide the Special Rapporteur with all necessary assistance, in particular staff and resources required to perform all mandated functions, especially in carrying out and following up on missions [undertaken either separately or jointly with other Special Rapporteurs and working groups], and adequate assistance for periodic consultations with the Committee on the Elimination of Discrimination against Women and all treaty bodies.

97. By Governments, international organizations and non-governmental organizations:

- (a) Encourage the dissemination and implementation of the UNHCR Guidelines on the Protection of Refugee Women and the UNHCR guidelines on the Prevention of and Response to Sexual Violence against Refugees.

Strategic objective D.2. Study the causes of violence against women and effective methods of prevention strategies

Actions to be taken

98. By Governments, regional organizations, the United Nations, other international organizations, research institutions, women's and youth organizations and nongovernmental organizations:

- (a) Promote research, collect data and compile statistics, especially concerning domestic violence relating to the prevalence of different forms of violence against women and encourage research on the causes, nature, seriousness and consequences of violence against women and on the effectiveness of measures implemented to prevent and redress violence against women [in their social, economic, cultural and political context];
- (b.bis) Disseminate findings of research and studies widely;
- (b) Support and initiate research on the impact of violence such as rape on women and the girl child and make the information and statistics available to the public;
- (c) Encourage the media to examine the impact of gender role stereotypes, including those perpetuated by commercial advertisements [which foster] gender-based violence and inequalities and how they are transmitted during the life cycle, and take measures to eliminate these negative images with a view to promoting a violence-free society.

Strategic objective D.3. Adopt special measures to eliminate trafficking in women and to assist female victims of violence due to prostitution and trafficking

Actions to be taken

99. By Governments of countries of origin, transit and destination, regional and international organizations, as appropriate:

- (a) Consider ratification and enforcement of international conventions on trafficking in persons and on slavery:
- (a.bis) Take appropriate measures to address the root causes including external factors that encourage trafficking of women and girls for prostitution, [other commercial sex work], forced marriages and forced labour in order to eliminate trafficking in women, including by strengthening existing legislation with a view to providing better protection of the rights of women and girls and to punishing the perpetrators, through both criminal and civil measures;
- (a.ter) Step up cooperation and concerted action by all relevant law enforcement authorities and institutions with a view to dismantling [national and international] networks in trafficking;
- (b) [Allocate resources to provide comprehensive programs designed [to heal victims of trafficking] including through job training, legal assistance and confidential health care] and take measures to cooperate with non-governmental organizations to provide for the social, medical and psychological care of the victims of trafficking;
- (c.bis) Develop educational and training programmes and policies and consider enacting legislation aimed at preventing sex-tourism and trafficking, giving special emphasis to the protection of young women and children.

E. Advance Peace, Promote Conflict Resolution and Reduce the Impacts of Armed or Other Conflict on Women

new 100. [An environment which maintains world peace and promotes [universal] human rights democracy and the peaceful settlement of disputes, [upholding the principles of non-threat or use of force and of mutual respect of territorial integrity and sovereignty is a precondition for the advancement of women.] [Without peace, there will be no equality and development.] Armed and other types of conflicts have not decreased since the end of the Cold War; aggression, [foreign occupation] ethnic and religious and [other types of] conflicts are an ongoing reality affecting women in nearly every region. Gross and systematic violations and situations that constitute serious obstacles to the full enjoyment of human rights continue to occur in different parts of the world. Such violations and obstacles include, as well as torture and cruel, inhuman and degrading treatment or summary and arbitrary detention, all forms of racism, racial discrimination, xenophobia, denials of economic, social and cultural rights and religious intolerance. Terrorism is a new and emerging global phenomenon. International humanitarian law, prohibiting attacks on civilian populations, is systematically ignored; [Human rights are being violated by (all) parties in armed conflicts.] It resulted in great violation of human rights of women such as murder, torture, political conflicts, systematic rape, [forced pregnancies] especially in ethnic

cleansing as a strategy of war as its consequences. Some of these situations of armed conflicts have their origin in the conquest or colonialization of a country by another country or state and the perpetuation of that colonial situation through state and military repression.]

NEW 100 bis. Violations of human rights in situations of armed conflict and military occupation are violations of the fundamental principles of international human rights and humanitarian law as embodied in international human rights instruments and in the Geneva Conventions of 1949 and its Additional Protocols." (Note Australia proposes moving new para 100 bis to new 100.) The Fourth Geneva Convention of 1949 [and its additional Protocols] mandate[s] protection of civilian persons in time of war, including that "women shall especially be protected against attacks on their honour".... "in particular against humiliating and degrading treatment, rape, enforced prostitution or any form of indecent assault." The Vienna Declaration and Programme of Action adopted at the World Conference of Human Rights further states that "violations of the human rights of women in situations of armed conflict are violations of the fundamental principles of international human rights and humanitarian law." "Gross and systematic violations and situations that constitute serious obstacles to the full enjoyment of human rights continue to occur in different parts of the world. Such violations and obstacles include, as well as torture and cruel, inhuman and degrading treatment or summary and arbitrary detention, all forms of racism, racial discrimination, xenophobia, denials of economic, social and cultural rights and religious intolerance.

100 bis. [Humanitarian law, prohibiting attacks on civilian populations and international human rights law, is systematically ignored and violated by armed and security forces and other parties to armed conflicts.] Gross human rights violations and policies of ethnic cleansing in war-torn and occupied areas continue to be carried out. These practices have created inter alia a mass flow of refugees and [internally] displaced persons, among which women, adolescent girls and children constitute the majority. Civilian victims, mostly women and children, often outnumber casualties among combatants. In addition, women often become care-givers for injured combatants, and find themselves as a result of conflict unexpectedly cast as sole managers of household, sole parent, and caretaker of elderly relatives.

101. In a world of continuing instability and violence, the implementation of cooperative approaches to peace and security is urgently needed. [In implementing cooperative approaches to peace and security issues, emphasis [should] [this requires that] be given to preventive strategies and to peace building as a particular prevention oriented concept. The perspectives of women would provide a more constructive approach to the use of power and to the resolution of conflict.] Although women have begun to play an important role in conflict resolution, peacekeeping, and defense and foreign affairs mechanisms, they still remain under-represented in decision-making positions. If women are to play an equal part in securing and maintaining peace, they must be empowered politically and economically and represented adequately at all levels of decision-making.

102. [While entire communities suffer the consequences of armed conflict, terrorism and [foreign occupation] women and girls are particularly affected in particular ways because of their status in society and their [sex/gender]. Parties to conflict often rape women with impunity, including sometimes systematic rape as a tactic of war and terrorism. The impact of violence against women and violation of human rights of women in such situations is

experienced by women of all ages who suffer from displacement, loss of home and property, loss or involuntary disappearance of close relatives, poverty and family separation and disintegration, and who are victims of acts of murder, terrorism, torture, involuntary disappearances, sexual slavery, rape (and its consequences), sexual abuse, and [forced pregnancy], especially in the forms of policies of ethnic cleansing and other new and emerging forms of violence. This is compounded by the life-long social, economic and psychologically traumatic consequences of armed conflict and [foreign occupation]].

(102.bis) Women and children constitute some 80 per cent of the 23 million refugees and of the 26 million [internally] displaced persons in the world. They are threatened by deprivation of property, goods and services, and deprivation of their [basic] right to return to their homes of origin as well as by violence and insecurity. Particular attention should be paid to sexual violence against uprooted women and girls employed as a method of persecution in systematic campaigns of terror and intimidation and forcing members of a particular ethnic, cultural or religious group to flee their homes. [Women may also be forced to flee because of [gender-based/through sexual violence,] persecution and they continue to be vulnerable to violence and exploitation while in flight, in countries of asylum and resettlement, and during and after repatriation. Women often experience difficulty in some countries of asylum in being recognized as refugees on the grounds of [gender-based/through sexual violence] persecution.]

102.ter Refugee, displaced and migrant women in most cases display strength, endurance and resourcefulness, and can contribute positively to countries of resettlement, or on return to their countries of origin, and they need to be appropriately involved in decisions affecting them.

103. Many women's non-governmental organizations have called for reductions in military expenditures worldwide, as well as international trade, trafficking and proliferation of weapons. Those affected most negatively by [conflict] [excessive military spending] are people living in poverty, who are deprived because of the lack of investment in basic services. Women living in poverty and particularly rural women, also suffer from the effects of the use of arms that are particularly injurious or have indiscriminate effects. There are more than one hundred million anti-personal land mines scattered in 64 countries globally. [Excessive military spending is one of the main constraints for development.] [At the same time maintenance of national security and peace [is an important factor] [is essential] for economic growth and development and the empowerment of women.] (Note Social Summit para. 70).

(103.bis) [International stability and security are prerequisites for economic growth and development. In the new international setting, military strength is no guarantee of security. The effects of mass migration, crime, the drug problem, disease, human rights violations, environmental degradation, pressures of population growth and underdevelopment transcend national borders. These new challenges to peace and security have implications at the local, regional and global levels.]

104. During times of armed conflict and the collapse of communities, the role of women is crucial. They often work to preserve social order in the midst of armed and other conflicts. [Women make an important but often unrecognized contribution as peace educators both in the family/families and society.]

57

new 104.bis Education to foster a culture of peace that upholds justice and tolerance for all nations and peoples is essential to attaining lasting peace and should be begun at an early age. It should include elements of conflict resolution, mediation, reduction of prejudice, and respect for diversity.

104. bis In addressing armed or other conflicts, an active and visible policy of mainstreaming a gender perspective into all policies and programmes, should be promoted so that before decisions are taken, an analysis is made of the effects on women and men respectively.

Increase the participation of women in conflict resolution and protect women in armed and other kinds of conflict and under foreign occupational

Strategic objective E.1.

Increase and strengthen the participation of women in conflict resolution and decision-making and leadership in peace and security activities and protect women in armed and other conflicts and living under [foreign occupational]

Actions to be taken

105. By Governments and international and regional intergovernmental institutions:

- (a) [Take action to establish a critical mass to promote gender balance and to ensure equal participation of women with due regard to equitable geographical distribution numerically at all levels and ensure that opportunities are made available for qualified women to participate in all United Nations fora and peace activities at ambassadorial and decision-making levels, including the United Nations Secretariat;]
- (b) Strengthen the role of women and [increase the percentage of women at all decision-making levels in national and international institutions which may make or influence policy with regard to matters related to peace-keeping,] including observer missions [peace-building, fact-finding and preventive diplomacy activities,] and in all stages of peace mediation and negotiations; [in line with the specific recommendations by the Secretary-General in his "Strategic Plan of Action for the Improvement of the Status of Women, 1995-2000."]
- (d) [Integrate a [gender perspective] in the resolution of armed or other conflicts [and foreign occupation] and aim for gender balance when promoting candidates for judicial and other positions in such international bodies as [war crime] tribunals, including the UN International Tribunals for the former Yugoslavia and for Rwanda,] the International Court of Justice [as well as others related to peaceful settlement of disputes.]

58

(new d.bis)

Ensure that these bodies are able to properly address gender issues by providing appropriate training to prosecutors and judges and other officials on handling cases involving rape [and its consequences], [forced pregnancy], indecent assault and other forms of violence against women [in armed conflicts and foreign occupation and integrate a gender perspective into their work.]

Strengthen the participation of women in processes of national reconciliation and reconstruction after all forms of conflict.

Strategic objective E.2.

[Reduce military expenditures and control the availability of armaments] [Reduce and eliminate the availability of instruments of violence against women]

Actions to be taken

106. By Governments:

- (a) Increase and hasten as appropriate, to national security considerations, the conversion of military resources and related industries to [development] purposes;
- (b) Undertake to explore new ways of generating new public and private financial resources, *inter alia*, through the appropriate reduction of excessive military expenditures, including global military expenditures and arms trade, and investments for arms production and acquisition, taking into consideration national security requirements, so as to allow possible allocation of additional funds for social and economic development; (Social Summit, Commitment 9, para (g), [in particular for the advancement of women];
- (c) [Submit data to the United Nations Conventional Arms Register, consider expanding the Register to widen the scope of weapons covered,]. [Improve the universality of the United Nations Register of Conventional Arms as an effective measure for building confidence at the global level.] [and include in their annual reports information on military holdings and procurement through national production;] [Register, and ultimately eliminate, offensive weapons development, production, deployment and sales and, as a first step, expand the United Nations Register of Conventional Arms to include production and marketing], making reporting obligatory, and to include all types of weapons, such as nuclear, chemical and biological weapons];

(c.bis)

[Recognise and address the dangers to society of armed conflict, the excessive production and illicit trade of arms, linked to money-laundering and sale of arms that are particularly injurious or have indiscriminate effects, terrorism, violence, crime, the production, use, recognizing similarly trafficking of illicit drugs and trafficking in woman and children.] While acknowledging

59

legitimate national defence needs, the dangers to society of armed conflict, the negative effect of excessive military expenditures, trade in arms, especially of those arms that are particularly injurious or have indiscriminate effects, and excessive investment for arms production and acquisition should be recognized and addressed. Similarly, the need to combat illicit arms trafficking, violence, crime, the production, use and trafficking of illicit drugs, and trafficking in women and children should be recognized; (Social Development Summit, Chapter V, para 70).

- (d) [Immediately adopt/Consider the adoption of a moratorium on the export and planting of antipersonnel landmines, and facilitate the transfer of mine clearance technology without restriction or discrimination; and undertake to destroy current stockpiles of antipersonnel [land mines]; promote assistance in mine clearance, in particular to promote scientific research aimed at rapid advancement of mine detection and clearance technology, and consider ratifying the 1981 United Nations Convention on Prohibitions or Restrictions on the Use of Certain Conventional Weapons which may be deemed to be Excessively Injurious or to have Indiscriminate Effects, including its Protocol II on the Use of Mines].
- (e) [Promote the elimination of all weapons of mass destruction especially nuclear weapons.]

Strategic objective E.3.

Promote non-violent forms of conflict resolution and reduce the incidence of human rights abuse in conflict situations

Actions to be taken

106 bis. By Governments:

- () Consider the ratification or accession to international instruments containing provisions relative to the protection of women and children in armed conflicts including the Geneva Convention relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War, the Protocol Additional to the Geneva Conventions relating to the Protection of Victims of International Conflicts and the Protocol Additional relating to the Protection of Victims of Non-International Armed Conflicts;
- () Respect fully the norms of international humanitarian law in armed conflicts, and take all measures required for the protection of women and children, in particular, against rape, forced prostitution and any other form of indecent assault.

107. By Governments and international and regional organizations:

(new a.bis)

Reaffirm the right of self-determination of all peoples, in particular of peoples under colonial or other forms of alien domination or foreign occupation, and the importance of the effective

60

realization of this right, as enunciated, inter alia, in the Vienna Declaration and Programme of Action adopted at the World Conference on Human Rights.

- (a) [Encourage diplomacy, [preventive diplomacy,] negotiation and peaceful settlement of disputes in accordance with the United Nations Charter, in particular, article 2 paragraphs 3 and 4];
- (c) [Consider the establishment of a special United Nations unit for third party conflict prevention and resolution and the gender composition of any such unit.]

(c.bis)

Urge the identification and condemnation of the systematic practice of rape and other forms of inhuman and degrading treatment of women as a deliberate instrument of war and ethnic cleansing and take steps to assure that full assistance is provided to the victims of such abuse for their physical and mental rehabilitation. (Cairo 4.10)

- (d) [Declare that rape in the conduct of armed conflict can constitute a war crime and a crime against humanity and under certain circumstances, may constitute an act of genocide and take all measures required for the protection of women and children, and strengthen mechanisms to investigate and punish rape, and other such acts;]

(new d.bis (formerly g.ter)

Uphold and reinforce standards set out in international humanitarian law and international human rights instruments to prevent all forms of violence against women in situations of armed and other acts of conflicts and undertake full investigations of all acts of violence against women committed during war, in particular, [systematic rape] and sexual slavery, prosecute all criminals responsible for war crimes against women and provide full redress to women victims;

(d.bis)

[Call upon the international community to condemn and act against terrorism.]

- () Take action to investigate and punish members of the police, security, armed forces and others who perpetrate acts of violence against women, violation of [international humanitarian law,] and violation of the human rights of women [who violates the human rights of women] in situations of armed conflict.
- (g) Take into account gender-sensitive concerns in developing training programmes for all relevant personnel international humanitarian law and [in international] human rights awareness and recommend such training for those involved in United Nations peace-keeping and humanitarian aid with a particular view to prevent violence against women.

(g.bis)

[Encourage the elimination and abstain from adopting unilateral coercive measures, in violation of international law and the Charter of the United Nations that go against the population of affected countries and, in particular, women and that could provoke situations leading to conflicts.]

61

(g.bis.bis)

[Take measures in accordance with international law (and legitimacy) with a view to alleviating the negative impact of economic sanctions on women and children.]

Strategic objective E.4.

Promote women's contribution to fostering a culture of peace

Actions to be taken

108. By Governments, international and regional intergovernmental institutions and non-governmental organizations:

- (a) Promote peaceful conflict resolution and peace, reconciliation and tolerance through education, training, community actions and youth exchange programmes in particular for young women.
- (c) [During future] reviews of the implementation of the plan of action for the United Nations Decade for Human Rights Education (1995-2004), take into account the results of the Fourth World Conference on Women. (Para. to be moved to Section IV (i)).
- (d) Encourage the future development of peace research involving the participation of women to examine the impact of armed conflict on women and children, and the nature and contribution of women's participation in national, regional and international peace movements; engage in research and identify innovative mechanisms for containing violence and conflict resolution for public dissemination for use by women and men;

(d.bis)

Develop and disseminate research on the physical, psychological, economic and social effects of armed conflicts on women, particularly young women and girls with a view to developing policies and programmes to address the consequences of conflicts.

former 109 new (f) Consider establishing educational programmes for girls and boys to foster a culture of peace, focusing on conflict resolution. [These programmes should promote, among other things, positive models for men and boys that encourage them to use non-violent means to settle conflicts.]

Strategic objective E.5.

Provide protection, assistance and training to refugee and displaced women (including internally displaced women) ...

Actions to be taken

109. By Governments, intergovernmental and non-governmental organizations and other institutions involved in providing protection, assistance and training to refugees and [internally] displaced persons, *inter alia* the United Nations High Commissioner for Refugees and the World Food Programme as appropriate:

- (a) Take steps to ensure that women are fully involved in the planning, design, implementation, monitoring and evaluation of all short-term

62

and long-term projects and programmes providing assistance to refugees and [internally] displaced women, including the management of refugee camps and resources. Ensure that refugees, displaced women and girls have direct access to services provided. (Placement to be decided)

(a.bis)

Offer adequate protection and assistance to displaced women and children within their country and find solutions to the root causes of their displacement in view of preventing it and, when appropriate, facilitate return or resettlement. (Cairo 9.20)

(b) Take steps to protect the safety and physical integrity of refugee and [internally] displaced women, during their displacement and upon their return to their communities of origin together with programmes of rehabilitation; take effective measures to protect from violence women who are refugees or displaced, hold impartial and thorough investigation of any such violations and bring those responsible to justice;

(b.bis)

[Take all the necessary steps to ensure the right of refugee and displaced women to a safe and protected return to their homes.] (Text is already included in para. 109 (c)).

(b. bis.bis formerly e.bis)

Take measures, at the national level with international cooperation as appropriate, in accordance with the Charter of the United Nations, to find lasting solutions to questions related to internally displaced women, including their right to voluntary and safe return to their home of origin. (Cairo 9.25) (Note Social Summit Programme of Action para 76 d)

(c) [Take account of the specific needs and resources of refugee and displaced women and children, especially their access to appropriate and adequate food, water, shelter and health care services including reproductive health services, in the provision of emergency relief and longer term assistance] [Ensure that the international community and the international organizations provide financial and other resources to governments in [countries of asylum] to provide emergency relief and longer term assistance that takes into account the specific needs and resources of refugee and displaced women and children, especially their access to appropriate and adequate food, water, shelter and health care services including reproductive health services] [including vaccinations, provisions of basic medicines and medicines related to tropical situations such as malaria, typhoid, full maternity care including prenatal and postnatal care, dental care and "reproductive health];

(c.bis)

Facilitate the availability of education material, in the appropriate language, also in emergency situations in order to minimize disruption of schooling among refugee and displaced children.

(d) Apply international norms to ensure equal access and equal treatment of women and men in refugee determination procedures and the granting of asylum, including full respect and strict observation of the principle of non-refoulement [particularly for women and child

refugees] through, *inter alia*, bringing national immigration regulations in conformity with relevant international instruments, and consider [gender factors in] recognizing as refugees those women whose claim to refugee status is based [upon well-founded fear of persecution through sexual violence/gender factors for [on] reasons] enumerated in the 1951 Geneva Convention relating to the Status of Refugees and the 1967 Protocol and provide access to specially trained officers, including female officials, to interview women regarding sensitive or painful experiences such as sexual assault.

d.bis

[Support and promote efforts] by States toward [Consider] the development of criteria and guidelines on responses to persecution specifically aimed at women, by sharing information on States' initiatives to develop such criteria and guidelines, and by monitoring to ensure their fair and consistent application;

- (e) Promote the self reliant capacities of refugee and [internally] displaced women, and provide programmes for women, particularly young women, in leadership and decision-making within refugee and returnee communities;
- (f) Ensure that the human rights of refugee and displaced women, are protected and that refugee and displaced women are made aware of these rights also recognizing the vital importance of family reunification;
- (g) [Adopt special measures as appropriate to provide women who have been determined to be refugees with access to vocational/professional training programmes, including in those programmes language training, small-scale enterprise development training, planning and counselling on all forms of violence against women, including rehabilitation programmes for victims of torture and trauma, and substantially increase international contribution to general programmes for assistance to refugees particularly in countries which host the largest number of refugees;] (Note Social Summit para 27, 76c).
- (i) Raise public awareness of the contribution made by refugee women to their countries of resettlement, promote understanding of their human rights, and of their needs and abilities, and encourage mutual understanding and acceptance through educational programmes promoting cross-cultural and inter-racial harmony.

new (j)

[Provide basic and support services to women who are displaced from their place of origin as a result of terrorism, violence, drug trafficking or other reasons linked to violence situations;]

new (k)

Develop awareness of women's [international] human rights and provide as appropriate human rights education and training to military and police personnel operating in armed conflict areas and areas where there are refugees;

(109.bis) By Governments:

- (c) Disseminate and implement the UNHCR Guidelines on the Protection of Refugee Women and the Guidelines on Evaluation and Care of Victims of

54

Trauma and Violence, or similar guidance, in close cooperation with refugee women, in all sectors of refugee programmes:

- (g) [Protect women and children who migrate as family members from abuse or denial of their human rights by sponsors, and consider extending their stay should the family relationship dissolve, within the limits of national legislation:] *(to be moved)

New Strategic objective E.6: Provide Assistance to the Women of the colonies

Actions to be taken

(109 bis.) By Governments, intergovernmental and non-governmental organizations should:

new (a)

[Support and promote the recognition and implementation of the universal right of all peoples to self-determination and by virtue of their right, they freely determine their political status and freely pursue their economic, social and cultural development; taking into account the interests of the women from the colonies and providing special programmes in leadership and decision-making training;]

new (b)

[Raise public awareness through the mass media, education at all levels and special programmes to create better understanding of their situation of women of the colonies;]

F. [Inequality in women's access to and participation in the definition of economic structures and policies (and the productive process itself) (economic potential and independence of women) (Gender equality in the economic structures, policies and in all forms of productive activity)]

109.bis There are considerable differences in women's and men's access and opportunities to exert power over economic structures in their societies. In most parts of the world, women are virtually absent from, or poorly represented in economic decision making, including the formulation of financial, monetary, commercial and other economic policies as well as tax systems and rules governing pay. Since it is often within the framework of such policies that individual men and women make their decisions, inter alia, on how to divide their time between remunerated and unremunerated work, the actual development of these economic structures and policies has a direct impact on women's and men's access to economic resources, their economic power and consequently the extent of equality between them, at the individual and family level as well as in society as a whole.

110. In many regions, women's participation in remunerated work in the formal and nonformal labour market increased significantly, and changed during the past decade. [While they continued to work in agriculture and fisheries, they also became increasingly involved in micro, small and medium-scale enterprises and became more dominant in the expanding informal sector. On the negative side, they were impelled into the workplace by economic hardship and became preferred workers, often with low pay and poor working conditions because they were seen as easier to subordinate. On the positive side, some entered the work force by choice as they became more aware of the rights]. [In other regions, women's participation in economic life changed as part of the restructuring process which resulted in a loss of jobs for many professional and skilled women]. Gender segregation in employment is still the dominant pattern of the economy and the gaps between female and male wages for equal work and work of equal value continue to be prevalent both in the private and public sectors. Women have increasingly become owners and managers of small and medium scale enterprises but remain under-represented in economic decision-making at both national and international levels. [Similarly, women and gender concerns are largely absent from the policy formulation process in the multilateral institutions [that define the terms of structural adjustment programmes, loans and grants].

110 bis. Discrimination in education and training, hiring and remuneration, promotion and horizontal mobility practices, inflexible working conditions, lack of access to productive resources, inadequate sharing of family responsibilities, combined with lack of or insufficient services like childcare continue to restrict women's employment, economic, professional and other opportunities and mobility for women and make their involvement most stressful. Moreover, attitudinal obstacles inhibit women's participation in developing economic policy and, [in some regions, restrict girls' access to] education and training for economic management.

new 110 bis. Women's share in the labour force continues to rise and almost everywhere women are working more outside the household, although there has not been a parallel lightening of responsibility for unremunerated work in the household and community. Women's income is becoming increasingly necessary to households of all types. In some regions, there has been a growth in women's entrepreneurship and other self-reliant activities, particularly in the informal sector. In many countries, women are the majority of workers in non-standard work such as temporary, casual, multiple part-time, contract and home-based employment.

110.bis [Women migrants, especially domestic workers, contribute to the economy of the sending country through their remittances and at the same time contribute to the economy of the receiving country by taking over the domestic work of women nationals who then are able to engage in productive work in the receiving country].

110.bis.bis Insufficient attention to gender analysis has meant that women's contributions and concerns remain too often ignored in economic structures such as financial markets and institutions, labour markets, economics as an academic discipline, economic and social infrastructure, taxation and social security systems as well as in families and households. As a result, many policies and programmes may continue to contribute to inequalities between women and men. Where progress has been made in integrating gender perspectives, programme and policy effectiveness has also been enhanced.

111. Although many women have advanced in economic structures, for the majority of women, particularly those who face additional barriers, continuing obstacles have hindered women's ability to achieve economic autonomy and to ensure sustainable livelihoods for themselves and their dependants. Women are active in a variety of economic areas, which they often combine, ranging from wage labour and subsistence farming and fishing to the informal sector. However, legal and customary barriers to ownership of or access to land, natural resources, capital, credit, technology and other means of production as well as wage differentials contribute to impeding the economic progress of women. [The value of women's unremunerated contribution to the economy, whether working [in the home], in agriculture, food production, in family enterprises, community service or [domestic work], is still often undervalued and unrecorded and therefore is not reflected in current labour statistics and national accounts]. Progress is needed in statistical concepts and methods of measuring and [valuing] unremunerated productive activity in the development of economic and social policy.

112. [Although some new employment opportunities have been created for women as a result of [recent economic events] [the globalization of the economy], there are also trends that have exacerbated inequalities between women and men. In some cases, globalization is undermining women's self-reliant initiatives in savings, production and trade. In some regions, the international and gender division of labour has often reinforced the segregation of women into a limited number of occupations].

These trends have been characterized by low wages, little or no labour standards protection, poor working conditions particularly with regard to women's occupational health and safety, low skill levels and a lack of job and social security, in both the formal and informal sectors. Women's unemployment is a serious and increasing problem in many countries and sectors. Young informal and rural sector workers and migrant female workers remain the least protected by labour and immigration laws. Women, particularly those who are head of households with young children have limited employment opportunities for reasons including inflexible working conditions and inadequate sharing by men and by society of family responsibilities.

[In countries that are undergoing fundamental political, economical, and social transformation, the skills of women have constituted a major contribution to the economic life of their

countries, but these skills are not well utilized in the emerging new economies].

112.bis Lack of employment in the private sector and reductions in public services and public service jobs have affected women disproportionately. In some countries, women take on more unpaid work [by replacing public services], such as the care of children and those who are ill or elderly and in compensating for lost household income [particularly when public services are not available] In many cases, [employment creation strategies, however, have tended to focus on traditional male occupations and sectors].

112. bis.bis [For those women in paid work, many experience obstacles which prevent them from achieving their potential. While some are increasingly found in lower levels of management, attitudinal discrimination often prevents them being promoted further. The experience of sexual harassment is both an affront to a worker's dignity, and prevents women from making a contribution to commensurate with their abilities. The lack of family friendly work environment, including lack of appropriate and affordable child-care, and inflexible working hours many further prevent women achieving their full potential.]

113. In the private sector [including in transnational and national enterprises], women are largely absent from management and policy levels denoting discriminatory hiring and promotion policies and practices. The unfavourable work environment as well as the limited number of employment opportunities available have led many women to seek alternatives. Women have increasingly become self-employed and owners and managers of micro, small and medium scale enterprises. The expansion of the informal sector, in many countries, self-organized and independent enterprise is due in large part to women, whose [collaborative, self-help and traditional practices and] initiatives in production and trade represent a vital economic resource. When they gain access to and control over capital, credit and other resources, technology and training, women can increase production, marketing and income for sustainable development.

113.bis Taking into account the fact that continuing inequalities and noticeable progress coexist, rethinking employment policies is necessary in order to integrate the gender perspective and to draw attention to a wider range of opportunities as well as to address any negative gender implications of current patterns of work and employment. To realize fully equality between woman and man in their contribution to the economies, active efforts are required for recognizing equal appreciation and influence in society of the work, experience, knowledge and values of both women and men.

113 ter. In addressing the economic potential and independence of women, Governments and other actors should promote an active and visible policy of mainstreaming a gender perspective into all policies and programmes so that, before decisions are taken, an

analysis is made of the effects for women and men respectively.

[Promote woman's economic self-reliance, including access to employment, appropriate working conditions and control over economic resources - land, capital and technology]

Strategic objective F.1. [Promote women's self-reliance including access to employment, appropriate working conditions and control over economic resources, land, capital, credit, technology and guarantee economic opportunities for women.] [secure economic rights for women]

Actions to be taken

114. By Governments:

- () Enact and enforce legislation to guarantee the rights of women and men to equal pay for equal work or work of equal value;
- () Adopt and implement laws against discrimination based on sex, [age, race and religion] in the labour market, in hiring and promotion, the extension of employment benefits and social security, and working conditions;
- () Eliminate discriminatory practices by employers and take appropriate measures in consideration of women's reproductive role and functions, such as denial of employment and dismissal due to pregnancy, or breast feeding, or requiring proof of contraceptive use, and take effective measures to ensure that pregnant women, women on maternity leave and women reentering the labour market after child rearing are not discriminated against;
- (a) Devise mechanisms and apply positive action that enable women to gain access to full and equal participation in the formulation of policies and definition of structures through such bodies as ministries of finance and trade, national economic commissions, economic research institutes and other key agencies as well as through their participation in appropriate international bodies.
- (b) [Undertake legislative and administrative reforms to give women equal rights [equitable rights] with men to economic resources, including access to ownership and control over land, and other properties, credit, inheritance, natural resources and appropriate new technology;]

(b.bis)

69

Conduct reviews of national income and inheritance tax and social security systems to eliminate any existing bias against women;

(b.ter.ter)

[Seek to] Develop a more comprehensive knowledge of work and employment through, inter alia, efforts to measure and better understand this type, extent, and distribution of unremunerated work, particularly work in caring for dependents and unremunerated work done for family farms or business and encouraging, sharing and disseminating information, studies and experience in this field, including on the development of methods for assessing its value in quantitative terms, for possible reflection in accounts that may be produce separately from, but consistent with, core national accounts;

(b quater) [Provide developing countries with technical assistance and funding to collect the data on unwaged work and to incorporate them into their national accounts and other economic statistics]

(c) Review and amend laws governing the operation of financial institutions to ensure that they provide services to women and men on an equal basis;

new (c.bis.bis)

[Take efforts to facilitate more open and transparent budget processes];

(d) Revise and implement national policies that support the traditional savings, credit and lending mechanisms for women;

(e) Seek to ensure that national policies related to international and regional trade agreements do not adversely impact women's new and traditional economic activities;

(e.bis)

[Ensure that transnational corporations comply with national laws and codes, social security regulations and international environmental laws];

(f) Adjust employment policies to facilitate the restructuring of work patterns in order to promote the sharing of family responsibilities;

(d bis) Establish mechanisms and other forums to enable women entrepreneurs and women workers to contribute to the formulation of policies and programmes being developed by economic ministries and financial institutions.

70

- (g) Enact and enforce equal opportunity laws, take positive action and ensure compliance by the public and private sector through various means;
- (h) Use gender impact analysis in the development of [macro-and micro] economic and social policies to monitor such impact and restructure policies in cases where harmful impact occurs.
- (h.bis) Promote gender sensitive policies and measures to empower women as equal partners with men in technical, managerial and entrepreneurial fields.
- (h.bis) Reform laws or enact national policies which support the establishment of labour laws to ensure the protection of all women workers, including safe work practices, the right to organize and access to justice.

Strategic objective F.2.

Take positive action to facilitate women's equal access to resources, employment, markets and trade

Actions to be taken

115. By Governments:

- () Promote and support women's self-employment and development of small enterprises and strengthen women's access to credit and capital on appropriate terms equal to that of men through the scaling-up of institutions dedicated to promoting women's entrepreneurship, including, as appropriate, non-traditional and mutual credit schemes as well as innovative linkages with financial institutions;
- () Strengthen the incentive role of the State as employer to develop a policy of equal [equitable] opportunities between women and men;
- () Enhance, at the national and local levels, rural women's income-generating potential by facilitating their equal access to and control over productive resources, land, credit, capital, property rights, development programmes and cooperative structures;
- () Promote and strengthen micro enterprises, new small businesses, cooperative enterprises, expanded markets, and other employment opportunities and where appropriate, facilitate the transition from the informal to the formal sector, especially in rural areas.

71

- (a) Create and modify programmes and policies that recognize and strengthen women's vital role in food security and provide women producers paid and unpaid, especially those involved in food production, such as farming, fishing and aquaculture as well as urban enterprises, with equal access to appropriate technologies, transportation, extension services, marketing and credit facilities at the local and community levels;
- (a.bis) Establish appropriate mechanism and encourage intersectoral institutions which enable women cooperatives to optimize access to necessary services.
- (b) Increase the proportion of women extension workers and other government personnel who provide technical assistance or administer economic programmes;
- (c) Review, reformulate if necessary, and implement policies including business, commercial and contract law and government regulations to ensure that they do not discriminate against small and medium-enterprises owned by women in rural and urban areas;
- (d.bis) Analyze, advise on, coordinate and implement policies that integrate the needs and interests of employed, self-employed and entrepreneurial women into sectoral and inter-ministerial policies, programmes and budgets.
- (f) Ensure equal access for women to effective job training, re-training, counselling and placement services not limited to traditional employment areas.
- (j) Remove policy and regulatory obstacles faced by women in social and development programmes that discourage private and individual initiative.
- (k) Safeguard and promote respect for basic workers' rights including the prohibition of forced labour and child labour, freedom of association and the right to organize and bargain collectively, equal remuneration for men and women for work of equal value, and non-discrimination in employment and fully implement the conventions of the International Labour Organization in the case of States party to those conventions and taking into account the principles embodied in those conventions in the case of those countries that are not States party to thus achieve truly sustained economic growth and sustainable development.

117. By Governments, central banks and national development banks, and private banking institutions, as appropriate:

- (a) Increase participation of women including women entrepreneurs in advisory boards and other forums to enable women entrepreneurs from all sectors and their organizations to contribute to the formulation and review of policies and programmes being developed by economic ministries and banking institutions:

(a.bis)

Mobilize the banking sector to increase lending and refinancing through incentives and development of intermediaries that serve the needs of women entrepreneurs and producers in both rural and urban areas, and include women in their leadership, planning and decision-making;

- (b) Structure services to reach rural and urban women involved in small, micro and medium scale enterprises with special attention to young, low income, ethnic and racial minority and indigenous women who lack access to capital and assets; expand women's access to financial markets by identifying and encouraging financial supervisory and regulatory reforms that support financial institution's direct and indirect efforts to better meet the credit and other financial needs of the micro, small and medium scale enterprises of women;

(b.bis)

Ensure that women's priorities are included in public investment programmes for economic infrastructure such as water and sanitation, electrification and energy conservation, transport and road construction; promote greater involvement of women beneficiaries at the project planning and implementation stages to ensure access to jobs and contracts;

118. By Governments and non-governmental organizations:

- (a) Pay special attention to women's needs when disseminating market, trade and resource information and provide appropriate training in these fields:

(a.bis)

Encourage community economic development strategies that build on partnerships among governments, and members of civil society to create jobs and address the social circumstances of individuals, families and communities;

119. By multilateral funders, regional development banks as well as bilateral and private funding agencies, at the international, regional and sub-regional levels:

(a) Review, where necessary reformulate, and implement policies, programmes and projects to ensure that a [higher] [more equitable] proportion of resources reach women in rural and remote areas, [without attendant conditions which could place women under pressure to act against their ethical and religious values];

(b) Develop flexible funding arrangements to finance intermediary institutions that target women's economic activities and promote self-sufficiency and increased capacity in and profitability of women's economic enterprises;

(c) [Develop strategies for international [development] financial institutions and regional development banks to consolidate and strengthen their assistance to the micro, small and medium scale enterprise sector, and work together with bilateral agencies to coordinate and enhance the effectiveness of this sector, drawing upon the expertise and financial resources from within their own organization as well as from bilateral agencies, governments and nongovernmental organizations.]

119.bis By international, multilateral and bilateral development cooperation organizations:

Support through the provision of capital and/or resources, financial institutions that serve low-income, small and micro scale women entrepreneurs and producers, in both the formal and informal sectors.

119.ter. By Governments and/or multilateral financial institutions:

Review rules and procedures of formal national and international financial institutions that obstruct replication of the Grameen Bank prototype which provides credit facilities to rural women.

119.quater By international organizations:

[Seek to] provide adequate support for programme and projects designed to promote sustainable and productive entrepreneurial activities among women, in particular the disadvantaged.

Strategic objective F.3.

Provide business services and access to markets, information and technology to low-income women

Actions to be taken

120. By Governments [in cooperation with NGOs and the private sector]:

- (a) Provide public infrastructure to [ensure] facilitate equal market access for women and men entrepreneurs;
- (b) Develop programmes that provide training and retraining particularly in new technologies and affordable services to women in business management, product development, financing, production and quality control, marketing and the legal aspects of business;
- (b.bis) Provide outreach programmes to inform low income and poor women, particularly in rural and remote areas of opportunities for market and technology access and assistance in taking advantage of these opportunities
- (c) Create non-discriminatory [investment funds] [support services] for women's businesses and target women, particularly low-income women, in trade promotion programmes;
- (d) Disseminate information about successful women entrepreneurs in both, traditional and non traditional economic activities and the skills necessary for such success; facilitate networking and the exchange of information;
- (d.bis) Take measures to ensure equal access of women to ongoing training in the work place, including regard to unemployed women, single parents, women re-entering the labour market after an extended temporary exit from employment owing to family responsibilities and other causes women displaced by new forms of production or by retrenchment and increase incentives to enterprises to expand the number of vocational and training centers that provide training for women in nontraditional areas;
- (e) Provide affordable support services, such as quality, flexible and affordable child-care services which take into account the needs of working men and women;

121. By local, national, regional and international business organizations and non-governmental organizations concerned with women's issues:

Advocate, at all levels, for the promotion and support of women's business and enterprises including those in the informal sector and equal access of women to productive resources.

Strategic objective F.4. Strengthen women's economic capacity and commercial networks

Actions to be taken

122. By Governments:

- (a) Adopt policies that support business organizations, non-governmental organizations, cooperatives, revolving loan funds, credit unions, grass-roots organizations, women's self-help groups, and other groups to provide services to women entrepreneurs in rural and urban areas;
- (b) [Design special programmes for women affected by economic restructuring [and structural adjustment programmes], by the process of transition to market economies and for women who work in the informal sector];
- (c) [Adopt policies that strengthen women self-help groups and workers associations through non-conventional forms of support];
- (l) Support programmes that enhance the self-reliance of special groups of women, such as young women, women with disabilities, elderly women and women belonging to racial and ethnic minorities.
- (c) [Use the research of economists, scientists and technologists to promote gender equality];
- (c bis) Support the economic activities of indigenous women, taking into account their traditional knowledge, so as to improve their conditions and development;
- (e.ter) [Adopt policies to extend or maintain the protection of labor laws and social security provisions to those who do paid work in the home];
- (d) Recognize and encourage the contribution of research by women scientists and technologists.
- (d.bis) Ensure that policies and regulations do not discriminate against micro, small and medium enterprises run by women.

123. By financial intermediaries, national training institutes, credit unions, non-governmental organizations, women's associations, professional organizations and the private sector as appropriate:

- (a) Provide at national, regional and international levels training in a variety of business related and financial management and technical skills to enable women, especially young women, to participate in economic policy making at those levels;

76

- (b) Provide business services, including marketing and trade information, product design and innovation, technology transfer and quality control to women's business enterprises, including in export sectors of the economy;
 - (c) Promote technical and commercial links and establish joint ventures among women entrepreneurs at the national, regional and international levels to support women's community-based initiatives;
 - (d) Strengthen women's participation in production and marketing cooperatives by providing marketing and financial support, especially in rural and remote areas, including marginalized women:
 - (d.bis) Promote and strengthen women's microenterprises, new small business, cooperative enterprises, expanded markets and other employment opportunities and where appropriate, facilitate the transition from the informal to the formal sector, in rural and urban areas.
 - (e) Invest capital and develop investment portfolios to finance women's business enterprises:
 - (e.bis) Give adequate attention to providing technical assistance, advisory services, training and retraining for women connected with the entry to the market economy.
 - (f) Support credit networks and innovative ventures, including traditional savings schemes.
 - (f.bis) Provide networking arrangements for entrepreneurial women, including opportunities for the mentoring of inexperienced women by the more experienced;
 - (f.ter) Encourage community organizations and public authorities to establish loan pools for women entrepreneurs, drawing on successful small-scale cooperative models.
124. By [encouraging] [transnational and national corporations] [by private sector]:
- (a) Adopt policies and establish mechanisms to grant contracts on a non-discriminatory basis.

77

(b) Recruit women for leadership, decision-making and management and provide training programmes all on an equal basis with men.

(b bis)

Observe national labour environment, consumer, health and safety laws, particularly those that affect women.

Strategic objective F.5.

Eliminate occupational segregation and all forms of employment discrimination

Actions to be taken

125. By Governments, employers, employees, trade unions and women's organizations:

(a.bis)

[Implement and enforce laws, regulations and codes of conduct that extend international labour standards and workers rights to female workers in export processing zones];

(b) [Enact and enforce laws and introduce implementing measures, including means of redress and access to justice in case on non compliance, to prohibit direct and indirect discrimination on grounds of sex, sexual orientation and parental status in relation to access to employment, conditions of employment, including training, promotion, health and safety, as well as termination of employment and social security of workers, including legal protection against sexual and racial harassment.];

(b) Enact and enforce laws and develop workplace policies against [age and] gender discrimination in the labour market, hiring and promotion, and the extension of employment benefits and social security and regarding discriminatory working conditions and sexual harassment; mechanism should be developed for the regular review and monitoring of such laws.

(b.bis)

Eliminate discriminatory practices by employer on the basis of women reproductive roles and functions including refusal of employment and dismissal of women due to pregnancy and breastfeeding responsibilities.

(c) [Develop and promote employment programmes and services for women entering and/or reentering the labour market, especially poor urban, rural and young women and those affected by structural adjustment programmes including self-employment]

78

- (d) Implement and monitor positive public and private sector employment equity and positive action programmes to address systemic discrimination against women in the labour force, in particular women with disabilities and women belonging to other disadvantaged groups, with respect to [employment], hiring, retention and promotion and vocational training of women in all sectors;

(d.bis)

Eliminate occupational segregation, especially by promoting the equal participation of women in highly skilled jobs and senior management position and other measures such as counselling and placement that stimulate their on-the-job career development and upward mobility at the labour market and by stimulating the diversification of occupational choices by both women and men. Encourage women to take up non traditional jobs, especially in science and technology, [and encouraging men to seek employment in the social sector].

- (e) Recognize collective bargaining as a right and an important mechanisms to eliminate wage inequality for women and to improve working conditions.

(e.bis.bis)

Promote the election of women trade unions officials and ensure that trade union officials elected to represent women are given job protection and physical security in connection with the discharge of their functions;

- (g) [Ensure] access to and develop special programmes to enable women with disabilities to obtain and retain employment and [ensure] access to education and training at all proper levels in accordance with the UN Standard Rules on the Equalization of Opportunities for People with Disabilities. Adjust to the extent possible working conditions to suit the needs of women with disabilities who should be secured legal protection against unfounded job loss on account of their disabilities;

- (h) Increase efforts to close the gap between women's and men's pay and take steps to implement the principle of equal remuneration for equal work or work of equal value through strengthening legislation, including compliance with international labour and standards and encourage job evaluation schemes with gender neutral criteria;

- (i) Establish and/or strengthen mechanisms to adjudicate matters relating to wage discrimination;

- (j) Set specific targets dates for [eliminating] all forms of child labour that are contrary to accepted international standards and

ensure the full enforcement of relevant existing laws, and, where appropriate, enact the legislation necessary to implement the Convention on the Rights of the Child and International Labour Organization standards, ensuring the protection of working children, in particular, of street children, through the provision of appropriate health, education and other social services.

(j.bis)

[Ensure that the strategies to eliminate child labour recognize excessive demands made on some girls for unpaid work in the household.]

(j) bis.bis

Review and analyze [reformulate], the wage structures in female dominated professions such as teaching, nursing and child care with a view to raise their low status and earnings.

(i) [Facilitate the integration into the labour market of documented migrant women (including women determined to be refugees according to the Geneva Convention) by adopting an integrated approach to labour market training which incorporates language training and cross-cultural training];

The following (h) text is a merge of the original 125 c and d:

(h) Facilitate the productive employment of documented migrant women including women determined to be refugees according to the Geneva Convention through greater recognition of foreign education and credentials and by adopting an integrate approach to labour market and through training which incorporates language training.

(i) [Encourage the international exchange of information on education and training institutions in order to promote the productive employment of documented migrant women (including women determined to be refugees according to the Geneva Convention) through greater recognition of foreign education and credentials];

Strategic objective F.6. [Create a flexible work environment
Actions to be taken] [Better harmonization of work and family
responsibilities for women and men]

126. By Governments:

(a) [Adopt policies to extend the protection of labour and social security laws to part-time and temporary jobs and to seasonal and home-based workers and enact laws to

80

promote career development based on flexible work conditions];

(a.bis)

[Ensure that full and part-time work can be freely chosen by women and men on an equal basis and consider appropriate protection for atypical workers in terms of access to employment, working conditions, and social security];

(b) [Enact and enforce laws that grant parental leave and parental benefits to both women and men and promote the equitable sharing of responsibilities for the family by men and women including through appropriate legislation, incentives and/or encouragement;]

[Ensure, through appropriate legislation, incentives and/or encouragement, adequate opportunities for women and men to take parental leave and receive parental benefits]

(b.bis)

Develop policies, among others, in education to change attitudes that reinforce the division of labour based on gender to promote the concept of shared family responsibilities as equal partners at work, in the home, particularly in relation to children and elder care.

(c) Improve the development of, and access, to, technologies that facilitate occupational as well as domestic work, encourage self-support, generate income, transform gender-prescribed roles within the productive process, and enable women to move out of low-paying jobs.

(e) Examine a range of policies and programmes, including social security legislation and taxation system, in accordance with national priorities and policies, to determine how to promote gender equality and flexibility in the way people divide their time between and derive benefit from, education and training, paid employment, family responsibilities, volunteer activity and other socially useful forms of work, rest and leisure.

127. By Governments, the private sector and non-governmental organizations, trade unions and the United Nations, as appropriate:

(b) Adopt appropriate measures involving relevant governmental bodies and employers' and employees' associations so that women and men are able to take temporary leave from employment and retirement benefits, have transferable employment benefits, and make

81

arrangements to modify work hours without sacrificing prospects of development and advancement at work and in careers;

- (c) Design and provide educational programmes through innovative media campaigns and school and community education programmes to raise awareness on gender equality and non-stereotyped gender roles of women and men; provide support services and facilities such as on-site childcare, services and facilities at workplaces and flexible working arrangements.
- (e) Enact and enforce laws against sexual and other forms of harassment in all workplaces.

G. Inequality between men and women in the sharing of power, [family responsibilities] and decision-making at all levels. [Shared power: women in decision-making].

128. The Universal Declaration of Human Rights states that everyone has the right to take part in the government of his/her country. The empowerment and autonomy of women and the improvement of women's social, economic and political status is essential for the achievement of both transparent and accountable government and administration and sustainable development in all areas of life. The power-relations that impede women's attainment of fulfilling lives operate at many levels of society, from the most personal to the highly public. Achieving the goal of equal participation of women and men in decision-making will provide the balance which more accurately reflects the composition of society [and is a prerequisite for a proper functioning of democracy.] [and promotes a proper functioning of democracy.] Equality in political decision-making performs a leverage function, without which it is highly unlikely that a real integration of the equality dimension in government policy making is feasible. In this respect, women's equal participation in political life plays a pivotal role in the general process of the advancement of women. Women's equal participation in decision making is not only a demand of simple justice or democracy, but can also be looked at as a necessary condition for women's interests to be taken into account. Without the active participation of women and the incorporation of women's perspective at all levels of decision-making the goals of equality, development and peace cannot be achieved.

128.bis Despite the widespread movement towards democratization in most countries, women are largely under-represented at most levels of government, especially in ministerial and other executive bodies and have made little progress in attaining political power in legislative bodies or in achieving by 1995 the target of 30 per cent women in positions at decision-making levels endorsed by the Economic and Social Council. Only ten per cent of the members of legislative bodies, and a lower percentage of ministerial positions, are now held by women globally. Some countries, including those that are undergoing fundamental political, economic, and social changes, have seen a significant

decrease in the number of women in legislative bodies. Although women make up at least half of the electorate in almost all countries and have attained the right to vote and hold office in almost all member states of the UN, women continue to be seriously under-represented as candidates for public office. The traditional working patterns of many political parties and government structures can continue to be barriers to women's participation in public life. Women may be discouraged from seeking political office due to discriminatory attitudes and practices, family and child care responsibilities and the high cost of seeking and holding public office. Women in politics and decision-making positions in Governments and legislative bodies contribute to redefining political priorities, placing new items on the political agenda, which reflect and address women's gender-specific concerns, values and experiences and providing new perspectives on mainstream political issues.

129. Women have demonstrated considerable leadership in community and informal organizations, as well as in public office. However, socialization and negative stereotyping of women and men, including stereotyping through the media reinforces the tendency for political decision-making to remain the domain of men. Likewise, the under-representation of women in decision-making positions in the areas of art, culture, sport, media, education, religion and law have prevented women from having a significant impact on many key institutions.

130. Due to their limited access to traditional avenues to power, such as the decision-making bodies of political parties, employer organizations and trade unions, women have gained access to power through alternative structures, particularly in the non-governmental organization sector. Through non-governmental organizations and grass-root organizations women have been able to articulate their interests and concerns and have placed women's issues on the national, regional and international agendas.

131. Inequality in the public arena can often start [within the family when power relations between men and women are unbalanced] with discriminatory attitudes and practices within the family. Unequal division of labour and responsibilities within the household based on unequal power relations also limit women's potential to find the time and to develop the skills for participation in decision-making in the wider public fora. A more equal sharing of these responsibilities between women and men not only provides a better quality of life for women and their daughters but also enhances their opportunities to shape and design public policy, practice and expenditure, so that their interests are recognized and addressed. [Non-formal networks and patterns of decision-making at local, community level that reflect a dominant male ethos restrict women's ability to participate equally in political, economic and social life.]

132. The low proportion of women among economic and political decision makers at local, national, regional and international levels reflects structure and attitudinal barriers that need to be addressed through positive measures. Governments, transnational and national corporations, mass media, banks, academic and scientific institutions and regional and international

organizations, including those in the United Nations system, do not make full use of women's talents as top level managers, policy makers, [diplomats and negotiators.]

132.bis. The equitable distribution of power and decision making at all levels is dependent on governments and other actors undertaking statistical gender analysis and mainstreaming a gender perspective in policy development and the implementation of programmes. [Affirmative action in some countries with 33.3 per cent representation in national and local government has empowered women in the decision-making process.]

132.ter National, regional and international statistical institutions still have insufficient knowledge of how to present the issues related to equal treatment of women and men in the economic and social spheres. In particular there is insufficient use of existing databases and methodologies in the important sphere of decision-making.

132.quater In addressing the inequality between men and women in the sharing of power and decision-making at all levels, Governments and other actors should promote an active and visible policy of mainstreaming a gender perspective into all policies and programmes so that before decisions are taken, an analysis is made of the effects for women and men respectively.

[[Strengthen factors that promote the full and equal participation of women in power structures and decision-making at all levels and in all areas]]

Strategic objective G.1. Take special measures to ensure women's equal access to and full participation in power structures and decision-making

Actions to be taken

133. By Governments:

(a) Commit to establish the goal of gender balance in governmental bodies and committees, as well as in public administrative entities, and in the judiciary, including [setting specific targets] and implementing measures to substantially increase the number of women with a view to [achieving equal] representation of women and men in all governmental and public administration positions.

(a.bis)

[Consider measures in electoral systems that encourage political parties to integrate women in elective and non elective public positions in the same proportion and levels as men.]

(a.ter)

Protect and promote the equal rights of women and men to political activities and freedom of association, including membership in political parties and trade unions;

(a.quater)

[Review the differential impact of electoral systems on the political representation of women in elected bodies and consider, where appropriate, adjustment or reform of those systems;]

(c) Monitor and evaluate progress on the representation of women through the regular collection, analysis and dissemination of quantitative and qualitative data on women and men at all levels in various decision-making positions in the public and private sectors, and disseminate data on the number of women and men employed at various levels in governments on a yearly basis; ensure that women and men have equal access to the full range of public appointments and set up mechanisms within the governmental structures for monitoring progress in this field.

(d) Support non-governmental organizations and research institutes that conduct studies on women's participation and impact on decision-making and in the decision-making environment.

new (d.bis)

Encourage greater involvement of indigenous women in decision-making at all levels.

(d.ter)

[[Encourage] [Ensure] that government-funded organizations [to] adopt non-discriminatory policies and practices [in order to increase the number and raise the position of women in their organizations.]

(d.quater)

[Recognize that shared responsibilities between women and men of work and parental responsibilities promote women's increased participation in public life and take appropriate measures to achieve this including measures to reconcile family and professional life.]

(new e)

Aim at gender balance in the lists of national candidates nominated for election or appointment to United Nations bodies, specialized agencies and other autonomous organizations of the United Nations system, particularly at the senior level posts.

134. By political parties:

E/CN.6/1995/2
English
Page 150

243.5. To facilitate implementation of the Platform for Action, interested developed and developing country partners, agreeing on a mutual commitment, to allocate, on average, 20 per cent of ODA and 20 per cent of the national budget, respectively, to basic social programmes, should take into account a gender perspective.

244. Development funds and programmes of the United Nations system should [be invited to] undertake an immediate analysis of the extent to which their programmes and projects are directed to implementing the Platform for Action and, for the next programming cycle, should [at least double the] [consider the adequacy of] resources targeted towards eliminating disparities between women and men in their technical assistance and funding activities.

245. [Delete paragraph.] [Recognizing the special roles of UNIFEM and INSTRAW in the empowerment of women, the resources provided by Governments should be substantially increased by the year 2000.]

[Alternative text for 245: UNIFEM/INSTRAW have special roles to play in the promotion of the status and advancement of women's human rights. The international community should accept primary responsibility for strengthening UNIFEM and for providing the Fund with substantially increased resources that would enable it to meet its responsibilities in implementing the Platform for Action effectively. INSTRAW must be substantially strengthened to implement the Platform for Action within its mandate.]

[Alternative text for 245: Recognizing the special roles of UNIFEM and INSTRAW in the promotion of the empowerment of women, and therefore in the implementation of the Platform for Action within their respective mandates, the resources provided by the international community should be substantially increased by the year 2000.]

246. In order to improve the efficiency and effectiveness of the UN system in its efforts to promote the advancement of women, and to enhance its capacity to further the objectives of the Platform for Action, there is a need to renew, reform and revitalize the various parts of the UN system, especially the Division for the Advancement of Women, as well as those other units and subsidiary bodies with a specific mandate to promote the advancement of women. In this regard, relevant governing bodies within the UN system are encouraged to give special consideration to the effective implementation of the Platform for Action and to review their policies, programmes, budgets and activities in order to achieve the most effective and efficient use of funds to this end. [Mobilization of additional resources from within the UN regular budget in order to implement the Platform for Action may also be necessary.]

241. Regional development banks, regional business associations and other regional institutions should be invited to contribute to and help mobilize resources in their lending and other activities for the implementation of the Platform for Action. They should likewise be encouraged to take account of the Platform for Action in their policies and funding modalities.

[241 bis. The sub-regional/regional commissions should, where appropriate, assist in the mobilization of funds for the implementation of the Platform for Action.]

C. International level

242. Adequate financial resources should be committed at the international level for the implementation of the Platform for Action in the developing countries, particularly in Africa and the least developed countries. Strengthening national capacities in developing countries to implement the Platform for Action will require striving for the fulfillment of the agreed target of 0,7% of GNP for overall ODA as soon as possible, and increasing the share of funding for activities designed to implement the Platform for Action. Furthermore, countries involved in development cooperation should conduct a critical analysis of their assistance programmes so as to improve the quality and effectiveness of aid through the integration of a gender approach.

243. International financial institutions, including the World Bank Group, the International Monetary Fund, the International Fund for Agricultural Development and the regional development banks, should be invited to examine their grants and lending and to allocate loans and grants to programmes to implement the Platform for Action in developing countries, especially in Africa and in the least developed countries.

243 bis. The UN system should provide technical cooperation and other forms of assistance to the developing countries, in particular in Africa and the least developed countries, in implementing the Platform for Action.

243 ter. Implementation of the Platform for Action in countries with economies in transition will require continued international cooperation and assistance. The organizations and bodies of the United Nations system, including the technical and sectoral agencies, should facilitate the efforts of these countries in designing and implementing policies and programmes for the advancement of women. To this end, the IMF and the World Bank should be invited to assist these efforts.

243.4. Outcomes of [previous Summits and Conferences, including] the World Summit for Social Development regarding debt management and reduction should be implemented in order to facilitate the realization of the objectives of the Platform for Action.

E/CN.6/1995/2

English

Page 148

- 233. deleted
- 234. deleted
- 235. deleted

A. National level

236. The primary responsibility for implementing the strategic objectives of the Platform for Action rests upon Governments. To achieve these objectives Governments should make efforts to systematically review how women benefit from public sector expenditures, adjust budgets to ensure gender equality of access to public sector expenditures both for enhancing productive capacity and for meeting social needs and achieve the gender related commitments made in other United Nations Summits and Conferences. In order to successfully develop national implementation strategies for the Platform for Action, Governments should allocate sufficient resources, including resources to undertake gender-impact analysis. Governments should also encourage non-governmental organizations, private sector and other institutions to mobilize additional resources.

237. Sufficient resources should be allocated to national machineries for the advancement of women and to all institutions, as appropriate, which can contribute to the implementation and monitoring of the Platform for Action.

237 bis. Where national machineries for the advancement of women do not yet exist, or where they have not yet been established on a permanent basis, Governments should strive to make available sufficient and continuing resources for such machineries.

238. To facilitate the implementation of the Platform for Action, Governments should reduce, as appropriate, excessive military expenditures and investments for arms production and acquisition, consistent with national security requirements.

239. deleted

240. Non-governmental organizations, the private sector and other actors of civil society should be encouraged to consider allocating the resources necessary for the implementation of the Platform for Action. Governments should create a supportive environment for the mobilization of resources by non-governmental organizations, particularly women's organizations and networks, (feminist associations), the private sector and other actors of civil society to enable them to contribute towards this end. The capacity of non-governmental organizations in this regard should be strengthened and enhanced.

B. Regional level

2. Other international institutions and organizations

238. [In implementing the Platform, international financial institutions should be encouraged to review and revise policies, procedures and staffing [with a view to providing new and additional resources] to ensure that investments and programmes benefit women and thus contribute to sustainable development. They should [consider] increase[ing] the number of women in high-level positions, increase staff training in gender analysis, and institute policies and guidelines to ensure full consideration of the differential impact of leading programmes and other activities on women and men. The Bretton Woods institutions and other development agencies should be encouraged to have closer cooperation on gender issues in order to strengthen the effectiveness of the international response in this field.]

[239.bis. The General Assembly should give consideration to inviting the World Trade Organization to consider how it might contribute to the implementation of the Platform for Action, including activities in cooperation with the UN system.]

240. International non-governmental organizations have an important role to play in implementing [and monitoring the implementation of] the Platform for Action. [Consideration should be given to establishing a mechanism for collaborating with non-governmental organizations to monitor implementation of the Platform at various levels.]

VI. FINANCIAL ARRANGEMENTS

232. Financial and human resources have generally been insufficient for the advancement of women. This has contributed to the slow progress in implementing the Nairobi Forward-looking Strategies. Full and effective implementation of the Platform for Action, including the relevant commitments made at previous UN Summits and Conferences, requires a political commitment to make available human and financial resources for the empowerment of women. This would require integration of a gender perspective in budgetary decisions in policies and programmes, and adequate financing of specific programmes aimed at securing equality between women and men. To implement the Platform for Action, funding will need to be identified and mobilized from all sources across all sectors. Reformulation of policies and reallocation of resources may be needed within and among programmes yet some policy changes may not necessarily have financial implications. [Mobilization of additional resources, both public and private, including from innovative sources of funding, may also be necessary.]

E/CN.6/1995/2
English
Page 146

policy dialogue on women's empowerment and adequate resources for carrying out its functions should be made available.]

[Alternative text for 231 and 232: The future roles and functioning of INSTRAW and UNIFEM should be considered in the light of the decision to be taken by the General Assembly at its 50th session on the proposal to merge the two organizations.]

h. Specialized agencies and other organizations
of the United Nations system

233. In order to strengthen their support for actions at the national level, and to enhance their contributions to coordinated follow up by the UN, each organization should set out the specific actions they will undertake, including goals and targets to realign priorities and redirect resources to meet the global priorities which are identified in the Platform for Action. There should be a clear delineation of responsibility and accountability. These proposals should in turn be reflected in the system-wide medium-term plan for the advancement of women for the period 1996-2001.

234. Each organization should commit itself at the highest level and, in pursuing its targets, should take steps to enhance and support the roles and responsibilities of its focal points on women's issues.

235. In addition, specialized agencies with mandates to provide technical assistance in developing countries, particularly Africa and the LDCs, should cooperate more to ensure the continuing promotion of the advancement of women.

235.bis The UN system should consider and provide appropriate technical assistance and other forms of assistance to the countries with economies in transition in order to facilitate solution of their specific problems regarding the advancement of women.

236. Each organization should accord greater priority to the recruitment and promotion of women at the professional level to achieve gender balance, particularly at decision-making levels. The paramount consideration in the employment of the staff and in the determination of the conditions of service shall be the necessity of securing the highest standards of efficiency, competence, and integrity. Due regard shall be paid to the importance of recruiting the staff on as wide a geographical basis as possible. Organizations should report regularly to their governing bodies on progress towards this goal.

237. Coordination of UN operational activities for development at the country level should be improved through the Resident Coordinator system in accordance with relevant resolutions of the GA, particularly GA resolution 47/199 to take full account of the Platform for Action.

145

organization whose aim is to promote research and training on women's condition and development, should review its work programme in the light of the Platform for Action, together with Agenda 21, the Vienna Declaration and Programme of Action, the Programme of Action of the International Conference on Population and Development, and the Programme of Action of the World Summit for Social Development, and develop a programme for implementing those aspects of the Platform for Action that fall within its mandate. It should identify those types of research and research methodologies to be given priority, strengthen national capacities to carry out women's studies and gender research including that of the status of the girl child, and develop networks of research institutions that can be mobilized for that purpose. The proposed gender research should reflect the periodic changes in the socio-economic status of women and the girl child in various regions. It should identify those types of education and] training that can affectively be supported and promoted by the Institute, which will also serve as a focal point for gender training in the United Nations system as a whole as appropriate.]

g. United Nations Development Fund for Women

232. [As an autonomous fund in association with UNDP, the United Nations Development Fund for Women (UNIFEM) increases options and opportunities for women's economic and social development in developing countries by providing technical and financial assistance to incorporate the women's dimension into development at all levels. UNIFEM should review and strengthen its work programme for implementing the Platform for Action. UNIFEM should be given adequate resources in order to be able to undertake concrete actions and activities for the implementation of the Platform for Action. Its advocacy role should be increased by fostering international awareness of women's empowerment. Adequate resources for carrying out its functions should be made available.]

[Alternative text for 232: The United Nations Development Fund for Women (UNIFEM) is the unique entity created in the UN system with the mandate of increasing options and opportunities for women's economic and social development in developing countries by providing technical and financial assistance to incorporate the women's dimension into development at all levels. Therefore, UNIFEM should review and strengthen its work programme in the light of the Platform for Action and of the recommendations resulting from recent summits and conferences, all of which emphasize empowering women in the social and economic spheres. To that end, UNIFEM should be strengthened in order to be able to undertake concrete actions and activities for the implementation of the Platform for Action. Its advocacy role should be increased by fostering international awareness and multilateral

E/CN.6/1995/2
English
Page 144

sensitivity training or include gender-sensitivity training in all of its activities.

229. The Department of Public Information should seek to integrate a gender perspective in its general information activities, and, within existing resources, strengthen and improve its programmes on women and the girl child. To this end, DPI should formulate a multi-media communications strategy to support the implementation of the Platform for Action, taking new technology fully into account. Regular outputs of the DPI should promote the goals of the Platform, particularly in developing countries.

230. The Statistical Division of the Department for Economic and Social Information and Policy Analysis should have an important coordinating role in international work in statistics as described above in section IV, strategic objective H.3.

f. International Research and Training Institute for
the Advancement of Women

231. [In conformity with its mandates in research, training and the dissemination of information for the advancement of women, the International Research and Training Institute for the Advancement of Women (INSTRAW) should review its work programme in the light of the Platform for Action, which, together with Agenda 21, the Vienna Declaration and Programme of Action, the Programme of Action of the International Conference on Population and Development, and the Programme of Action of the World Summit for Social Development, will provide guidelines for the development of a programme for implementing those aspects of the Platform for Action that fall within its mandate. It should identify those types of research and research methodologies to be given priority, strengthen national capacities to carry out women's studies and gender research including that of the status of the girl child], and develop networks of research institutions that can be mobilized for that purpose. The proposed gender research should reflect the periodic changes in the socio-economic status of women and the girl child in various regions. It should identify those types of education and training that can effectively be supported and promoted by the Institute, which will also serve as a focal point for gender training in the United Nations system as a whole within its field of competence.]

[Alternative text for 231: In conformity with its mandates in research, training and the dissemination of information for the advancement of women, the International Research and Training Institute for the Advancement of Women (INSTRAW), as the only one UN

143

224. The primary function of the Division for the Advancement of Women of the Department for Policy Coordination and Sustainable Development is to provide substantive servicing to the Commission on the Status of Women and other intergovernmental bodies when they are concerned with the advancement of women as well as to the Committee on the Elimination of Discrimination against Women. It has been designated a focal point for the implementation of the Nairobi Forward-looking Strategies for the Advancement of Women. In the light of the review of the mandate of the CSW, as set out in paragraph 211, the functions of DAW will also need to be assessed. [The Secretary-General is requested to ensure more effective functioning of the Division for the Advancement of Women by, inter-alia, providing sufficient financial and human resources within the regular budget of the UN].

225. The Division should undertake analysis of obstacles to the advancement of women through application of gender impact analysis in policy studies for the Commission on the Status of Women, and through support to other subsidiary bodies. After the Fourth World Conference on Women it should play a coordinating role in preparing the revision of the system-wide medium-term plan for the advancement of women for the period 1996-2001 and should continue serving as the secretariat for inter-agency coordination for the advancement of women. It should continue to maintain a flow of information with national commissions, national institutions for the advancement of women and non-governmental organizations with regard to implementation of the Platform for Action.

iii. Other units of the United Nations Secretariat

226. The various units of the United Nations Secretariat should examine their programmes to determine how best they can contribute to the coordinated implementation of the Platform for Action. Proposals for implementation of the Platform need to be reflected in the revision of the system-wide medium-term plan for the advancement of women for the period 1996-2001, as well as in the proposed United Nations medium-term plan for the period 1998- 2002. The content of the actions will depend on the mandates of the bodies concerned.

227. Existing and new linkages should be developed throughout the Secretariat in order to ensure that the gender perspective is introduced as a central dimension in all activities of the Secretariat.

228. The Office of Human Resources Management should, in collaboration with programme managers world wide, and in accordance with the strategic plan of action for the improvement of the status of women in the Secretariat (1995-2000), continue to accord priority to the recruitment and promotion of women in posts subject to geographical distribution, particularly in senior policy level and decision-making posts, in order to achieve the goals set in General Assembly resolutions 45/125 and 45/239C and reaffirmed in GA resolutions 46/100, 47/93, 48/106 and 49/167. The training service should design and conduct regular gender-

E/CN.6/1995/2

English

Page 142

d. Committee on the Elimination of Discrimination against Women
and other treaty bodies

219. The Committee on the Elimination of Discrimination against Women, in implementing its responsibilities under the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women, should, within its mandate, take into account the Platform for Action when considering the reports submitted by States parties.

220. States Parties to the Convention on the Elimination of all Forms of Discrimination against Women are invited, when reporting under Article 18 of the Convention, to include information on measures taken to implement the Platform for Action in order to facilitate the Committee on the Elimination of Discrimination against Women in monitoring effectively women's ability to enjoy the rights guaranteed by the Convention.

221. The ability of the Committee on the Elimination of Discrimination against Women to monitor implementation of the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women should be strengthened [through the provision of human and financial resources within the regular budget of the UN, including expert legal assistance and, in accordance with GA Resolution 49/164, sufficient meeting time for the work of the Committee.] The Committee should increase its coordination with other human rights treaty bodies, taking into account the recommendations in the Vienna Declaration and Programme of Action.

222. Within their mandate, other treaty bodies, should also take due account of the implementation of the Platform for Action and ensure the integration of the equal status and [universal] human rights of women in their respective work.

e. United Nations Secretariat

i. Office of the Secretary-General

223. The Secretary-General is requested to assume responsibility for coordination of policy within the United Nations for the implementation of the Platform for Action and for the mainstreaming of a system-wide gender perspective into all activities of the United Nations taking into account the mandates of the concerned bodies. The Secretary-General should consider specific measures in order to ensure effective coordination in the implementation of these objectives.

ii. Division for the Advancement of Women

217. (Formerly para. 216) To help the CSW formulate and monitor a system-wide approach to implementation it should receive monitoring reports, including reports from organizations and agencies of the United Nations system. The effect of this would be to make the Commission the gender analysis arm of the Economic and Social Council. This would help strengthen the Council's policy-coordination function.

218. The Commission, in developing its work programme for the period 1996-2000, should review the critical areas of concern in the Platform for Action and prepare its agenda so as to integrate an item on follow up to the World Conference on Women, including gender analysis of critical issues before the United Nations, the content of which would be determined by the issues being taken up by the Economic and Social Council and the General Assembly.]

c.bis Other functional commissions

219. bis. Within their mandates, other functional commissions of the ECOSOC, should also take due account of the Platform for Action and ensure the integration of gender aspects in their respective work.

E/CN.6/1995/2
English
Page 140

reports of the Commission on the Status of Women. As coordinating body, the Council should be invited to review the mandate of the Commission on the Status of Women taking into account the need for effective coordination with other related Commissions and Conference follow up. The Council should incorporate gender issues into its discussion of all policy questions, giving due consideration to recommendations prepared by the Commission. It should consider dedicating at least one high-level segment before the year 2000 to the advancement of women and implementation of the Platform for Action with the active involvement and participation, inter-alia, of the UN specialized agencies, the World Bank, and the IMF.

212. The Council should consider dedicating at least one coordination segment before the year 2000 to coordination of the advancement of women, based on the revised system-wide medium-term plan for the advancement of women.

213. The Council should consider dedicating at least one operational activities segment before the year 2000 to the coordination of development activities related to gender, based on the revised system-wide medium term plan for the advancement of women, with a view to instituting guidelines and procedures for implementation of the Platform for Action by the funds and programmes of the United Nations system.

214. The Administrative Committee on Coordination should consider how its participating entities might best coordinate their activities, including through existing procedures at the interagency level for ensuring system-wide coordination to implement and help follow up the objectives of the Platform for Action.

[c. Commission on the Status of Women

215. (Formerly para. 217) The General Assembly and the ECOSOC are invited to review the mandate of the Commission on the Status of Women, taking into account the Platform for Action as well as the need for synergy with other related Commissions and Conference follow up.

216. (Formerly para. 215) As a functional commission assisting the Economic and Social Council, the Commission on the Status of Women should have a central role in monitoring the implementation of the Platform for Action and advising the Council thereon. It should have a clear mandate along with the necessary financial support to permit it to undertake regular monitoring and to enable it to coordinate the reporting on implementation of the Platform for Action with relevant agencies of the UN, particularly those concerned with the advancement of women, and various regional and national machineries and focal points.

should be given to establishing a high level post in the office of the Secretary General with the mandate of advising the Secretary General in his oversight of system-wide integration of gender concerns throughout the UN system. This person should advise the Secretary General on the system-wide achievement of the gender integration goals adopted by the Fourth World Conference on Women and set out in previous World Conferences and address UN action in all fields).

207. In following up the Fourth World Conference on Women, all entities of the UN system focusing on the advancement of women should have the necessary [resources and support] to carry out follow-up activities. The efforts of gender focal points within organizations should be well integrated into overall policy, planning, programming and budgeting.

208. Action must be taken by the United Nations and other international organizations to eliminate barriers to the advancement of women within their organizations in accordance with the Platform for Action.

209. [The United Nations should organize a mid-term World Conference on Women to assess the implementation of the Platform for Action].

a. General Assembly

210. The General Assembly, as the highest inter-governmental body in the UN, is the principal policy-making and appraisal organ on matters relating to the follow up to the Conference, and as such, should integrate gender issues throughout its work. It should appraise progress in the effective implementation of the Platform for Action, recognizing that these issues cut across social, political and economic policy. At its fiftieth session, in 1995, the General Assembly will have before it the Report on the Fourth World Conference on Women. In accordance with its resolution 49/161, it will also examine a report of the Secretary General on follow-up to the conference, taking into account recommendations of the Conference. The GA should include the follow up to the Conference as part of its continuing work on the advancement of women. In 1996, 1998 and the year 2000, it should review the implementation of the Platform for Action.

b. Economic and Social Council

211. The Economic and Social Council, in the context of its role under the Charter of the United Nations and in accordance with General Assembly resolutions 45/264, 46/235 and 48/162, would oversee system-wide coordination in the implementation of the Platform for Action and make recommendations in this regard. The Economic and Social Council should be invited to review the implementation of the Platform for Action, giving due consideration to the

E/CN.6/1995/2
English
Page 138

information about the global Platform for Action and the respective regional platforms or plans of action.

202. Deleted

C. International level

1. United Nations

203. The Platform for Action needs to be implemented through the work of all of the bodies and organizations of the United Nations system during the period 1995-2000, specifically and as an integral part of wider programming. An enhanced framework for international cooperation for gender issues must be developed during the period 1995-2000 in order to ensure the integrated and comprehensive implementation, follow-up and assessment of the Platform for Action taking into account the results of global United Nations summits and conferences. The fact that at all of these summits and conferences, governments committed themselves to the empowerment of women in different areas, makes coordination crucial to the follow-up strategies for this Platform for Action. [Note should also be taken in this context of the discussions on the Agenda for Development and the Agenda for Peace].

204. The institutional capacity of the United Nations system to carry out and coordinate its responsibility for implementing the Platform for Action, as well as its expertise and working methods to promote the advancement of women, should be improved.

205. Responsibility to ensure the implementation of the Platform for Action and the integration of a gender perspective into all policies and programs of the United Nations system must rest at the highest levels.

206. In order to improve their efficiency and effectiveness in providing support for equality and women's empowerment at the national level, and to enhance their capacity to achieve the objectives of the Platform for Action, there is need to renew, reform and revitalize the various parts of the UN system. [This would include reviewing the strategies and working methods of different UN mechanisms for the advancement of women with a view to strengthen their advisory, catalytic and monitoring functions in relation to mainstream bodies and agencies, separate women/gender units are necessary for effective mainstreaming, but strategies must be further developed to prevent inadvertent marginalization as opposed to mainstreaming of the gender dimension throughout all operations.]

206.bis. [In undertaking this overall review and effort to renew, reform and revitalize various parts of the UN system, consideration

organizations [and feminist movements] in collaboration with other NGOs should be encouraged to organize networks as necessary to advocate for and support the implementation of the Platform for Action by Governments, regional and international bodies.

196. Governments [should commit themselves to] [establish the goal of] gender balance, including through the creation of special mechanisms, in all [government committees], boards, and other relevant official bodies, as well as in all international bodies, institutions and organizations, notably by presenting and promoting more women candidates.

B. Sub-regional/Regional level

197. The regional commissions of the United Nations and other sub-regional/regional structures should promote and assist the pertinent national institutions in monitoring and implementing the global Platform for Action within their mandates. This should be done in coordination with the implementation of the respective regional platforms or plans of action and in [close] collaboration with the Commission on the Status of Women, taking into account the need for a coordinated follow-up to United Nations conferences in the economic, social, [human rights] and related fields.

198. In order to facilitate the regional implementation, monitoring and evaluation process, ECOSOC should consider reviewing the institutional capacity of the UN regional commissions within their mandates, including their women's units/focal points, to deal with gender issues in the light of the Platform for Action as well as the regional platforms or plans for action. Inter alia, consideration should be given, where appropriate, to strengthening capacity in this respect.

199. Within their existing mandates and activities, the UN regional commissions should mainstream women's issues and gender perspectives and should also consider the establishment of mechanisms and processes to ensure the implementation and monitoring both of the Platform for Action as well as regional plans and platforms for action. The regional commissions should, within their mandates, collaborate on gender issues with other regional intergovernmental organizations, non-governmental organizations, financial and research institutions and the private sector.

200. Regional offices of the United Nations specialized agencies should, as appropriate, develop and publicize a plan of action for implementing the Platform for Action, including the identification of time frames and resources. Technical assistance and operational activities at the regional level should establish well-identified targets for the advancement of women. To this end, regular coordination should be undertaken among United Nations bodies and agencies.

201. Non-governmental organizations within the region should be supported in their efforts to develop networks to coordinate advocacy and dissemination of

E/CN.6/1995/2
English
Page 136

for Action. These specific commitments will result in practical outcomes for women and girls and will ensure that the Fourth World Conference on Women is a conference of commitments. The specific commitments announced by individual governments at the Conference appear in an annex to the report of the Conference.]

191. National mechanisms and institutions for the advancement of women should participate in public policy formulation and encourage the implementation of the Platform for Action through various bodies and institutions, including the private sector and, where necessary, act as a catalyst in developing new programmes by the year 2000 in areas that are not covered by existing institutions.

192. The active support and participation of a broad and diverse range of other institutional actors should be encouraged, including legislative bodies, academic and research institutions, professional associations, trade unions, cooperatives, local community groups, non-governmental organizations, including women's organizations [and feminist movements], the media, religious groups, youth organizations, cultural groups, as well as financial and non-profit organizations.

193. In order for the Platform for Action to be implemented, it will be necessary for Governments to establish or make more effective national machineries for the advancement of women at the highest political level, appropriate intra- and inter-ministerial procedures and staffing, and other institutions with the mandate and capacity to broaden women's participation and integrate gender analysis into policy and programmes. The first step in this process for all institutions should be to review their objectives, programmes and operational procedures in terms of the actions called for in the Platform. A key activity should be to promote public awareness and support for the goals of the Platform for Action inter alia through mass media and public education.

194. As soon as possible, preferably by the end of 1995, governments should, in consultation with relevant institutions and NGOs, develop implementation strategies for the Platform and, preferably by the end of 1996, have developed their strategies or plans of action. This planning process should draw upon persons at the highest level of authority in Government and relevant actors in civil society. These implementation strategies should be comprehensive, with time bound targets, benchmarks for monitoring as well proposals for allocating or reallocating resources for implementation. Where necessary, the support of the international community could be enlisted including resources.

195. NGOs should be encouraged to contribute to the design and implementation of these strategies or national plans of action. They should also be encouraged to develop their own programs to complement Government efforts. Women's

135

number of countries established or strengthened national mechanisms to plan, advocate for and monitor progress in the advancement of women.

185. Implementation of the Platform for Action by national, sub-regional/regional and international institutions, both public and private, would be facilitated by transparency, by increased linkages between networks and organizations and by a consistent flow of information among all concerned. Clear objectives and accountability mechanisms are also required. Links with other institutions at the national, subregional/regional and international levels and with networks and organizations devoted to the advancement of women are needed.

186. Non-governmental and grass-roots organizations have a specific role to play in creating a social, economic, political, and intellectual climate based on equality between women and men. Women should be actively involved in the implementation and monitoring of the Platform for Action.

187. [Effective implementation of the Platform will also require changes in institutions and organizations including values, behaviour, rules and procedures, in their internal dynamics. Sexual harassment, including treatment of women as sex objects, should be eliminated.]

188. National, sub-regional/regional and international institutions should have strong and clear mandates and the authority, resources and accountability mechanisms needed for the tasks set out in the Platform for Action. Their methods of operation should ensure efficient and effective implementation of the Platform. There should be a clear commitment to international norms and standards of equality [and equity] between women and men as a basis for all actions [with respect to cultural values of nations].

189. In order to ensure effective implementation of the Platform for Action and to enhance the work for the advancement of women at the national, sub-regional/regional, and international levels, Governments, the United Nations system and all other relevant organizations should promote an active and visible policy of mainstreaming a gender perspective, including in monitoring and evaluation of all policies and programmes.

A. National level

190. Governments have the primary responsibility for implementing the Platform for Action. Commitment at the highest political level is essential to its implementation, and Governments should take a leading role in coordinating, monitoring and assessing progress in the advancement of women. [To this end, governments have been invited to state their own specific national commitments for priority action within the context of the Platform

E/CN.6/1995/2
English
Page 134

Strategic objective L.9: [Strengthen [the role of the] family
[responsibility] to advance the status of the girl-child.]

Actions to be taken:

26. By Governments, in cooperation with non-governmental organizations:

- (a) Formulate policies and programmes to help [the] family[ies] in [its] [their] supporting, educating and nurturing roles, with particular emphasis on the elimination of intra-family discrimination against the girl child;
- (b) Provide an environment conducive [for] [to] the strengthening of [the] family[ies], with a view to providing supportive and preventive measures [for the protection of the girl child.] [which protect and respect the girl child];
- (c) [Promote education and campaign for] [educate and encourage] parents and care-givers to [enhance equal treatment] treat [girls and boys equally] and to ensure shared responsibilities between girls and boys in the family.]]

V. INSTITUTIONAL ARRANGEMENTS

183. The Platform for Action establishes a set of actions that should lead to fundamental change. Immediate action and accountability are essential if the targets are to be met by the year 2000. Implementation is primarily the responsibility of Governments, but is also dependent on a wide range of institutions in the public, private and non-governmental sectors at the community, national, sub-regional/regional and international levels.

184. During the United Nations Decade for Women (1976-1985), many institutions specifically devoted to the advancement of women were established at the national, regional and international levels. At the international level, the International Research and Training Institute for the Advancement of Women (INSTRAW), the United Nations Development Fund for Women (UNIFEM), and the Committee to monitor the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women were established. These entities, along with the Commission on the Status of Women and its secretariat, the Division for the Advancement of Women, became the main institutions in the United Nations specifically devoted to women's advancement globally. At the national level, a

E/CN.6.1993/

2

English
Page 133

- (a) [Take effective actions and measures to enact and enforce legislation] to protect the safety and security of girls from all forms of violence at work, including training programmes, support programmes; and take measures to eliminate incidents of sexual harassment towards girls in educational and other institutions;
- (b) Take appropriate legislative, administrative, social and educational measures to protect the girl child in the household and in society, from all forms of physical or mental violence, injury or abuse, neglect or negligent treatment, maltreatment or exploitation, including sexual abuse;
- (c) [Undertake gender sensitization training] for those involved in healing and rehabilitation and other assistance programmes for girls who are victims of violence and promote programmes of information, support and training for such girls;
- (d) [Enact and enforce legislation] protecting girls from all forms of violence including infanticide, [female feticide/prenatal sex selection], genital mutilation, incest, sexual abuse, sexual exploitation, child prostitution, child pornography and develop age appropriate [safe and confidential] programmes and [medical and psychological] support services [recognising the rights, duties and responsibilities of parents and other persons legally responsible for children, and consistent with the Convention on the Rights of the Child] to assist girls who are subjected to violence;

strategic objective 1.8: Educate the girl child about social, economic and political issues and problems

Actions to be taken:

25. By Governments, international and non-governmental organizations:

(a) Provide access for girls to training, information and media on social, cultural, economic and political issues and enable them to articulate their views;

(a. bis)

Support NGOs, and in particular youth NGOs, in their efforts to promote the equality and participation of girls in society;

E/CN.6/1995/2
English
Page 132

strategic objective L.6: Eliminate the economic exploitation of child labor and protect young girls at work

Actions to be taken:

23. By Governments:

- (a) In conformity with article 32 of the Convention on the Rights of the Child, protect children from economic exploitation and from performing any work that is likely to be hazardous or to interfere with the education or to be harmful to the health, or physical, mental, spiritual, moral or social development.
- (b) Define a minimum age for child ~~employment~~ including girls under national legislation in all sectors of activities;
- (c) Protect young girls at work, inter alia, through:
 - A minimum age or ages for admission to ~~employment~~;
 - Strict monitoring of work conditions (respect for work time, prohibition of work by children not provided for by national legislation, monitoring of hygiene and health conditions at work);
 - Application of social security coverage;
 - Establishment of continuous training and education;
- (d) Strengthen, where necessary, legislation governing the work of children and provide for appropriate penalties or other sanctions to ensure effective enforcement of the legislation;
- (e) Use existing international labor standards, including, as appropriate, ILO standards about the protection of working children to guide the formulation of national labor legislation and policies;

strategic objective L.7: Eradicate violence against girls/ai [child]

Actions to be taken:

24. By Governments, international and non-governmental organizations:

E/CN.6/1995/

2

English
Page 131

(5) Include health and nutritional training as an integral part of literacy programs and school curricula from the primary level for the benefit of the girl child.

[(f.bis)

Emphasize the role and responsibility of adolescents in sexual and reproductive health and behavior through the provision of appropriate services and counselling as [as contained in the report of the ICPD][as agreed in the ICPD Plan of Action.] [Taking into account the reservations and declarations on that document and recognising the rights, duties and responsibilities of parents and other persons legally responsible for children, and consistent with the Convention on the Rights of the Child].

(f.ter)

Develop information and training programmes for health planners and implementors on the special health needs of the girl child.

(f.quater)

[Take all the appropriate measures with a view to abolishing traditional practices prejudicial to the health of children as stipulated in CEDAW Article 26.]

E/CN.6/1995/2
English
Page 130

Strategic objective L.5: Eliminate discrimination against girls in health and nutrition

Actions to be taken:

22. By Governments, international and non-governmental organizations:

- (a) Provide public information on the removal of discriminatory practices against girls in food allocation, nutrition and in access to health services;
- (b) Sensitize the girl child, parents, teachers and society about good general health and nutrition, and raise awareness about health dangers and other problems connected with early pregnancies. [recognizing the rights, duties and responsibilities of parents and other persons legally responsible for children, and consistent with the Convention on the Rights of the Child.].
- (c) Strengthen and reorient health education and health services, particularly primary health care programmes [including sexual and reproductive health] and design quality health programmes to meet the physical and mental needs of girls [recognizing the rights, duties and responsibilities of parents and other persons legally responsible for children, and consistent with the Convention on the Rights of the Child], and to give attention to young, expectant and nursing mothers;
- (d) Establish peer education and outreach programmes with a view to strengthening individual and collective action to reduce the vulnerability of girls, to HIV/AIDS and other STDs; [as agreed in the ICPD/Cairo Programme of Action]. [recognizing the rights, duties and responsibilities of parents and other persons legally responsible for children, and consistent with the Convention on the Rights of the Child.]
- (e) Ensure education and dissemination of information to girls, especially among adolescents regarding the physiology of reproduction, [reproductive and sexual health as agreed in the ICPD/Cairo Programme of Action] [and the knowledge of all safe methods of family planning, and control and prevention of HIV/AIDS and other STDs]; [recognizing the rights, duties and responsibilities of parents and other persons legally responsible for children, and consistent with the Convention on the Rights of the Child];

E/CN.6/1995/

2

English
Page 129

education by the year 2005 and equal access to higher education including vocational and technical education for all girls and boys, including the disadvantaged and gifted;

(b) Take steps to integrate functional literacy and numeracy programmes, particularly for out-of-school girls in development programmes;

(c) Promote human rights education in educational programmes and include in human rights education the fact that the human rights of women and of the girl child are an inalienable integral and indivisible part of universal human rights;

(d) Increase enrolment and improve retention rates of girls by allocating appropriate budgetary resources, by enlisting the support of the community and parents through campaigns and flexible school schedules, incentives, scholarships, access programmes for out-of-school girls and other measures.

(d.bis) Develop training programmes and materials for teachers and educators, raising awareness about their own role in the educational process with the view to providing them with effective strategies for gender-sensitive teachings;

(d.ter) Take actions to ensure that female teachers and professors have equal possibilities and status with male teachers and professors.

21. By Governments, international and non-governmental organizations:

(a) Provide education and skills training to increase girls opportunities for employment, and access to decision-making processes;

(a.bis)

Provide education to increase girls' knowledge and skills related to the functioning of the economic, financial and political system.

(b) Ensure access to appropriate education and skills training to girl children with disabilities for their full participation in life;

(c) Promote full and equal participation of girls in extracurricular activities such as sports, drama and cultural activities.

E/CN.6/1995/2

English

Page 128

food allocation, early marriage, violence against girls, female genital mutilation, child prostitution, [sexual abuse, rape and incest].

strategic objective L.3: [Increase public awareness of the value, needs and rights of the girl child, including the girl-child with special needs and in difficult circumstances, and to strengthen her self-image, self-esteem and status]

Actions to be taken:

19. By Governments, international and non-governmental organizations:

- (a) Generate awareness on the disadvantaged situation of girls among policy-makers, planners, administrators and implementors at all levels as well as within households and communities;
- (b) Make the girl-child, particularly the girl child in difficult circumstances, aware of her own potential, educate her about the rights guaranteed to her, [under international human rights instruments, particularly the Convention on the Rights of the Child], legislation enacted for her, and the various measures undertaken by both governmental and non-governmental organizations working to improve her status;
- (c) Educate women, men, girls and boys to promote girls' status and encourage them to work towards mutual respect and equal partnership between girls and boys;
- (d) Facilitate the equal provision of appropriate services and devices to girls with disabilities and provide, as appropriate, their families with related support services;

strategic objective L.4: Eliminate discrimination against girls in education, skills development and training

Actions to be taken:

20. By Governments:

- (a) Ensure universal and equal access to and completion of primary education by all children and eliminate the existing gap between girls and boys as stipulated in article 28 of the United Nations Convention on the Rights of the Child. Similarly, ensure equal access to secondary

E/CN.6/1995/

2

English
Page 127

- (b) Set up educational programmes, and develop teaching materials and textbooks that would sensitize and inform adults about the harmful effects of certain traditional or customary practices on girl children;
- (c) Develop and adopt curricula, teaching materials and textbooks to improve the self-image, the lives and work opportunities of girls particularly in areas where women have traditionally been under-represented such as math, science, and technology;
- (d) [Take steps so that traditional and religious attire [and practices] of girls is not a basis of discrimination in educational institutions.]

18. By Governments, international and non-governmental organizations[as appropriate]:

- (a) Promote an educational setting that eliminates all barriers that impede the schooling of married and/or pregnant girls and young mothers including, as appropriate, affordable and physically accessible child care facilities and parental education to encourage those who have responsibilities for the care of their children and siblings during their school years, to return to, or continue with, and complete schooling.
- (b) Encourage educational institutions and the media to adopt and project balanced and non-stereotyped images of girls and boys and work to eliminate child pornography, and degrading and violent portrayals of the girl child:
- (b.bis)
[Eliminate all forms of discrimination against the girl child and the root causes of son preference, which result in harmful and unethical practices regarding female infanticide and prenatal sex selection. This is often compounded by the increasing use of technologies to determine fetal sex, resulting in abortion of female fetuses.]
- (c) Develop policies and programmes, giving priority to formal and informal education programmes that support and enable girls to acquire knowledge, develop self-esteem, and take responsibility for their own lives. Place special focus on programmes to educate women and men, especially parents on the importance of girl's physical and mental health and well-being including elimination of discrimination against girls in

E/CN.6/1995/2
 English
 Page 126

would guarantee the succession and inheritance rights of the girl child.]

(c) Pass and strictly enforce laws to ensure [that marriage is not entered into without the free and full consent of the intending spouses.] In addition, pass and strictly enforce laws concerning the minimum legal age of consent and the minimum age at marriage and raise the minimum age at marriage where necessary;

(d) Develop and implement comprehensive policies, plans of action and programmes for the survival, protection, development and advancement of the girl child to promote and protect the full enjoyment of her [universal human] rights and to ensure equal opportunities for girls. These plans should form an integral part of the total development process;

(e) Ensure the disaggregation by sex and age of all data related to children in the health, education and other sectors, in order to include a gender perspective in planning, implementation and monitoring of such programmes

16. By Governments, international and non-governmental organizations:

(a) Disaggregate information and data on children by sex and age, undertake research on the situation of girls, and integrate, as appropriate, the results in the formulation of policies, programmes and decision-making for the advancement of the girl child.

*

(a. bis)
 Generate social support for the enforcement of laws on the minimum legal age at marriage, in particular by providing educational opportunities for girls.

(Note: location of * to be decided, probably in L.2)

strategic objective L.2: Eliminate negative cultural attitudes and practices against girls

Actions to be taken:

17. By Governments:

(a) Encourage and support, as appropriate, NGOs and community-based organizations in their efforts to promote changes in negative attitudes and practices towards girls;

E/CN.6/1995/

2

English
Page 125

children who are discriminated against because they belong to an ethnic or racial minority group.

14. All barriers must therefore be eliminated to enable girls [in all their diversity] to develop their full potential and skills through equal access to education and training, nutrition, physical and mental health care and related information.

14 bis. In addressing issues concerning children and youth, Governments should promote an active and visible policy of mainstreaming a gender perspective into all policies and programmes [so that before decisions are taken, an analysis is made of the effects for girls and boys respectively.]

strategic objective L.1: Eliminate all forms of discrimination against the girl child

Actions to be taken

15. By Governments:

(a) [By states which have not signed or ratified the UN Convention on the Rights of the Child, consider signing and ratifying the Convention, and by States which have signed and ratified the Convention, ensure full implementation of the UN Convention on the Rights of the Child] [through enactment/amendments in laws, rules and other procedures] and by fostering an enabling environment which encourages full respect for the rights of children;

(a bis.)

Consistent with Article 7 of the Convention on the Rights of the Child, take measures to ensure that a child shall be registered immediately after birth and shall have the right from birth to a name, the right to acquire a nationality and, [as far as possible], the right to know and be cared for by her parents:

(a ter.)

Take steps to ensure that children receive appropriate financial support from their parents, by, among other measures, enforcing child support laws.

(b) [Pass, as appropriate, and enforce legislation that would guarantee equal succession and inheritance rights of children regardless of sex.] [As appropriate, pass legislation that

E/CN.6/1995/2

English

Page 124

8. Existing discrimination against the girl child in her access to nutrition and physical and mental health services endangers her current and future health. An estimated 450 million adult women in developing countries are stunted as a result of childhood protein-energy malnutrition.

9. [The 1994 International Conference on Population and Development recognized that "full attention should be given to the promotion of mutual respectful and equitable gender relations and particularly to meeting the educational and service needs of adolescents to enable them to deal in a positive and responsible way with their sexuality".] [Responsible sexual behavior, sensitivity and equality in gender relations particularly when instilled during the formative years, enhance and promote respectful and harmonious partnerships between women and men. Support should be given to integrate sexual education for young people, with the support and guidance of their parents, that stress male responsibility for their own sexuality and fertility and that help them exercise their responsibilities.]

10. More than 15 million girls aged 15 to 19 give birth each year. Motherhood at a very young age entails complications during pregnancy and delivery and a risk of maternal death that is much greater than average. The children of young mothers have higher levels of morbidity and mortality. Early child-bearing continues to be an impediment to improvements in the educational, economic and social status of women in all parts of the world. Overall, early marriage and early motherhood can severely curtail educational and employment opportunities and are likely to have long term adverse impact on their and their children's quality of life.

11. Sexual violence and sexually transmitted diseases, including HIV/AIDS, have a devastating effect on children's health, and girls are more vulnerable than boys to the consequences of [unprotected sexual relations/premature and irresponsible sexual behavior]. Girls often face pressures to engage in sexual activity. Due to factors such as their youth, social pressures, lack of protective laws, or failure to enforce laws, girls are more vulnerable to all kinds of violence, particularly sexual violence, including rape, sexual abuse, prostitution, trafficking [including in human organs and tissue], and forced labor.

12. [Besides living with all the problems peculiar to girls, the disabled girl child has to cope additionally with discrimination for being disabled.]

13. Some children are particularly vulnerable especially the abandoned, homeless and displaced, street children and children in areas in conflict, and

E/CN.6/1995/

2

English
Page 123

girls in food allocation and other practices related to health and well-being. As a result, fewer girls than boys survive into adulthood.]

2. Girls are often treated as inferior and socialized to put themselves last, thus undermining their self-esteem. Discrimination and neglect in childhood can initiate a lifelong downward spiral of deprivation and exclusion from the social mainstream. Initiatives should be taken to prepare girls to participate actively, effectively and equally with boys in all levels of social, economic, political and cultural leadership.

3. Gender biased educational processes including curricula, educational materials and practices, teachers' attitudes and classroom interaction reinforce existing gender inequalities.

4. Girls and adolescents may receive a variety of conflicting and confusing messages on their gender roles from their parents, teachers, peers and the media. Women and men need to work together with children and youth to break down persistent gender stereotypes. [recognizing the rights, duties and responsibilities of parents and other persons legally responsible for children, and consistent with the Convention on the Rights of the Child.]

5. Although the number of educated children has grown in the past 20 years in some countries, boys have proportionally fared much better than girls. In 1990, 130 million children had no access to primary school; of these 81 million were girls. [This can be attributed to factors including customary attitudes, child labor, early marriages, lack of funds and lack of adequate schooling facilities, and teenage pregnancies.] [In some countries shortage of women teachers can inhibit girls' enrolment.] In many cases, girls start to undertake heavy domestic chores at a very early age and are expected to manage both educational and domestic responsibilities, often resulting in poor scholastic performance and early drop-out from schooling.

6. The percentage of girls enrolled in secondary school remains significantly low in many countries and girls are often not encouraged or given the opportunity to pursue scientific and technological training and education, which limits their knowledge required for their daily lives and their employment opportunities.

7. Girls are less encouraged than boys to participate in and learn about the social, economic and political functioning of society with the result that they are not offered the same opportunities as boys to accede the decision-making processes.

E/CN.6/1995/2

English

Page 122

- (iv) Measures to develop and include environmental, economic, [cultural], social and gender-sensitive analyses as an essential step in the development [and monitoring] of programmes and policies;
- (v) Programmes to create rural and urban training, research and resource centres that will disseminate environmentally sound technologies to women;

new (f) [Prohibit the transboundary movement of hazardous toxic and radio active material waste].

- (c) Promote coordination within and among institutions to implement the Platform for Action and chapter 24 of Agenda 21 [and, inter alia, request [the Commission on the Status of Women], the Commission on Sustainable Development and ECOSOC to [monitor and] evaluate periodically the implementation of Agenda 21 with regard to women and the environment];

L. [Persistent discrimination against and violation of the rights of] [Survival, protection and development of] the girl child

1. The Convention on the Rights of the Child recognizes that "States Parties shall respect and ensure the rights set forth in the present Convention to each child within their jurisdiction without discrimination of any kind, irrespective of the child's or his or her parent's or legal guardian's race, color, sex, language, religion, political or other opinion, national, ethnic or social origin, property, disability, birth or status." (Article 2, para 1). [States Parties shall respect the responsibilities, rights and duties of parents or, where applicable the members of the extended family, or community as provided for by local custom, legal guardians or other persons legally responsible for the child, to provide, in a manner consistent with the evolving capacities of the child, appropriate direction and guidance in the exercise by the child of the rights recognised in the present Convention." (Article 5)] However, in many countries available indicators show that the girl child is discriminated against from [conception/infancy,] through her childhood, and into adulthood. [In some areas of the world, men outnumber women by 5 in every 100. The reasons for the discrepancy, for the millions of missing women, include, among others, harmful attitudes and practices, such as female genital mutilation, son preference which results in female infanticide and prenatal sex selection, early marriage, violence against women, prostitution, sexual abuse, discrimination against

E/CN.6/1995/

2

English
Page 121

- (c.bis) Support women's consumer initiatives by promoting the marketing of organic food and recycling facilities, product information [and product labelling, including labelling of toxic chemicals and pesticides containers for those who are illiterate].

Strategic objective K.3. Establish or strengthen mechanisms at the national, regional and international levels to assess the impact of development and environmental policies on women

Actions to be taken

182. By Governments, regional and international organizations and non-governmental organizations, as appropriate:

- (a)bis Provide technical assistance to women, particularly in developing countries, in the sectors of agriculture, fisheries, small enterprises, trade and industry to ensure the continuing promotion of human resource development, and the development of environmentally sound technologies and of women entrepreneurship;
- (b) Develop gender-sensitive databases, information [and monitoring] systems and participatory action-oriented research, methodologies and policy analyses with the collaboration of academic institutions and local women researchers on the following:
- (i) Knowledge and experience on the part of women of the management and conservation of natural resources for incorporation in the databases and information systems for sustainable development;
 - (ii) The impact on women of environmental and natural resource degradation, deriving from, *inter alia*, unsustainable production and consumption patterns, drought, poor quality water, global warming, desertification, sea level rise, hazardous waste, natural disasters, toxic chemicals and pesticide residues, radioactive waste, armed conflicts [and refugee flows].
 - (iii) Analysis of the structural links between gender relations, environment and development, with special emphasis on particular sectors, such as agriculture, industry, fisheries, forestry, environmental health, biological diversity, climate, water resources and sanitation.

E/CN.6/1995/2

English

Page 120

- (c) Develop a strategy for change to eliminate all obstacles to women's full and equal participation in sustainable development and equal access to [and control over] resources;
 - (d) Promote the education of girls and women of all ages in science, technology and economics and other disciplines relating to natural environment, so they can make informed choices, and offer informed input in determining local economic, scientific and environmental priorities for the management of and appropriate use of natural and local resources and ecosystems;
 - (e) Develop programmes to involve female professionals and scientists, as well as technical, administrative and clerical workers in environmental management and develop training of girls and women in these fields, expand opportunities for hiring and promotion of women in these fields and implement special measures to advance women's expertise and participation in these activities;
 - (f) Identify and promote environmentally sound technologies that have been designed, developed and improved in consultation with women and that are appropriate to both women and men;
 - (g) Support the development of women's equal access to housing infrastructure, safe water, sustainable and affordable energy technologies, such as wind, solar, biomass and other renewable sources, through participatory needs assessments, energy planning and policy formulation at local and national levels;
- (new h) Ensure that clean water is available and accessible to all by the year 2000 and that environmental protection and conservation plans are designed and implemented to restore polluted water systems and rebuild damaged watersheds;
181. By international organizations, non-governmental organizations and private sector institutions:
- (a) Involve women in the communication industries in raising awareness regarding environmental issues, especially on the environmental and health impacts of products, technologies and industry processes;
 - (c) Encourage consumers to use their purchasing power to promote the production of environmentally safe products and encourage their investment in environmentally sound and productive agricultural, fisheries, commercial and industrial activities and technologies;

E/CN.6/1995/

2

English
Page 119

- (a) Assume advocacy of environmental and natural resource management issues of concern to women and provide information and contribute to resource mobilization for environmental protection and conservation.
- (a)bis Facilitate the access of women agriculturists, fishers and pastoralists to knowledge, skills, marketing services and environmentally sound technologies to support and strengthen their crucial roles and their expertise in resource management and the conservation of biological diversity;

Strategic objective K.2. Ensure integration of gender concerns and perspectives in policies and programmes for sustainable development

Actions to be taken

180. By Governments:

- 177 (c) Evaluate policies and programmes in terms of environmental impact and women's equal access to and use of natural resources;
- 177 (d) bis Ensure adequate research to assess how and to what extent women are particularly susceptible or exposed to environmental degradation and hazards, include, as necessary, research and data collection on specific groups of women, particularly women with low income, indigenous women, and women belonging to minorities:
- (a) [Integrate rural women's traditional knowledge and practices of sustainable resource use and management in the development of environmental management and extension programmes];
- (a.bis) Integrate the results of gender-sensitive research into mainstream policies with a view to developing sustainable human settlements;
- (b) Promote the knowledge of and sponsor research on the role of women, focusing particularly on rural and indigenous women in food gathering and production, soil conservation, irrigation, watershed management, sanitation, coastal zone and marine resource management, integrated pest management, land-use planning, forest conservation and community forestry, fisheries, natural disaster prevention and new and renewable sources of energy focusing particularly on indigenous women's knowledge and experience;

E/CN.6/1995/2

English

Page 118

including through appropriate applications of clean technologies taking into account the precautionary approach agreed to in the Rio Declaration;

new (g) Take measures to integrate [women's concerns and] a gender perspective in the design and implementation of, among other things, environmentally sound and sustainable [energy and] resource management mechanisms, production techniques and infrastructure development in rural and urban areas;

new (h) [Take measures to empower women as consumers to take effective environmental actions in their homes, communities and workplaces].

new (i) Promote the participation of local communities, particularly women in identification of public services needs, spatial planning and the provision and design of urban infrastructure.

178. By Governments and international organizations and private sector institutions, as appropriate:

(a) Take into consideration gender impact in the work of the Commission on Sustainable Development and other appropriate United Nations bodies and activities of international financial institutions.

(b) Promote involvement of women and incorporation of a gender perspective in the design, approval and execution of projects funded under the Global Environment Facility and other appropriate United Nations agencies;

(c) Encourage the design of projects in the areas of concern to the Global Environmental Facility that would benefit women and projects managed by women.

(c)bis Establish strategies and mechanisms to increase the proportion of women, particularly at grassroots levels, involved as decision makers, planners, managers, scientists and technical advisers and as beneficiaries in the design, development and implementation of policies and programmes for natural resource management and environmental protection and conservation.

new (e) Encourage social, economic, political and scientific institutions to address environmental degradation and the resulting impact on women.

179. By non-governmental organizations and the private sector:

E/CN.6/1995/

2

English
Page 117

conferences for the Fourth World Conference on Women, have all acknowledged that sustainable development policies that do not involve women and men alike will not succeed in the long run. They have called for the effective participation of women in the generation of knowledge and environmental education in decision-making and management at all levels. Women's experiences and contributions to an ecologically sound environment must therefore be central to the agenda for the twenty-first century. Sustainable development will be an elusive goal without recognizing and supporting women's contribution to environmental management.

176.bis In addressing the lack of adequate recognition and support for women's contribution to conservation and management of natural resources and safeguarding the environment, Governments and other actors should promote an active and visible policy of mainstreaming a gender perspective into all policies and programmes, [so that before decisions are taken, an analysis is made of the effects for women and men respectively].

Strategic objective K.1. Involve women actively in environmental decision-making at all levels

Actions to be taken

177. By Governments, at all levels, including municipal authorities, as appropriate:

- (b) [Ensure] opportunities for women, including indigenous women, to participate in environmental decision-making at all levels, including as managers, designers, planners, and implementers and evaluators of environmental projects;

New (c) Facilitate and increase women's access to information and education, including in the areas of science, technology and economics, thus enhancing their knowledge, skills and opportunities for participation in environmental decisions;

- (d) Integrate the perspectives and knowledge of all women, including indigenous women, on sustainable resource management in the development of policies and programmes for sustainable development, including in particular, those designed to address and prevent environmental degradation of the land;

new (f) Take appropriate measures to reduce risks to women from identified environmental hazards at home, at work and in other environments,

E/CN.6/1995/2
English
Page 116

expressed their commitment to create a new development paradigm that integrates environmental sustainability with gender equality and justice within and between the generations as maintained in Agenda 21, Chapter 24].

172. Women remain largely absent at all levels of policy formulation and decision-making in natural resource and environmental management, conservation, protection and rehabilitation and their experience and skills in advocacy for and monitoring of proper natural resource management too often remain marginalized in policy-making and decision-making bodies, as well as educational institutions and environment-related agencies at the managerial level. Women are rarely trained as professional natural resource managers with policy-making capacities such as land-use planners, agriculturalists, foresters, marine scientists and environmental lawyers. Even in cases where women are trained as professional natural resource managers, they are often under-represented in formal institutions with policy making capacities at the national, regional and international levels. Often women are not equal participants in the management of financial and corporate institutions whose decision-making most significantly affects environmental quality. Furthermore, there are institutional weaknesses in coordination between women's non-governmental organizations and national institutions dealing with environmental issues, despite the recent rapid growth and visibility of women's non-governmental organizations working on these issues at all levels

173. Women have often played leadership roles or taken the lead in promoting an environmental ethic, and reducing resource use, reusing and recycling resources to minimize waste and excessive consumption. Women can have a particularly powerful role in influencing sustainable consumption decisions. In addition, women's contributions to environmental management, including through grassroots and youth campaigns to protect the environment, have often taken place at the local level, where decentralized action on environmental issues is most needed and decisive. Women, especially indigenous women, have particular knowledge of ecological linkages and fragile ecosystem management. Women in many communities provide the main labour force to subsistence production, including production of seafood, hence, their role is crucial to the provision of food and nutrition, the enhancement of subsistence and informal sector and the preservation of the environment. In certain regions, women are generally the most stable members of the community, as men often pursue work in distant locations, leaving women to safeguard the natural environment and ensure adequate and sustainable resource allocation within the household and community.

176. The strategic actions needed for sound environmental management require a holistic, multidisciplinary and intersectoral approach. Women's participation and leadership is essential to every aspect of that approach. The recent United Nations global conferences on development, as well as regional preparatory

E/CN.6/1995/

2

English
Page 115

patterns, and approaches to natural resources management as was recognized at the United Nations Conference on Environment and Development and the United Nations Conference on Population and Development and reflected throughout Agenda 21. Awareness of resource depletion, the degradation of natural systems and the dangers of polluting substances increased markedly in the past decade. These worsening conditions are destroying fragile ecosystems, displacing communities, especially women, from productive activities and are an increasing threat to a safe and healthy environment. [The major cause of the continued deterioration of the global environment is the unsustainable pattern of consumption and production, particularly in industrialized countries. Rising sea levels as a result of global warming causes a grave and immediate threat to people living on island countries and coastal areas. The using of ozone depleting substances such as products with chlorofluoro-carbon, halos, foams and plastics are severely affecting the atmosphere by allowing harmful ultra violet rays reaching the earth surface causing severe effects on the health of people].

174. All States and all people shall cooperate in the essential task of eradicating poverty as an indispensable requirement for sustainable development, in order to decrease the disparities in standards of living and better meet the needs of the majority of the people of the world. [Poverty and environmental degradation are closely related]. [In addition, war, armed conflicts, foreign occupation and displacements are also closely related to environmental degradation.] The deterioration of natural resources displaces communities, especially women, from income-generating activities while greatly adding to unremunerated work. In both urban and rural areas, environmental degradation results in negative effects on the health, well-being and quality of life of the population at large, especially girls and women of all ages. Particular attention and recognition should be given to the role and the special situation of women living in rural areas and those working in the agricultural sector, where access to training, land, natural and productive resources, credit, development programmes and cooperative structures can help them increase their participation in the sustainable development. Environmental risks in the home and workplace may have a disproportionate impact on women's health because of women's different susceptibilities to the toxic effects of various chemicals. These risks to women's health are particularly high where there is a high concentration of polluting industrial facilities.

[Through their management and use of natural resources women provide sustenance to their families and communities. As consumers, care takers for their families and educators, women are important to promote sustainable development and their concern for the quality and sustainability of life for present and future generations. Women

E/CN.6/1995/2

English

Page 114

bis.) Increase women's participation in decision-making at all levels of the media.

170. By the media, NGO's and the private sector in collaboration, as appropriate, with national machinery for the advancement of women:

(a) Promote the equal sharing of family responsibilities through media campaigns, [which emphasize gender-equality and non-stereotyped gender roles of women and men within the family], and which disseminate information aimed at eliminating spousal and child abuse and all forms of violence against women, including domestic violence ;

(b) Produce and/or disseminate media materials on women leaders *inter alia*, [as caring mothers and nurturers of happy families] managers and entrepreneurs as role models particularly to young women;

b.bis) Promote extensive campaigns making use of public and private educational programmes to disseminate information about [the human rights of woman], [about the rights of women as provided for in international human rights instruments] with the view to increasing their awareness about their human rights;

(c) [Support the development of] [Develop and finance] new alternative media and the use of all means of communications to disseminate information to and about women and their concerns.

(c.bis) Develop approaches and train experts to apply gender analysis with regard to media programmes.

K. ~~[Lack of adequate recognition and support for] [Promote] women's contribution to managing natural resources and safeguarding the environment] [Women and the Environment]~~

171. [Human beings are at the centre of concerns for sustainable development. They are entitled to a healthy and productive life in harmony with nature]. Women have an essential role to play in the development of sustainable and ecologically sound consumption and production

8 The text is not in brackets but the inclusion of the text in this section is not yet agreed.

E/CN.6/1995/

2

English
Page 113Actions to be taken

8. By Governments and international organizations to the extent consistent with freedom of expression:
- (a) Promote research and implementation of a strategy of information, education and communication aimed at promoting a balanced portrayal of women and girls, and their multiple roles.
 - (b) Encourage media and advertising agencies to develop specific programmes to raise awareness of the Platform for Action;
- new (d) Encourage gender-sensitive training for media professionals including media owners and managers to encourage the creation and use of [positive] [non-stereotyped] images of women in the media;
- (d.bis) Encourage media to refrain from presenting women as inferior beings and exploited as a sexual object and commodity, rather a creative human person, a key actor, contributor to and beneficiary of the process of development;
- new (e) Promote the concept that sexist stereotypes displayed in the media are gender discriminatory, degrading in nature and offensive;
- new (f) Take effective measures or institute such measures including appropriate legislation against pornography and the projection of violence against women and children in the media.
169. By mass media and advertising organizations:
- a. (a) Develop [appropriate regulatory mechanisms] [professional guidelines and codes of conduct] and other forms of self-regulation to promote the presentation of non-stereotyped images of women;
 - (b) [Establish professional guidelines and codes of conduct that addresses violence, degrading or pornographic materials concerning women in the media, including the advertising;]
 - (c) Develop a gender perspective on all issues of concern to communities, consumers and civil society.

E/CN.6/1995/2

English

Page 112

(a) Encourage the development of educational and training programmes for women, to produce information for the mass media, including funding of experimental efforts, and the use of the new technologies of communication, cybernetics space and satellite, whether public or private;

(a bis) Encourage the use of communication systems, including new technologies, as a means of strengthening women's participation in democratic processes;

(b) Facilitate the compilation of a directory of women media experts;

(c) Encourage the participation of women in the development of [professional guidelines and codes of conduct] [appropriate regulatory mechanisms] to promote balanced and [non-stereotyped] portrayals of women by the media.

167. By non-governmental organizations and media professional associations:

(a) Encourage the establishment of media watch groups that can monitor the media and consult with the media to ensure that women's needs and concerns are properly reflected;

(b) Train women to make greater use of information technology for communication and media, including at the international level;

(c) Create networks among and develop information programmes for non-governmental organizations, women's organizations and professional media organizations in order to recognize the specific needs of women in the media, and facilitate communication, in particular, at the international level, in support of South-South and North-South dialogue among and between these organizations, inter alia to promote the human rights of women and equality between women and men;

(d) Encourage the media industry and education and media training to develop, in appropriate languages, traditional, indigenous and ethnic groups' forms of media such as story telling, drama, poetry and song, [reflecting their cultures] [reflecting their own cultural values] [reflecting their moral ethical and religious values], and utilise these forms of communication to disseminate information on development and social issues.

strategic objective J.2. Promote a [positive] [balanced and non-stereotyped] portrayal of women in the media

E/CN.6/1995/

2

English
Page 111

- () Support research into all aspects of women and the media so as to define areas needing attention and action and review existing media policies with a view of integrating a gender perspective.
- (a) Promote women's [full and] equal participation in the media, including management, programming, education, training and research;
- (b) Aim at gender-balance in the appointment of women and men to all advisory, management, regulatory or monitoring bodies, including those connected to the private and state or public media;

(b. bis)

Encourage, to the extent consistent with freedom of expression these bodies to increase the number of programmes for and by women to see to it that women's needs and concerns are properly addressed;

- (c) Encourage and recognize women's media networks, including electronic networks and other new technologies of communication, as a means for the dissemination of information and the exchange of views, including at the international level, and support women's groups active in all media work and systems of communications to that end;

aw (d)

[Encourage and provide the means for the creative use of indigenous cultural forms in the media for the dissemination of information of development and social issues and encourage the development of local media and programming;]

- (f) Guarantee the freedom of the media and its subsequent protection within the framework of national law [and to encourage the positive involvement by the media in development and social issues];

165.bis By national and international media systems:

- () Develop, consistent with the freedom of expression, regulatory mechanisms, including voluntary ones that promote balanced and diverse portrayals of women by the media and international communication system and to promote increased participation by women and men in production and decision-making;

166. By Governments as appropriate or national machinery for the advancement of women:

E/CN.6/1995/2
 English
 Page 110

163. The continued projection of negative and degrading images of women in the media communications -electronic, print, visual and audio - must be changed. Print and electronic media in most countries do not provide a balanced picture of women's diverse lives and contributions to society in a changing world. In addition, violent and degrading or pornographic media products [are also negatively affecting] [can also negatively affect] women, and their participation in the society. Programming which reinforces women's traditional roles can be equally limiting. The world-wide trend towards consumerism has created a climate in which advertisements and commercial messages often portray women primarily as consumers and target girls and women of all ages inappropriately.

164. Women should be empowered by enhancing their skills, knowledge and access to information technology. This will strengthen their ability to combat negative portrayals of women internationally and to challenge instances of abuse of the power of an increasingly important industry. Self-regulatory mechanisms for media need to be created and strengthened and approaches developed to eliminate gender-biased programming [and excessive control or influence of transnational corporations.] Most women, especially in developing countries are not able to access effectively the expanding electronic information highways and therefore cannot establish networks which will provide them alternative sources of information. Women, therefore, need to be involved in decision making regarding the development of the new technologies in order to participate fully in their growth and impact.

164.bis In addressing the issue of the mobilization of the media, Governments and other actors should promote an active and visible policy of mainstreaming a gender perspective into policies and programmes.

[Enhance the role of traditional and modern communications media to promote awareness of equality between women and men effectively]

Strategic objective J.1. Increase the participation and enhance the access of women to expression and decision-making in and through the media and new technologies of communication

Actions to be taken

165. By Governments:

- () Support women's education, training and employment to [ensure women's greater access] [promote woman's equal] access to all areas and levels of media;

E/CN.6/1995/

2

English
Page 109

(b) [Promote education on the human and legal rights of women in school curricula at all levels of education and undertake public campaigns in the most widely used languages of the country, on the equality of women and men in public and private lives, including their rights within the family and relevant human rights instruments under national and international law.]

b.bis) Promote education in all countries in human rights and international humanitarian law for members of national security and armed forces including those assigned to United Nations peacekeeping operations, on a routine and continuing basis, reminding them and sensitizing them to the fact that they should respect the rights of women, at all times, both on and off duty; giving special attention to the rules on the protection of women and children and to the protection of human rights in situations of armed conflict.

(New c) Take appropriate measures to ensure that refugee and displaced women, migrant women, and women migrant workers are made aware of their human rights and of the recourse mechanisms available to them.

J. Inequality in women's access to and participation in all communications systems, especially media, and its insufficient mobilization to promote women's contribution to society. (Mobilize the media to portray women's contribution to society.) (and responsibility of the media for the impact of its content on women.) (Women and the media)

161. During the past decade, advances in information technology have facilitated a global communications network which transcends national boundaries and has an impact on public policy, private attitudes and behaviours, especially of children and young adults. Everywhere the potential exists for the media to make a far greater contribution to the advancement of women.

162. More women are involved in careers in the communication sector, but few have attained positions at the decision-making levels or serve on governing boards and bodies which influence media policy. The lack of gender sensitivity in the media is evidenced by the failure to eliminate the gender-based stereotyping that can be found in public, and private, local, national and international media organizations.

E/CN.6/1995/2

English

Page 108

160. By Governments, [including through] [with the] [support of] [and] non-governmental organizations, United Nations and other international organizations, as appropriate:

(a) Translate whenever possible, into the local and indigenous languages and into alternative formats appropriate for persons with disabilities, and persons of lower levels of literacy, publicize and disseminate laws and information relating to the equal status and human rights of all women including the Universal Declaration on Human Rights, the International Covenant on Civil and Political Rights, the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights, the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women, the Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination, the Convention on the Rights of the Child, the Convention Against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, the Declaration on the Right to Development, the Declaration on the Elimination of Violence Against Women, as well as the outcomes of relevant United Nations Conferences and Summits and national reports to the Committee on the Elimination of Discrimination against Women;

() Publicize and disseminate such information in easily understandable formats and into alternative formats appropriate for persons with disabilities, and persons of low-level literacy;

.bis) Disseminate information on national legislation and its impact on women including easily accessible guidelines on how to use a justice system to exercise one's rights;

.bis) [Include information about international and regional instruments and standards, in their public information and human rights education activities, and in adult education and training programs, particularly for groups such as the military, police and other law enforcement personnel, the judiciary, legal and health professionals, to ensure that human rights are effectively protected;]

(a.bis.bis)

Make widely available and fully publicize information on the existence of national, regional and international mechanisms for seeking redress when the human rights of women are violated.

() Encourage, coordinate and cooperate with local and regional women's groups, relevant NGOs, educators and the media, to implement programmes in human rights education to make women aware of their human rights.

E/CN.6/1995/

2

English
Page 107

the victim, and that women defendants, victims and/or witness are not revictimised or discriminated against in the investigation and prosecution of crimes;

(d.bis.bis.bis)

Ensure that women have equal right with men to be [judges], advocates or other officers of the court as well as police officers, prison and detention officers, among others;

- (e) Strengthen existing or establish readily available and free or affordable alternative administrative mechanisms and legal aid programmes to assist disadvantaged women seeking redress for violations of their rights;

(e.bis) [Guarantee the full enjoyment of all human rights by women activists and by members of non-governmental organizations in this field and their freedom in carrying out their activities;]

(ALTERNATIVE TEXT to (e.bis))

[Ensure that all women [and members of] non-governmental organizations [and their members] [genuinely] involved in the field of protection and promotion of all human rights, civil, cultural, economic, political and social, including the right of development enjoy the rights and freedoms recognized in the Universal Declaration of Human rights, and the protection of national laws.]

- (e.ter) Strengthen and encourage the implementation of the recommendations contained in the UN Standard Rules on the Equalization of Opportunities for Persons with Disabilities, paying special attention to ensure non-discrimination and equal enjoyment of all human rights and fundamental freedoms by women and girls with disabilities, including their access to information and services in the field of violence against women as well as their active participation and economic contribution in all aspects of society;

- (New g) Encourage the development of gender sensitive human rights programmes.

Strategic objective 1.3. To Achieve legal literacy

Actions to be taken:

E/CN.6/1995/2
English
Page 106

attention to problems of the violations of the human rights of women.

(c.bis) [Take action to ensure that women's [sexual and] reproductive rights are fully recognized and respected;]

ev text) [Take urgent action to combat and eliminate violence against women which is a human rights violation, resulting from harmful traditional or customary practices, cultural prejudices, [religious, anti-religious, or secular] extremism. [They are also urged] Prohibit female genital mutilation wherever it exists and give vigorous support, to efforts among non-governmental and community organizations and religious institutions to eliminate such practices.]

.ter) [Consider what legal safeguards may be required to prevent discrimination on grounds of sexual orientation or lifestyle;]

(d) Provide gender sensitive human rights education and training to public officials, including inter alia police and military personnel, corrections officers, health and medical personnel, social workers, including people who deal with migration and refugee issues, and teachers at all levels of the educational system, and make available such education and training also to the judiciary and members of parliament in order to enable them to better exercise their public responsibilities;

(d.bis) [Promote the equal right of women to be members of trade unions and other professional and social organization];

(d.bis.2) Establish effective mechanisms for investigating the violations of the human rights of women perpetrated by any public official and take the necessary punitive legal measures in accordance with national laws.

.bis.bis) Review and amend criminal laws and procedures, as necessary, to eliminate any discrimination against women, in order to ensure that criminal law and procedures guarantee women effective protection against, and prosecution of, crimes directed at, or disproportionately affecting women, regardless of the relationship between the perpetrator and

E/CN.6/1995/

2

English
Page 105

and humanitarian relief activities, and promote understanding of the human rights of women by them, to recognize and deal with the violations of the human rights of women, so that they can fully take into account the gender aspect in their work;

Strategic objective I.2. Ensure equality and non-discrimination under the law

Actions to be taken

159. By Governments:

- (a) Give priority to promoting and protecting the full and equal enjoyment by women and men of all human rights and fundamental freedoms without distinction of any kind such as race, colour, sex, language, religion, political or other opinions, national or social origins, property, birth or other status.
- (a.bis) Provide constitutional guarantees and/or enact appropriate legislation to prohibit discrimination on the basis of sex for all women and girls of all ages and assure women of all ages equal rights and their full enjoyment:
- (b) Embody the principle of the equality of men and women in their legislation and ensure, through law and other appropriate means, the practical realization of this principle;
- (c) [Consider] reviewing national laws [including customary laws in accordance with the community concerned and legal practices in the areas of family, civil, penal, labour and commercial laws] in order to ensure the implementation of the principles and procedures of all relevant international human rights instruments, by means of national legislations, and [consider] revoking any remaining laws that discriminate on the basis of sex and remove gender bias in the administration of justice.
- (f) Strengthen and encourage the development of programmes of protection of the human rights of women in the national institutions on human rights which carry out programmes, such as human rights commissions or ombudspersons, according them appropriate status, resources and access to the Government to assist individuals, in particular women, and ensure that these institutions pay adequate

E/CN.6/1995/2
English
Page 104

- (New b) Include information on gender-based human rights violations in their activities and integrate the findings into all of their programmes and activities;
- (c) Ensure that there is collaboration and coordination of the work of all human rights bodies and mechanisms to ensure that the human rights of women are respected;
- (c.bis) Strengthen cooperation and coordination between the Commission on the Status of Women, the Commission on Human Rights, Commission on Social Development, Commission on Sustainable Development, Commission on Crime Prevention and Criminal Justice, UN human rights treaty monitoring bodies including the Committee on the Elimination of Discrimination against Women, UNIFEM, INSTRAW, UNDP, UNICEF, and other United Nations specialized agencies, acting within their mandates, in the promotion of the human rights of women and improve cooperation between the Division for the Advancement of Women and the Centre for Human Rights;
- (g.bis) [Call upon the United Nations High Commissioner for Human Rights and the United Nations High Commissioner for Refugees to establish effective cooperation within their respective mandates taking into account the fact that refugees, displaced and returnees women are subjected to particular forms of human rights abuse;]
- (Alternative text)
[Call on the Commission for Human Rights and the United Nations High Commissioner for Refugees to establish effective cooperation within their respective mandates, taking into account [the close link between human rights situation, military aggression, ethnic cleansing and genocide, refugees, displaced and returnee women,] and the fact that these women are subject to particular forms of human rights abuse;
- (d) Encourage incorporation of a gender perspective in national programmes of action and in human rights and national institutions, within the context of human rights advisory services programmes.
- (d.bis) Provide training in the human rights of women for all United Nations personnel and officials, especially those in human rights

E/CN.5/1995/

2

English
Page 103

services to the victims and the prosecution of those who run sex tourism industries and the traffickers.]

(g.ter) Taking into account the need to ensure full respect the human rights of indigenous women, consider and adopt a declaration on the rights of indigenous people by the General Assembly within the International Decade of the World's Indigenous People; encourage the participation of indigenous women in the working group elaborating the draft declaration, in accordance with the provision set out for the participation of organisations of indigenous people.

158. *By [the United Nations] [The High Commissioner for Human Rights] [all human rights bodies in the United Nations system as well as the High Commissioner for Human Rights and the United Nations High Commissioner for Refugees], while promoting greater efficiency and effectiveness through better coordination of the various bodies, mechanisms and procedures, taking into account the need to avoid unnecessary duplication and overlapping of their mandates and tasks:

(a) Give full and equal and sustained attention to the human rights of women in the exercise of their respective mandates to promote universal respect for and protection of all human rights, civil, cultural, economic, political and social, including the right to development:

(a.bis) Ensure the implementation of the recommendations of the World Conference on Human Rights for the full integration and mainstreaming of the human rights of women:

(b) Develop a comprehensive policy programme for the mainstreaming of the human rights of women throughout the United Nations system, including in activities with regard to advisory services, technical assistance, reporting methodology, gender impact assessments, coordination, public information and human rights education and play an active role in the implementation of the programme:

.bis bis) To ensure the integration and full participation of women as both agents and beneficiaries in the development process, and reiterate the objectives established for global action for women towards sustainable and equitable development set forth in Rio Declaration on Environment and Sustainable Development.

E/CN.6/1995/2
English
Page 102

- (c) Include gender aspects in reporting under all other human rights Conventions and instruments including ILO Conventions to ensure analysis and review of the human rights of women.
- (b) Report on schedule regarding the implementation of the Convention to the Committee on the Elimination of Discrimination against Women, following fully the guidelines established by the Committee and involving, where appropriate, the participation of or taking into account the contributions from non-governmental organizations in the preparation of the report:

(d) [Enable the Committee on the Elimination of all Forms of Discrimination against Women fully to discharge its mandate, for instance [by revising the Convention to allow adequate meeting time and] by promoting efficient working methods:]

or text) [Take steps to support] [consider] the drafting of an Optional Protocol to the Convention to establish [a right of petition and inquiry] [a communication] procedure that can enter in force before the year 2000.] [as soon as possible.]

- (g) [Consider] Ratify or accede to and ensure [full] implementation of the Convention on the Rights of the Child to ensure equal rights for girls and boys and urge those who have not already done so to become a party to realize universal implementation of the Convention on the Rights of the Child by the year 2000;

(g.bis) Address the acute problems of children including through supporting efforts in the context of the United Nations system aimed at adopting efficient international measures for the prevention and eradication of female infanticide, harmful child labour, sale of children [and organs], child prostitution, child pornography and other forms of sexual abuse [and consider guidelines for] [the drafting of an Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child:]

.bis.bis.) [Promote the approval and enforcement of an international convention against all open and covert forms of sexual exploitation that includes the provision of social

E/CN.6/1995/

2

English
Page 101

157. By Governments:

() [Consider] Ratify or accede to and implement international and regional human rights treaties:

(a) [Consider] the ratification or accession to and [ensure] implementation of the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women so that universal ratification of CEDAW can be achieved by the year 2000;

(a.bis) [Consider withdrawing reservations to the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women.]

(a.bis bis)

[Limit the extent of any reservations to the Convention, formulate any reservations as precisely and as narrowly as possible, ensure that no reservation is incompatible with the object and purpose of the Convention or otherwise contrary to international treaty law and review their reservations regularly, with the view to withdrawing them expeditiously.]

() Consider drawing up national action plans identifying steps to improve the promotion and protection of human rights, including the human rights of women, as recommended by the United Nations World Conference on Human Rights.

() Create or strengthen [independent] national institutions for the protection and promotion of these rights, including the human rights of women, as recommended by the United Nations World Conference on Human Rights.

() Develop a comprehensive human rights education program to raise awareness among women of their human rights and among others of the human rights of women.

(b.bis) [Undertake, if they are States party, to implement the Convention by reviewing all laws, policies, practices and procedures to determine whether they meet the obligations set forth in the Convention; revising all nonconforming laws, policies, practices and procedures to meet the international obligations set forth in the Convention.]

E/CN.6/1995/2

English

Page 100

of their human rights as well as by the obstacle they meet in getting access to information and the recourse mechanisms in case of violations of their rights.]

156. While women are increasingly using the legal system to exercise these rights, in many countries, lack of awareness of the existence of these rights is an obstacle to full enjoyment of their human rights and the attainment of equality. Experience in many countries has shown that women can be empowered and motivated to assert their rights, regardless of level of education or socio-economic status. Legal literacy programmes and media strategies have been effective in helping women understand the link between their rights and other aspects of their lives and in demonstrating that cost-effective initiatives can be undertaken to help women obtain those rights. Provision of human rights education is essential for the promotion of understanding of the human rights of women including knowledge of recourse mechanisms to redress violations of their rights. It is necessary for all individuals, especially women in vulnerable circumstances to have full knowledge of their rights and access to legal recourse against violations of their rights.

156 ter. Women engaged in defense of human rights must be protected. Governments have a duty to guarantee the full enjoyment of all rights, set out in the Universal Declaration of Human Rights, the Covenant on Civil and Political Rights, and the Covenant on Economic Social and Cultural Rights by women working peacefully in a personal or organizational capacity for the promotion and protection of human rights. NGO's, and women's organizations [and feminist groups] have played a catalyst role in the promotion of the human rights of women, through grassroots activities, networking and advocacy, and need encouragement, support and access to information from Governments in order to carry out these activities.

156 quater. In addressing the enjoyment of human rights, governments and other actors should promote an active and visible policy of mainstreaming a gender perspective into all policies and programmes so that before decisions are taken an analysis should be made of the effects for women and men respectively.

Apply and enforce international norms and standards to promote and safeguard the full and equal enjoyment by women of all human rights.

Strategic objective I.1:

Promote and protect [all] the human rights of women through the full implementation of all [international] human rights instruments, especially through the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women.

Actions to be taken

E/CN.6/1995/

2

English
Page 99

Special emphasis must be placed on the prevention of violence against women.]

[ALTERNATIVE text 154 bis]. [Violence against women both violates and impairs or nullifies the enjoyment by women of human rights and fundamental freedoms. There has been a long-standing failure to protect and promote these rights and freedoms in relation to violence against women. All forms of gender based violence including those resulting from armed conflict, foreign occupation, racism, racial discrimination, xenophobia, ethnic cleansing, extremism, terrorism, cultural prejudice and international trafficking [of women and children] are incompatible with the dignity and worth of the human person and must be eliminated. [To this end] urgent action and effective measures by governments and international community must be taken [to eliminate all forms of violence against women.]]

[ALTERNATIVE text 154 bis bis]. [Violence against women both violates and impairs or nullifies the enjoyment by women of human rights and fundamental freedoms. There has been a long-standing failure to protect and promote these rights and freedoms in relation to violence against woman. Special emphasis must be placed on the prevention of violence against woman.]

155. [Women in particularly vulnerable circumstances such as migrant, including migrant women workers, refugees or [internally] displaced women or those belonging to racial or ethnic minorities or indigenous groups, are often disadvantaged and marginalized by their lack of knowledge and recognition of their human rights and the absence of recourse mechanisms to redress violations of their rights. The causes of flight of refugees and [internally] displaced woman may be different from those affecting men. Refugee and [internally] displaced woman continue to be vulnerable to abuses of their human rights while in flight and in countries of asylum and resettlement, because of the varied effects of their displacement, including a lack of access to human rights recourse mechanisms and to information on their rights. Such effects of displacement may also be experienced by other migrant women.]

ALTERNATIVE text 155. [Many women face additional barriers in the enjoyment of their human rights because of such factors as their race, language, ethnicity, culture, religion, sexual orientation, disability, socio-economic class or because they are indigenous people, migrants, displaced people or refugees. They are also disadvantaged and marginalized by a lack of knowledge and recognition

E/CN.6/1995/2

English

Page 98

information and means to do so, and the right to attain the highest standard of sexual and reproductive health. It also includes their right to make decisions concerning reproduction free of discrimination, coercion and violence, as expressed in human rights documents. [Therefore, the unique reproductive and productive roles of women [and man] must be recognized and valued.] [Changes in both men's and women's consciousness, attitudes and behaviour are necessary conditions for achieving harmonious partnerships between women and men. It is essential to improve communication between women and men on issues of shared responsibility, including sexuality and reproductive health, so that women and men are equal partners in public and private life. Special efforts are needed to emphasize men's shared responsibility and promote their active involvement in responsible parenthood and sexual and reproductive behaviour.]

[153. Changes in both men's and women's knowledge, attitudes and behaviour are necessary conditions for achieving harmonious partnerships between women and men. It is essential to improve communication between women and men on issues of shared responsibility, including sexuality and reproductive health, so that women and men are equal partners in public and private life. Special efforts are needed to emphasize men's shared responsibility and promote their active involvement in responsible parenthood and sexual and reproductive behaviour.]

154. [Violence against women both violates and impairs or nullifies the enjoyment by women of human rights and fundamental freedoms. There has been a long-standing failure to protect and promote these rights and freedoms in relation to violence against women. Gender based violence and all forms of sexual harassment, prostitution, pornography, sex slavery, and exploitation, including those resulting from cultural prejudice, racism and racial discrimination, xenophobia, ethnic cleansing, religious and anti-religious extremism and international trafficking of women and children, are incompatible with the dignity and worth of the human person, and must be eliminated. Any harmful aspect of certain traditional, customary, or modern practices which violates the rights of women should be prohibited and eliminated. Governments should take urgent action to combat and eliminate all forms of violence against women and, in private and public life, perpetrated or tolerated by the State or private person's especially in situation [or experienced as a result] of armed conflict, [foreign occupation] or terrorism.

E/CN.6/1995/

2

English
Page 97

(151 bis). Every person should be entitled to participate, to contribute to and to enjoy cultural, economic, political and social development. In many cases women and girls suffer discrimination in the allocation of economic and social resources. This violates directly their economic, social and cultural rights. [They also suffer from the negative effects of structural adjustment policies.]

(152 bis). [The human rights of all women and girls should form [an integral part] [must be integrated in] of United Nations human rights activities.] Intensified efforts are needed to integrate the equal status and the human rights of all women and girls into the mainstream of United Nations system-wide activities and to address these issues regularly and systematically throughout relevant bodies and mechanisms. This requires, inter alia, improved cooperation and coordination between the Commission on the Status of Women, the High Commissioner for Human Rights, the Commission on Human Rights, including its special and thematic rapporteurs, independent experts, working groups and its Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities, the Commission on Sustainable Development, the Commission on Social Development, the Commission on Crime Prevention and Criminal Justice, and the Committee for the Elimination of Discrimination against Women and other human treaty bodies, and all relevant entities of the United Nations system, including the specialized agencies [and cooperation is needed also in order to strengthen and rationalize the structure and activities [in order to] [taking into account the need to] avoid unnecessary duplication.]

(152 bis). [[Gender] analysis applied to human rights law, has shown that the formal requirement of equal treatment of men and women does not take into consideration the systematic nature of discrimination against women. Consequently, if the goal of universal realisation of human rights for all is to be achieved, [universally accepted] international human rights [law] instruments must be applied in a way that accounts for this fact.]

153. [The World Conference on Human Rights as well as International Conference on Population and Development [which did not create any human rights] reaffirms [all aspects] of the (universal) human rights of women, including] women's reproductive rights [as defined by ICPD taking into consideration the reservations to ICPD and the right to development.] Bearing in mind the definitions given in Chapter II, Chapter VII, 7.2, and Chapter VIII of ICPD [reproductive rights rest on the recognition of the basic right of all couples and individuals to decide freely and responsibly the number, spacing and timing of their children and to have the

E/CN.6/1995/2
English
Page 96

women's reproductive rights and the right to development. Both the Declaration of the Rights of the Child and the Convention on the Rights of the Child guarantee children's rights and uphold the principle of non-discrimination on the grounds of gender. Three quarters of the States Members of the United Nations have become parties to the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women. An increasing number of countries have established mechanisms to enable women to exercise their rights.]

152. The gap between the existence of rights and their effective enjoyment derives from a lack of commitment by Governments to promote and protect those rights and the failure of Governments to inform women and men alike about them. The lack of appropriate recourse mechanisms at the national and international levels, and inadequate resources at both levels, compound the problem. In most countries, steps have been taken to reflect the rights guaranteed by the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women in national law. A number of countries have established mechanisms to strengthen women's ability to exercise their rights.

In order to protect human rights of women, it is necessary to avoid as far as possible the resort to reservations and to ensure that no reservation is incompatible with the object and purpose of the Convention [or otherwise contrary to the international treaty law.] Unless human rights of women, as defined by international human rights instruments are fully recognized and effectively protected, applied, implemented and enforced in national law as well as in national practice in family, civil, penal, labour and commercial codes and administrative rules and regulations, they will exist in name only.

151. In those countries that have not yet become parties to the Convention and other international human rights instruments, or where reservations that are incompatible with the object or purpose of the Convention have been entered, or where national laws have not yet been revised to implement international norms and standards, women's [de jure] equality is not yet secured. [Women's full enjoyment of equal rights is undermined by the discrepancies between some national legislations and international law, and international instruments on human rights, overly complex administrative procedures, lack of awareness within the judicial process and inadequate monitoring of the violation of the human rights of all women, coupled with the under-representation of women in justice systems, insufficient information on existing rights and persistent attitudes and practices which perpetuate women inequality.] [Lack of enforcement of family, civil, penal, labour and commercial codes or administrative rules and regulations have undermined women's access to the protection offered under international human rights instruments.]

*The World Conference on Human Rights reaffirmed The solemn commitment of all States to fulfil their obligation to promote universal respect for, and observance and protection of, all human rights and fundamental freedoms for all, in accordance with the Charter of the United Nations, other instruments relating to human rights, and international law. The universal nature of these rights and freedoms is beyond question.

*The Platform for Action reaffirms that all human rights, civil, cultural, economic, political and social, including the right to development, are universal, indivisible, interdependent and interrelated as expressed in the Vienna Declaration on Human Rights. The World Conference on Human Rights reaffirms that the human rights of women and the girl-child are inalienable, integral and indivisible part of universal human rights. The full and equal enjoyment of all [universal] human rights and fundamental freedoms by women and girls [is a requirement of international law] is essential for advancement of women.]

Equal rights of men and women is explicitly mentioned in the Preamble to the United Nations Charter. [All the major international] human rights instruments include sex as one of the grounds upon which States may not discriminate, including] the Universal Declaration of Human Rights, the International Covenant on Civil and Political Rights and the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights, the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women, the Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination, and the Convention on the Rights of the Child, as well as, the Declaration on the Right to Development and the Declaration on the Elimination of Violence against Women.]

150. Governments must not only refrain from violating the human rights of all women, but must work actively to promote and protect these rights. Nevertheless, it should be taken into account that the activities of the United Nations in the area of human rights should be rationalised, streamlined and reinforced [taking into account, the need to] [in order to] avoid unnecessary duplication. Recognition of the importance of the human rights of women is reflected in the fact that three-quarters of the Member States of the United Nations have become parties to the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women.

* The placement and the coherence of the text has not yet been agreed.

150. [The World Conference on Human Rights reaffirmed clearly that the human rights of women throughout the life cycle are an inalienable, integral and indivisible part of universal human rights. The International Conference on Population and Development reaffirmed

senior positions in decision-making in both the public and private sectors;

- (d) Use more gender-sensitive data in policy formulation and implementation of programmes and projects.

148. By the United Nations:

(a) Promote the development of [statistical] methods to find better ways to collect, collate and analyze data that may relate to the human rights of women, including violence against women, [for use by the Commission on the Status of Women, the Commission on Human Rights, the Committee on the Elimination of Discrimination against Women and human rights treaty bodies];

(a bis)

Promote further development of statistical methods to improve data which relate to women in economic, social, cultural and political development;

- (b) Prepare a new issue of The World's Women at regular five-year intervals and distribute it widely;

- (c) Assist countries, [upon their request], in the development of gender [concepts and] programmes;

- (d) [Report periodically on progress at the national and international levels to the United Nations Statistical Commission, INSTRAW and the Commission on the Status of Women in a coordinated fashion].

[148.bis By multilateral development financial institutions and bilateral donors:

Support the development of national capacity in developing countries and in countries with economies in transition to measure the work done by women fully including remunerated and unremunerated work.]

I. Lack of awareness of and commitment to [internationally and nationally recognized] human rights of women. [The enjoyment of [all] [universal] human rights by women]

[149. *Human rights and fundamental freedoms are the birthright of all human beings; their protection and promotion is the first responsibility of Governments.

at the national level to prepare satellite or parallel accounts of women's and men's unremunerated economic contribution, including quantifying household responsibilities as appropriate, and which is separate from but consistent with core national accounts, defining the unremunerated worker as a worker in the System of National Accounts, while maintaining the distinction between waged and unwaged work] in employment statistics;

- (g) Improve concepts and methods of data collection on the measurement of poverty among women and men, including their access to resources;
- (h) Strengthen vital statistical systems and incorporate gender analysis into publications and research; give priority to gender differences in research design and in data collection and analysis to improve data on morbidity; and improve data collection on access to health services, [including access to comprehensive sexual and reproductive health services, maternal care and family planning with special priority given to adolescent mothers, and to elder-care];
- (h.bis) Develop improved gender-disaggregated and age-specific data on victims and perpetrators of [all forms of] violence against women such as domestic violence, sexual harassment, incidence of rape, incest and sexual abuse, trafficking in women and girls and on violence by the agents of the State;
- (h.ter) Improve concepts and methods of data collection on the participation of women and men with disabilities, including their access to resources.

147. By Governments:

- (a) Ensure the regular production of a statistical publication on gender that presents and interprets topical data on women and men in a form suitable for a wide range of non-technical users;
- (b) Ensure that producers and users of statistics in each country regularly review the adequacy of the official statistical system and its coverage of gender issues and prepare a plan for needed improvements, where necessary;
- (c) Develop, and encourage the development of quantitative and qualitative studies in research organizations, trade unions, employers, private sector, and NGOs, on the sharing of power and influence in society, including the number of women and men in

(old c)

[Aim to] Ensure that all statistics related to individual are collected, compiled, analyzed and presented by sex and age and reflect problems [and questions related to women and men in society]:

- (a) Collect, compile, analyze and present on a regular basis data disaggregated by age, sex, socio-economic and other relevant indicators, including number of dependents, for utilization in policy and programme planning and implementation [and reflect problems and questions related to men and women in society]
- (b) Involve centers for women's studies and research organizations in developing and testing [appropriate indicators] and research methodologies to strengthen gender analysis and in monitoring and evaluation of the implementation of the goals of the Platform for Action;
- (d) Designate or appoint staff to strengthen gender statistics programmes and ensure, coordination, monitoring and the linkage to all fields of statistical work and prepare output that integrate statistics from the various subject areas;
- (e) [[Take steps to] Improve [and adapt] [the concepts and methods of] data collection on and the measurement of the full contribution of women and men to the economy [measuring][by taking steps to measure] [make visible] their participation in the informal sector, agriculture, fisheries, and, in particular small holdings, industry, trade and the domestic service sector and to [quantify and value] as appropriate, the remunerated and unremunerated work of women and men [including housework and childcare];
- () [Develop a more comprehensive knowledge of work and employment through, inter alia, efforts to measure and better understand the type, extent and distribution of unremunerated work, particularly work in caring for dependents and unremunerated work done for family farms or businesses, and encouraging, sharing and disseminating information, studies and experience in this field, including on the development of methods for assessing its value in quantitative terms, for possible reflection in accounts that may be produced separately from, but consistent with, core national accounts];
- (f) [Develop an international classification of activities for time-use statistics, with Governments also undertaking time-use studies, and prioritize further work

and create mechanisms for the focal points to meet regularly with national machinery to monitor progress in the implementation of the Platform for Action.]

former 143. By national machinery:

() Facilitate the formulation and implementation of government policies on equality between women and men, develop appropriate strategies and methodologies, and promote coordination and cooperation within central government in order to ensure mainstreaming of gender perspectives in all policy-making processes;

(a) Promote and establish cooperative relationships with relevant branches of government, centers for women's studies and research, academic and educational institutions, the private sector, the media, non-governmental organizations, especially women's organizations, and all other actors of civil society;

[(a. bis)

Undertake activities focusing on legal reform with regard to the family, conditions of employment, social security, income tax, equal opportunity in education, positive measures to promote the advancement of women and the perception of attitudes and a culture favourable to equality].

(() Promote the gender perspective in legal reforms, including inter alia with regard to employment, social security, taxation and education.]

(() Promote increased participation of women as both active agents of and beneficiaries in the development process for the improvement of the quality of life for all.]

(b) Establish direct links with national, regional and international bodies dealing with the advancement of women.

(c) Provide training and advisory assistance to government agencies to integrate a gender perspective into their policies and programmes.

Strategic objective H.3.

Generate and disseminate gender-disaggregated data and information for planning and evaluation

Actions to be taken

146. By national, regional and international statistical services, and relevant government and UN agencies in cooperation with research and documentation organizations, in their respective areas of responsibility:

- (a) Provide financial and advisory assistance to national machinery to increase their ability to gather information, develop networks and carry out their mandate.
- (b) Strengthen international mechanisms to promote the advancement of women through their respective mandates in cooperation with governments.]

Strategic objective H.2. Integrate gender perspectives in all legislation, public policies, programmes and projects

Actions to be taken

145. By Governments:

former 141 ter. Seek to ensure that before policy decisions are taken, [as appropriate] an analysis of their impact on women and men respectively is carried out

[(a) Systematically review policies, programmes and projects, as well as their implementation, to ensure that they reflect the differential impact of general measures on women and men and their respective contribution to development, taking into account existing inequalities and develop methods of gender impact analysis and introduce practical ways and means for its application at an early stage of the policy development process, [especially in terms of the impact of employment and income policies.]

[Regularly review and implement national policies, programmes and projects as well as their implementation evaluating the impact of the employment and income policies in order to guarantee that women are the direct beneficiaries of development [and that their contribution is considered in the national accounts]]

(a bis) Promote national strategies aimed at equality between women and men to eliminate obstacles to the exercise of women's rights in order to eradicate all forms of discrimination against women:

(b bis) Work with members of legislative bodies in order to promote, as appropriate, a gender perspective in all legislation and policies;

(c) [Establish networks of focal points in all ministries and agencies with a mandate to review policies and programmes

Integrate gender-equality dimensions into policy and programme planning and implementation at all levels and in all areas

Strategic objective H.1.

Create or strengthen national machineries and other governmental bodies

Actions to be taken

142. By Governments:

- () Ensure that responsibility for the advancement of women is invested at the highest possible level of Government. In many cases, this could be a Cabinet Minister.
- (a) Based on a strong political commitment, create a national machinery, where it does not exist, strengthen, as appropriate, existing national machineries, for the Advancement of Women, at the highest possible level in Government. It should have clearly defined mandates and authority. Critical would be adequate resources, ability and competence to influence policy, formulate and review legislation. Among others things, it should perform policy analysis, undertake advocacy, communication, coordination, and monitoring of implementation.
- (b) Provide staff training in designing and analyzing data from a gender perspective.
- (c) Establish procedures to allow the machinery to gather information on government-wide policy issues at an early stage and continuously use it in the policy development and review process within the government;

[(c.bis)

Report, on a regular basis, to legislative bodies and to the cabinet on the progress of efforts, as appropriate, to mainstream gender concerns, taking into account the implementation of the Platform for Action].

(c. quater)

Encourage and promote the active involvement of the broad and diverse range of institutional actors in the public, private and voluntary sectors to work for equality between women and men.

[144. By regional and international organizations, in particular development institutions, especially the the Institute for Research and Training for the Advancement of Women (INSTRAW) and the United Nations Development Fund for Women (UNIFEM) and bilateral donors:

sufficient resources, and insufficient support from national political leadership.

140.bis. At the regional and international levels, mechanisms and institutions to promote the advancement of women, as an integral part of mainstream political, economic, social and cultural development, and of initiatives on development and human rights, encounter similar problems emanating from a lack of commitment at the highest levels.

141. Successive international conferences have underscored the need to take gender factors into account in policy and programme planning. However, in many instances this has not been done.

141.bis [Regional bodies concerned with the advancement of women have been strengthened, together with international machinery, such as the Commission on the Status of Women and the Committee on the Elimination of Discrimination against Women. However, the limited resources continue to impede full implementation of their mandates].

141.bis bis Methodologies for conducting gender-based analysis in policies and programmes and for dealing with the differential effects of policies on women and men have been developed in many organizations and are available for application but are often not being applied or are not being applied consistently.

141.ter A national machinery for the advancement of women is the central policy coordinating unit inside Government. Its main task is to support Government wide mainstreaming of a gender equality perspective in all policy areas. The necessary conditions for an effective functioning of such national machineries include:

- location at the highest possible level in the government, [falling under the responsibility of a Cabinet Minister];
- [institutional mechanisms or processes that facilitate, as appropriate, decentralized planning, implementation and monitoring with a view to involving NGOs and community organizations from the grass root upwards.]
- sufficient resources in terms of budget and professional capacity and opportunity to influence policy development in all government policies.

141.ter [In addressing the issue of mechanisms for promotion of the advancement of women, governments and other actors should promote an active and visible policy of mainstreaming a gender perspective into all policies and programmes so that, before decisions are taken, an analysis is made of the effects for women and men respectively.]

87

regional and international organizations and private enterprise.]

Strategic objective G.2. Increase women's capacity to participate in decision-making and leadership

Actions to be taken

138. By Governments, national bodies, the private sector, political parties, trade unions, employers' organizations, sub-regional and regional bodies, non-governmental and international organizations and educational institutions:

(b) Provide leadership and self-esteem training to assist women and girls, particularly those with special needs, women with disabilities and women belonging to racial and ethnic minorities to strengthen their self-esteem and to encourage them to take decision-making positions.

(b.bis)

Have transparent criteria for decision-making positions and ensure that the selecting bodies have a gender balanced composition;

(b.ter)

Create a system of mentoring for unexperienced women and, in particular, offer training, including in leadership and decision-making, public speaking and self-assertion courses, as well as in political campaigning;

(c) Provide gender-sensitive training for women and men to promote non-discriminatory working relationships and respect for diversity in work and management styles.

(new d)

Develop mechanisms and training to encourage women to participate in the electoral process, political activities and other leadership areas.

H. Inadequate mechanisms at all levels to promote the advancement of women

140. National machineries for the advancement of women have been established in almost every Member State to, inter-alia, design, promote implementation of, execute, monitor, evaluate, advocate and mobilize for support for policies that promote the advancement of women. National machineries are diverse in form and uneven in their effectiveness, and in some cases have declined. Often marginalized in national government structures, these mechanisms are frequently hampered by unclear mandates, lack of adequate staff, training, data and

(new e)

Encourage and support the participation of women's NGOs in United Nations conferences and their preparatory processes;

(new f)

Aim at and support gender balance in the composition of delegations to the United Nations and other international fora.

136. By the United Nations

- (a) [Implement existing and adopt new policies and measures relating to all contracts in order to achieve overall gender parity in employment, particularly at the Professional level, by the year 2000, taking into account the equal geographical distribution in conformity with article 101, para. 3 of the UN charter,]
- (b) Develop mechanisms to nominate women candidates for appointments to senior posts in UN organizations, specialized agencies and other autonomous organizations of the UN system
- (c) Continue to collect and disseminate quantitative and qualitative data on women and men in decision making [and analyze differential impact on decision-making and monitor progress towards achieving the Secretary-General's target of 50 percent but at least 40 per cent of managerial and decision-making positions to be held by women by the year 2000.]

137. By women's organizations, non-governmental organizations, trade unions, social partners, producers, industrial and professional organizations:

- (a) Build and strengthen solidarity among women through information, education and sensitisation activities.

from 139:

(new.b)

Advocate at all levels to enable women to influence political, economic and social decisions, processes and systems and work toward seeking accountability from elected representatives on their commitment to gender concerns;

(new c)

[Establish databases on women and their qualifications for use in appointing women to senior decision-making and advisory positions for dissemination to Governments,

85

- (a) Consider examining party structures and procedures to remove all barriers which directly or indirectly discriminate against the participation of women.
- (b) Consider developing initiatives which allow women to participate fully in all internal policy-making structures, appointive and electoral nominating processes.
- (c) Consider incorporating gender issues in their political agenda [and ensure the participation of women in the leadership of political parties so as to accomplish parity and integration of both genders.]

135. By Governments, national bodies, the private sector, political parties, trade unions, employers' organizations, research and academic institutions, sub-regional and regional bodies, non-governmental and international organizations:

- (a) Take positive action to build a critical mass of women leaders, executives and managers [with the requisite qualifications] in strategic decision-making positions;
- (b) [Create regulatory bodies and enforcement mechanisms to monitor women's access to senior levels of decision-making;]
- (b.bis) Review criteria for recruitment and appointment to advisory and decision-making bodies and promotion to senior positions to ensure that criteria are relevant and do not discriminate against women.
- (c) Encourage efforts by NGO's, trade unions and the private sector to achieve equality [and equity] between women and men in their ranks, including equal participation in their decision-making bodies and in negotiations in all areas and at all levels.
- (c.bis) Develop communications strategies to promote public debate on the new roles of men and women in society and [in the family.]
- (new c.ter) Restructure recruitment and career-development programmes to ensure that all women especially young women have equal access to managerial, entrepreneurial, technical and leadership training, including on-the-job training;
- (new d) Develop programmes for career advancement for women of all ages, which include career planning, tracking, mentoring, coaching, training and retraining;